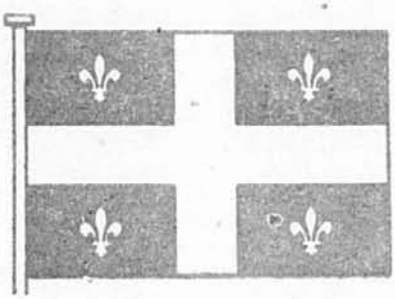

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 29 octobre 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 29th, 1955

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernment. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion: the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House Quebec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12203-55)

Adela Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'août 1955, constituant en corporation: Adella Stipelman, administratrice, épouse séparée de biens de Sam Stipelman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Doris Marshall, secrétaire, fille majeure, et Donald Kujan, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Adela Realty Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40964

Letters Patent

(A.G. 12203-55)

Adela Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1955, incorporating: Adella Stipelman, executive, wife separate as to property from Sam Stipelman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Doris Marshall, secretary, spinster, and Donald Kujan, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Adela Realty Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and into 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40964-o

(P.G. 12250-55)

Alliance Wholesale Butchers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1955, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, avocats et Anne Zifkin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers, sous le nom de "Alliance Wholesale Butchers Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5411 rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12284-55)

American Home Builders Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1955, constituant en corporation: Léo Giroux, industriel, de Laval-des-Rapides, André Aird, ingénieur, Michel Dasti, industriel, tous deux de Montréal, tous trois du district judiciaire de Montréal, et Bernard Lamoureux, industriel, de Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "American Home Builders Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4, rue Giroux, Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12413-55)

André Chrétien & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six septembre 1955, constituant en corporation: Thérèse Sirois, Huguette Morin, secrétaires, filles majeures, de Lauzon, et Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois, sous le nom de "André Chrétien & Fils Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le six Septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12250-55)

Alliance Wholesale Butchers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1955, incorporating: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, advocates, and Anne Zifkin, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers, under the name of "Alliance Wholesale Butchers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $50 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5411 Papineau St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12284-55)

American Home Builders Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August 1955, incorporating: Léo Giroux, industrialist, of Laval-des-Rapides, André Aird, engineer, Michel Dasti, industrialits, both of Montreal, all three of the judicial district of Montreal, and Bernard Lamoureux, industrialist, of Saint Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as general builders and contractors, under the name of "American Home Builders Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4 Giroux Street, Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12413-55)

André Chrétien & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September 1955, incorporating: Thérèse Sirois, Huguette Morin, secretaries, filles majeures, of Lauzon, and Charlotte Risi, secretary, fille majeure, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber, under the name of "André Chrétien & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

40964 Deputy Attorney General.

(P.G. 12148-55)

Bachand & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1955, constituant en corporation: Jean Goulet, avocat, Lise Parant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, et Paul-Émile Tanguay, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de lessiveuses électriques ou mécaniques et de tous autres appareils et accessoires qui y sont connexes, sous le nom de "Bachand & Frères Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12390-55)

Barbara Formals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Barbara Formals Inc.", avec un capital de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12416-55)

Basin Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Jessie McWatters, secrétaire, épouse séparée de biens en vertu des lois d'Ontario de Vernon William McWatters, de Verdun, Mortimer Dolman, notaire, et Earl Kimmel, étudiant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Basin Realties Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12412-55)

Bergeron & Duhamel Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12148-55)

Bachand & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August 1955, incorporating: Jean Goulet, advocate, Lise Parant, secretary, fille majeure usant de ses droits, and Paul-Émile Tanguay, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical or mechanical washing-machines or all other apparatus and accessories related thereto, under the name of "Bachand & Frères Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12390-55)

Barbara Formals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all Advocate, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Barbara Formals Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12416-55)

Basin Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1955, incorporating: Jessie McWatters, secretary, wife separate as to property under the laws of Ontario of Vernon William McWatters, of Verdun, Mortimer Dolman, notary, and Earl Kimmel, student, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Basin Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12412-55)

Bergeron & Duhamel Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Georges-H. Bergeron, épicier, Edouard Duhamel, fonctionnaire municipal, tous deux de Montréal, et Claude Danis, avocat au barreau de Montréal, de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour voies de communication et constructeurs, sous le nom de "Bergeron & Duhamel Incorporée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6387, rue Louis-Hémond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12404-55)

Bertrand Garneau, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Bertrand Garneau, agent manufacturier, Gilberte Lamontagne Garneau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bertrand Garneau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Roberval, et Jean-Marie Garneau, menuisier, de Saint-Prime, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objects suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles; faire affaires comme garagiste et tenir une station de service; exercer le commerce d'instruments, d'appareils électriques et de matériaux de construction, sous le nom de "Bertrand Garneau, Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12306-55)

Border Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en dat du vingt-quatre août 1955, constituant en corporation: Maurice Jonathan Garmaise, Mortimer Dolman, notaires, de Montréal et Jessie McWatters, secrétaire, épouse séparée de biens en vertu des Lois d'Ontario de James McWaters, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, sous le nom de "Border Realty Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September 1955, incorporating: Georges H. Bergeron, grocer, Edouard Duhamel, municipal official, both of Montreal, and Claude Danis, advocate, member of the Montreal Bar, of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for lines of communication, and builders, under the name of "Bergeron & Duhamel Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6387 Louis-Hémond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12404-55)

Bertrand Garneau, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September 1955, incorporating: Bertrand Garneau, manufacturing agent, Gilberte Lamontagne, housewife, wife contractually separate as to property of the said Bertrand Garneau, and duly authorized by him for the purposes herein, both of Roberval, and Jean-Marie Garneau, carpenter, of Saint Prime, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles, carry on business as garage-keeper and maintain a service station; deal in instruments, electrical apparatus and building materials, under the name of "Bertrand Garneau, Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12306-55)

Border Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1955, incorporating: Maurice Jonathan Garmaise, Mortimer Dolman, notaries, of Montreal, and Jessie McWatters, Secretary, wife separate as to property under the laws of Ontario of James McWatters, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and immoveable property, under the name of "Border Realty Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12252-55)

Calco Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois août 1955, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, de Ville Mont-Royal, Solomon W. Weber, C.R., avocat, d'Outremont et Rose Markis, secrétaire, fille majeure, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants.

Posséder et exploiter des immeubles, sous le nom de "Calco Building Corporation", avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12301-55)

Canadian Oil & Gas Reserves (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1955, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de Côte St-Luc et Gregory Charlap, de Montréal, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Canadian Oil & Gas Reserves (Quebec) Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12317-55)

Capitol Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1955, constituant en corporation: Conrad Shatner, Harry Blank, avocats et Gloria Williams, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fournitures et articles de ménage, vêtements, appareils vestimentaires et accessoires, sous le nom de "Capitol Sales Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3780 boulevard St-Laurent, Montréal (1), district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 12252-55)

Calco Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1955, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, of the town of Mount Royal, Solomon W. Weber, Q.C., advocate, of Outremont, and Rose Markis, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own and operate immoveables, under the name of "Calco Building Corporation", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12301-55)

Canadian Oil & Gas Reserves (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1955, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of Cote St. Luc, and Gregory Charlap, of Montreal, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Canadian Oil & Gas Reserves (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12317-55)

Capitol Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1955, incorporating: Conrad Shatner, Harry Blank, advocates, and Gloria Williams, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in household furnishings and articles, clothing, wearing apparel and accessories, under the name of "Capitol Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3780 St. Lawrence Boulevard, Montreal, (1), judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12285-55)

Champlain Exploration Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1955, constituant en corporation: Armand Viau, conseiller industriel, Claude Rioux, avocat et Françoise Lemay, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches, récupérer et extraire de la terre, du pétrole, gaz naturel, charbon, huile, sel, métaux, minéraux et autres substances minérales de toutes sortes, sous le nom de "Champlain Exploration Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 12285-55)

Champlain Exploration Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1955, incorporating: Armand Viau, Industrial consultant, Claude Rioux, advocate, and Françoise Lemay, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To search for and recover and win from the earth, petroleum, natural gas, coal, oil, salt, metals, minerals and mineral substances of all kinds, under the name of "Champlain Exploration Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12297-55)

Charton Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1955, constituant en corporation: Lucien Joseph Charton, administrateur de compagnie, Raymond Charton, constructeur, et Dame R. Charton (née Arbo), épouse dudit Raymond Charton, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Charton Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 12297-55)

Charton Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1955, incorporating: Lucien Joseph Charton, Company Executive, Raymond Charton, builder, and Mrs. R. Charton (née Arbo), wife of the said Raymond Charton, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Charton Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of the par value of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12308-55)

De Luxe Slippers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1955, constituant en corporation: E. Ludger Boulet, comptable agréé, Robert Langevin et Jacques Morency, avocats, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la chaussure et du cuir, sous le nom de "De Luxe Slippers Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Émile, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12308-55)

De Luxe Slippers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August 1955, incorporating: E. Ludger Boulet, chartered accountant, Robert Langevin and Jacques Morency, advocates, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in footwear and leather, under the name of "De Luxe Slippers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint Émile, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August 1955.

C. E. CANTIN,

40964 Deputy Attorney General.

(P.G. 12268-55)

Dufferin Plumbing & Heating Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1955, constituant en corporation: Peter Marshall Laing, avocat, de Montréal, Edmond Jacques Courtois et Raymond Eric Parsons, avocats, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigeration, sous le nom de "Dufferin Plumbing & Heating Supply Co. Ltd.", avec un capital tota lde $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6300 chemin Upper Lachine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 12268-55)

Dufferin Plumbing & Heating Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1955, incorporating: Peter Marshall Laing, advocate, of Montreal, Edmond Jacques Courtois and Raymond Eric Parsons, advocates, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Dufferin Plumbing & Heating Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6300 Upper Lachine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11881-55)

Dupont Television Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1955, constituant en corporation: Claude Dupont, marchand, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, et Jacqueline Roberge, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de radios, appareils de télévision et instruments de radiocommunication, sous le nom de "Dupont Television Corp.", avec un capital tota lde $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 11881-55)

Dupont Television Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1955, incorporating: Claude Dupont, merchant, Sureka Wasserman, secretary, fille majeure, and Jacqueline Roberge, stenographer, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in radios, television and radio communication instruments, under the name of "Dupont Television Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12600-55)

Entreprises Northland Ltée
Northland Enterprises Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1955, constituant en corporation: François L'Anglais, ingénieur professionnel, Louise Bédard L'Anglais, ménagère, épouse séparée de biens dudit François L'Anglais, et dûment autorisée aux fins des présentes, et Maurice Bernatchez, électricien, tous de Schefferville, Nouveau-Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de marchandises habituellement vendues dans un magasin à rayons, sous le nom de "Entreprises Northland Ltée — Northland Enterprises Ltd", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Schefferville Nouveau-Québec, district judiciaire de Québec.

(A.G. 12600-55)

Entreprises Northland Ltée
Northland Enterprises Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1955, incorporating: François L'Anglais, professional engineer, Louise Bédard L'Anglais, housewife, wife separate as to property of the said François L'Anglais, and duly authorized for the purposes herein, and Maurice Bernatchez, electrician, all of Schefferville, New Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To generally deal in goods usually sold in a departmental store, under the name of "Entreprises Northland Ltée — Northland Enterprises Ltd", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Schefferville, New Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12392-55)

Equipment Import Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux septembre 1955, constituant en corporation: Roddick Barclay Thomas, marchand, David Litner, avocat et Seymour Livis, ingénieur chimiste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de moteurs, machines et machinerie, outils, instruments et installations de toutes sortes utilisées dans les domaines hydraulique, électrique, minier, ainsi que dans celui du raffinage et de l'industrie, sous le nom de "Equipment Import Co. Ltd", avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12231-55)

F. Leber Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1955, constituant en corporation: Elizabeth Blocher Leber, ménagère, épouse séparée de biens de Fred Leber senior et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Conrad Leber, Fred Leber senior, tous deux entrepreneurs-peintres et Fred Leber junior, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "F. Leber Realty Co. Ltd.", avec un capital total de $75,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12354-55)

Franc-Len Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux septembre 1955, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, Daniel Morris, avocats, de Montréal et Manuel Shacter, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles, effets et marchandises se rapportant à l'épicerie, sous le nom de "Franc-Len Distributors Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September 1955.

C. E. CANTIN,

40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12392-55)

Equipment Import Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1955, incorporating: Roddick Barclay Thomas, merchant, David Litner, advocate, and Seymour Livis, chemical engineer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in engines, machines and machinery, tools, implements and hydraulic, electrical, mining, smelting and industrial equipment of all kinds, under the name of "Equipment Import Co. Ltd", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12231-55)

F. Leber Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1955, incorporating: Elizabeth Blocher Leber, housewife, wife separate as to property of Fred Leber Senior, and duly authorized by him for the purposes of these presents, Conrad Leber, Fred Leber, Senior, both painting contractors, and Fred Leber Junior, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "F. Leber Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12354-55)

Franc-Len Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1955, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, Daniel Morris, advocates, of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise connected with groceries, under the name of "Franc-Len Distributors Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of

ordinaires de $10 chacune et 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12349-55)

Gillmark Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un août 1955, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Michael Charles Herman, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, administrer et gérer des immeubles et biens immobiliers, sous le nom de "Gillmark Development Corp.", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 action ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12302-55)

Golden West Minerals (Quebec) Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1955, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de Côte St-Luc et Gregory Charlap, de Montréal, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Golden West Minerals (Quebec) Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12516-55)

J. L. St-Germain Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1955, constituant en corporation: Joseph-L. St-Germain, agent, de Sillery, Arnold Vigneault, restaurateur, de Québec, et

$10 each and into 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12349-55)

Gillmark Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1955, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irène Rubin, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Michael Charles Herman, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, administer and conduct real estate and immoveables, under the name of "Gillmark Development Corp.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at the town of Côte St. Luke, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12302-55)

Golden West Minerals (Quebec) Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1955, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of Côte St. Luc, and Gregory Charlap, of Montreal, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Golden West Minerals (Quebec) Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General

(A.G. 12516-55)

J. L. St-Germain Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September 1955, incorporating: Joseph-L. St-Germain, agent, of Sillery, Arnold Vigneault, restaurateur, of Quebec, and Juliette

Juliette Turcotte, secrétaire, de Giffard, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme distributeur de bière et porter et autres produits analogues, sous le nom de "J. L. St-Germain Ltée", avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 535, boulevard Langelier, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12238-55)

J. X. Lévesque Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1955, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon et J.-Claude Gagnon, tous avocats, de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, machines et machineries, effets et accessoires pouvant servir à l'usage domestique, à l'agriculture, à l'industrie et à la construction, sous le nom de "J. X. Lévesque Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12460-55)

Le Carrousel des Jouets Inc.
The Toy Carnival Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: André Sauvé, voyageur de commerce, des cité et district judiciaire de Québec, Eugène Lamoureux, comptable, et André Trottier, comptable agréé, ces deux derniers de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles de sport, jouets, ferronnerie, accessoires électriques, aussi bien que tous les autres articles qui font habituellement l'objet d'un tel genre de commerce, sous le nom de "Le Carrousel des Jouets Inc. — The Toy Carnival Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12286-55)

Le Croissant d'Or Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Turcotte, secretary, of Giffart, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as distributor of beer and porter and other similar products, under the name of "J. L. St. Germain Ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 shares of $50 each.

The head office of the company will be at 535 Langelier Boulevard, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12238-55)

J. X. Lévesque Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August 1955, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon and J.-Claude Gagnon, all advocates, of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in furniture, machines, machinery, articles and accessories which may be used for domestic, agricultural, industrial, and building purposes, under the name of "J. X. Lévesque Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12460-55)

Le Carrousel des Jouets Inc.
The Toy Carnival Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September 1955, incorporating: André Sauvé, commercial traveller, of the city and judicial district of Quebec, Eugène Lamoureux, accountant, and André Trottier, chartered accountant, the two latter of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports goods, toys, hardware, electrical appliances, as well as all other articles usually included in this type of business, under the name of "Le Carrousel des Jouets Inc. — The Toy Carnival Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12286-55)

Le Croissant d'Or Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1955, constituant en corporation: Maurille Grégoire, commerçant, Charles-Edmond Roy, médecin D.D.S., tous deux de Disraéli, district judiciaire de Saint-François, et Marcel Fortin, courtier en immeubles, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter un commerce d'hôtellerie, motel et restaurant, sous le nom de "Le Croissant d'Or Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12224-55)

Le Marché d'Isle Maligne, Ltée
The Isle Maligne Market, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1955, constituant en corporation: Léonce-René Côté, commis-comptable, Lucienne Brassard, ménagère, épouse commune en biens dudit Léonce-René Côté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Lauréat Savard, gérant de magasin, tous de d'Isle Maligne, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, boucherie, restaurant, quincaillerie, ferronnerie, nouveautés, lingerie, meubles, appareils électriques, matériaux de constructions et autres objets semblables, sous le nom de "Le Marché d'Isle Maligne, Ltée — The Isle Maligne Market, Limited", avec un capital total de $15,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Isle Maligne, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12288-55)

Lithographie Laurentide Lithographing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Jean-Paul Verschelden, Roland Bourret, tous deux avocats, de Montréal, et Albert Noël, notaire, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Lithographie Laurentide Lithographing Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4625, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August 1955, incorporating: Maurille Grégoire, merchant, Charles Edmond Roy, physician (D.D.S.), both of Disraéli, judicial district of Saint Francis, and Marcel Fortin, real estate broker, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire and operate an hotel, a motel and restaurant, under the name of "Le Croissant d'Or Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12224-55)

Le Marché d'Isle Maligne, Ltée
The Isle Maligne Market, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August 1955, incorporating: Léonce-René Côté, accounting clerk, Lucienne Brassard, housewife, wife common as to property of the said Léonce-René Côté, and duly authorized by him for the purposes herein, and Lauréat Savard, store manager, all of Isle Maligne, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To cary on the businesses of grocer, butcher, restaurant, hardware, iron ware, novelties, lingerie, furniture, electrical apparatus, building materials and other similar objects, under the name of "Le Marché d'Isle Maligne, Ltée — The Isle Maligne Market, Limited", with a total capital stock of $15,000, divided into 100 common shares of $100 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Isle Maligne, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12288-55)

Lithographie Laurentide Lithographing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September 1955, incorporating: Jean-Paul Verschelden, Roland Bourret, both advocates, of Montreal, and Albert Noël, notary, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and editors, under the name of "Lithographie Laurentide Lithographing Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 4625 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(P.G. 12365-55)

Maçonnerie R.H.M. Ltée.
R.H.M. Masonry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1955, constituant en corporation: Robert-Henri Mulot, maçon, Thérèse Paradis, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, et Gilles A. Denis avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme maçons, briqueteurs, cimentiers et poseurs de tuile et comme constructeurs en général, sous le nom de "Maçonnerie R.H.M. Ltée.— R.H.M. Masonry Ltd.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1280, rue Ste Élizabeth, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12459-55)

Meubles J. Dosogne Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, avocat, Helen Russell secrétaire, veuve de A. M. Russell et Jules Dosogne, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles, appliqués et accessoires, fournitures de ménage, appareils électriques, accessoires d'automobile, marchandises sèches et articles vestimentaires, sous le nom de "Meubles J. Dosogne Furniture Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12429-55)

Mt. Vernon Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Oscar Nymark, de Ville La Salle, Marko Rusko, de Westmount et Charles Baume, de Montréal, tous administrateurs, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Mt. Vernon Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 12365-55)

Maçonnerie R.H.M. Ltée.
R.H.M. Masonry Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September 1955, incorporating: Robert Henri Mulot, mason, Thérèse Paradis, stenographer, fille majeure, both of Montreal, and Gilles A. Denis, advocate, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as masons, bricklayers, cement-makers, tilers, and builders generally, under the name of "Maçonnerie R.H.M. Ltée.— R.H.M. Masonry Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1280 St. Elizabeth Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 12459-55)

Meubles J. Dosogne Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1955, incorporating: Emmanuel Cooke, advocate, Helen Russell, secretary, widow of A. M. Russell, and Jules Dosogne, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, fixtures and appliances, household furnishings, electrical appliances, automobile accessories, dry goods and wearing apparel, under the name of "Meubles J. Dosogne Furniture Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12429-55)

Mt. Vernon Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1955, incorporating: Oscar Nymark, of Ville La Salle, Marko Rusko, of Westmount, and Charles Baume, of Montreal, all Executives, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Mt. Vernon Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12253-55)

New Host Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1955, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, Doris Marshall, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Leona Green, teneuse de Livres, fille majeure, de St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "New Host Co. Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12338-55)

Noël Moffitt (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf août 1955, constituant en corporation: Paul Brooks Pitcher, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacques Chassé, avocat, et Charles Shaw Bradeen, fils, étudiant en droit, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'installations et accessoires industriels, sous le nom de "Noël Moffitt (Quebec) Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12419-55)

Picture World Encyclopedia Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Samuel Moskovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, David Litner, avocat et Seymour Machlovitch, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, pamphlets, revues, sous le nom de "Picture World Encyclopedia Ltd.", avec un capital-actions divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, chambre 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 12253-55)

New Host Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1955, incorporating: Donald Kujan, advocate, Doris Marshall, secretary, spinster, both of Montreal, and Leona Green, bookkeeper, spinster, of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "New Host Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and into 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12338-55)

Noël Moffitt (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1955, incorporating: Paul Brooks Pitcher, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacques Chassé, advocate, and Charles Shaw Bradeen, Jr., student at Law, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in industrial equipment and supplies, under the name of "Noël Moffit (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 4,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12419-55)

Picture World Encyclopedia Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1955, incorporating: Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, David Litner, advocate, and Seymour Machlovitch, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in books, pamphlets, magazines, under the name of "Picture World Encyclopedia Ltd.", with a capital stock divided into 200 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at 423 Mayor Street, Room 2, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12242-55)

Pierrefonds Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1955, constituant en corporation: Armand Lacombe, père, Armand Lacombe, fils, et Roland Lacombe, tous garagistes, de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de "Pierrefonds Automobile Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 14,350, Boulevard Gouin, ouest, Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40964-o

(P.G. 12206-55)

Prospecting Geophysics Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'août 1955, constituant en corporation: Henri Crépeau, Jean Miquelon, avocats et Conseils en loi de la Reine, et Charles Edward Gibson, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Prospecting Geophysics Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourrent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40964

(P.G. 12135-55)

Québec Service de Laveuses Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1955, constituant en corporation: Hubert Berwick, commerçant, Égide Beaudoin, vendeur, et Fernand Gauvin, technicien, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et d'accessoires électriques et leurs pièces de rechange, sous le nom de "Québec Service de Laveuses Incorporée", avec un capital total de $60,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 393, Blvd Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40964-o

(A.G. 12242-55)

Pierrefonds Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August 1955, incorporating: Armand Lacombe, senior, Armand Lacombe, junior, and Roland Lacombe, all garage-keepers, of Saint Geneviève-de-Pierrefonds, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "Pierrefonds Automobile Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 14,350 Gouin Boulevard, West, Saint Geneviève-de-Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40964

(A.G. 12206-55)

Prospecting Geophysics Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1955, incorporating: Henri Crépeau, Jean Miquelon, advocates and Queen's Counsel, and Charles Edward Gibson, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Prospecting Geophysics Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40964-o

(A.G. 12135-55)

Québec Service de Laveuses Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August 1955, incorporating: Hubert Berwick, merchant, Égide Beaudoin, salesman, and Fernand Gauvin, technician, all of the city and judicial district of Quebec, incorporating:

To deal in electrical apparatus and appliances and spare parts thereof, under the name of "Québec Service de Laveuses Incorporée", with a total capital stock of $60,000, divided into 300 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at 393 Charest Blvd., East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40964

(P.G. 12387-55)

Richard Auto Supply Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1955, constituant en corporation: Claude Richard, gérant, Joseph-Côme Doré, bourgeois, tous deux de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, et Gaston Richard, commis, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de ferronnerie, quincaillerie, machinerie, outils et outillage, moteurs, engins, pièces et accessoires d'automobiles, appareils électriques, articles de sport, sous le nom de "Richard Auto Supply Ltd", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 509, Chemin d'Oka, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12387-55)

Richard Auto Supply Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September 1955, incorporating: Claude Richard, manager, Joseph Côme Doré, gentleman, both of Drummondville, judicial district of Arthabaska, and Gaston Richard, clerk, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in iron works, hardware, machinery, tools and equipment, motors, engines, automobile parts and accessories, electrical appliances, sport articles, under the name of "Richard Auto Supply Ltd", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at 509 Oka Road, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

40964 Deputy Attorney General.

(P.G. 12246-55)

Sandy Gray Dress Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1955, constituant en corporation: David Wasserman, Jack Levine, marchands, de Ville St-Laurent, et Max Isidore Sigler, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de "Sandy Gray Dress Co. Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 12246-55)

Sandy Gray Dress Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1955, incorporating: David Wasserman, Jack Levine, merchants, of Ville St. Laurent, anx Max Isidore Sigler, advocate of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's apparel, under the name of "Sandy Gray Dress Co. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12415-55)

Station Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Jessie McWatters, secrétaire, épouse séparée de biens de Vernon William McWatters, en vertu des lois d'Ontario, deVerdun, Mortimer Dolman, notaire, et Earl Kimmel, étudiant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Station Realties Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(A.G. 12415-55)

Station Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1955, incorporating: Jessie McWatters, secretary, wife separate as to property under the laws of Ontario of Vernon William McWatters, of Verdun, Mortimer Dolman, notary, and Earl Kimmel, student, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Station Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12384-55)

St. Leonard Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier septembre 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Frances Herscovitz et Mildred Brown, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents et courtiers d'immeubles, sous le nom de "St. Leonard Realties Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12177-55)

Terminal Pawnbrokers Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1955, constituant en corporation: Chaim Rubin Kirman, Louis Tabachnik, tous deux marchands, Kay Cooney Kirman, ménagère, épouse séparée de biens de Chaim Rubin Kirman et dûment autorisée par lui, et Rose Solomon Tabachnik, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Tabachnik et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier, acheter, échanger, vendre et recevoir comme prêteur sur gage toutes sortes d'objets, articles, marchandises et tous effets mobiliers et exploiter une boutique de regrattier aux fins susdites, sous le nom de "Terminal Pawnbrokers Company Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12313-55)

Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-marins

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Brassard, homme d'affaires, Pierre Champagne, avocat, tous deux de Montréal et Paul Brunelle, médecin, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport qui consiste à plonger avec ou sans appareil de respiration artificielle, sous le nom de "Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-marins".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $40,000.

(A.G. 12384-55)

St. Leonard Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Frances Herscovitz and Mildred Brown, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and brokers, under the name of "St. Leonard Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12177-55)

Terminal Pawnbrokers Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1955, incorporating: Chaim Rubin Kirman, Louis Tabachnik, both merchants, Kay Cooney Kirman, housewife, wife separate as to property of Chaim Rubin Kirman, and duly authorized by him, and Rose Solomon Tabachnik, housewife, wife separate as to property of Louis Tabachnik, and duly authorized by him, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, buy, exchange, sell and receive in pawn all kinds of goods, wares and merchandise and all moveable effects and to operate a pawnshop for the above purposes, under the name of "Terminal Pawnbrokers Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12313-55)

Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-marins

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Brassard, business man, Pierre Champagne, advocate, both of Montreal, and Paul Brunelle, physician, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the sport of skin diving with or without the use of artificial breathing apparatus, under the name of "Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-marins".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $40,000.

Le siège social de la corporation sera à 112 ouest, rue St-Jacques, chambre 73, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12326-55)

Wilson Bowling Alleys Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux septembre 1955, constituant en corporation: Leonard Rosenberg, comptable, Colin K. Lax, manufacturier, Austin de St. Croix, vendeur, et Jack Ralph Bogante, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger, exploiter et entretenir des allées de quilles et des salles de billard, sous le nom de "Wilson Bowling All ys Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964 C. E. CANTIN.

(P.G. 12134-55)

Yelle Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1955, constituant en corporation: Jacques Perrault, avocat et docteur en droit, Raymond G. Décary, avocat, tous deux d'Outremont, Charles-A. Lussier, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entreprive générale de construction, sous le nom de "Yel'e Construction Ltée", avec un capital t tal de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 ch cune.

Le siège social de la comp gnie sera à Ville Jacques-Cartier, district ju iciaire de Montréal.

Daté du bureau du Pr. cureur général, le vingt-six août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

The head office of the corporation will be at 122 St. James Street West, Room 73, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12326-55)

Wilson Bowling Alleys Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1955, incorporating: Leonard Rosenberg, accountant, Colin K. Lax, manufacturer, Austin de St. Croix, salesman, and Jack Ralph Bogante, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct, operate and maintain bowling alleys, billiard rooms, under the name of "Wilson Bowling Alleys Inc.", with a total capital st'ock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12134-55)

Yelle Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August 1955, incorporating: Jacques Perrault, advocate and Doctor of Laws, Raymond G. Décary, advocate, both of Outremont, Charles A. Lussier, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general building enterprise, under the name of "Yelle Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at the Town of Jacques Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 octobre 1955 et présentés avant le 7 décembre 1955, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 26 novembre 1955 et reçues avant le 1er décembre 1955, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 décembre 1955.

Québec, le 12 juillet 1955.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 26th, 1955 and introduced before December 7th, 1955; petitions for private bills shall be presented paior to November 26th, 1955 and received prior to December 1st., 1955, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 21st, 1955.

Quebec, July 12th, 1955.

ANTOINE LEMIEUX,
40279-28-18 Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Plessisville, dans le comté de Mégantic, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant la loi 14-15, Georges VI, chapitre 121 (Loi autorisant les Commissaires d'écoles de Plessisville à lever une taxe d'éducation) à l'effet d'étendre le territoire décrit dans ladite loi en y ajoutant le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Plessisville et de pourvoir au partage de la taxe d'éducation entre les municipalités scolaires de la ville de Plessisville et de la paroisse de Plessisville en proportion du nombre des enfants dans chacune de ces deux municipalités scolaires tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'Instruction Publique.

Québec, le 1er octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
VICTOR TRÉPANIER, C.R.

40799-40-4-o

AVIS PUBLIC

Les Syndics de la Paroisse du Christ-Roi de Joliette présenteront, lors de la prochaine session de la législature de la Province de Québec, un bill privé, afin d'étendre et de modifier leurs pouvoirs.

Joliette, le 3 octobre 1955.

Les Agents des Syndics,
DUGAS, DUGAS, & DUGAS.

40809-40-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que "H. J. O'Connell Limited et Mont Gabriel Resort Limited", corporations légalement constituées par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, et H. J. O'Connell, industriel, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les autorisant à séparer leurs immeubles et les autres immeubles formant partie du territoire connu comme étant le territoire du Mont Gabriel, des municipalités de la paroisse de St-Sauveur et de la paroisse de St-Joseph de Mont Rolland, et à s'organiser, eux et les détenteurs des autres lots, en une corporation de ville, sous le nom de "Ville de Mont Gabriel", avec diverses clauses dérogatoires à la Loi des Cités et Villes, le territoire de la nouvelle ville comprenant les lots numéros 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, le lot No 3 de la subdivision du lot N° 408 et le lot N° 5 de la subdivision du lot N° 410 de la municipalité de la paroisse de St-Sauveur ainsi que le lot N° 5 de la subdivision du lot N° 1, le lot N° 4 de la subdivision du lot N° 2, le lot N° 1 de la subdivision du lot N° 2 de la subdivision originaire du lot N° 2, les lots Nos 1, 2 et 3 de la subdivision du lot numéro 3, une partie non divisée du lot N° 3, le lot N° 1 de la division du lot N° 4, une partie non divisée du lot No 4, la majeure partie du lot N° 5 et les lots Nos 6, 7 et 10A de la Seigneurie des Mille Isles, de la municipalité de a paroisse de St-Joseph de Mont Rolland.

Montréal, le 30 septembre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires,
DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU.

40811-40-4-o

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the parish of Plessisville, in the county of Megantic, shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the passing of an act to amending the act 14-15, George VI, chap. 121, (An act to authorize the School Commissioners of Plessisville to impose an education tax) to the effect of extending the territory described in the said act by adding there to the territory of the school municipality of the parish of Plessisville and to provide for the apportionment of the education tax between the school municipalities of the town of Plessisville and of the parish of Plessisville in proportion to the number of children in each of these two school municipalities as determined by the census provided for in section 285 of the education act.

Quebec, October 1st, 1955.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
Attorney for the petitionners.

40799-40-4-o

PUBLIC NOTICE

The Trustees for the parish of "Christ-Roi" of Joliette, will present at the next session, of the Legislative Assembly of the Province of Quebec a private bill to extend and amend their powers.

Joliette, October the 3rd, 1955.

DUGAS, DUGAS & DUGAS,
Agents for the Trustees.

40809-40-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that "H. J. O'Connell Limited and Mont Gabriel Resort Limited", corporations legally constituted by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, and H. J. O'Connell, industrialist, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special law authorizing them to separate their immoveables and other immoveables forming part of the territory known as the territory of Mont Gabriel, from the municipalities of the parish of St-Sauveur and of the parish of St-Joseph de Mont Rolland, and to organize themselves and the owners of the other lots in a town corporation under the name of "Town of Mont Gabriel", with divers clauses derogatory to the Cities and Towns Act, the territory of the new town comprising lots Nos. 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, lot No. 3 of the subdivision of lot No. 408, and lot No. 5 of the subdivision of lot No. 410 of the municipality of the parish of St-Sauveur, and lot No. 5 of the subdivision of lot No. 1, lot No. 4 of the subdivision of lot No. 2, lot No. 1 of the subdivision of lot No. 2 of the original subdivision of lot No. 2, lots Nos 1, 2 and 3 of the subdivision lot No. 3, non divided part of lot No. 3, lot No. 1 of division of lot No. 4, non divided part of lot No. 4, the major part of lot No. 5 and lots Nos. 6, 7 and 10A of the Seigneurie des Mille Isles, of the municipality of the parish of St. Joseph de Mont Rolland.

Montreal, September 30th, 1955.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
Attorneys for Petitioners.

40811-40-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Bourlamaque s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale modifiant sa charte aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1° Changer le mode l'élection du maire et des échevins comme suit:

a) Des quatre échevins élus lors de l'élection générale qui aura lieu le premier jour juridique de novembre 1955, les échevins élus dans les quartiers 1 et 3 seront élus pour deux ans, et les échevins élus dans les quartiers 2 et 4 seront élus pour trois ans.

b) Après l'élection de 1955, l'élection pour les quartiers 1 et 3 aura lieu le premier jour juridique de novembre 1957 et l'élection pour les quartiers 2 et 4 aura lieu le premier jour juridique de novembre 1958, et ensuite dans deux quartiers chaque année.

c) Le maire sera élu tous les deux ans en même temps que l'élection dans les quartiers 1 et 3.

Bourlamaque, ce 1er octobre 1955.

Le Procureur de la Ville
de Bourlamaque,
40824-40-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Bourlamaque will apply to the Legislature of Quebec at its next session to obtain the adoption of a special act amending its charter for the following purposes and other accessory purposes:

1. To change the mode for the election of the mayor and aldermen as follows:

a) Of the four aldermen elected when the general election shall take place on the first juridical day of November, 1955, the aldermen elected in wards 1 and 3 shall be elected for two years, and the aldermen elected in wards 2 and 4 shall be elected for three years.

b) After the election of 1955, the election for wards 1 and 3 shall take place on the first juridical day of November, 1957 and the election for wards 2 and 4 shall take place on the first juridical day of November, 1958 and afterwards, in the two wards each year.

c) The mayor shall be elected every two years at the same time as the election in wards 1 and 3.

Bourlamaque, October 1st, 1955.

LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
Attorney for the town
40824-40-4 of Bourlamaque.

Avis de présentation d'un projet de Loi

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine Session de la Législature de Québec, un projet de loi pour admettre Israël Feinchneider de Montréal, à l'exercice de la profession de Chirurgien dentiste dans la Province de Québec.

Montréal, 30 septembre 1955.

40825-40-4-o CHARLES CODERRE, C.R.

Notice of Presentation of a Draft Bill

The undersigned gives notice that he will present at the next session of the Quebec Legislature a draft bill for the admittance of Israël Feinchneider of Montreal, to the profession of Dental Surgeon in the Province of Quebec.

Montreal, September 30th, 1955.

40825-40-4 CHARLES CODERRE, Q.C.

AVIS PUBLIC

Avis public est présentement donné que Gendron Beauchemin, ingénieur, résidant en la ville Saint-Laurent; Dame Mimi Beauchemin, épouse d'André Latreille, ingénieur professionnel, et celui-ci pour l'autoriser, tous deux résidant à ville Mont-Royal; Dame Corinne Beauchemin, épouse de Pierre Langlois, comptable, et celui-ci pour l'autoriser, tous deux résidant à Outremont; et Dame Hélène Beauchemin, épouse de Guy-E. Joron, médecin, et celui-ci pour l'autoriser, tous deux résidant à ville Mont-Royal, pétitionneront les Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, pour l'adoption d'une loi interprétant le testament olographe de Dame Berthe Beauchemin née Gendron, vérifié le 22 décembre 1952 par la Cour Supérieure de Montréal, et étendant les droits d'administration des exécuteurs.

Montréal, le 7 octobre 1955.

L'Avocat des pétitionnaires,
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.
40853-41-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Gendron Beauchemin, engineer, residing in city of Saint-Laurent; Dame Mimi Beauchemin, wife of André Latreille, civil engineer, and the latter to authorize her, both residing in city of Mount-Royal; Dame Corinne Beauchemin, wife of Pierre Langlois, accountant, and the latter to authorize her, both residing in city of Outremont; and Dame Hélène Beauchemin, wife of Guy-E. Joron, physician, and the letter to authorize her, both residing in city of Mount-Royal, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act construing the ologaph will of Dame Berthe Beauchemin née Gendron, verified on the 22nd of December 1952 by the Superior Court of Montreal, and extending the powers of the executors.

Montreal, October 7th, 1955.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
Attorney of petitioners.
40853-41-4-o

"Avis public est donné que Michel Koplewicz-Capelle s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à assesser ses examens universitaires et à lui remettre sa licence pour l'exercice de la profession dentaire."

Le Procureur du requérant,
40871-41-4-o DOLLARD DANSEREAU.

"Public notice is hereby given that Michel Koplewicz-Capelle will apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adoption of an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to assess his university examinations and to grant him his licence for the practice of the dental profession."

DOLLARD DANSEREAU,
40871-41-4 Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Reginald Culmer Harvey-Jellie, avocat, du village d'Hudson Heights, district de Vaudreuil, qu'à la prochaine Session de la Législature de Québec, il demandera l'adoption d'une loi, changeant son nom de celui de Reginald Culmer Harvey-Jellie en celui de Reginald Culmer Harvey.

Montréal, le 7 octobre 1955.

L'Avocat du Requérant,
40852-41-4-o LOUIS-PHILIPPE GAGNON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by Reginald Culmer Harvey-Jellie, advocate, of the village of Hudson Heights, district of Vaudreuil, that at the next Session of the Quebec Legislature, he will apply for the passing of an Act changing his name from that of Reginald Culmer Harvey-Jellie to that of Reginald Culmer Harvey.

Montreal, 7th October, 1955.

LOUIS-PHILIPPE GAGNON,
40852-41-4-o Advocate of Applicant.

AVIS

Avis est par les présentes donné que le Révérend Père Marcel Duguay, missionnaire Oblat de Marie-Immaculée, supérieur du collège classique de Rouyn, domicilié et demeurant à Rouyn, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège de Rouyn" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes gens, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Rouyn, le 11 octobre, 1955.

Les Procureurs du pétitionaire,
40868-41-4-o CINQ-MARS & LACROIX.

NOTICE

Notice is hereby given that Reverend Father Marcel Duguay, Oblat de Marie-Immaculée, Superior of the classical college of Rouyn, domiciled and residing in Rouyn, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège de Rouyn" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young men, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Rouyn, October 11th, 1955.

CINQ-MARS & LACROIX,
40868-41-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire du Village de St-Félix de Valois, comté de Joliette, et les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de St-Félix de Valois, comté de Joliette, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans les municipalités scolaires du Village et de la Paroisse de St-Félix de Valois, comté de Joliette, une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, marchandises et autres articles de commerce quelconques, et pour toutes autres fins.

Joliette, le 7 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40869-41-4-o C.-E. HETU.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of the Village of St. Félix de Valois, county of Joliette, and the School Commissioners for the School Municipality of the parish of St-Félix de Valois, county of Joliette, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of an Act permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the School Municipalities of the Village and of the Parish of St. Félix de Valois, county of Joliette, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale price of any movable effects, merchandise and all articles of trade whatseever, and for all other purposes.

Joliette, October 7th, 1955.

Attorney for Petitioners.
40869-41-4-o C.-E. HETU.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Milton Weinstein, notaire, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi ajoutant à son nom de Weinstein celui de Winston, et autres fins.

Montreal, le 11 octobre 1955.

Le Procureur du requérant,
40870-41-4-o ÉMILIEN BRAIS.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Milton Weinstein, notary, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, requesting the adoption of an Act in order that the name of Winston be added to his name of Weinstein, and for other purposes.

Montreal, October 11th, 1955.

ÉMILIEN BRAIS,
40870-41-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Jacques-Cartier s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir une loi spéciale aux fins suivantes: Augmenter la qualification foncière requise par l'article 124 de la Loi des

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Jacques Cartier will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain a special law for the following purposes: increase the land qualification required by section 124 of the Cities and Towns Act;

Cités et Villes; modifier l'heure de fermeture et d'ouverture des bureaux de votation; modifier la responsabilité des propriétaires et locataires relativement à la taxe d'eau; obliger les propriétaires de machineries fixes et accessoires, d'en communiquer un état aux estimateurs de la cité et d'en spécifier la valeur; remplacer l'article 522 de la Loi des Cités et Villes relatif à l'évaluation des terres en culture; ratifier le règlement d'emprunt N° 113; porter à $100,000.00 l'autorisation d'emprunt accordé par l'article 4 de la Loi 15-16 Geo. VI 1951-1952, ch. 81; obtenir le droit d'amender une fois sans referendum le règlement de construction N° 99 et le le règlement de zonage N° 115; fixer l'évaluation des immeubles et terrains de Pratt & Whitney Aircraft Co. Ltd. (Canadian); autoriser la cité à faire des ententes concernant la construction d'extensions aux systèmes d'aqueduc et d'égouts pour desservir des développements residentiels ou industriels; augmenter l'indemnité des membres du conseil; autoriser la révision du rôle d'évaluation du 17 mars 1955; et pour toutes autres fins.

Cité de Jacques-Cartier, le 11 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-CHARLES DESJARDINS.

40872-41-4-o

change the hour of the closing and opening of polling-stations; modify the responsibility of owners and tenants regarding water taxes; force owners of stationary machinery and accessories to forward a statement to the city's assessors specifying the value thereof; replace section 522 of the cities and towns Act concerning the valuation of land under cultivation; ratify Loan By-law No. 113; increase to $100,000.00 the amount which the city is authorized to borrow in accordance with section 4 of Act 15-16 Geo. VI 1951-52, chap. 81; obtain the right to amend once, without a referendum, building by-law No. 99 and zoning By-law No. 115; fix the value of the immoveable property and land of Pratt & Whitney Aircraft Co. Ltd. (Canadian); authorize the city to enter into agreement concerning the building of extensions to the waterworks and sewer systems in order to serve residential or industrial developments; increase the indemnity granted to Council Members; authorise the revising of the valuation roll of March 17th, 1955; and for any other purposes.

City of Jacques Cartier, October 11th, 1955.

JEAN-CHARLES DESJARDINS,
Secretary-Treasurer.

40872-41-4

AVIS

Avis est par les présentes donné que Dame Blanka Richter Gyulai, citoyenne canadienne, domiciliée en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat dans la province après les examens du Barreau.

Montréal, le 3ième jour d'octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
ALBERT DUMONTIER.

40878-41-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Blanka Richter Gyulai, a Canadian citizen, domiciled in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain the passing of an Act authorising the Bar of the Province of Quebec to admit her to the practice of law in the Province after passing the Bar examinations.

Montreal, the 3rd day of October, 1955.

ALBERT DUMONTIER,
Attorney for the petioner.

40878-41-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi Édouard VIII, chapitre 7, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Dispense de faire la liste électorale lorsqu'il n'est pas censé y avoir élections, sauf le cas d'élections partielles;

2° Enlever de la liste des personnes non éligibles à exercer une fonction municipale, les restaurateurs non licenciés;

3° Exiger des locataires un avis de départ;

4° Étendre la permission d'adopter et amender un règlement de zonage sans referendum pour un terme additionnel de 5 ans;

5° Permission d'effectuer le rôle d'évaluation au moyen de feuilles mobiles;

6° Établissement d'un fonds de roulement au montant de $50,000. pour les fins ordinaires de ces fonds;

7° Établir une surcharge de 10% sur les comptes d'eau en souffrance;

8° Étendre au secrétaire-trésorier les privilèges de la loi concernant la destitution des officiers municipaux.

Et pour autres fins.

Magog, ce 7 octobre 1955.

Le Procureur de la cité de Magog,
YVES FOREST.

40879-41-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Magog will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an act amending its charter, 1 Edouard VIII, chapter 7, and other statutes amending the same on the following matters:

1. To provide that the electoral list shall be made only in case of a general or a partial election;

2. To take off from the list of the persons not eligible to occupy a municipal function the non-licensed restaurant owners;

3. To oblige the lessees to give a notice of their departure;

4. Permission to adopt or amend a zoning by-law without referendum for an additional term of 5 years;

5. Permission to constitute the valuation roll in loose-leaf form;

6. Establishment of a working-fund of $50,000. for the ordinary purposes of these funds;

7. To fix a 10% surcharge on arrears due on water bills.

8. Extend to the secretary-treasurer the privileges of the law concerning the dismissal of municipal officers;

And for other purposes.

Magog, that October 7th, 1955.

YVES FOREST,
Attorney for the city of Magog.

40879-41-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques de la cité de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi 53 Victoria chapitre 79 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Afin que chaque Bureau de Commissaires, protestant et catholique, fixe individuellement le taux de la taxe scolaire ordinaire à un maximum de 10 millins;

2° Afin d'étendre le délai du 1er août au 1er septembre de l'avis à donner par les Bureaux des Commissaires à la cité de Magog du taux de la taxe;

3° Afin de déterminer que le Conseil de la cité de Magog devra fixer par règlement avant le 31 décembre, la taxe scolaire à prélever;

4° Afin que la copie du rôle d'évaluation remis au Bureau des Commissaires par le sécrétaire-trésorier de la ville, dans les 30 jours de son homologation, serve pour toutes fins scolaires;

5° Afin de spécifier ce que ce rôle doit indiquer;

6° Afin qu'un copie de ce rôle soit affichée et qu'avis public en soit donné;

7° Afin que le taux de la taxe de la colonne N° 3 dans ce rôle (taxe des neutres) soit fixé à 20 millins à moins d'entente entre les deux Bureaux de Commissaires;

8° Afin que les Bureaux des Commissaires puissent se servir du recensement officile de la cité pour fins scolaires;

Et pour autres fins.

Magog, ce 6 octobre 1955.

Le Procureur du Bureau des Commissaires,
des Écoles Catholiques de la cité de Magog,
YVES FOREST,

40880-41-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Board of Catholic School Commissioners of the city of Magog will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act amending its charter, 53 Victoria Chapter 79, part II, and other statutes amending the same on the following matters:

1° So that each School Board, Protestant and Catholic, shall individually fix the school tax rate; and to a maximum of 10 mills;

2. So that the School Board may have till September 1st to notify the city of Magog of the tax rate;

3. To determine that the council of the city of Magog shall fix by by-law before December 31st the tax to be imposed;

4. To provide that a true copy of the valuation roll shall be sent by the city secretary within 30 days of its homologation to serve for all school purposes;

5. To specify what this roll shall contain;

6. To provide that a copy of this roll be posted and public notice be given;

7° To provide that the tax rate of column 3 (the neutral tax) be fixed to 20 mills unless the two School Boards provinde otherwise jointly;

8. That both School Boards may use the city census for their purposes;

And for other purposes.

Magog, that October 6th, 1955.

YVES FOREST.
Attorney for the Board of Catholic
School Commissioners of the city of Magog.

40880-41-4-o

AVIS

La Corporation des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec s'adressera à la Législature, lors de sa prochaine session, pour obtenir un amendement à la Loi adoptée le 28 janvier 1954, 2-3 Elizabeth II, chapitre 149, pour constituer en corporation tous les courtiers en immeubles de la province de Québec.

Montréal, 12 octobre 1955.

L'Aviseur légal,
40886-41-4-o FRS. FAUTEUX.

NOTICE

The Corporation of real estate brokers of the Province of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, to obtain an amendment to the Law adopted on January 28th, 1954, 2-3 Elizabeth II, chapter 149, to constitute in corporation all the real estate brokers of the province of Quebec.

Montreal, October 12th 1955.

FRS. FAUTEUX,
40886-41-4-o Legal advisor.

AVIS PUBLIC

Demande à la législature

Avis est par les présentes donné que dame Rose-Anna Bélanger, en religion Révérende mère Sainte-Angèle, vicaire de la Supérieure Générale de l'Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de constituer en corporation l'Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule, sous certaines conditions.

Québec, ce 12 octobre 1955.

Les Procureurs de la requérante,
40889-41-4-o DORION, DORION & DOYON.

PUBLIC NOTICE

Application to the Legislature

Notice is hereby given by these presents that dame Rose-Anna Bélanger, in religion, Reverend Mother Sainte-Angèle, vicar of the Superior General of the "Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule", will apply to the Legislature of Quebec, during the course of its next session, to obtain a draft bill for the purpose of incorporating into a corporation the "Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule", under certain conditions.

Quebec, October 12, 1955.

DORION, DORION & DOYON,
40889-41-4 Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

DEMANDE À LA LÉGISLATURE

Avis est par les présentes donné que le Corporation du Village de Villeneuve, Comté de Québec, corporation municipale régie présentement par le Code Municipal de la Province de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de constituer la municipalité actuelle du Village de Villeneuve en une municipalité de ville régie par la loi des cités et villes de la Province de Québec, avec certains autres pouvoirs spéciaux qui seront demandés dans le projet de loi.

Quebec, ce 12 octobre 1955.

Les Procureurs de la requérante,
40890-41-4-o DORION, DORION & DOYON.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "Canadian Petrofina Limited", corporation légalement constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant la compagnie à installer et opérer des pipe-lines souterrains sur certaines parties des lots numéros 48, 49, 62, 47-641, 48-683, 49-368 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, situés dans la ville de Montréal-est, et pour d'autres fins.

Montréal, le 29 septembre 1955.

L'Avocat de Canadia Petrofina Limited,
GASTON POULIOT.

Gaston Pouliot, C.R.,
159 ouest, rue Craig,
Montréal. 40906-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "Compagnie Québec-Autobus", corporation, ayant son siège social à Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à se fusionner avec la compagnie de Chemin de fer d'éclairage et de force motrice de Québec (The Quebec Railway, Light and Power Company) suivant les dispositions de l'article 18 de la Loi des compagnies de Québec et décrétant que la compagnie qui sera formée par suite de telle fusion sera assujettie aux dispositions de la partie I de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, 11 octobre 1955.

(Sceau) Le Secrétaire,
40907-42-4-o R. R. MERIFIELD.

AVIS PUBLIC

Le soussigné donne avis qu'il s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit.

Granby, le 28 septembre 1955.

40909-42-4-o THOMAS TOTH.

PUBLIC NOTICE

APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that the corporation of the Village of Villeneuve, County of Quebec, municipal corporation, presently under the supervision of the Municipal Code of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, during the course of the next session, to obtain a draft bill for the purpose of incorporationg the present municipality of the Village of Villeneuve into a municipality under the supervision of the Cities and Towns Act of the Province of Quebec, with certain other special powers which shall be requested in the draft bill.

Quebec, October 12, 1955.

DORION, DONION & DOYON,
40890-41-4-o Attorneys for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Canadian Petrofina Limited", a body politic duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the Company to install and operate buried pipe lines on certains parts of the cadastral lots No. 48, 49, 62, 47-641, 48-683, 49,368 of the parish of La Pointe-aux-Trembles located in the town of Montreal-east, and for other purposes.

Montreal, September 29th, 1955.

GASTON POULIOT,
Attorney for Canadian Petrofina Limited.

Gaston Pouliot, Q.C.,
159 Craig St. West,
Montreal. 40906-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Compagnie Québec-Autobus", corporation having its head office in Quebec City, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing its amalgamation with The Quebec Railway, Light and Power Company, in accordance with the provisions of Section 18 of the Quebec Companies' Act, and enacting that the Company to be formed by such amalgamation shall be subject to the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act.

Quebec, October 11th, 1955.

(Seal) R. R. MERIFIELD,
40907-42-4-o Secretary.

PUBLIC NOTICE

The undersigned gives notice that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law.

Granby September, the 28th, 1955.

40909-42-4-o THOMAS TOTH.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les personnes suivantes: Mgr Origène Grenier, curé de la paroisse de Ste-Victoire, Charles-Deus Jutras, J. Napoléon Paradis et Wilfrid Labbé, marguilliers de Ste-Victoire, Antonio Parenteau, curé de St-Gabriel-Lalemant, François Allard, Germain Lacourcière et Alphonse Côté, marguilliers de St-Gabriel-Lalement, Philippe Poulet, curé de Ste-Famille, Raoul Fortier, Émile Hamel et Henri Dumas, marguilliers de Ste-Famille, s'adresseront à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Corporation du Cimetière Saint-Joseph de Victoriaville."

Victoriaville, le 14 octobre 1955.

Les Procureurs des requérants,
LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

40910-42-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the following persons: Mgr. Origène Grenier, curate of the parish of St. Victoire, Charles Deus Jutras, J. Napoléon Paradis and Wilfrid Labbé, churchwardens of St. Victoire, Antonio Parenteau, curate of St. Gabriel-Lalemant, François Allard, Germain Lacourcière and Alphonse Côté, chruchwardens of St. Gabriel-Lalement, Philippe Poulet, curate of St. Famille, Raoul Fortier, Émile Hamel and Henri Dumas, churchwardens of St. Famille, shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of an Act constituting them as a corporation under the name of "Corporation du Cimetière Saint-Joseph de Victoriaville."

Victoriaville, October 14th, 1955.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,
Attorneys for the petitioners.

40910-42-4

AVIS LÉGAL

Avis est par la présente donné que Jacques-Antonio-Joseph-André Gélinas, de la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi permettant de changer le nom de Jacques-Antonio-Joseph-André Gélinas en celui de Jacques-Antonio-Joseph-André Gélinas-Desaulniers, avec tous les droits et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Le Requérant,
JACQUES-ANTONIO-JOSEPH-
40917-42-4-o ANDRÉ GÉLINAS.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that Jacques Antonio Joseph André Gélinas, of the city of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act to change the name of Jacques Antonio Joseph André Gélinas to that of Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers, with all the rights and obligations which he has acquired in the past and all rights, privileges and obligations which the law may confer upon him hereafter.

JACQUES ANTONIO JOSEPH
ANDRÉ GÉLINAS,
40917-42-4-o Petitioner.

AVIS PUBLIC

Cité de Montréal

Avis est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de refondre sa Charte, de même que les dispositions des divers Actes de la Législature de la Province de Québec concernant la Cité de Montréal.

Le Greffier de la Cité,
CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ.

Hôtel de ville,
Montréal, 22 octobre 1955. 40918-42-4-o

PUBLIC NOTICE

City of Montreal

Notice is hereby given that the city of Montreal shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to present a Bill revising its Charter, as well as the provisions of the various Acts of the Legislature of the Province of Quebec concerning the city of Montreal.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, October 22nd, 1955. 40918-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de permettre l'établissement, par Canadian International Paper Company, d'une manufacture de papier et carton ondulés et de boîtes d'emballage, dans le territoire de cette ville, et de fixer le montant de l'évaluation de ladite manufacture pour fins municipales et scolaires et celui des taxes exigibles sur cette établissement pendant une période de dix années.

Montréal, ce 17 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
40919-42-4-o JEAN FILION, c.r.,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain the passing of a special act giving permission to the Canadian International Paper Company to build, within the territory of the town, a plant for the manufacturing of corrugated paper and board and packing boxes, and to fix, for a period of ten years, the amount of the valuation of said plant for municipal and school taxes, and also the amount of taxes to be payable on said plant.

Montreal, October the 17th, 1955.

JEAN FILION, Q.C.,
40919-42-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de Québec, sa prochaine session, par Me Eugène Poirier, Notaire, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur et fidei-commissaire de la succession de feu Joseph-Aimé Massue, en son vivant de la paroisse de Saint-Aimé, dans le comté de Richelieu, pour les fins suivantes:

a) Déclarer les héritiers propriétaires immédiats du capital de la succession;

b) L'autoriser, en sa dite qualité, à distribuer aux héritiers une partie des revenus de la succession en plus des rentes viagères, en attendant le partage;

c) Percevoir telle rémunération qui pourra être fixée d'un commun accord avec les héritiers;

d) Augumenter ses pouvoirs;

Montréal, ce 17 octobre 1955.

Les Avocats du requérant,
CHARLES J. GÉLINAS et
40921-42-4-o GASTON POULIOT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr Eugène Poirier, Notary Public, of the city and district of Montreal, in his quality of testamentary executor, administrator and trustee of the estate of the late Joseph-Aimé Massue, in his lifetime, of the parish of Saint-Aimé, county of Richelieu, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order that:

a) the heirs be declared immediate owners of the capital of the estate;

b) he be authorized, in his said quality, to distribute between the heirs, part of the revenues of the estate, aside from life annuities, until the partition;

c) he receive, as remuneration, such amount as may be fixed, by consent, between him and the heirs of the estate;

d) his powers be increased.

Montreal, October the 17th, 1955;

CHARLES J. GÉLINAS and
GASTON POULIOT,
40921-42-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les héritiers et légataires universels de la succession de feu James McCready s'adresseront à la prochaine session de la Législature de la province de Québec et présenteront un bill privé pour qu'instruction soit donnée aux exécuteurs et fiduciaires de cette succession de liquider puis de leur distribuer une partie du capital de ladite succession.

Montréal, 14 octobre 1955.

Le Procureur pour les héritiers
et légataires universels,
40922-42-4-o THOMAS J. COONAN jr.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the heirs and Universal Legatees of the estate of the late James McCready will apply to the forthcoming Session of the Legislature of the Province of Quebec for a Private Bill to instruct the Executors and trustees of this estate to liquidate and distribute to them a portion of the capital of the said estate.

Montreal, October 14th, 1955.

THOMAS J. COONAN, jr.,
Attorney for the heirs
40922-42-4-o and Universal Legatees.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le docteur Paul Marchildon, médecin, de la cité d'Outremont, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feue Cécile Marchildon, en son vivant fille majeure, de ladite cité, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour interpréter et préciser le sens du testament de ladite demoiselle Cécile Marchildon, en date du deux janvier 1952, homologué par la Cour supérieure du district de Montréal le deux février 1953.

Montréal, le 17 octobre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,
40923-42-4-o POTHIER FERLAND.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Doctor Paul Marchildon, physician, of the city of Outremont, in his capacity of executor of the late Cecile Marchildon, in her lifetime, fille majeure, of the said city, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain the adoption of an Act to expound and define more accurately the text of the will of the said spinster Cecile Marchildon, dated the second day of January 1952, the probate of which was granted by the Superior Court of the District of Montreal, on the second day of February 1953.

Montreal, October 17th, 1955.

POTHIER FERLAND,
40923-42-4 Attorney for the petitioner.

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que les commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Trois Pistoles, numéro 1, village, corporation ayant son siège social à Trois Pistoles, district de Kamouraska, demandera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session l'adoption d'une loi spéciale pour avoir le droit d'imposer une taxe de vente n'excédant pas 1%.

Le Procureur de la requérante,
40924-42-4-o JEAN-PAUL BÉRUBÉ.

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the School commissioners for the school municipality of Trois Pistoles, number 1, village, a corporation having its head office at Trois Pistoles, district of Kamouraska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a special law in order to have the right to impose a sales tax of not more than 1%.

JEAN-PAUL BÉRUBÉ,
40924-42-4 Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Brigit Solveig Nordstrom", de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercise de l'art dentaire après examen.

Mont-Laurier, Québec, le 10 octobre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,
40908-42-4-o HENRI COURTEMANCHE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Brigit Solveig Nordstrom", of the city of Montreal, will apply to the legislature, at it's next session, praying for the adoption of an act authorizing the College of dental surgeons of the Province of Quebec to admit her to the practice of dental surgery after examination.

Mont-Laurier, Quebec, October 10th, 1955.

HENRI COURTEMANCHE,
40908-42-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Michel Boissinot, de la cité de Québec s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à assesser ses examens universitaires et à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire.

Québec, le 17 octobre 1955.

Le Procureur du requérant,
40916-42-4-o ROGER GOSSELIN.

NOTICE

Notice is hereby given that Michel Boissinot, of the city of Quebec, will apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adoption of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to assess his university examinations and to grant him his license for the practice of dental surgery.

Quebec, this 17th day of October 1955.

ROGER GOSSELIN,
40916-42-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Syndics de la paroisse de Saint-Joseph de Mont-Royal, dans le district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à préparer des actes de cotisation annuels et pour autres fins.

Montréal, ce 17 octobre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires,
BADEAUX, FILION & BADEAUX.
40920-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Trustees of the parish of Saint Joseph of Mount Royal, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing the said Trustees to prepare annual assessment rolls and for other purposes.

Montreal, October the 17th, 1955.

BADEAUX, FILION & BADEAUX,
Attorneys for the Petitioners.
40920-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Château d'Eau, dans le comté de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs et décrétant que la partie suivante du territoire de la Commission Scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, dans le comté de Québec, savoir, la concession de Saint-Raphaël, et une partie de la concession de Saint-Gabriel, et que la partie suivante du territoire de la Commission Scolaire de Loretteville, savoir, la partie de la première concession Saint-Bernard, située au nord de la voie ferrée, la deuxième concession Saint-Barthélémy, la concession des 27 arpents, la concession nord du chemin de la Jeune-Lorette et la partie de la première concession du rang Saint-Antoine, située au nord-est de la voie ferrée, sont détachées du territoire desdites commissions scolaires et annexées pour fins scolaires au territoire de la Commission Scolaire Catholique de Château d'Eau.

Québec, le 20 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40963-42-4-o ROGER GOSSELIN.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Catholic School Commissioners for the Municipality of Château d'Eau, in the county of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of a law extending their powers and enacting that the following part of the territory of the School Commission of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, in the county of Quebec, to wit, the concession of Saint Raphaël, and a part of the concession of Saint Gabriel, and that the following part of the territory of the School Commission of Loretteville, to wit, a part of the first concession of Saint Bernard, situated north of the railroad, the second concession of St. Barthélémy, the concession of 27 arpents, the concession north of Jeune-Lorette road and that part of the first concession of Range St. Antoine, situated northeast of the railroad, are detached from the territory of the said School Commissions and annexed, for school purposes, to the territory of the Catholic School Commission of Château d'Eau.

Quebec, October 20th, 1955.

ROGER GOSSELIN,
40963-42-4 Attorney for Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que le Révérend Père Paul Gay, de la Congrégation des Pères du Saint-Esprit, supérieur, domicilié au Collège Saint-Alexandre de la Gatineau, Limbour via Hull, comté de Gatineau, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander la modification de la loi constituant en corporation le Collège Apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau, dans le but d'augmenter les pouvoirs de cette corporation, afin de mieux atteindre les fins pour lesquelles cette corporation a été constituée.

Hull, le 19 octobre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,
40937-42-4-o Me PHILIPPE MALTAIS, avocat.

NOTICE

Notice is hereby given that the Reverend Father Paul Gay, of the "Congrégation des Pères du Saint-Esprit", Superior, domiciled at the College of Saint Alexandre de la Gatineau, Limbour via Hull, county of Gatineau, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, requesting an amendment to the Act constituting as a corporation the Apostolic College of Saint Alexandre de la Gatineau with the object of increasing the powers of said corporation, in order to further the purposes for which said corporation has been constituted.

Hull, October 19th, 1955.

Me PHILIPPE MALTAIS, Advocate,
40937-42-4 Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que St. Lawrence Cement Co., corporation ayant son siège social en la municipalité du village de Villeneuve, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à construite et opérer des cimenteries, à tout endroit quelconque, et à exercer ses pouvoirs d'hypothéquer, nantir, mettre ou donner en gage ses biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futur, situés en dehors de la Province de Québec, nonobstant l'article 22, chapitre 280 des Statuts refondus, 1941.

Villeneuve, le 11 octobre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
40938-42-4-o PAUL CHAPDELAINE, C.A.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that St. Lawrence Cement Co., a corporation having its head office in the municipality of the village of Villeneuve in the Province of Quebec, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next sittings, for the purpose of securing the adoption of an act to authorize the construction and operation of cement works, at any place in and out of Canada and to exercice its powers to hypothecate, mortgage, pledge its moveable or immoveable properties, present or future, situate outside the Province of Quebec, notwithstanding the provisions of Article 22, chapter 280 of the Revised statutes, 1941.

Villeneuve, this 11th day of October 1955.

PAUL CHAPDELAINE, C.A.,
40938-42-4-o Secretary-Treasurer.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'Écoles pour la Cité de Sorel", dans le comté de Richelieu, s'adresseront à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle de huit cents dollars à chacun de ses commissaires et, en outre, une somme additionnelle de sept cents dollars au président de ladite commission, à compter du 1er janvier 1956.

Sorel, le 18 octobre 1955.

Les Pétitionnaires,
Le Président,
PAUL A. PÉLOQUIN.
Le Secrétaire,
40943-42-4-o THÉODORE BARDIER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Commissaires d'Écoles pour la Cité de Sorel", in the county of Richelieu, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law authorizing the payment, from and after the 1st of January 1956, of an allowance of eight hundred dollars yearly to each commissioner of the Commission, and also an additionnal sum of seven hundred dollars to the chairman of the said commissioners.

Sorel, October 18th, 1955.

PAUL A. PÉLOQUIN,
Chairman.
THÉODORE BARDIER,
Secretary.
40943-42-4-o Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'écoles de la municipalité Scolaire de St-Joseph de Sorel et Tracy" dans le comté de Richelieu, s'adresseront à L'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle n'excédant pas douze cents dollars pour le président, et six cents dollars pour chacun des commissaires, à compter du 1er janvier 1956.

Sorel, le 18 octobre 1955.

Les Pétitionnaires,
Le Président,
BERNARD GARIÉPY.
Le Secrétaire,
40944-42-4-o FÉLIX VÉZINA.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Commissaires d'Écoles for the Municipalité Scolaire de St-Joseph de Sorel et Tracy" in the county of Richelieu, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law authorizing the payment, from and after the 1st of January 1956, of an allowance not exceeding the sum of twelve hundred dollars to the Chairman, and an allowance of six hundred dollars yearly to each commissionner of the said board.

Sorel, October 18th, 1955.

BERNARD GARIÉPY,
Chairman.
FÉLIX VÉZINA,
Secretary.
40944-42-4-o Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de la paroisse de St-Hubert, dans le comté de Chambly, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de permettre le paiement d'une indemnité aux commissaires et autres fins accessoires.

Montréal, le 14 octobre 1955.

Le Procureur des requérants,
40939-42-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Public notice is hereby given that the School commission for the school municipality of the parish of St. Hubert, in the county of Chambly, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to request the adoption of a special law in order to authorize the granting of an indemnity to the commissioners and other purposes pertaining thereto.

Montreal, October 14th, 1955.

ÉMILIEN BRAIS,
40939-42-4 Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville d'Asbestos s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour lui accorder les pouvoirs suivants, savoir: octroyer une pension à M. Alexandre L'Archevêque, payer des frais de représentation au maire et aux échevins, subventionner des associations ou groupements sportifs, obliger les locataires ou occupants à prévenir le secrétaire de la ville lorsqu'ils quittent les lieux loués ou occupés, etc.

Asbestos, 19 octobre 1955.

L'Avocat de la ville d'Asbestos,
40946-42-4-o (signé) LOUIS LANGLAIS.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of Asbestos will request the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to adopt a law amending its charter and empowering it to grand a pension in favour of Mr. Alexandre L'Archevêque, to authorize an allowance for the mayor and the aldermen, to give annual grants to sports associations or clubs, to force tenants and occupants to notify the Secretary-Treasurer when they leave their place, etc.

Asbestos, October 19th, 1955.

(signed) LOUIS LANGLAIS,
40946-42-4-o Attorney for the town of Asbestos.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Mélanie Desjardins, ménagère, de la paroisse de Ste-Mélanie, comté de Joliette, épouse contractuellement séparée de biens de Rosaire Alarie, cultivateur, du même lieu, et ledit Rosaire Alarie, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi autorisant Dame Mélanie Desjardins, épouse dudit Rosaire Alarie, à vendre ou à faire donation, en tout ou en partie, avec bons et valables titres, et libre de toute substitution, l'immeuble suivant: savoir: "Une terre située en la paroisse de Ste-Mélanie d'Ailleboust, connue et désignée sous les numéros cent dix et cent dix A (110 et 110A) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de ladite paroisse de Ste-Mélanie d'Ailleboust, contenant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, avec maison et autres bâtisses dessus construites" ledit immeuble étant grevé de substitution.

Joliette, le 18 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40947-42-4-o CLAUDE-ÉDOUARD HETU.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Mélanie Desjardins, housewife, of the parish of Ste. Mélanie, county of Joliette, wife separate as to property of Rosaire Alarie, farmer, of the said parish of Ste. Mélanie, and the said Rosaire Alarie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act authorizing said Dame Mélanie Desjardins, wife of the said Rosaire Alarie, to sell or give, in whole or in part, with good and valid titles and free of all substitution, the following immovable, to wit: "A farm situate in the parish of Ste. Mélanie d'Ailleboust, known and designated as numbers one hundred and ten and one hundred and ten A (110 & 110A) on the official plan and in the book of reference for the said parish of Ste. Mélanie d'Ailleboust, containing three arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, which a dwelling house and other buildings thereon erected" the said immovable being encumbered by a substitution.

Joliette, October 18th, 1955.

CLAUDE-ÉDOUARD HETU,
40947-42-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Drummondville s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle à chacun des commissaires d'écoles et au président, et un amendement à l'article 233 de la Loi de l'Instruction Publique.

Drummondville, ce 19 octobre 1955.

Les Procureurs des requérants,
Mtres RINGUET & SAINT-PIERRE.
40956-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School commissioners of the municipality of the city of Drummondville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act authorizing the payment of an annual allocation to each of the school commissioners and to the president, and an amendment to section 233 of the Education Act.

Drummondville, October 19th, 1955.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
Attorneys for the petitioners.
40956-42-4-o

Canada — Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Dame Lucie Lacombe, Dame Isabelle Delisle, toutes deux infirmières licenciées et Dame Reine Aimée Welsh, demeurant toutes trois à Cap de la Madeleine, comté de Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session, au Parlement, à Québec, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale constituant en corporation civile, l'Institut des Oblates Missionnaires de l'Immaculée, avec les pouvoirs requis, plus particulièrement ceux de posséder et aliéner des biens mobiliers et immobiliers sous certaines restrictions, d'adopter des règlements pour la régie interne de ladite institution, de faire des emprunts sur le crédit de la corporation, d'établir des cimetières sur les propriétés de l'Institut en se conformant aux lois et règlements de la Province de Québec en cette matière, de déterminer le mode d'exercice des pouvoirs de ladite corporation, le tout dans un but charitable, éducatif et religieux, et pour autres fins.

Donné au Cap de la Madeleine, le 18 octobre 1955.

pour L'INSTITUT DES OBLATES
MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE,
40948-42-4-o REINE AIMÉE WELSH.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Mark Farrell, homme d'affaires des cité et district de Montréal, P.Q., et Henri Toussaint, industriel des cité et district de Québec, P.Q., étant tous les deux seuls exécuteurs testamentaires à la succession de Feu John Skillman O'Meara, de son vivant industriel des cité et district de Québec, P.Q., qu'à la prochaine Session de la Législature de Québec, ils demanderont l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires quant à l'aliénation des biens meubles et immeubles de la succession et l'emploi du produit d'icelle.

Québec, le 5 octobre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires,
GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.
40957-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St. Joseph de Beauce s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant la Loi 2-3 Elisabeth II, chapitre 135 (Loi autorisant les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St. Joseph de Beauce à lever une taxe d'éducation) à l'effet d'étendre le territoire décrit dans la dite loi en y ajoutant le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de St. Joseph de Beauce et de pourvoir au partage de la taxe d'éducation entre les municipalités scolaires du village de St. Joseph et de la paroisse de St. Joseph, en proportion du nombre des enfants dans chacune de ces deux municipalités scolaires, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'Instruction Publique.

St-Joseph de Beauce, 19 octobre 1955.

Le Procureur des Pétitionnaires,
40960-42-4-o ANTOINE LACOURCIÈRE, c.r.

Canada — Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Lucie Lacombe, Dame Isabelle Delisle, both registered nurses, and Dame Reina Aimée Welsh, all of Cap de la Madeleine, county of Champlain, will apply to the Legislature at the Parliament House at Quebec, at its forthcoming session, in order to obtain the adoption of a special act incorporating as a civil corporation L'Institut des Oblates Missionnaires de L'Immaculée, with all necessary powers, more particularly those of acquiring possessing and alienating its moveable and immoveable property under certain restrictions, of adopting by-laws for the internal governement of the said institution, of borrowing money on the credit of the Corporation, of establishing cemeteries on its properties in conformity with the laws and regulations in force in the Province of Quebec in such matters, of determining the method of exercising the powers of the corporation, the whole in an exclusively charitable, educational and religious purpose, and for other objects.

Given at Cap de la Madeleine on October 18th, 1955.

for L'INSTITUT DES OBLATES
MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE,
40948-42-4-o (Signed) REINE AIMÉE WELSH.

PUBLIC NOTICE

Public notice is given by these presents by Mark Farrell, business man, of the city and district of Montreal, P.Q., and Henri Toussaint, industrialist, of the city and district of Quebec, being the two sole testamentary executors of the estate of the late John Skillman O'Meara, in his lifetime industrialist of the city and district of Quebec, P.Q., that at the next session of the legislature of Quebec, they will demand the adoption of a law defining the powers of the testamentary executors, in so far as the alienation of the moveable and immoveable property of the estate and the investment of the proceeds are concerned.

Quebec, 5th. October 1955.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
Attorneys for petitioners.
40957-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Parish Municipality of St. Joseph de Beauce will apply to the Legislature, at its next Session, to request the adoption of a law modifying Act 2-3 Elizabeth II, chapter 135 (Act authorizing the School Commissioners of the Village Municipality of St. Joseph de Beauce to levy an education tax) for the purpose of extending the territory described in the said Act by adding thereto the territory of the School Municipality of the Parish of St. Joseph de Beauce, and provide for the sharing of the education tax between the School Municipalities of the Village of St. Joseph and the Parish of St. Joseph, proportionately to the number of children in each of these two School Municipalities, according to the census provided therefor in section 285 of the Education Act.

St. Joseph de Beauce, October 19, 1955.

ANTOINE LACOURCIÈRE, Q.C.,
40960-42-4 Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lauzon s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir une loi spéciale aux fins suivantes: — Autoriser la cité à dépenser annuellement une somme totale de $10,000.00 pour aider dans la cité ou ailleurs à toutes sociétés, institutions, associations poursuivant un but scientifique, artistique, littéraire, sportif ou de bien-être, pour promouvoir l'industrie du tourisme, favoriser l'établissement d'industries et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la cité; augmenter à la somme de $2,000.00 pour le maire et de $800.00 pour chaque échevin leurs frais annuels de représentation, à compter du premier mai 1955, et leur assurer le remboursement de dépenses réelles de voyages faits dans l'intérêt de la cité; augmenter la qualification requise par l'article 128 de la Loi des cités et villes; fixer au troisième lundi du mois de mai la votation pour l'élection du maire et des échevins, et prolonger leur présent terme d'office au troisième lundi du mois de mai 1958; requérir de tout candidat à une élection une déclaration concernant sa qualification, ainsi qu'un certificat du greffier établissant la valeur de ses biens immobiliers, ainsi qu'un certificat de recherches concernant les dits biens, émis par le régistrateur de la division d'enregistrement de Lévis; obtenir le droit de modifier ou abroger tout règlement de construction ou de zonage par un autre règlement approuvé par le Ministre des Affaires Municipales et le Service Provincial de l'Urbanisme sans référendum; pour défendre toutes constructions sur un terrain qui ne forme pas un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan en subdivision fait et déposé conformément à la loi ou en bordure des rues où il n'existe aucune conduite d'eau et d'égout; réglementer la présence des enfants âgés de moins de 14 ans dans les rues et places publiques après neuf heures du soir; autoriser la cité à construire des trottoirs et à en réclamer le coût aux propriétaires qui auront refusé de les construire eux-mêmes, et à cette fin, obtenir un pouboir d'emprunt n'excédant pas $15,000.00; interrompre la circulation dans les rues de la cité pour l'accomplissement de certains travaux, et à cette fin, enlever et remorquer tout véhicule stationné aux frais du propriétaire; tenir le propriétaire de tout véhicule-automobile responsable au même titre que le conducteur du véhicule pour toute contravention aux règlements de circulation; imposer la taxe d'eau sur tout lot non bâti dès que les maîtres-tuyaux des systèmes d'aqueduc et d'égout sont établis dans la rue en en front de tel lot; permettre l'évaluation de toute construction comme si elle avait été complétée après une année d'occupation; fixer l'évaluation des lignes de transmission d'énergie électrique ou de services téléphoniques; permettre aux estimateurs de pénétrer dans toute construction pour fins d'évaluation; porter à $100,000.00 l'autorisation d'emprunt accordée par l'article 28 de la loi 15-16 George VI, chapître 82; et pour toutes autres fins.

Lauzon, le 17ième jour d'octobre 1955.

Le Procureur de la Pétitionnaire,

40959-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Lauzon will apply to the Legislature of Quebec at its next session to obtain a special Act for the following purposes: — To authorize the city to spend annually a total sum of $10,000.00 for aid within the city or elsewhere to all societies, institutions, associations following the purposes of science, art, literature, sports or welfare, to promote the tourist trade, to favor the establishment of industries and to contribute to the tourist trade, to favor the establishment of industries and to contribute to the maintenance of winter roads outside of the city; to increase to the amount of $2,000.00 for the Mayor and to $800.00 for each alderman their annual costs of representation, from and after the first of May, 1955, and to assure them the reimbursement of all real expenses of trips made in the interest of the city; to increase the qualification required by Article 128 of the Cities and Towns Act; to fix votation for the third Monday of the month of May for the election of the mayor and aldermen and to prolong their present term of office to the third Monday of the month of May, 1958; that any candidate for election be required to give a declaration concerning his qualifications, as well as a certificate of the clerk establishing the value of his immoveable property, as well as a certificate of inquiry concerning the said immoveables, issued by the Registrar of the Registry Division of Levis; to obtain the right to modify or rescind any by-law for building or zoning by another by-law approved by the Minister of Municipal Affairs and the Provincial Service of Urbanism, without referendum; to forbid any building upon a lot of land which does not form a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited pursuant to Law or bordering streets where there is no water or sewer conduct; to regulate the presence of children of under 14 years of age in the streets and in public places after nine o'clock at night; to authorize the city to build sidewalks and to lay claim for the cost of same against proprietors who refused to build said sidewalks themselves, and for this purpose, to obtain the right to borrow a sum not exceeding $15,000.00; to interrupt traffic in the city streets for the accomplishment of certain work, and for this purpose, to withdraw and haul away any stationed vehicle at the proprietor's cost; to hold the proprietor, as well as the conductor, responsible for the behicle for any contravention against traffic regulations; to impose a water tax upon any lot of land without building as soon as the main waterworks and sewer systems are established in the street in front of such a lot; to allow the valuation of any building as if it had been completed, after one year of occupancy; to fix the valuation of electrical power or telephone lines; to allow appraisors to enter into any building for purposes of valuation; to carry to $100,000.00 the authorization to borrow granted by Article 28 of the Act 15-16 George VI, chapter 82; and for all otherp urposes.

Lauzon, the 17th day of October, 1955.

ALBERT DUMONTIER,

40959-42-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jean s'adressera à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, relativement à la cour municipale, au

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that La Cité de Saint-Jean will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec at its next session to vote a law amending its charter, concerning the Municipal Court, the right to pay an annual allow-

droit de payer une allocation annuelle au maire et aux conseillers; pour faire ratifier les lettres patentes accordées le 15 décembre, 1951, déclarant applicables à la cité, les dispositions de l'article 123 de la Loi des cités et villes, au lieu de celles de l'article 109 de sa charte relatives aux personnes inhabiles aux charges municipales; pour permettre l'emploi, dans l'intérêt public, du solde des emprunts municipaux non utilisés; pour décréter que les dispositions de la Loi des cités et villes relatives à l'urbanisme au zonage s'appliquent à la cité; pour amender, en outre, ladite charte en ce qui concerne l'assignation sommaire des délinquants, au cas de violation des règlements municipaux de circulation; pour règlementer, prohiber ou limiter les restaurants ambulants et pour indiquer les frontières actuelles de la cité, à la suite des récentes annexions.

Saint-Jean, 20 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
40949-42-4-o JACQUES CARTIER, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Trinity Church (Église de la Trinité) à Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à aliéner les biens-fonds de son église, et pour autres fins.

Québec, le 19 octobre, 1955.

Les Procureurs de la requérante,
GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.
40958-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Granby s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendant sa charte, la Loi 7, George V, chapitre 70 et amendements, aux fins suivantes:

1° Modifier ses pouvoirs concernant la taxe d'affaire et la taxe professionnelle;

2° Augmenter à un maximum de $150,000.00 son pouvoir d'emprunt annuel pour les améliorations locales;

3° Augmenter ses pouvoirs relativement à la règlementation de la construction;

4° Amender la loi concernant la préparation des listes électorales;

5° Amender sa charte concernant les frais de représentation du mair et des échevins;

6° Amender la loi concernant la préparation du rôle d'évaluation;

Granby: 24 août 1955.

Le Procureur et agent de la requérante,
GÉRARD NORMANDIN, C.R.
40945-42-4-o

ance to the mayor and the counsellors, to ratify the letters patent granted on December 15th, 1951, stanting that the dispositions of section 123 of the Cities and Town Act apply to the City, instead of the dispositions of section 109 of the charter, concerning the persons who are not eligible to municipal charges, to authorize the use, in the public interest, of the unemployed balance of municipal borrowings, to state that the dispositions of the Cities and Towns Act concerning urbanism and zoning apply to the City, to amend also the charter concerning the summons of persons violating the municipal traffic by-laws, to regulate, prohibit or limit the itinerant restaurants and to indicate the actual boundaries of the city following the recent annexion.

Saint-Jean, October 20th., 1955.

JACQUES CARTIER, Q.C.,
40949-42-4-o Attorney for the Applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Trinity Church, of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to enable it to alienate its church property, and for other purposes.

Quebec, 19th October, 1955.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
Attorneys for applicant.
40958-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the obtaining of an Act to amend its charter, Act 7, George V, chapter 70 and amendments, for the following purposes:

1. Modify its powers concerning the business and professional taxes;

2. Increase to a maximum sum of $150,000.00 its annual borrowing power for local improvements;

3. Increase its powers concerning building regulations;

4. Amend the Act concerning the preparation of electoral lists;

5. Amend its charter concerning official entertainment costs of mayor and aldermen;

6. Amend the Act concerning the preparation of the valuation roll;

Granby, August 24th, 1955.

GÉRARD NORMANDIN, Q.C.,
Attorney and agent for petitioner.
40945-42-4

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1119

Québec, le 19 octobre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1119

Quebec, October 19th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments to the decree relating to the printing trades in the region of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendement), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 3088 du 7 août 1946, amendé par les arrêtés en conseil numéros 4155 et 4453 des 10 et 31 octobre 1946, 37, 406-B et 1310-A des 9 janvier, 8 mars et 12 août 1947, 245-E du 26 février 1948, 205-A du 24 février 1949, 319-A du 28 mars 1951, 271-I, 649-C, 1065-F et 1336-B des 20 mars, 28 mai, 15 octobre et 23 décembre 1952, 253-F, 286-H et 512-A des 5 et 12 mars et 30 avril 1953, 392, 499-B et 1067-C des 14 avril, 13 mai et 3 novembre 1954, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 juin 1955;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit decret, numéro 3088, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*g*" de l'article IV est radié et remplacé par le suivant:

g) i. Lorsqu'un salarié arrive en retard à son travail, seul le temps effectivement perdu par ce salarié peut lui être déduit.

ii. Lorsqu'un salarié de par sa propre faute (à moins d'avoir reçu instruction à cet effet) arrive à son travail après l'heure régulièrement établie pour le commencement du travail de son équipe, il peut être obligé de compenser, la même journée, le temps ainsi perdu, en travaillant après l'heure régulière marquant la fin du travail de son équipe. Dans ce cas, il n'aura droit qu'au taux régulier de salaire jusqu'à ce que le temps ainsi perdu soit récupéré. Toutefois, tout travail exécuté après 6.00 p.m. pour remplacer du temps perdu à cause de retard, doit être rémunéré au taux de nuit. Cette disposition ne s'applique pas lorsque le salarié a été obligé, le jour précédent, de travailler plus de six heures supplémentaires.

2° Le paragraphe "*e*" de l'article V et les alinéas "i", "ii" et "iii" dudit paragraphe sont radiés et remplacés par les suivants:

V. *Travail supplémentaire: e*) Le temps supplémentaire pour les salariés, tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, est calculé sur la base du taux horaire de l'équipe à laquelle ils appartiennent. Par exemple, dans les cas régis par l'article XII, le temps supplémentaire, tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, doit être calculé sur la base des taux horaires effectivement payés.

i. Lorsque dans un atelier il devient nécessaire de former trois équipes, l'employeur doit, au préalable, en avertir le Comité Paritaire. Dans ce cas deux de ces équipes sont considérées comme équipes de nuit.

3° Les alinéas "i", "ii" et "iii" du paragraphe "*i*" de l'article V sont radiés et remplacés par les suivants:

i) Le taux doublé doit être payé pour tout ouvrage exécuté les jours de fêtes suivants:

i. *Dans les ateliers qui observent les fêtes françaises:* Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the decree number 3088 of August 7th, 1946, amended by the Orders in Council numbers 4155 and 4453 of October 10th and 31st, 1946, 37, 406-B and 1310-A of January 9th, March 8th and August 12th, 1947, 245-E of Februasy 26th, 1948, 205-A of February 24th, 1949, 319-A of March, 28th, 1951, 271-I, 649-C, 1065-F and 1336-B of March 20th, May 28th, October 15th and December 23rd, 1952, 253-F, 286-H and 512-A of March 5th and 12th and April 30th, 1953, 392, 499-B and 1067-C of April 14th, May 13th, and November 3rd, 1954, relating to the printing trades in the region of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 11th, 1955;

WHEREAS the objections thereto have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommandation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3088, be amended as follows:

1. Subsection "*g*" of section IV is deleted and replaced by the following:

g) i. In cases where an employee reports late for work, only the time actually lost by the employee himself may be deducted.

ii. Where an employee of his own volition (unless instructed to do so) reports for work after the regularly sheduled starting time for his shift, he may be required to make up, the same day, for the lost time by working beyond the regular quitting time for his shift. In such case he will only be entitled to regular time rate until the lost time is made up, except that such lost time worked after 6.00 p.m. will be remunerated at night rates. This provision is not applicable where, on the preceding day, an employee was required to work more than six hours overtime.

2. Subsection "*e*" of section V and paragraphs "i", "ii" and "iii" of the said section are deleted and replaced by the following:

V. *Overtime: e*) Overtime for employees on any shift shall be computed on the basis of the actual hourly rate of wages paid to them for the shift on which they are actually working. For example: in the cases governed by section XII, overtime for both day and night shifts is to be computed on the basis of the actual hourly rate of wages paid.

i. When three shifts are necessary in any establishment, employers must previously notify the Parity Committee of the fact. However, two of these shifts shall be deemed to be night shifts.

3. Paragraphs "i", "ii" and "iii" of subsection "*i*" of section V are deleted and replaced by the following:

i) Double time shall be paid for any work done on the following holidays:

i. *In shops observing French Holidays:* New Year's Day, Epiphany, Ascension, St. John Baptist, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception and Christmas Day.

ii. *Dans les ateliers qui observent les fêtes anglaises:* Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la fête de la Reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Canada, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâces et Noël, ou le ou les jours qui peuvent ultérieurement être désignés par règlement fédéral ou provincial pour l'observance de telles fêtes.

iii. *Lorsque la Saint-Jean-Baptiste ou la Fête du Canada* tombent le mardi ou le mercredi, ces fêtes peuvent être observées le lundi précédent; lorsque ces fêtes tombent le jeudi, elles peuvent être observées le vendredi suivant, à la discrétion de l'employeur.

4° Les alinéas "i" et ii" du paragraphe "*a*" de l'article VI sont radiés et tremplacés par les suivants:

VI. *Jours de Fêtes payés: a*) Les jours de fêtes suivants sont des jours de fêtes payés:

i. *Dans les ateliers qui observent les fêtes françaises:* Le Premier de l'An, l'Épiphanie, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

Toutefois, lorsqu'un des jours de fêtes ci-dessus tombe un samedi ou un dimanche, le jour de l'Ascension est considéré comme jour de fête payé.

ii. *Dans les ateliers qui observent les fêtes anglaises:* Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Fête de la Reine Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Canada, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël, ou le ou les jours qui peuvent ultérieurement être désignés par règlement fédéral ou provincial pour l'observance de telles fêtes.

5° L'alinéa "i " du paragraphe "*c*" de l'article VI est remplacé par le suivant:

c) ii. Lorsqu'un salarié n'a pas travaillé le jour précédent et le jour suivant la fête, parce qu'il a été mis en chômage temporaire ou que l'atelier a été fermé pour une raison quelconque, il doit être payé pour les fêtes énumérées à l'article VI, qui surviennent durant ladite période de chômage ou de fermeture, pourvu que le salarié ait travaillé dix (10) jours ouvrables sur les vingt (20) jours ouvrables précédant son chômage ou la fermeture de l'établissement. Cette disposition ne s'applique pas lorsque le salarié accepte un autre emploi dans son métier durant la période de son chômage ou de la fermeture de l'établissement.

6° Le paragraphe "*c*" de l'article XII est radié et remplacé par le suivant:

c) Dans les cas ou antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret ou de ses amendements, un salarié était rémunéré à un taux horaire de gages plus élevé que celui fixé par le présent décret ou de ses amendements, le taux horaire de gages de tel salarié ne peut pas être réduit tant que le présent décret demeure en vigueur.

7° Le paragraphe "i" de l'article XVII est radié et remplacé par le suivant:

XVII: *Vacances payées: i*) i. L'indemnité de vacances due à un salarié (ou le montant qu'un salarié doit recevoir pour tenir lieu de vacances dans les cas prévus au paragraphe "*e*" ou au paragraphe "*g*" i ou ii du présent article) est le montant que ledit salarié aurait reçu s'il avait travaillé durant ladite période de vacances. Ainsi, dans le cas d'un salarié rémunéré à un taux horaire de gages plus élevé que celui fixé par le présent décret, le montant qui doit lui être versé à titre de vacances (ou pour tenir lieu de vacances dans les cas prévus au paragra-

ii. *In shops observing English Holidays:* New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day, or such day or days as may be designated by Federal or Provincial regulation for observance of such holidays.

iii. Should St. John Baptist Day or Canada Day fall on a Tuesday or Wednesday, either or both holidays may be observed on the preceding Monday, or if either or both holidays falls on a Thursday either or both holidays may be observed on the following Friday at the discretion of the employer.

4. Paragraphs "i" and "ii" of subsection "*a*" of section VI are deleted and replaced by the following:

VI. *Holidays with pay: a*) The following days shall be kept as holidays with pay:

i. *In plants observing French Holidays:* New Year's Day, Epiphany, St. John Baptist, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception and Christmas Day.

However, if any of the above holidays falls on a Saturday or Sunday, Ascension Day shall be considered as a holiday with pay.

ii. *In plants observing English Holidays:* New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day, or such day or days as may be designated by Federal or Provincial regulation for observance of such holidays.

5. Paragraph "ii" of subsection "*c*" of section VI is deleted and replaced by the following:

c) ii. In a case where an employee's failure to work on the day before and the day following the holiday is attributable to his having been temporarily laidoff or is because the plant is closed for any reason, such employee shall be paid for the holidays mentioned in section VI which occur during the period of his lay-off or while the plant is closed, provided he has worked ten (10) working days of the twenty (20) working days preceding his lay-off or the closing of the plant. This provision shall not be applicable if the employee accepts other employment at his trade during the period of his lay-off or while the plant is closed.

6. Paragraph "*c*" of article XII is deleted and replaced by the following:

c) In the case where, prior to the coming into force of the present decree or of any amendment thereto, an employee was remunerated at an hourly rate of wages, in excess of the rate fixed by the decree or any amendment thereto, the hourly rate of wages of such employee shall not be reduced during the life of the present decree.

7. Subsection "i" of section XVII is deleted and replaced by the following:

XVII. *Vacation with pay: i*) i. The vacation pay to which an employee is entitled, or, in the case where subsection "*e*" or subsection "*g*" i or ii applies, the amount to which he is entitled in lieu of vacation, is the earnings he would actually have received had he worked during the period of vacation to which he is entitled. For example, the employee who receives an hourly rate of wages in excess of the minimum hourly rate fixed by the present decree, must be paid for vacation (or in lieu of vacation where subsection "*e*" or subsection "*g*" i or ii of this section

phe "e" ou au paragraphe "g" i ou ii du présent article) doit être établi sur la base du taux horaire de gages auquel ledit salarié est rémunéré.

ii. Tout salarié ayant fait partie d'une équipe de nuit durant neuf (9) des douze (12) mois précédent ses vacances, a droit à une indemnité de vacances calculée sur la base du taux de nuit, ou à l'indemnité qui tient lieu de vacances dans les cas prévus au paragraphe "e" ou au paragraphe "g" i ou ii du présent décret.

8° L'article XVIII est radié et remplacé par le suivant:

XVIII. Le salarié qui, à la suite d'un accident de travail est obligé de recevoir un traitement médical, doit être payé pour les heures de travail perdues pour aller se faire soigner le jour de l'accident.

9. L'article XIX est radié et remplacé par le suivant:

XIX. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

applies) on the basis of his regular hourly rate.

ii. Every employee who has worked on a night shift during nine of the twelve months preceding his vacation, shall be entitled to vacation pay computed at night shift rates or to the pay in lieu of vacation where subsection "e" or subsection "g" i or ii of this section applies.

8. Section XVIII is deleted and replaced by the following:

XVIII. An employee obliged to undergo medical treatment during whorking hours by reason of an injury sustained while at work, shall be paid for working time lost during the day of the accident while receiving such treatment.

9. Section XIX is deleted and replaced by the following:

XIX. *Minimum hourly rates:* The minimum hourly rates of wages shall be as follows:

A. Atelier de composition — Composing room

	Zone I		*Zone II*		*Zone III*	
	Taux de		*Taux de*		*Taux de*	
	jour — *Day Rates*	*nuit* — *Night Rates*	*jour* — *Day Rates*	*nuit* — *Night Rates*	*jour* — *Day Rates*	*nuit* — *Night Rates*
Compagnon typographe. — Journeyman compositor	$1.90	$2.18	$1.61	$1.85	$1.48	$1.70
Compagnon opérateur de clavier. — Journayman Machine Keyboard operator	1.90	2.18	1.61	1.85	1.48	1.70
Correcteur d'épreuves: (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves).— *Proof Reader:* (who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading)	1.90	2.18	1.61	1.85	1.48	1.70
Compagnon opérateur de fondeuse: (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier). — *Casterman:* (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator)	1.90	2.18	1.61	1.85	1.48	1.70
Aide sur fondeuse. — Caster runner:						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.60	0.69	0.52	0.60	0.49	0.57
2e semestre — 2nd six months	0.62	0.71	0.53	0.61	0.50	0.58
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	0.65	0.75	0.57	0.66	0.55	0.64
2e semestre — 2nd six months	0.67	0.77	0.59	0.68	0.56	0.65
3e année — 3rd year						
1er semestre — 1st six months	0.81	0.93	0.73	0.84	0.71	0.82
2e semestre — 2nd six months	0.89	1.02	0.79	0.91	0.76	0.88

Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3e année, 2e semestre.— Therefater, caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year, 2nd six months apprentice.

B. Atelier d'impression — Press room

i. Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiple plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats — automatiques ou margées à la main. — Platen presses; Card presses; Envelope Presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses Seal or Lebel presses(of all descriptions); Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing Multicopying machines of every size and description — automatic or hand fed:						
Compagnon pressier. — Journeyman pressman	1.64	1.89	1.35	1.56	1.28	1.48
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.59	1.83	1.29	1.49	1.24	1.43

	Zone I		Zone II		Zone III	
	Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit
	Day Rates	Night Rates	Day Rates	Night Rates	Day Rates	Night Rates
Margeur sur presses ci-dessus. — *Feeder* on above presses	1.27	1.46	1.08	1.25	1.02	1.18
ii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre orizontal ou vertical — une couleur — tous formats — automatiques ou margées à la main. — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for Power Printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; Flat bed cylinder presses — one colour — all sizes — whether automatic or hand fed.						
Compagnon pressier. — *Journeyman pressman*	1.90	2.18	1.61	1.85	1.48	1.70
Assistant-pressier. — *Assistant pressman*	1.64	1.89	1.35	1.56	1.28	1.48
Margeur sur presses ci-dessus — *Feeder* on above presses	1.38	1.59	1.14	1.32	1.08	1.25
iii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presses rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, presses à retiration — automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary presses — 16 pages or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; Two-colour rotary presses; Two-colour flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses — whether automatic or hand fed;						
Compagnon pressier. — *Journeyman pressman*	2.11	2.43	1.69	1.95	1.61	1.86
Assistant-pressier ou margeur sur presses ci-dessus. — *Assistant pressman or feeder* on above presses	1.64	1.89	1.35	1.56	1.28	1.48
C. Atelier de reliure et de finition — Bookbinding and finishing department						
Compagnon relieur. — *Journeyman bookbinder*	1.90	2.18	1.61	1.85	1.48	1.70
Opérateur de: Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à règler (plumes ou disques) — *Operator on:* Paper and cloth-cutting machines, when using straight or serrated knives; ruling machines — pen and/or disk	1.90	2.18	1.61	1.85	1.48	1.70
Opérateur de: Machines à plier; machines à assembler automatiques; machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur. — *Operator on:* Folding machines; Automatic gathering machines; Shearbord cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bevelling machines; Casemaking machines; Back-lining machines; Casing in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines: Stamping machines-automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width	1.90	2.18	1.61	1.85	1.48	1.70
Opérateur sur rogneuses: jusqu'à 25 pouces. — *Operator on:* Paper trimmers and choppers, up to 25 inches	1.28	1.47	1.07	1.23	1.01	1.17
Main d'œuvre féminine: Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin. — *Female help:* Female employees, and males when replacing females, — hand operations of every description considered as women's work	0.96	1.10	0.81	0.94	0.75	0.87
Margeuse: Machines à régler; machines à estamper; machines à plier. — *Feeding:* Ruling machines; Folding machines; Stamping machines	0.96	1.10	0.81	0.94	0.75	0.87

	Zone I		Zone II		Zone III	
	Taux de jour — Day Rates	Taux de nuit — Night Rates	Taux de jour — Day Rates	Taux de nuit — Night Rates	Taux de jour — Day Rates	Taux de nuit — Night Rates
Opératrice: Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les fouillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur: — *Operating:* Punch machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforating machines; Gathering Tables; Round-cornering machines as used on book cases, or covers; Tinning machines; Pasting machines in size smaller than 24 inches in width....	0.96	1.10	0.81	0.94	0.75	0.87
Apprentie: Le nombre d'apprenties ne doit pas exéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 36 moins d'expérience est considérée comme apprentie. — *Apprentice (Female):* The number of apprentices shall not exceed one third (/13) of the total number of female employees. Any person having less than thirty-six (36) months experience at the trade shall be considered as an apprentice:						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.52	0.60	0.50	0.58	0.46	0.53
2e semestre — 2nd six months	0.58	0.67	0.51	0.59	0.50	0.58
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	0.64	0.74	0.60	0.69	0.57	0.66
2e semestre — 2nd six months	0.70	0.80	0.69	0.80	0.64	0.74
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months	0.76	0.87	0.72	0.83	0.67	0.77
2e semestre — 2nd six months	0.82	0.94	0.77	0.89	0.70	0.81

D. Apprenti — Apprentice

d-i. *Apprenti* (Atelier de Composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition) — *Apprentice* (Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Fisnihing Departments)						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.60	0.69	0.52	0.60	0.49	0.57
2e semestre — 2nd six months	0.62	0.71	0.53	0.61	0.50	0.58
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	0.65	0.75	0.57	0.66	0.55	0.64
2e semestre — 2nd six months	0.67	0.77	0.59	0.68	0.56	0.65
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months	0.81	0.93	0.73	0.84	0.71	0.82
2e semestre — 2nd six months	0.89	1.02	0.79	0.91	0.76	0.88
4e année — 4th year:						
1er semestre — 1st six months	0.98	1.13	0.84	0.97	0.82	0.95
2e semestre — 2nd six months	1.09	1.25	0.94	1.09	0.90	1.04
5e année — 5th year:						
1er semestre — 1st six months	1.28	1.47	1.15	1.33	1.09	1.29
2e semestre — 2nd six months	1.41	1.62	1.19	1.37	1.12	1.26
6e année — 6th year:						
1er semestre — 1st six months	1.50	1.72	1.24	1.43	1.18	1.36
2e semestre — 2nd six months	1.59	1.83	1.33	1.53	1.27	1.46
d-ii. *Atelier d'Impression* (toutes presses). — *Press department:* (all presses).						
1ère année. — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.60	0.69	0.51	0.59	0.45	0.52
2e semestre — 2nd six months	0.72	0.83	0.61	0.71	0.55	0.64
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	0.84	0.97	0.73	0.84	0.67	0.77
2e semestre — 2nd six months	0.99	1.14	0.83	0.96	0.76	0.88
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months	1.11	1.28	0.94	1.09	0.86	0.99
2e semestre — 2nd six months	1.24	1.43	1.06	1.22	0.96	1.11
4e année — 4th year:						
1er semestre — 1st six months	1.38	1.59	1.17	1.35	1.07	1.23
2e semestre — 2nd six months	1.51	1.74	1.26	1.45	1.17	1.35
iii. *Presses* Groupe B-i — *Presses* Group B-i:						
5e année — 5th year	1.59	1.83	1.29	1.49	1.24	1.43
6e année — 6th year	1.60	1.84	1.30	1.50	1.25	1.44
7e année — 7th year	1.62	1.86	1.31	1.51	1.26	1.45

	Zone I Taux de jour — Day Rates	Zone I Taux de nuit — Night Rates	Zone II Taux de jour — Day Rates	Zone II Taux de nuit — Night Rates	Zone III Taux de jour — Day Rates	Zone III Taux de nuit — Night Rates
iv. *Presses* Groupe B-ii et Groupe B-iii — *Presses* Group B-ii and Group B-iii:						
5e année — 5th year	1.64	1.89	1.35	1.56	1.28	1.48
6e année — 6th year	1.74	2.00	1.46	1.68	1.35	1.56
7e année — 7th year	1.81	2.08	1.59	1.83	1.46	1.68
E. AIDE INEXPÉRIMENTÉ (masculin) — HELPER (Male) UNSKILLED						
Tous départements — (All departments)						
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.60	0.69	0.52	0.60	0.49	0.57
Subséquent — Thereafter	0.72	0.83	0.64	0.74	0.61	0.71

10° Le paragraphe "*d*" de l'article XXIII est radié et remplacé par le suivant:

XXIII. *d*) *Dispositions spéciales s'appliquent à l'atelier d'impression.* Les stagiaires au département des Presses doivent signer un contrat d'apprentissage pour une durée de quatre années. Le titre de "compagnon" ne peut être obtenu cependant qu'à la condition de suivre un cours donné à une école d'arts graphiques ou un cours équivalent approuvé par la Commission d'Apprentissage.

Durant les quatre premières années, un employé est considéré comme "stagiaire". Après avoir complété quatre années d'apprentissage un employé qui s'inscrit à un cours complémentaire est considéré comme "apprenti pressier" à compter de la date de son inscription à un tel cours. Pour conserver ce status, l'employé doit poursuivre des cours complémentaires du soir jusqu'à ce qu'il est terminé sa septième année d'apprentissage.

Après avoir complété quatre années de stage, les employés qui ne s'inscrivent pas à un cours complémentaire ou qui s'y étant inscrits négligent de le suivre jusqu'à la fin, sont classifiés "assistant-pressiers".

11° L'article XXIV, concernent les imprimeries de journaux hebdomadaires, est abrogé, et le décret ne s'applique pas à ces imprimeries existant avant le premier octobre 1955.

12° Le paragraphe "1" suivant est ajouté à l'article I:

"1) Le présent décret ne s'applique pas aux établissements des zones II et III qui publiaient et imprimaient un ou des journaux hebdomadaires avant le 1er octobre 1955."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
40965-o Greffier du Conseil Exécutif.

10. Subsection "*d*" of section XXIII is deleted and replaced by the following:

XXIII. *d*) *Special provisions pertaining to press room:* Starting press apprentices shall be indentured for a term of four (4) years. The status of a "journeyman" can only be achieved, however, by supplementing apprenticeship training with a recognized course of study at a graphic arts school or a course of equal merit, approved by the Apprenticeship Commission.

During the first four years an employee shall be classified as a "starting press apprentice". At any time after completing four years' apprenticeship an employee who registers for a recognized advanced course of study shall be classified as an "apprentice pressman" from the time of registering for such course. In order to retain this status, he must continue to follow recognized advanced evening courses of study until he has completed his seventh year of apprenticeship.

After completing four years of apprenticeship, employees who do not register for a course, or who having registered for a course, fail to complete such course, shall be classified as "assistant pressmen".

11. Section XXIV, concerning establishments printing weekly newspapers, is deleted, and the decree shall not apply to such establishments which existed before October 1st, 1955.

12. The following subsection "1" is added to section I:

"1) The present decree does not apply to the establishments of zones II and III which published and printed one or more weekly newspapers before October 1st, 1955."

(Document "A" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,
40965-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1119

Québec, le 19 octobre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1119

Quebec, October 19th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 andamendments), the Minister of Labour, to give

Travail, pour donner suite à une entente intervenue entre le Syndicat patronal de l'Imprimerie de Québec Inc., et les unions ouvrières représentant les employés assujettis au décret numéro 141 du 8 février 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéro 68-G et 1336-D des 31 janvier et 23 décembre 1952, 375-A, 861-C et 1378-C des 26 mars, 23 juillet et 23 décembre 1953 et 324 et 391 des 1er et 14 avril 1954, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil des modifications audit décret;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mars 1955;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail.

QUE ledit décret, numéro 141, soit modifié comme suit:

1° Tous les salaires déterminés dans le décret sont augmentés de cinq cents ($0.05) l'heure.

2° L'article XVIII concernant les imprimeries de journaux hebdomadaires, est abrogé.

3. Le sous-paragraphe 5° suivant est ajouté au paragraphe "*b*" de l'article II:

"5° Le présent décret ne s'applique pas aux établissements qui publiaient et imprimaient un ou des journaux hebdomadaires avant le 1er octobre 1955, dans toute la juridiction territoriale, sauf la cité de Québec."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

40965-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1120

Québec, le 19 octobre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigérateurs et gicleurs, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante, dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de refrigérateurs et gicleurs, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante, dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 279-D du 16 mars 1950, 140-F du 8 février 1951, 183-A du 6 mars 1952, 512-D et 1085-D des 30 avril et 24 septembre 1953 et 522-B du 11 mai 1955, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 août 1955;

effect to an agreement entered into between Le Syndicat patronal de l'Imprimerie de Québec, inc., and the labour unions representing the employees governed by the decree No. 141 of February 8th, 1951, as amended by Orders Nos. 68-G and 1336-D of January 31st and December 23rd, 1952, 374-A, 861-C and 1378-C of March 26th, July 23rd and December 23rd, 1953, and 324 and 391 of April 1st and 14th, 1954, relating to the printing trades in the region of Quebec, has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of March 5th, 1955;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 141, be amended as follows:

1. All wages determined in the decree shall be increased by $0.05 per hour.

2. Section XVIII, concerning establishments printing weekly newspapers, is deleted.

3. The following paragraph 5 is added to subsection "*b*" of section II:

"5. The present decree does not apply to the establishments which published and printed one or more weekly newspapers before October 1st 1955, in the entire territorial jurisdiction, excepting the city of Quebec."

(Document "B" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

40965-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1120

Quebec, October 19th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the plumber, steamfitter, refrigeration mechanic sprinkler fitter, welder, tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic trades in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumber, stemfitter, refrigeration mechanic, sprinkler fitter, welder, tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 338 of March 11th, 1948, as amended by Orders in Council Nos. 297-D of March 16th, 1950, 140-F of February 8th, 1951, 183-A of March 6th, 1952, 512-D and 1085-D of April 30th and September 24th, 1953, and 522-B of May 11th, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 27th, 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 338, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté après les mots "assujettis au présent décret" apparaissant au paragraphe "*b*" de l'article II:

"La juridiction sur les soudeurs à l'oxygène ou à l'électricité se limite aux métiers mentionnés à l'alinéa précédent."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

40965-o

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore on, the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, number 338, be amended as follows:

The following paragraph is added after the words "governed by the present decree", mentioned in subsection "*b*" of section II:

"The present decree applies only to acetylene or arc welding done in respect of the above trades."

(Document "A" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

40965-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1120

Québec, le 19 octobre 1955.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval et Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941, amendé par les arrêtés en conseil numéros 2873, 3010 et 3127 des 30 octobre, 6 et 19 novembre 1941, 1902 et 2992 des 30 juillet et 5 novembre 1942, 152 du 22 janvier 1943, 3821 du 12 octobre 1944, 234 du 18 janvier 1945, 1019, 1663 et 5064 des 21 mars, 10 mai et 18 décembre 1946, 493-C, 689-D, 917-A, 1622-B, 1729-C et 1883-C des 21 mars, 30 avril, 4 juin, 2 et 23 octobre et 12 novembre 1947, 69-B et 656-A des 22 janvier et 13 mai 1948, 514-A et 514-B du 12 mai 1949, 554-A, 973-A et 1368-A des 17 mai, 30 août et 14 décembre 1950, 230-B, 604-A, 1072-C et 1260-F des 7 mars, 14 juin, 27 septembre et 7 novembre 1951, 67-C et 748-C des 31 janvier et 27 juin 1952, 1228-E du 5 novembre 1953, 850-A du 21 août 1954 et 197-G du 23 février 1955, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval et Rouyn-Noranda;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 juin 1955;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

L'article VI-A est radié et remplacé par le suivant:

"VI-A. *Vacances payées:* Tous les salariés des zones I, I-A, III et III-A ont droit, à titre de vacances payées, à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés avec leur paie, chaque semaine.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1120

Quebec, October 19th, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval and Rouyn-Noranda.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree No. 1743 of July 11th, 1941, amended by Orders in Council numbers 2873, 3010 and 3127 of October 30th, November 6th and 19th, 1941, 1902 and 2992 of July 30th and November 5th, 1942, 152 of January 22nd, 1943, 3821 of October 12th, 1944, 234 of January 18th, 1945, 1019, 1663 and 5064 of March 21st, May 10th and December 18th, 1946, 493-C, 689-D, 917-A, 1622-B, 1729-C and 1883-C of March 21st, April 30th, June 4th, October 2nd and 23rd and November 12th, 1947, 69-B and 656-A of January 22nd and May 13th, 1948, 514-A and 514-B of May 12th, 1949, 554-A, 973-A and 1368-A of May 17th, of August 30th and December 14th, 1950, 230-B, 604-A, 1072-C and 1260-F of March 7th, June 14th, September 27th and November 7th, 1951, 67-C and 748-C of January 31st and June 27th, 1952, 1228-E of November 5th, 1953, 850-A of August 21st, 1954 and 197-G of February 23rd, 1955, relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval and Rouyn-Noranda;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 4th, 1955;

WHEREAS the objections set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 1743, be amended as follows:

Section VI-A is deleted and the following substituted therefor:

"VI-A. *Vacation with pay:* All employees of zones I, I-A, III and III-A are entitled to a vacation pay equal to 2% of the wages earned. Employers shall remit such vacation pay to their employees together with their pay, every week."

Cependant, dans la zone I-A, l'échéance du paiement de cette rémunération au lieu d'être hebdomadaire, devient annuelle et est reportée entre le 1er et le 15 janvier de l'année qui suit."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

40965-o

However, the above mentioned remuneration, in zone I-A, shall not be paid weekly but once a year, between January 1st and 15th of the year following."

(Document "B" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

40965-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1121

Québec, le 19 octobre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction Inc., de Montréal;

Et, D'AUTRE PART:

"The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity";

Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 septembre 1955, en tenant compte du maintien des dispositions non contraires du décret numéro 1021 du 10 septembre 1953 et ses amendements;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérante pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE des requêtes ont également été présentées au Ministre du Travail par les parties contractantes aux conventions collectives de travail rendues obligatoires par les Section "B" et "F" dudit décret numéro 1021, à l'effet d'apporter des amendements aux conditions de travail actuellement en vigueur pour les métiers visés et que les avis requis par la Loi à ce sujet ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 6 et 13 août 1955;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

ATTENDU QU'il est opportun d'établir des clauses normatives identiques pour les employeurs et les salariés des différents métiers concernés, dans la juridiction territoriale déterminée dans les ladite convention;

ATTENDU QU'il est également opportun de maintenir en vigueur les dispositions du décret numéro 1021 du 10 septembre 1953 et amendements, relatives à certains catégories de salariés non visés par ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1121

Quebec, October 19th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders Exchange Inc., of Montreal;

And, ON THE OTHER PART:

The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity;

"Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal",

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 3rd, 1955, taking into account the insertion of some of the provisions of the decree No. 1021 of September 10th, 1953, and its amendments;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS petitions were also submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to collective labour agreements rendered obligatory by parts B and F of the said decree No. 1021, for the purpose of amending the working conditions actually in force for the trades concerned, and the notice required by the Act to that effect were published in the *Quebec Official Gazette*, issues of August 6th and 13th, 1955;

WHEREAS the provisions of the Act were duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

WHEREAS it is advisable to establish standard clauses for the employers and employees of the various trades concerned, in the territorial jurisdiction determined in the said agreement;

WHEREAS it is also advisable to maintain in force the provisions of the decree No. 1021 of September 10th, 1953, and amendments, relating to same categories of employees not covered by the said petition;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE lesdites requêtes soient acceptées conformément aux dispositions des articles 4 et 6 de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les modifications et nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 6 et 13 août et 3 septembre 1955;

Sont maintenues comme parties contractantes de première part:

"La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec (Section de Montréal)" et

"La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec, (Section de Montréal)".

Sont maintenues comme parties contractantes de deuxième part:

"The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local numéro 144" et

"L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal, Inc.".

I. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriales du décret comprend:

a) L'Ile de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, à l'exception des districts électoraux de Verchères, Saint-Jean, d'Iberville, l'Assomption et Terrebonne et des villes de Chambly et Fort Chambly.

b) La cité de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité d'Ormstown.

II. *Juridiction professionnelle: a*) Le décret s'applique, sauf les exceptions ci-après, à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie et à toutes réparations et démolitions, y compris l'installation des ascenseurs et la constructions de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs.

Il s'applique à tout travail exécuté sur les lieux de tout contrat, qu'il soit fait dans un enclos séparé pour cette fin ou non ou dans un bâtiment subissant des réparations, rénovations ou additions. Il ne s'applique pas toutefois au travail de productions exécuté dans les boutiques, ateliers mécanisés et fabriques.

b) Le décret ne régit pas les salariés permanents, tel que définis par la Loi de la convention collective, excepté lorsqu'ils exécutent du travail de construction nouvelle. Il ne s'applique pas aux travaux de construction exécutés dans les cimetières.

c) En dehors de l'Ile de Montréal, le décret ne s'applique qu'aux entreprises de construction dont le coût total s'élève à $25,000.00 ou plus, salaires et matériaux compris. Une entreprise de construction peut comprendre une ou plusieurs unités, quel que soit le nombre de contrats.

d) Le décret ne régit pas les opérations de camionnage visés par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et ses amendements.

e) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autres des départements du Gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret.

f) Le décret ne régit pas l'industrie minière pour ce qui est des travaux exécutés aux puits de mine.

g) L'exploitation forestière ainsi que l'opération des moulins à scies, à pulpe et à papier sont exemptés des dispositions de ce décret.

THAT the said petitions be accepted in pursuance of the provisions of sections 4 and 6 of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following amendments and new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issues of August 6th and 13th and September 3rd, 1955;

The following associations of employers are maintained as contracting parties of the first part:

"The Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Montreal Branch)" and

"The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec (Montreal Branch)".

The following associations of employees are maintained as contracting parties of the second part:

"The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local No. 144" and

"L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats nationaux de Montréal, Inc.".

I. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises:

a) The Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits with the exception of the electoral districts of Verchères, St. John, Iberville, L'Assomption and Terrebonne and the towns of Chambly and Fort Chambly.

b) The city of Salaberry-de-Valleyfield and the municipality of Ormstown.

II. *Professional jurisdiction: a*) The decree applies, except as hereunder stipulated, to all construction and all engineering construction and building operations, demolition and repairs, including the installation of elevators and the construction of steam generators, of boilers and tanks.

It shall have effect on all operations on the site of any contract, whether done in an enclosure set apart thereon or not, or in any edifice undergoing repairs, renovations or additions. It shall not, however, apply to production work done in shops, plants and factories.

b) The decree shall not apply to permanent employees as defined by the Collective Agreement Act except when doing new construction work. It shall not govern building operations performed in cemeteries.

c) Outside the Island of Montreal, the decree applies only to construction projects $25,000.00 or more (total cost), including wages and materials. A construction project may comprise one or several units, irrespective of the number of contracts.

d) The decree does not apply to the trucking operations governed by the decree No. 913 of the 16th June, 1948 and its amendments.

e) Road operations carried out for the account of any Department of the Provincial Government which are already subject to the Fair Wages Schedule under Order in Council No. 800 of the 24th April, 1929, as amended, are not governed by the provisions of the present decree.

f) The decree does not apply to the mining industry as regards work done in mine shafts.

g) Logging operations and the operation of pulp, paper and saw mills are exempt from the present decree.

h) Les travaux d'installation et de réparation d'ameublement mobile de bureau, s'is sont exécutés par des salariés permanents du propriétaire et du locataire d'un immeuble, ne sont pas régis par le décret.

Dispositions spéciales: 1° Nonobstant toutes autres dispositions les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien, d'aqueduc, d'égout, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

2° Les compagnies de chemins de fer ne sont pas assujetties au décret lorsqu'ils s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies.

III. *Taux minima de salaires: a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

Métiers:	*Taux horaires*
Chaudronnier en construction, monteur, ébardeur, mateur, brûleur, soudeur et gréeur s'y rapportant, y compris mécanicien de générateurs de vapeur	$2.00
Aide-chaudronnier en construction, monteur et mécanicien de générateurs de vapeur	1.60
Briqueteur	2.10
Poseur de blocs de ciment	2.10
Calfat	1.45
Charpentier, menuisier, nécanicien y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), chassis, fenêtres et cadres (bois ou métal), "Weatherstrips", bardeaux, revêtements de murs, bois ou composition, divisions en acier et d'ameublement, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles)	1.90
"Steeplejack"	1.90
Finisseur de ciment	1.70
Poseur d'acier d'armature de béton	1.60
Poseur de lattes métalliques	2.10
Poseur de liège isolateur	1.65
Préposé aux malaxeurs à vapeur	1.65
Préposé aux malaxeurs à gasoline	1.60
Préposé aux grues, aux pelles mécaniques, aux rétros, aux bennes, aux draglines" aux sonnettes, aux niveleuses (gradealls) aux grues montées sur camions mobiles et à tout appareil mobile ou rampant monté sur un chaland	1.99
Préposé aux tracteurs, aux béliers mécaniques, aux écorcheuses (scrapers), aux niveleuses, aux chargeuses Emcoe, aux pelles en butte (front-end-loaders), aux rouleaux compresseurs, aux machines à creuser les fossés, avec mât sur le côté ou aux extrémités, de cinquante (50) chevaux ou plus	1.73
Préposé à de telles machines mais de moins de cinquante (50) chevaux	1.50
Préposé à tout appareil de levage de plus de vingt-cinq (25) chevaux	1.80
Préposé aux compresseurs d'une capacité minimum de deux cents dix (210) pieds cubes à la minute ou à deux (2) tels compresseurs ou plus d'une capacité de cent dix (110) pieds cubes à la minute	1.60

h) Installation and repair operations carried out in connection with moveable office furniture, when done by permanent employees of the owner or tenant of a building, are not governed by the present decree.

Special provisions: 1. Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the decree inzsmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch, also, as construction rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed under their immediate control are concerned. The exemption does not extend, however, to contractors or subcontractors carrying out the same operations, under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

2. Railroad companies are not governed by the decree in the case of operations ordinarily performed by maintenance men of the systems who are already covered by a collective agreement with the said companies.

III. *Schedule of Wage Rates: a*) The following minimum wage rates shall be payable:

Trades:	*Hourly rates*
Construction boilermaker, erector, chipper, caulker, burner, welder, rigger in connection thereof, and including steam generation mechanic	$2.00
Helper to construction boilermaker, erector and steam generation mechanic	1.60
Bricklayer	2.10
Cement block layer	2.10
Caulker	1.45
Carpenter, joiner and millwrights and including the following operations; concrete forms (yard or job), the erection of screens (wood or metal) sashes, windows and frames (wood or metal), weatherstrips and shingles, siding, wood or composition, steel partitions and equipment, such as counters and shelving, moveable or immoveable	1.90
Steeple jack	1.90
Cement finisher	1.70
Concrete reinforcing steel erector	1.60
Lather (metal)	2.10
Cork insulation setter	1.65
Engineman (steam mixers)	1.65
Engineman (gas mixers)	1.60
Operators of all cranes, shovels, backhoes, clams, draglines, pile drivers, gradealls, mobile truck cranes and all mobile or crawler equipement mounted on scows	1.99
Operators of tractors, bulldozers, scrapers, graders, emcoes, front-end loaders, road rollers, trenching machines, side-booms and end-booms of 50 H.P. or over	1.73
Operators of above mentioned equipment under 50 H.P.	1.50
Operators of all hoisting equipment over 25 H.P.	1.80
Operators of portable air-compressors of 210 C.F.M. or orver, or two or more 110 C.F.M.	1.60

Préposé aux pompes à béton (concrete pumps)	1.65	Operators of concrete pumps	1.65
Préposé aux pompes (avec tuyau de débit de 6" ou plus)	1.55	Operators of pumps (6" discharge or over).	1.55
Chauffeur (construction): équipe de jour	1.55	Fireman construction: day shift	1.55
équipe de nuit	1.60	night shift	1.60
Porteur d'oiseau	1.50	Hod carrier	1.50
Journalier (ouvrier non qualifié)	1.30	Labourer (common)	1.30
Poseur de linoléum, de muroléum ou de caoutchouc, tuiles et feuilles, cireur et polisseur et poseur de tuiles en asphalte	1.55	Linoleum, muroleum and rubber layer (tile and sheet), waxer and polisher and asphalt tile layer	1.55
Aide et apprenti poseur de linoléum, de muroléum ou de caoutchouc, tuiles et feuilles, cireur et polisseur et poseur de tuiles en asphalte	1.35	Helper and apprentice — linoleum, muroleum and rubber layer (tile and sheet) waxer and polisher and asphalt tile layer	1.35
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	1.55	Kettleman (flooring only)	1.55
Maçon (pierre) y compris tailleur sur le chantier	2.10	Mason (stone) and cutter on the job	2.10
Poseur de planchers en mastic	1.65	Mastic floor layer	1.65
Finisseur de planchers en mastic	1.45	Mastic floor finisher	1.45
Peintre, décorateur, que que soit l'outil utilisé	1.80	Painter — decorator irrespective of tools used	1.80
Peintre au pistolet (taux spécial)	1.90	Painter — sprayman (special rate)	1.90
Vitrier	1.80	Glazier	1.80
Mécanicien de générateur de vapeur	2.00	Steam generator mechanic	2.00
Aide-mécanicien de générateur de vapeur.	1.60	Steam generator mechanic' helper	1.60
Mécanicien de brûleurs à l'huile, Classe "A"	1.90	Oil burner mechanic, Class "A"	1.90
Mécanicien de brûleurs à l'huile, Classe "B"	1.65	Oil burner mechanic, Class "B"	1.65
Peintre, fer structural et clochers	1.90	Structural steel and Steeple jack painter	1.90
Couvreur, membrane rapportée et couverture à rouleau (asphalte et gravier)	1.70	Roofer, built-up membrane and roll roofings (asphalt and gravel)	1.70
Préposé aux bouilloires	1.45	Keetleman	1.45
Gréeur	1.55	Rigger	1.55
Poseur de métal en feuilles, couvreur-ardoise, tuile, asphalte et bardeaux autres que ceux en bois, y compris le posage d'amiante gaufrée sur les murs extérieurs et couvertures, de divisions de chambres de toilette, de tablettes en acier et de paravants, chassis, fenêtres et cadre en métal	1.90	Sheet metal worker, roofer — slate, tile, asphalt or shingle (exceptng wood shingle) and corrugated asbestos roofing and siding and including steel toilet partitions, shelving and screens, still windows and frames	1.90
Soudeur, métal en feuilles	1.90	Sheet metal welder	1.90
Préposé aux pelles mécaniques	1.99	Shovel operator (power)	1.99
Toutefois, les employeurs qui garantissent à leurs préposés aux pelles mécaniques une durée d'emploi de six (6) mois continus, au taux minimum de $85.00 peuvent les faire travailler (ainsi que les salariés qui doivent travailler avec eux), sur une base de cinquante (50) heures par semaines.		"However, employers who guarantee their shovel operators six months of continuous employment at the minimum weekly rate of $85.00, shall be privileged to operate on a basis of fifty (50) hours per week, with associated crews."	
Chauffeurs de camion, transport général et remorquage	1.30	General trucker (cartage and hauling)	1.30
Charretier, conducteur d'attelage double	1.30	Carter, teamdriver	1.30
Mécanicien de machines génératrices à vapeur et à eau chaude (surface horizontale de chauffe de vingt (20) pieds)	1.70	Steam and hot water generation mechanic (horizontal heating surface, (20) twenty ft.)	1.70
Aide-mécanicien de machines génératrices à vapeur et à eau chaude (surface horizontale de chauffe de vingt (20) pieds)	1.45	Steam and hot water generation mechanics' helper (horizontal heating surface, twenty (20) ft.)	1.45
	Par semaine		*Per week*
Vérificateur du matériel et pointeur (sans limite de la durée journalière de travail)	55.00	Material checker and time-keeper (without daily limitation as to hours of work)	55.00
Gardien de nuit (sans limité journalière)	49.00	Night Watchman (without daily limitation)	49.00
Gardien de nuit employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite journalière)	$60.00	Night Watchman employed also as fireman requiring 4th class Certificate — without daily limitation)	$60.00
Cependant, le gardien de nuit a droit à un repos de neuf (9) heures après chaque période de quinze (15) heures de surveillance.		However, night watchmen are entitled to a rest period of nine (9) hours following each period of fifteen (15) hours of watching.	
Homme de cour (sans limite de la durée journalière du travail)	53.75	Yardman (without daily limitation as to hours of work)	53.75

b) Les salariés de toute catégorie temporairement affectés par le même employeur à une occupation autre que celle de leur métier doivent continuer de recevoir le taux de salaire de leur propre métier, peu importe le nombre d'heures consacrées, chaque jour, à telle autre occupation. Cette clause ne s'applique pas aux salariés exclusivement affectés à un autre travail que celui de leur métier.

c) Les salariés engagés dans la cité de Montréal, pour travailler en dehors de ladite cité, mais dans les limites de la juridiction territoriale ci-haut décrite, doivent recevoir les taux spécifiés dans le présent article.

IV. Dans tous les métiers où un matériel autre que le produit régulier et reconnu est utilisé, comme par exemple, une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux de salaire du métier approprié doit s'appliquer.

IV-A. Le travail des "steeplejacks" comprend l'installation des paratonnerres, le jointoyage de la pierre ou de la brique, le peinturage des clochers, des mâts, des réservoirs et des ponts.

Toutefois, il est permis aux salariés possédant un certificat de qualification d'un des métiers de la construction d'exécuter ces travaux pourvu que le salaire déterminé dans ce décret pour leur métier leur soit payé. Cependant, les Lois relatives aux électriciens et aux installations électriques et aux paratonnerres (Statuts refondus de Québec 1941, chapitres 172 et 174 et amendements), doivent être observées.

V. Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés, sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu.

VI. *Travail en dehors des limites de la cité de Montréal: a*) Les limites de Montréal, pour les fins du présent article sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus de la Commission de Transport de Montréal.

b) Les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de tramway ou d'autobus de la Commission de Transport de Montréal, doivent être payés par l'employeur, dans le cas de travaux exécutés dans la juridiction territoriale du décret.

c) Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de Montréal, le temps requis pour fins de déplacement, doit être payé à temps simple, et ceci aussi bien à l'aller qu'au retour.

VII. *Durée régulière du travail: a*) *Dispositions générales:* Tenant compte des exceptions ci-après spécifiées, les heures de travail des ouvriers de métier qualifiés, des porteurs d'oiseau et des aide-chaudronniers en construction sont les suivantes huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

b) Les préposés aux "sonnettes" (pile driver) de même que leurs compagnons de travail, les conducteurs d'attelages doubles, les préposés aux travaux d'égouts, au transport général, au charroyage et au remorquage, vu la nature saisonnière de leur travail, peuvent être employés, au taux simple, sur une base maximum hebdomadaire de cinquante (50) heures, sans limitation quotidienne de la durée du travail.

c) *Travail exécuté dans les tunnels:* Pour un tel travail, il peut y avoir trois (3) équipes par jour, chacune travaillant huit (8) heures. La semaine régulière est de quarante-huit (48) heures de travail, du lundi au samedi inclusivement, au taux simple. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées au taux de salaire et demi.

b) All categories of workmen, temporarily employed by the same employer at other than their trade work, shall continue to be paid the wage rate of their own trade irrespectively of the number of hours devoted per day to such other work. This provision does not apply to workmen employed exclusively at work other than their trade.

c) Employees hired in the city of Montreal to be employed elsewhere within the territorial jurisdiction hereinabefore specified shall be paid the rates specified in this section.

IV. In all trades where any other material is erected in place of the regular and recognized commodity such as, for instance, a glass brick for a brick of clay or shale, the appropriate trade wage rate per hour shall apply.

IV-A. The operations of steeplejacks comprise the erection of lightning rods, stone and brickjoint pointing, painting of steeples, flag poles, tanks and bridges.

However, workmen possessing a card of competency in their own trade are also privileged to do the operations specified above provided they are paid their own trade rate. However, the acts respecting electricians and electrical installations, and lightning rods (R.S.Q. 1941, chap. 172 and 174, and amendments), shall be observed.

V. All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and are forbidden.

VI. *Operations beyond the limits of the city of Montreal: a*) The limits of Montreal, for the purpose of this section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary street car or bus fare of the Montreal Transportation Commission.

b) Travelling expenses within the territorial jurisdiction of the decree, in excess of the regular car or bus fare of the Montreal Transportation Commission shall be paid by the employer.

c) Travelling time to and from operations carried out beyond the limits of Montreal, shall be paid single time.

VII. *Regular duration of Labour a*) *General Provisions:* With the exceptions hereafter referred to, the maximum hours of work in respect of qualified tradesmen, hod carriers and construction boilermakers' helpers shall be eight (8) per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, the whole to constitute a maximum of forty (40) hours per week.

b) Pile driver men with associated crews, team drivers, sewers work employees, general trucking, cartage and hauling employees, an account of the seasonal nature of their work, may be employed at single time on a weekly maximum basis of fifty (50) hours, without daily limitation.

c) *Tunnel work:* Tunnel work may be executed on the basis of three shifts per day, each of eight (8) hours and a forty-eight (48) hour week extending from Monday to Saturday, inclusively, at single time. Overtime shall be paid at the rate of single time and one half.

d) Bétonnage: Vu que le travail du finisseur de ciment dépend souvent de la livraison du matériel, de la température, du mélange, des proportions d'eau et de ciment selon les sortes de ciment utilisées, toutes ou presque toutes des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur, la journée régulière de travail doit commencer lorsqu'il est possible de se mettre au travail. Toutefois, le taux simple doit être payé à compter de l'heure pour laquelle les finisseurs de ciment sont appelés jusqu'à ce qu'ils soient mis au travail. Le travail supplémentaire décrit au paragraphe "c" de l'article X du décret ne s'applique pas au métier de finisseur de ciment.

Est compris dans le bétonnage tout travail de base et de remplissage de planchers (au sol) en roche trappéenne ainsi que la finition de planchers en mastic d'asphalte froid. Tout travail à la machine pour ces deux sortes de remplissages, y compris le pilage, ne doit être fait que par des finisseurs de ciment qualifiés.

e) Finisseur de mastic d'asphalte chaud: En raison du genre particulier de travail dans ce métier, les conditions suivantes s'appliquent:

Les travailleurs de mastic d'asphalte chaud, vu la nature de leur travail, ne sont pas assujettis à des heures fixes de commencement ou de cessation mais à une limite de neuf (9) heures par jour, cinquante (50) heures par semaine, à l'exception des préposés aux bouilloires qui peuvent faire douze (12) heures par jour et soixante (60) heures par semaine. Toutefois, tout travail en plus de cinquante (50) heures par semaine et, dans le cas des préposés aux bouilloires, de soixante (60) heures, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré à ce titre.

f) Poseur, cireur et polisseur de tuiles et de feuilles de linoléum, de muroleum et caoutchouc et poseur de tuiles d'asphalte: Les travaux dans ces métiers, en raison des exigences incontrôlables sont sur une base maximum hebdomadaire de quarante-huit (48) heures sans limitation de la durée journalière du travail et ne sont pas sujets aux heures du commencement et de cessation du travail. Toutefois, tout travail exécuté en plus de quarante-huit (48) heures par semaine est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré comme tel.

Dans ces métiers, il est permis d'employer un aide ou apprenti par ouvrier qualifié sur chaque chantier; l'aide ou l'apprenti doit toujours assister l'ouvrier qualifié.

g) Construction de route: La construction de route ayant un caractère saisonnier, les équipes de salariés y travaillant sont employés sur une base maxinum hebdomadaire de soixante (60) heures sans limitation quotidienne de la durée du travail.

Les taux pour travail supplémentaire ne sont exigibles que pour le travail exécuté en plus de ce nombre d'heures.

La construction des routes ne comprend pas la construction, l'entretien et la réparation de ponts de plus de douze (12) pieds ainsi que les viaducs, lesquels demeurent assujettis aux dispositions générales du présent décret.

h) La durée régulière de travail des journaliers (ouvriers non qualifiés) est de neuf (9) heures par jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi au taux simple, sans heures fixes de commencement ou de cessation du travail, formant un total de quarante-cinq (45) heures par semaine.

Note: Nonobstant les dispositions du décret, la durée du travail demeure soumise à la Loi de

d) Cement Work: Inasmuch as the operations of cement finishers are dependent upon deliveries of material, temperature, admixtures, water cement ratio and subject to differing brands of cement, over which an employer has little or no control, the regular day's work shall begin whenever it is possible to commence work. However, single time shall be paid from the time cement finishers are ordered to report for work until they actually commence operations. Overtime work described in section "c" of Section X, of the decree shall not apply to the cement finishing trade.

Included in the scope of cement work shall be ground trap rock floor toppings and base work, and the finishing of cold mastic floors. All machine work for these two types of floor toppings, including grinding, shall be performed only by qualified cement finishers.

e) Hot Mastic Asphalt Finishers: Owing to the unusual type of work in this trade the following conditions shall apply;

Hot Mastic Asphalt Workmen, due to the nature of their operations, shall not be subject to specified hours of starting or finishing but shall be limited to a nine (9) hour day and a fifty (50) hour week, with the exception of Kettlemen who shall be permitted to work a twelve (12) hour day and a sixty (60) hour week. However, all work in excess of fifty (50) hours per week and, in the case of Kettlemen of sixty (60) hours per week, shall be considered as overtime and be renumerated as such.

f) Linoleum and Muroleum, Rubber, Tile and Sheet, Layer and Polisher, and Asphalt Tile Layer: Operations in this trade, due to uncontrollable requirements, shall be on a forty-eight (48) hour maximum weekly basis, without daily limitation and without respect to specified hours of starting and finishing. However, all work in excess of forty-eight (48) hours per week shall be considered as overtime and remunerated as such.

One helper or apprentice to each mechanic shall be allowed on each job, either of whom must always assist the said mechanic.

g) Board construction: Whereas the construction of roads in seasonal in character, all crews of workmen so engaged shall be employed on a maximum weekly basis of sixty (60) hours, without daily limitation.

Overtime rates shall be exigible only on work performed in excess of that maximum.

Road construction does not include the construction, maintenance and repair of bridges more than twelve (12) feet long and viaducts which remain subject to the general provisions of the present decree.

h) The regular duration of work for common labourers shall be 45 hours per week based upon a nine hour day at single time from Monday to Friday, with no specified starting or finishing time.

Note: Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of work remains subject to

la limitation des heures de travail (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 165) et aux arrêtés ministériels pris en exécution de cette Loi.

VIII. Lorsqu'on a recours à des équipes supplémentaires de salariés, il n'y a pas d'heures fixes pour le commencement ou la cessation du travail d'aucune équipe. Elles ne doivent pas, toutefois, faire plus de huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine dans le cas d'ouvriers de métiers qualifiés, de porteurs d'oiseau, d'aide-chaudronniers en construction et d'apprentis, et neuf (9) heures par jour, quarante-cinq (45) heures par semaine dans le cas des journaliers (ouvriers non qualifiés). Ces équipes supplémentaires de salariés doivent recevoir un supplément de cinq cents (0.05) l'heure en plus des taux réguliers.

IX. Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

X. *Travail supplémentaire:* *a*) Tout travail exécuté par les ouvriers qualifiés, les apprentis, les journaliers, les porteurs d'oiseau ou les aides-chaudronniers en construction, en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires déterminées dans le décret est considéré comme un travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire est rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux de salaire minimum établi dans le décret, ou par rapport au taux de salaire effectivement payé, lorsque ce dernier est plus élevé.

c) Toutefois, le travail supplémentaire exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. est rémunéré au taux de salaire double, calculé de la façon prévue au paragraphe "*b*" du présent article, excepté dans le cas des deuxième et troisième équipes.

d) Tout travail exécuté le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er jour de juillet, la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, Noël, le dimanche et le samedi après-midi doit être rémunéré au taux de salaire double, basé sur le taux régulier ou sur le salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

Toutefois, lorsque la célébration de la Fête de la Reine, du 1er juillet, de la Saint-Jean-Baptiste ou du jour d'Actions-de-Graces est fixée par proclamation du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

e) Tout ouvrier ou salarié se rapportant au travail, qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée du travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une rémunération équivalente à au moins trois (3) heures de travail par jour, à moins qu'il ait refusé d'exécuter le travail requis dans son propre métier, ou à moins que les travaux soient suspendus à cause de la température.

f) Les préposés à l'entretien embauchés pour une période de moins de six (6) mois, payés selon les taux minima du décret et pour une semaine de travail de quarante (40) heures, n'ont droit au taux de salaire et demi qu'après huit (8) heures de travail, qu'il s'agisse ou non de travail en équipe.

XI. Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse de sa foi.

XII. Tout travail urgent d'altération ou de réparation à un immeuble qui, pour des raisons

the Law respecting the limiting of working hours (Revised Statutes of Que. 1941, Chap. 165) and to Orders in Council enacted under the authority of the said Act.

VIII. When extra shifts of workmen are employed, there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not however, exceed eight (8) hours per day and forty (40) hours per week in the case of qualified tradesmen, hod carriers, construction boilermakers' helpers and apprentices and nine (9) hours per day, forty-five (45) hours per week in the case of common labourers. Such extra shifts of workmen shall be paid a premium of five (5c) cents per hour above the regular rates.

IX. The hours hereinabove specified shall mean Standard Time or Daylight Saving Time, depending upon which time is in force in the locality where the work is executed.

X. *Overtime work:* *a*) Work performed by qualified workmen, apprentices or common labourers, hod carriers or construction boilermakers' helpers in excess of the regular hours, or outside the limit of hour determined by the decree, shall be considered as overtime work.

b) Overtime work shall be paid at the rate of time and one half on the basis of the minimum wage rate established by the decree, or on the basis of the wage rate actually paid, whichever be the higher.

c) However, overtime work performed between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid double time and shall be calculated on the basis provided in subsection "*b*" of the present section, excepting in the case of second and third shifts.

d) Work done on New Years' Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean Baptiste Day, July the 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Sundays and Saturday afternoons shall be paid double time of regular rates or rates actually paid, whichever be the higher.

However, days proclaimed by the Federal or Provincial Government, as the case may be, for the celebration of Victoria Day, July 1st, St. Jean Baptiste Day and Thanksgiving Day, shall be observed.

e) Any workman or employee reporting for work, who has not been notified in advance that his services would not be required, or whose duration of work is less than the regular work day, is entitled to be paid for at least three hours per day, unless he has refused to do the work required of him in his own trade, or unless work is suspended on account of weather conditions.

f) Maintenance men hired for a period of less than six (6) months and paid according to the minimum rates of the decree for a forty-hour week, shall be entitled to the rate of time and one half only after eight hours of work, whether working by shifts or not.

XI. No employer shall have the right to punish or threaten to punish, by discharge or suspension, directly or indirectly, a worker absenting himself from work on a religious holiday of his faith.

XII. All urgent alterations and repairs on existing buildings which, for sufficient reason,

suffisantes, ne peut être exécuté en deça des limites horaires déterminées ci-haut pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers. Toutefois ledit travail supplémentaire demeure toujours sujet à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir un supplément de $0.05 sur les taux réguliers.

Cependant, lorsqu'un permis est émis en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail, pour cinq (5) nuits consécutives ou plus, les dimanches exceptés, la durée du travail peut être de neuf (9) heures par équipe, le tout ne devant pas excéder quarante-cinq (45) heures par semaine, entre 5.00 p.m., le lundi et 8.00 a.m., le samedi, au taux de salaire régulier.

Un supplément de $0.10 l'heure doit être versé aux salariés faisant partie d'une équipe irrégulière de jour, excepté les finisseurs de ciment et les finisseurs en mastic d'asphalte chaud, lorsque la moitié ou la majeure partie de la durée de travail tombe en dehors des heures régulières du travail de jour.

XIII. *Travaux de peinture et de décoration:* L'ouvrage préparatoire doit être fait par des peintres et décorateurs et est sujet aux taux minima de salaires établis pour ces métiers.

Toutefois, dans le cas d'édifices industriels, ce travail peut être fait par des ouvriers non qualifiés.

XIV. *Métiers de couvreur et de travailleur de métal en feuille:* Les dispositions suivantes régissent spécialement ces métiers, savoir:

a) Les salariés requis de travailler temporairement dans l'atelier sont rémunérés d'après les taux réguliers du montage.

b) Le décret s'applique à toute opération exécutée avec du métal en feuille, jauge numéro 10 ou plus léger, ou au moyen d'ardoise, tuiles ou composition sur toute bâtisse ou dans une entreprise de construction, sur le site de tout contrat qu'elle soit faire dans un enclos séparé pour cette fin ou non, ou dans un bâtiment subissant des réparations, rénovations ou additions.

c) A cause des nombreux arrêts de travail causés par la mauvaise température, les couvreurs, les couvreurs (membrane rapportée), autre ques les poseurs de métal en feuille peuvent faire une semaine de quarante (40) heures se terminant le vendredi à 5.00 p.m. afin de leur permettre de se faire un salaire suffisant.

Toutefois, le travail exécuté le samedi avant-midi ou en plus de quarante (40) heures par semaine doit être rémunéré au taux de salaire et demi; le taux de salaire double est payable le samedi après-midi.

XIV-A. *Industrie de la construction de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs:*

a) Les opérations comprenant tout travail de montage, d'assemblage, de démolition ou de démontage de bouilloires, de montage d'acier s'y rapportant, la mise en place de l'appareillage sur des bases ou supports, le posage et le roulage des tubes, le posage de toute partie sous pression ou non (à l'exception du déchargement, du levage ou de la mise en place de bouilloires portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de bouilloires tubulaires, lesquels doivent être exécutés par le travailleur en fer structural.)

b) Elles comprennent aussi tout travail se rapportant aux raccords en Y ("breechings"), aux réservoirs de fumée, aux cheminées, aux

cannot be executed within the daily periods of labour hereinbefore specified for starting and finishing may be done at regular wage rates at other periods of the day, subject always to a maximum of eight (8) hours per day and forty (40) hours per week. All workers employed on such operations shall be paid a premium of five cents (5c) above the regular rates.

However, where a permit is issued under the Law respecting the Limiting of Working Hours for five (5) consecutive nights or more, excluding Sundays, nine (9) hours per shift may be worked, the whole not to exceed forty-five (45) hours per week, between 5.00 p.m., Monday and 8.00 a.m. Saturday, at single time.

A premium of ten cents (10c) an hour shall be paid to all workmen, excepting Cement Finishers and Hot Mastic Asphalt Finishers, operating on any broken day shift when one half or the major portion of the period of employment falls outside the regular daily hours of work.

XIII. *Painting and Decorating:* Preparatory work shall be done by painters and decorators and be subject to the minimum wage rate in those trades.

However, in the case of industrial buildings, such work may be done by common labour.

XIV. *Roofing and Sheet Metal Trades:* The following provisions shall especially govern these trades, namely;

a) Employees required to work temporarily in the shop shall be paid the regular erection rates.

b) The decree shall govern all operations in sheet metal of ten gauge or lighter and all operations in slate, tile or composition executed on any building or engineering construction undertaking performed on the site of any contract, whether done in an enclosure set apart thereon or not, or in any edifice undergoing repairs, renovations or additions.

c) Owing to frequent stoppages of work caused principally by inclement weather, roofers and built-up membrane roofers other than sheet metal erectors, may operate on a forty hours (40) weekly basis ending on Fridays at 5.00 p.m. in order to provide opportunity for sufficient earnings.

However, hours worked in excess of forty-hours (40) or Saturday morning shall be paid at the rate of single time and one-half, and double time on Saturday afternoons.

XIV-A. *Steam generator, boiler and tank fabricating industry:*

a) The operations shall include all work in connection with the erection, assembling, demolition or dismantling of boilers, the erection of steel in connection therewith, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure or non pressure parts (with the exception of the unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers to their approximate position, which is recognized as structural steel workers' work).

b) They shall also comprise all work in connection with breachings, smoke boxes, stacks, uptakes, pontoons, air and water heaters, smoke con-

colonnes d'air, aux flotteurs ("pontoons"), aux chauffe-eau et aux réchauds, aux fumivores, aux réservoirs de toutes sortes et aux travaux en fer laminé.

c) Le montage et la construction de purgeoirs ("purifying boxes") de génératrices à gaz, de cuves de brasseries, de colonnes d'alimentation ("standpipes"), d'embranchements ("penstocks") et gazomètres.

d) Le déchargement, le levage et la mise en place de l'appareillage ou des pièces se rapportant aux dispositifs ci-haut décrits.

e) Tout travail de brûlage, d'ébardage, de matage, de rivetage, de soudure et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites.

XV. *Industrie des ascenseurs:* 1° Les dispositions spéciales suivantes s'appliquent à cette industrie.

2° *Classification du travail: a*) Le montage et l'assemblage de machineries et d'accessoires, d'ascenseurs électriques, hydrauliques, à vapeur et à courroie, de dressoirs électriques, d'ascenseurs de résidence (chaise mobile), d'ascenseurs à l'air comprimé ou mus à la main, d'excalateurs, d'escaliers mobiles de toutes sortes, de consoles d'orgues et d'ascenseurs d'orchestre, ainsi que le montage et l'assemblage des entrées, portes de cabines palières et tous les fils et conduits posés entre les bornes du câble d'alimentation au contrôleur et les autres appareils d'ascenseurs et circuits de fonctionnement.

Le montage de guides en bois ou en métal.

L'installation de toutes divisions à claire-voie et de grillage pour les contrepoids, de structures supérieures, en bois ou en métal, et de tout matériel nécessaire au montage d'appreils d'ascenseurs dans la chambre des machines, soit au haut ou au bas de la cage.

Le perçage des poutres supérieures en vue d'assujettir les machines, poulies et supports d'amortisseur.

Le posage des jauges.

Toutes les fondations soit de bois ou de métal qui doivent remplacer la maçonnerie.

Le montage au complet des cabines en bois ou en métal.

L'installation de tous les indicateurs.

Le montage au complet des portes à fonctionnement électrique ou mécanique, automatique ou semi automatique.

Le posage de toutes les portes palières, soit automatique ou semi automatique, ainsi que l'installation des supports et rails.

L'installation de tous les dispositifs destinés à l'ouverture et à la fermeture ou au verrouillage des portes palières ou des portes de cabines.

Le perçage des portes en vue du posage des dispositifs de fermeture.

Le perçage des supports en vue du posage des dispositifs de fermeture à l'exception d'un trou calibré.

Le perçage des seuils pour l'installation de déclencheurs.

Le fonctionnement de cabines temporaires.

L'installation de réservoirs sous pression à découvert ou enfoui.

Le posage et l'assemblage de pompes d'ascenseurs.

L'assemblage de toutes les parties hydrauliques d'un ascenseur.

Tous les tampons d'air à l'exception de ceux faits de briques ou de ceux montés au moyen de rivets chauds.

Le démontage et la démolition des vieilles installations d'ascenseurs et de leurs entrées, y compris les portes de cabines, les portes palières, les bâtis, les seuils et dispositifs ainsi que les devants de la cage lorsqu'ils sont faits d'acier ou de fer.

sumers, tanks of all descriptions and other plate work.

c) The erection and construction of purifying boxes, gas, generators, brewery vats, stand-pipes, penstocks and gasometers.

d) The unloading, hoisting or lowering and placing of equipment or parts in connection with the above.

e) The burning, chipping, caulking, riveting, welding and rigging in connection with the work described above.

XV. *Elevator construction:* 1. The following special provisions shall govern this trade;

2. *Classification of Work: a*) The erection and assembling of all elevator machinery and accessories to wit: electric, hydraulic, steam, belt elevators, inclinators and dumbwaiters, compressed air and hand power elevators, escalators, electric stairways, motorstairs, organ consoles and orchestra elevators; also the erecting and assembling of all elevator entrances and their doors, gates and applicances, and all wiring and conduit from main line feeder terminals on the controller to other elevator apparatus and operating circuits.

The erecting of all wood or metal guides.

The installation of all grating and counterweight screens, overhead work, either wood or iron, and all material used for mounting of elevator apparatus in machine room, overhead or below.

The drilling of overhead beams for attaching machines, sheaves and kick angles.

The setting of all templates.

All foundations, either of wood or iron, that should take the place of masonry.

The assembling of all wood or metal cabs complete.

The installation of all indicators.

The erecting of all electrical or mechanical automatic or semi-automatic gates complete.

The hanging of all automatic or semi-automatic elevator hoistway doors, together with the installation of hangers and tracks.

The installation of all devices for opening and closing and locking of elevator car and hoistway doors and gates.

The drilling of doors for mounting of closing devices.

The drilling of angle supports for mounting or closing devices except one template hole.

The drilling of sills for sill trips.

The operating of temporary cars.

The setting of all elevator pressure, open or pit tanks.

The setting and assembling of all elevator pumps.

The assembling of all hydraulic parts in connection with elevators.

All air cushions with the exception of those built of brick or those put together with hot rivets.

The dismantling and demolition of old elevator plants and their entrances, including doors and gates, frames, sills and appliances, and also the elevator hoistway enclosure fronts when same consist of steel or iron.

b) Le travail de réparation en général et de modernisation, affectué sur les appareils énumérés dans l'alinéa "*a*" du présent paragraphe, est défini comme suit:

Le renouvellement des câbles.
Le renouvellement des garnitures de freins.
Le raccourcissement de tous les câbles de levage ou des contrepoids.
Le remplacement de tous les câbles de commande.
Les épreuves de sécurité avec utilisation de poids.
Les réparations à l'armature.
Le renouvellement des frotteurs de la cabine.
Le remplacement des paliers de poulie.
Les réparations aux portes des cabines.
Le renouvellement des butées.
Réfection de la surface de frottement des poulies d'adhérance ou des tambours.
Posage des fils neufs au contrôleur.
Remplacement des supports de portes.
Remplacement des vis sans fin et des engrenages.
Régulage des paliers.
Tout travail de plus d'une heure consacré à la réparation des dispositifs de fermeture des portes.
Tout travail de réparation sur appareils hydrauliques.
Tout travail d'installation d'isolement sonore.
Tout travail de réparation sur escaliers mobiles de toutes sortes.
Remise à neuf de la canalisation électrique des interrupteurs, des régulateurs et des sélecteurs ou tout appareil monté dans la cabine.
Resserrage et alignement des guides.
Posage des fils et réinstallation des interrupteurs d'extrémités.
Remplacement et réparation des planchers de bois sur plateformes.
Remplacement des traverses, montants, dispositifs de sécurité ou compensateurs ou remplacement des graisseurs automatiques de rails.
Ce travail s'applique aussi aux monte-plats.
Ou le remplacement de vieux appareils ou l'installation de tout appareil qui peut être mis en usage dans l'industrie de l'ascenseur pendant la durée du décret.

c) Le service à contrat pour l'examen régulier ou l'entretien des appareils énumérés dans l'alinéa "*a*" du présent paragraphe pour une période minimum d'un (1) mois.

3° *Heures de travail:* La journée régulière de travail est de huit (8) heures réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. ou le samedi doit être rémunéré à raison de salaire double excepté dans les cas prévus aux paragraphes "5" et "7".

4° Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes tel que stipulé ci-après est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

5° Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, après les heures régulières à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les salariés reçoivent salaire et demi.

6° Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, les dimanches et jours de fêtes désignés ci-après, les salariés reçoivent salaire double.

7° Pour le service à contrat, là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans des immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continuel d'un ou plusieurs salariés pendant seize (16) heures, les salariés ne reçoivent pas les taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et minuit, excepté les dimanches.

b) General repairs and modernization work on apparatus enumerated in paragraph "*a*" of the present subsection are defined as follows:

Renewal of all ropes.
Renewal of brakes linings.
Shortening of all hoisting and counterweight cables.
Replacement of any control cable.
Safety tests where test weights are required.
Armature repairs.
Renewing of car shoes.
Replacement of sheave bearings.
Repairs to cab or car gate.
Renewal of motor bearings.
Replacing thrusts.
Restoring of sheaves or drums.
Rewiring controller.
Replacement of worms and gears.
Rebabbitting of bearings.
All door closer repair work that exceeds one hour.
All hydraulic repair work.
All work of installing sound insulation.
All escalator, electric stairways and motor-stair repair work.
Rewiring car switches, governors and selectors or any other apparatus in the car.
Refastening or relining guide rails.
Rewiring or reinstalling limit switches.
Replacing or repairing wood floors on platforms.
Replacing crossheads, stiles, safeties or equalizers, or replacing automatic rail oilers.
This work also applies to dumbwaiters.
Or the replacement of old apparatus and/or the installation of any apparatus that may be developed in the elevator industry during the life of the decree.

c) Contract service for regular examination or care of apparatus enumerated in paragraph "*a*" of the present subsection for a period not less than one month.

3. *Hours of Work:* The regular working day shall consist of eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Monday to Friday inclusively. All other time worked between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. or on Saturday shall be paid double time excepting as provided for in subsections 5 and 7.

4. Work performed on Sunday and legal holidays, as designated hereinafter, shall be considered as overtime and paid for at double the rate of single time.

5. Call backs on contract service on overtime, except Sunday and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

6. Call backs on contract service on Sunday or legal holidays as designated hereafter shall be paid for at double the rate of single time.

7. On a contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examination and care of enough elevators to warrant keeping a man or men working continously for sixteen (16) hours, the men will not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12.00 midnight, except on Sundays.

8° Les salariés doivent recevoir une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y a deux équipes, l'une travaillant huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à minuit. Les jours de fêtes, une équipe travaille huit (8) heures durant le jour; il n'y a pas d'équipe de nuit et les équipes travaillent alternativement les jours de fêtes, c'est-à-dire qu'une travaille un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

9° *Taux de salaire:* Les taux minima des salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Mécanicien	$2.31
Aide	1.62

10° *Fêtes légales:* Le premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er jour de juillet, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces, le Jour de Noël.

Aucun travail ne doit être exécuté le jour de la fête du Travail, à l'exception du travail d'urgence.

Toutefois, lorsque la célébration de la fête de la Reine, du 1er jour de juillet, de la fête du Travail et du Jour d'Action de Grâces est fixée par proclamation du Gouvernement Fédéral ou du Gouvernement Provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

11° *Emploi des aides: a*) Le nombre total des aides employés ne doit pas excéder le nombre des mécaniciens, sur aucun chantier; cependant, les employeurs peuvent avoir autant d'aides qu'ils le désirent, sous la surveillance d'un mécanicien, pour la démolition de vieilles machineries, de matériel d'ascenseur, de monte-charge, etc., et pour tout travail de fondation.

b) Pour remplacer les câbles d'installations d'ascenseurs, l'employeur peut avoir deux (2) aides par mécanicien.

12° *Inspection:* Toute inspection d'ascenseurs, de dressoirs électriques, etc., énumérés au paragraphe 2 du présent article (classification du travail) doit être faite par un compagnon.

13° Les taux sont en vigueur à compter de l'entrée en vigueur du décret pour tous les contrats sans exception.

14° *Définitions: a*) Le travail de construction est défini, par les présentes, comme étant le montage et l'assemblage des appareils énumérés au paragraphe 2 et la démolition de ces appareils.

Lorsqu'on emploie cinq (5) hommes ou plus, y compris le mécanicien en charge, pour un travail de construction ou de modernisation, ce mécanicien doit bénéficier d'une majoration de 12½% pour chaque heure de travail.

b) Le travail de réparation comprend les réparations général sur les appareils énumérés au paragraphe 2.

c) Le travail de modernisation comprend tout travail exécuté sur les appareils énumérés au paragraphe 2 dans un édifice occupé, afin d'y apporter les dernières améliorations.

d) Les contrats d'inspections sont ceux obtenus d'une compagnie d'assurance pour l'inspection d'un groupe d'ascenseurs et le rapport sur leur état.

15° *Périodes et frais de déplacement:* Lorsqu'on envoie des salariés en dehors de la cité de Montréal, le temps de déplacement est rémunéré au taux simple si ledit déplacement s'effectue pendant les heures régulières. Toute période additionnelle de déplacement ne dépassant pas cinq heures doit être rémunérée au taux simple

8. Workmen shall receive fifty-two (52) hours pay per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two shifts, one working eight (8) hours during the day, the other eight (8) hours to 12.00 midnight. On holidays, one shift shall work eight (8) hours during the day, there being no night shift, employees taking holidays alternately, one shift working one holiday and another shift the next. Work performed on Sundays shall be classed as overtime and paid at double the rate of single time.

9. *Wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Hourly rates
Mechanic	$2.31
Helper	1.62

10. *Legal Holidays:* i. Montreal region: New Year's Day, Good Friday, Victoria Cay, St. Jean Baptiste Day, 1st July, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day: no work shall be performed on Labour Day excepting emergency work.

However, the days proclaimed by Ottawa or Quebec, as the case may be, for the celebration of Victoria Day, 1st July, Labour Day and Thanksgiving Day shall be observed.

11. *Use of helpers: a*) The total number of helpers employed shall not exceed the number of mechanics on any job, except that the employers may use as many helpers as best suits their convenience, under the direction of a mechanic in wrecking old plants, hoisting material and on foundation work.

b) When removing old and installing cables in existing elevator installations, the employer may use two helpers to one mechanic.

12. *Inspections:* All inspection of elevators, dumbwaiters, etc. designated under subsection 2 of this section (Classification of Work) must be made by a journeyman.

13. Rates are effective upon the coming into force of the decree on all contracts without exception.

14. *Definitions: a*) Construction work is hereby defined as work performed in the erection and assembly of all apparatus enumerated in subsection 2, also the demolition of same.

When five or more men, including the mechanic in charge are employed on a new construction or modernization job, the mechanic in charge of the job shall have his hourly rate increased 12½% for all hours worked.

b) Repair work is hereby defined as general repairs on apparatus enumerated in subsection 2.

c) Modernization work is hereby defined as any work performed on apparatus enumerated in subsection 2 in an occupied building to bring the equipment up to date.

d) Contract inspection is hereby defined as a contract obtained from an Insurance Company to inspect a group of elevators and report on their condition.

15. *Travelling Time and Expenses:* When workmen are sent outside the city of Montreal, travelling time is paid at single time rates for the actual hours travelled during regular working hours. Additional travelling time up to five hours is paid at single time rates for the actual hours travelled beyond regular working hours the

si ce déplacement est effectué en dehors des heures régulières, mais cette clause ne vaut que pour la première journée. Si le voyage ne se termine pas en un jour, le temps de déplacement doit être rémunéré aux taux simple pendant les heures régulières de travail des deuxième, troisième et quatrième journées ou plus, jusqu'à la fin du trajet. Les dépenses encourues pendant le trajet seront défrayées par l'employeurs.

XVI. *Apprentissage: Dispositions générales: a)* Aucun apprenti des métiers de la construction ci-après mentionnés ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après avoir dépassé vingt-trois (23) ans. Dans le cas des apprentis poseurs d'acier d'armature de béton ils ne peuvent commencer leur apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans.

b) Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre tenu à cette fin par le Comité conjoint des métiers de la construction chargé de la mise à exécution du décret et dont le siège social est dans la cité de Montréal.

c) Tout employeur professionnel, que ce soit une personne, une association ou une corporation, a le droit d'engager un apprenti dans un ou plusieurs des métiers dans lesquels tel apprenti est intéressé; de plus, tel employeur professionnel a le droit d'employer un (1) apprenti par cinq (5) compagnons, dans les métiers ci-après mentionnés. Cependant, les apprentis ne doivent apprendre qu'un seul métier.

Toutefois, les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux métiers d'électricien, de mécanicien en tuyauterie, de ferblantier, de couvreur, de mécanicien en isolement d'amiante, de poseur de marbre, de tuile et de terrazzo et aux polisseurs de terrazzo.

d) Cependant, il peut y avoir deux (2) apprentis par cinq (5) compagnons dans les métiers de briqueteur, de plâtrier et de poseur de lattes (métal).

e) Dans les métiers de ferblantier et de couvreur il peut y avoir un (1) apprenti pour chaque trois (3) ouvriers qualifiés. Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes ne peut être exécuté sur une base d'un (1) apprenti par trois (3) ouvriers qualifiés, peut être fait sur la base d'un apprenti par équipe de trois(3) ouvriers qualifiés ou fraction de telle équipe. Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux à contrat à moins qu'il ne soit sous la direction d'un ouvrier qualifié de son métier.

f) Le nombre d'apprentis par rapport aux compagnons tel que stipulé plus haut doit être calculé sur chaque chantier individuellement.

g) Aucun employeur professionnel n'est tenu de garder à son emploi un apprenti exécutant un travail non satisfaisant. L'employeur à également le droit de renvoyer un apprenti, si ce dernier donne des preuves évidentes qu'il porte une attention insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux coutumes du métier.

h) Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers mentionnés ci-après n'est valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du décret.

i) La durée du travail des apprentis est la même que celle des ouvriers qualifiés.

j) L'apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il doit prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

k) L'employeur doit faire de son mieux pour enseigner à ses apprentis le métier auquel ils se destinent.

first day only. If the trip requires more than one day, travelling time is paid at single time rates for the actual hours travelled during regular working hours the second, third and fourth day and any additional days necessary to complete a trip. Expenses incurred during the trip to be paid for by the employers.

XVI. *Apprenticeship: General Provisions: a)* No apprentice in any of the building trades hereinafter mentioned shall begin his apprenticeship before 16 years of age or after 23 years. As regards the trade of Concrete Reinforced Steel Erector, apprentices shall not begin their training before the 16 nor after 25 years of age.

b) All apprentices names shall be inscribed in a register kept specially for that purpose by the Joint Committee of the Building Trades administering the decree, the Head Office of which is in the city of Montreal.

c) Any professional employer, whether a person, an association or a corporation, has the right to hire an apprentice in one or more trades in which such apprentice is interested; moreover, such professional employer has the right to employ one (1) apprentice to each five (5) journeymen in the trades hereunder mentioned.

Apprentices shall, however, train in one trade only. The foregoing provisions do not however apply to the electrical trade, the trades of pipe mechanic, tinsmith, roofer, asbestos insulation mechanic, marble setter, tile setter, terrazzo layer and terrazzo polisher.

d) However, the ratio of apprentices to journeyman in the bricklaying, plastering and lathing trades shall be two (2) to five (5).

e) In the sheet metal and roofing trades three may be one (1) apprentice to each three (3) qualified workers. Any urgent or special work which, for sufficient reason, cannot be performed on the basis of one (1) apprentice for each three (3) qualified workers, can be performed on the basis of one (1) apprentice for each shift of three (3) qualified workers or fraction thereof. No apprentice shall be allowed to do contract work otherwise than under the supervision of a competent mechanic in his particular trade.

f) The number of apprentices in regard to journeymen as specified above shall be calculated on each job site.

g) No professional employer is compelled to keep in his employ an apprentice whose work is unsatisfactory. The employer also has the right to discharge an apprentice if the latter gives evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

h) No individual apprenticeship contract for the hereinafter mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

i) The duration of labour of apprentices shall be the same as that of qualified workers.

j) The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of the tools and material furnished by his employer.

k) The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

l) Les apprentis qui ont fréquenté une école technique ou une école de métier doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

m) Aucune des dispositions régissant l'apprentissage ne s'applique aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont règlementés par une loi de cette province.

Dispositions spéciales: Tout apprenti, dans quelque métier que ce soit, doit chaque année se soumettre à un examen devant le Bureau des Examinateurs approprié situé à *5205 rue Parthenais, Montréal*, pour fins de vérification des progrès qu'il a réalisés. Si l'apprenti s'abstient de se soumettre à tel examen son carnet d'apprentissage perd sa valeur. Après tel examen on lui remettra un nouveau carnet d'apprentissage dans lequel son degré de perfectionnement sera indiqué et contrôlé.

XVIII. *Période d'apprentissage:* La période complète d'apprentissage est la suivante:

Métiers:	*Années*
Briqueteur	4
Chapentier-menuisier	4
Maçon	4
Plâtrier	4
Poseur de marbre, de tuile et de terrazzo	4
Ferblantier, poseur d'ardoise, asphalte et bardeaux	4
Peintre, peintre au pistolet, vitrier, décorateur	4
Couvreur métal en feuille, amiante gaufrée, ardoise, tuile et autres, excepté la membrane rapportée, toute couverture à rouleaux, l'asphalte ou le gravier	4
Mécanicien de générateur de vapeur	4
Finisseur de ciment	3
Couvreur — membrane rapportée, couverture à rouleaux, asphalte ou gravier	2
Poseur d'acier d'armature de béton	1
Poseur de lattes (métal)	3
Chaudronnier en construction	4
	Mois
Polisseur de terrazzo à sec	6
Polisseur de terrazzo humide	3

Note: Une année d'apprentissage comprend 2,000 heures de travail réel.

XVIII. *Taux de salaires: Apprentis:* Les salaires payés aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimun légal payé aux ouvriers qualifiés des différents métiers; ce pourcentage de rémunération est déterminé comme suit:

a) Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:

1ère année	50%
2ème année	60%
3ème année	70%
4ème année	85%

b) Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:

1ère année	50%
2ème année	70%
3ème année	85%

c) Les apprentis couvreurs, asphalte et gravier, membrane rapportée et couverture à rouleaux (2 ans):

	l'heure
1ère année	$1.25
2ème année	1.35

d) Mécanicien de générateurs de vapeur et chaudronnier en construction:

1ère année	60%
2ème année	70%
3ème année	80%
4ème année	90%

e) Les apprentis poseurs d'acier d'armature de béton:

l) Apprentices having attended a technical or trade school shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and to the result of their examinations.

m) No provisions governing apprenticeship shall apply to the trades whoses apprenticeship and competency are subject to an Act of this Province.

Special provisions: Every apprentice in the various trades herein enumerated shall submit annually to a progress examination before the appropriate Examining Board located at 5205 Parthenais Street, Montreal.

In the event that the apprentice shall fail to present himself for each examination his apprenticeship book shall be held null and void. After such examination he shall be supplied with a new apprenticehip book which shall establish and verify his annual progress.

XVII. *Period of apprenticeship:* The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades:	*Years*
Bricklayer	4
Carpenter-joiner	4
Mason	4
Plasterer	4
Marble and tile setter, terrazzo layer	4
Sheet metal worker, slate, asphalt and shingle setter	4
Painter, sprayman, glazier, decorator	4
Roofer — Sheet metal corrugated asbestos, slate, tile, and all other types, excepting asphalt and gravel, built-up membrane and roll roofings	4
Steam generator mechanic	4
Cement finisher	3
Roofer — asphalt and gravel, built-up membrane and roll finishings	2
Concrete reinforced steel erector	1
Lather (metal)	3
Construction boilermaker	4
	Months
Terrazzo polishing machine operator (dry	6
Terrazzo polishing machine operator (wet)	3

Note: One year of apprenticeship shall consist of 2,000 hours of actual work.

XVIII. *Wage rates: Apprenticeship:* Wages paid to apprentices shall be fixed according to the percentage of legal minimum wages paid to qualified workmen of the various trades; such percentage of remuneration is determined as follows:

a) For trades requiring four (4) years of apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

b) For trades requiring three (3) years of apprenticeship;

1st year	50%
2nd year	70%
3rd year	85%

c) Apprentice roofers, asphalt or gravel built-up membrane and roll roofings (2) years.

	per hour
1st year	$1.25
2nd year	1.35

d) Steam generating mechanics and construction boilermakers:

1st year	60%
2nd year	70%
3rd year	80%
4th year	90%

e) Apprentices in the trade of concrete reinforcing steel erectors

	l'heure
1er semestre	$1.30
2ème semestre	1.40

Cependant, les pourcentages ci-haut ne s'appliquent pas à l'apprentissage des métiers dont la rémunération est fixée d'une autre façon dans le décret.

XIX. Il n'est pas nécessaire de donner avis de cessation finale de l'emploi, pour quelque cause que ce soit, aux ouvriers payés à l'heure; quant aux ouvriers payés à la semaine ou au mois les dispositions de l'article 1668 du Code Civil de Québec s'appliquent. Il ne s'agit pas ici de l'avis qui doit être donné en vertu des dispositions du paragraphe "e" de l'article X.

XX. *Congés payés: a) Définitions:* Ls termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné:

Employeur: Une personne employant un salarié régi par le présent décret;

Commission: La Commission du Salaire minimum;

Livret de congés: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés;

Période de prestations: La période s'étendant du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante;

Timbres: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission pour représenter les prestations de congés dues par un employeur.

b) Droits du salarié: 1° *aux congés payés:* Tout salarié régi par le décret ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations a droit, à la fin de telle période à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée;

2° *à rémunération pour congés:* Tout salarié régi par le présent décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, seulement à la rémunération pour congés ci-après fixée.

c) Prise de congé: L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit le congé prévu par le présent article, dans les quatre mois qui suivent la date de la fin d'une période de prestations.

d) Rémunération pour congés: La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le présent décret, représente, pour une période de prestations, la valeur des timbres apposés, pour telle période, dans son livret de congés.

e) Apposition de timbres: Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) Obligations de l'employeur: Tout employeur doit:

1° se procureur de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés;

2° exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congés et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un;

3° conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du

	per hour
1st six months	$1.30
2nd six months	1.40

However, the above percentages shall not apply to the apprenticeship of the trades for which a remuneration has been otherwise provided for in the decree.

XIX. Notice of final termination of employment for any cause whatsoever, as distinct from the import of Section X, subsection "*e*" shall be unnecessary in the case of employees paid on an hourly basis, as regards employees paid on a weekly or monthly basis, the provisions of section 1668 of the Civil Code of Quebec shall apply.

XX. *Vacations with pay: a) Definitions:* Barring incompatibility, the following word have the meaning hereinafter given to them:

Employer: Any person hiring an employee governed by the decree.

Commission: The Minimum Wage Commission.

Vacation-with-Pay Stamp Book: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a Vacation-with-Pay credit period, vacation with-pay credit stamps;

Vacation-with Pay Credit Period: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year:

Vacation-with Pay credit stamps: The printed mark or stamp issued by the Commission representing the vacation-with-pay credit payable by an employer;

b) Rights of the Employee: 1. *to a vacation-with-pay:* Every employee governed by the decree, whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

2. *to a vacation credit:* Every employee governed by the decree whose work has not been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) Period dring which vacation is to be given: The employer must give, within four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which an employee is entitled according to the present section.

d) Vacation credit: The vacation credit to which an employee governed by the decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book, for the said credit period.

e) Affixing of Stamps: Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book, vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) Employer's obligations: Every employer must:

1. obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2. require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

3. keep each employee's vacation-with-pay stamp book till the end of the vacation-with-

contrat de travail durant le temps d'emploi les livrets de congés de chacun de ses salariés;

4° remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

Lorsqu'un employeur ne se conforme pas à l'une ou l'autre des obligations précédentes, le salarié a droit à une rémunération en espèces pour tout crédit de vacances qui lui est dû, laquelle rémunération est perceptible par le Comité paritaire chargé de la mise à exécution du présent décret comme dans le cas de salaires inférieurs aux minima. Cependant, la présente clause ne permet pas à l'employeur de remplacer les timbres mentionnés plus haut par un paiement direct en espèces au salarié.

g) Ogligations du salarié: Tout salarié doit:

1° Remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations;

2° Réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) Remboursement de la rémunération: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) Propriété du livret de congés payés: Le livret de congés payé bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est incessible.

j) Convention interdites: Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le présent décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article.

k) Les salariés employés surtout dans les établissements manufacturiers et partiellement à la construction de bâtiment ou à la construction mécanique, ou travaillant comme employés permanents préposés à l'entretien, lorsqu'ils bénéficient d'un plan de vacances payées établi par leur employeur et prévoyant des conditions tout aussi avantageuses que celles dont fait mention le présent décret, ne sont pas assujettis à ses dispositions concernant les vacances payées.

XXI *Installations de brèleurs à l'huile:*

Mécanicien, Classe "A": Ces mots désignent les mécaniciens de brûleurs à l'huile qui ont des connaissances du métier d'électricien et sont capables de faire du travail en béton, ciment, brique, peinture et des travaux d'autres métiers nécessaires à l'installation de brûleurs à l'huile. Tels salariés doivent recevoir un minimum de $1.90 l'heure.

Mécaniciens, Classe "B": Ces mots désignent les mécaniciens de brûleurs à l'huile qui ont toutes les qualifications énumérées à l'alinéa précédent à l'exception des connaissances du métier d'électricien;, il s doivent être rémunérés au taux minimum de $1.65 l'heure.

XXII. *Paiement des salaires:* Les salaires doivent être payés chaque semaine, en espèces ou par chèque. Les sociétés ou compagnies dont les opérations sont plutôt commerciales et qui selon une coutume établie paient tous leurs

pay credit period or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

4. give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

In case of non-observance by an employer of any of the foregoing obligations, the employee shall be entitled to remuneration in money for any vacation credit due, recoverable by the Parity Committee administering the present decree, as in the case of underpayment of wages, but this provision shall not be construed as entitling an employer to acquit himself by any money payment direct to the employee in lieu of stamps as herein above provided.

g) Employee's obligations: Every employee must:

1. without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer who hires him during a vacation with pay period:

2. at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) Redemption of stamps: Every employee at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) Ownership of the vacation-with-pay stamp book: Though in the employer's hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferrable.

j) Forbidden Agreement: Any stipulation of a Labour Contract for the purpose of granting to an employee governed by the decree conditions less advantageous than those fixed in the present section is stricly forbidden.

k) Employees principaly employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction, or as permanent maintenance employees and where such workmen participate in a vacation with pay plan established by their employer and providing conditions not less favourable to such employees than those provided in the present decree shall be exempt from its provisions governing vacations with pay.

XXI. *Oil Burner Installation:*

Mechanics, Class "A": These words designate oil burner mechanics having qualifications as electricians and having competency in concrete work, cement work, brick work, paint work, and all other trade work incidental to the installation of oil burner equipment. Such mechanics shall be paid a minimum rate of $1.90.

Mechanics, Class "B": These words designate oil burner mechanics possessing all the qualifications enumerated in Class "A" but lacking knowledge of electrical work. Such mechanics shall be paid a minimum wage rate of $1.65.

XXII. *Payment of wages:* Payment of wages shall be made weekly, by cash or cheque. Firms or companies of which the principal business is mercantile or commercial and which have established a uniform practice of bi-monthly pay-

salariés bi-mensuellement ne sont pas tenus de payer chaque semaine.

DISPOSITIONS SPÉCIALES ET COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À CERTAINS MÉTIERS

Section "A"

"XXIII. *Règlements spéciaux relatifs aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie:*

a) Juridiction professionnelle: Le présent article s'applique à tout travail visé par les sous-paragraphes "*a*" et "*d*" du paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des mécaniciens en Tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173) et au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal et régit tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique.

Cependant, le présent article ne régit pas:

1° Les poseurs de brûleurs à l'huile;

2° Les ouvriers préposés à la construction de canalisation d'égouts;

3° Les salariés permanents tel que définis par la Loi de la convention collective, excepté lorsqu'ils exécutent des travaux de construction nouvelle.

4° Les personnes visées par la Loi des mécaninicens de machines fixes (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 178 et amendements).

5° Les personnes visées par la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements).

b) Taux minima de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants:

Entrepreneur maître-plombier, maître poseur d'appareils de chauffage travaillant comme salarié et détenteur de la licence, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance:

par heure	$ 3.00
par semaine	100.00

	par heure
Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie et soudeur en tuyauterie	$2.12
Compagnon junior	1.60
Apprentis:	
1ère année	$0.80
2ème année	0.95
3ème année	1.20
4ème année	1.25

Chauffeur de camion de service: (Sans limitation quotidienne de la durée du travail) par semaine	35.00

Contremaître en charge de dix compagnons ou plus: $0.25 de plus l'heure que le taux du compagnon.

Paiement des salaires: Tous les salariés doivent être payés en espèces ou par chèque accepté.

c) Durée du Travail: La durée maximum du travail des ouvriers qualifiés et des apprentis est de huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer un maximum de quarante (40) heures par semaine.

d) Travail supplémentaire: 1° Tout travail exécuté le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er jour de juillet, la fête du Travail, le jour d'Action-de-Grâces, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée-Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, est rémunéré au taux de salaire double.

SPECIAL AND COMPLEMENTARY PROVISIONS RESPECTING VARIOUS TRADES

Part "A"

"XXIII. *Special regulations respecting the trades of plumber, steamfitter, pipe welder and pipe mechanic:*

a) Professional jurisdiction: This section applies to all work governed by paragraphs "*a*" and "*d*" of subsection 2 of section 2 of the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173) and by by-law Number 1341 of the city of Montreal and applies to all work, whether inside or outside the shop.

However, the present section does not apply to:

1. oil burner mechanics;

2. workers engaged in the construction of water-mains and sewers;

3. Permanent employees, as defined in the Collective Agreement Act, except when engaged in new construction operations.

4. persons governed by the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 178 and amendments).

5. persons governed by the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 172 and amendments).

b) Minimum rates of wages: The minimum rates of wages are as follows:

Master Plumber and Master Heating Contractor working as an employee and holding the necessary license, whether working with his tools or as a foreman or in any other supervisory capacity.

per hour	$ 3.00
per week	100.00

	per hour
Journeyman in plumbing, heating, pipe fitting and pipe welding	$2.12
Junior Journeyman	1.60
Apprentice:	
First year	$0.80
Second year	0.95
Third year	1.20
Fourth year	1.25

	per week
Truck drivers (services trucks) (without daily limitation as to hours of work)	35.00

Foreman in charge of ten or more journeymen shall be paie an additional .25c per hour above the journeyman's rate.

Payment of wages: Wages shall be paid to the workers in cash or by certified cheque.

c) Duration of Labour: The maximum duration of labour for skilled workers and apprentices consists of eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, making a maximum of forty (40) hours per week.

d) Overtime: 1. All time worked on New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Conception Day, All Saints Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

2° Tout travail exécuté le samedi doit être payé au taux de salaire et demi pour les quatre premières heures de travail et au taux de salaire double pour toute heure additionnelle.

3° Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 10.00 p.m. est considéré comme travail supplémentaire et payé à raison de salaire et demi.

4° Tout travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. doit être payé à raison de salaire double.

5° Tout travail urgent de réparation ou de modification est sujet aux dispositions précédentes, nonobstant toute clause à ce contraire contenue dans le décret.

6° L'employeur peut déclarer chômé le lundi suivant ou précédant un jour de fête non religieuse tombant un mardi, un mercredi ou un jeudi, à la place dudit jour de fête, pourvu que salaire double soit payé pour tout travail exécuté le lundi choisi par l'employeur.

7° Les dispositions concernant le temps supplémentaire s'appliquent également aux salariés travaillant par équipe, excepté lorsque le chauffage temporaire dans une nouvelle construction exige la présence d'un compagnon ou d'un apprenti.

Lorsque des ouvriers sont employés par équipes supplémentaires, il n'y a pas d'heures déterminées pour le commencement et la fin du travail de chaque équipe; la durée du travail des ouvriers qualifiés de telles équipes ne doit pas cependant excéder huit (8) heures par jour et, quarante (40) heures par semaine, du lundi au vendredi. Ces équipes supplémentaires d'ouvriers doivent recevoir un supplément de cinq cents (0.05) l'heure sur le salaire régulier.

Le travail par équipes est défini comme étant celui d'un ou de plusieurs groupes qui travaillent quatre (4) soirs ou plus de huit (8) heures chacun, à la condition qu'une équipe d'ouvriers soient employés sur le même travail durant le jour.

e) Travail en dehors des limites de Montréal: Les limites de Montréal, pour les fins du présent article sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus de la Commission de Transport de Montréal.

Les salariés travaillant en dehors des limites, telles que ci-haut décrites, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières.

Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et pour revenir aux limites doit leur être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour ledit trajet.

Dans les cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne n'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

Les frais de pensions et le transport doivent être payés par l'employeur lorsqu'il s'agit de travaux exécutés en dehors des limites de la cité.

Les salariés engagés dans la cité de Montréal pour travailler ailleurs doivent être payés d'après les taux spécifiés dans le présent article.

f) Apprentis: 1° Aucun entrepreneur ne peut embaucher plus d'un apprenti pour chaque compagnon à son emploi, conformément aux dispositions de l'article 28 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

2° La période complète d'apprentissage est de quatre (4) ans, conformément aux dispositions de l'article 12 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

3° Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti doit avoir un certificat

2. All time worked on Saturday shall be paid at the rate of time one half for the first four hours of work and at the rate of double time for any additional hours.

3. All time worked between 5.00 p.m. and 10.00 p.m. is considered as overtime and paid at the rate of time and one half.

4. All time worked between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid at the rate of double time.

5. Urgent alterations and repairs are subject to the above conditions, notwithstanding any clause to the contrary in the decree.

6. Employers may declare the following or preceding Monday a holiday in place of any non religious holiday falling on a Tuesday, Wednesday or Thursday, providing double time is paid on the day declared a holiday, if worked.

7. Overtime conditions apply to shift workers, except when temporary heat in new buildings requires the attendance of a journeyman or an apprentice.

When extra shifts of workmen are employed, there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed eight (8) hours per day and forty (40) hours per week, Monday to Friday, in the case of qualified tradesmen. Such extra shifts of workmen shall be paid a premium of five cents (5c) above the regular rates.

Shift work is defined as that of one or more crews who work four (4) nights or more of eight (8) hours each, providing that a day crew is employed on the same work.

e) Operations outside the limits of Montreal: The limits of Montreal, for the purpose of this section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary street car or bus fare of the Montreal Transportation Commissions.

Employees working outside the limits, as above described, shall get to, and leave the job, at the regular hours.

The time needed to travel from the City limits to the job and vice versa, shall be paid single time. The cost of such transportation shall also be paid by the employer.

For operations carried out outside the City limits, it is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of public transportation, providing the change does not entail the working of more than forty (40) hours in one week.

Board and travelling expenses shall be paid by the employer in the case of operations carried out outside the city limits.

Employees hired in the City of Montreal to be employed elsewhere shall be paid the rates specified in this section.

f) Apprentice: 1. No Contractor shall employ more than one apprentice for each journeyman in his employ, as stated in Section 28 of the Pipe Mechanics Act.

2. The entire period of apprenticeship shall be four (4) years, as stated in Section 12 of the Pipe Mechanics Act.

3. To ply the pipe mechanic's trade, the apprentice shall obtain an apprentice certificate

d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu du chapitre 173 des Statuts refondus de Québec 1941, et conformément au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal. Les apprentis non assujettis à la loi des mécaniciens en tuyauterie doivent obtenir le certificat propre à leur métier.

g) Vacances payées: L'article XX du présent décret se rapportant aux vacances payées s'applique à la présente section.

h) Poseurs de brûleurs à l'huile: Rien dans la présente section n'autorise les poseurs de brûleurs à l'huile à installer des fournaises, des chauffe-eau, etc., ni à effectuer aucune addition, réparation ou extension de tuyau à eau ou à gaz.

i) Emploi temporaire: Tout salarié affecté temporairement par le même employeur à un travail autre que celui de son métier doit recevoir le taux de salaire établi pour son métier.

j) Travail à la pièce: Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés pour tout travail exécuté à la pièce, sur une base de contrat ou à prix fixe, est nul et défendu.

Section "B"

XXIV. *Mécanicien en isolement d'amiante:* *a*) Le présent article s'applique à tout travail exécuté en regard de la fourniture des matériaux et de main-d'œuvre pour l'isolement de toute tuyauterie soit au gaz, à l'huile, à la gazoline, à l'eau chaude, à l'eau froide, à l'ammoniaque, à la vapeur ou de toute tuyauterie hydraulique, ainsi que de toute installation de tuyauterie pour l'industrie et maisons d'habitation, fixe ou mobile, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, pour quelque usage que ce soit, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de l'isolement de tout système de plomberie, de chauffage ou de ventilation.

Il régit aussi l'isolement des fournaises, bouilloires, réservoirs et appareils connexes.

Il ne s'applique pas au montage de parois de bouilloires en briques, ce travail étant exécuté par les chaudronniers et les briqueteurs. Toutefois, il régit l'isolement de toute tuyauterie connexe.

b) Durée régulière du travail: Huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m., et 4.30 p.m., du lundi au vendredi inclusivement, formant une durée hebdomadaire maximum de quarante (40) heures.

c) Travail supplémentaire: Tout travail exécuté en dehors des heures régulières doit être rémunéré selon les paragraphes "*b*", "*c*" et "*d*" de l'article X du présent décret. Toutefois, salaire double n'est payable qu'après minuit et après 4.30 p.m. le samedi.

d) Période d'attente: La durée de travail des salariés compte de l'heure à laquelle ils sont requis de se présenter, qu'il y ait ou non du travail à exécuter, et doit se continuer jusqu'à ce que l'employeur en avise autrement.

Pour tout arrêt de travail dont l'employeur ne peut être tenu responsable, il y va du devoir du salarié de le porter à la connaissance de l'employeur sans délai, sinon ce dernier n'est pas tenu de rémunérer la période d'attente qui en découle.

e) Travaux exécutés en dehors des limites de la cité de Montréal: Les limites de Montréal, pour les fins de cet article, sont les endroits extrêmes que l'on peut atteindre au moyen d'un billet ordinaire de tramway ou d'autobus, de la Commission de Transport de Montréal.

1° *Déplacement quotidien des salariés:* Les salariés doivent se rendre au lieu des travaux et en repartir aux heures régulières.

issued by the provincial authorities pursuant to chapter 173 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and pursuant to by-law number 1341 of the City of Montreal. Apprentices not covered by the Pipe Mechanics Act shall obtain the certificate appertaining to their trade.

g) Vocation with pay: The entire section XX of the present decree, dealing with vacation with pay, applies to this Part.

h) Oil burner mechanics: Nothing contained herein permits an oil burner mechanic to install furnaces, water heaters, etc., nor to make any additions, alterations or extensions to water or gas piping.

i) Temporary Employment: Workmen temporarily employed by the same employer at other than their trade work shall continue to be peid the wage rate of their own trade.

j) Piece work: All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece work or labour contract basis, or for a fixed price, are invalid and are forbidden.

Part "B"

XXIV. *Asbestos insulation mechanics: a*) The present section applies to all work executed by the supplying of materials and labour for the insulation of all pipes, including gas, oil, gasoline, hydraulic, hot water, cold water, ammonia, steam and all industrial and residential pipe insulation, whether moveable or immoveable, within or outside a building, for whatever use, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing plumbing, heating or ventilation system insulation.

It also applies to the insulation of furnaces, boilers, tanks and apparatus in connection with same.

It does not apply to the erection of boiler brick walls which is under the jurisdiction of boilermakers and bricklayers. However, it covers the insulation of all piping in connection therewith.

b) Regular duration of work: Eight (8) hours per day distributed between 8.00 a.m. and 4.30 p.m., Monday to Friday inclusive, making a maximum weelky duration of forty (40) hours.

c) Overtime: Time worked in excess of the regular hours shall be remunerated according to subsections "*b*", "*c*" and "*d*" of section X of the present decree. However, double time shall only be paid after midnight and after 4.30 p.m., on Saturday.

d) Waiting time: Employees' time shall be counted from the hour they are instructed to report, whether work is ready or not, and shall continue until otherwise advised by the employer.

Should work be stopped by any cause beyond the employer's control, it is the duty of the employee to report such work stoppage without delay and the employer shall not be liable for such waiting time unless so advised.

e) Operations outside limits of the City of Montreal: The limits of Montreal for the purposes of this section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary street car or bus fare of the Montreal Transportation Commission.

1. *Where workmen return home daily.* Employees shall get to and leave the job at the regular hours.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la Cité, une demi-heure de déplacement est accordée par jour au taux régulier.

Il est permis de modifier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures d'aller et de retour du service de transport public en autant que ce changement n'entraîne pas une augmentation de la durée hebdomadaire de quarante (40) heures de travail.

2° *Déplacement non-quotidien des salariés:* Lorsque la période de déplacement entre les limites de la cité et le lieu des travaux dépasse une heure, il est loisible à l'employeur de se conformer aux dispositions de l'alinéa précédent ou de payer les frais de transport au travail et le coût des repas et du logement en plus de huit (8) heures de travail aux taux réguliers, et ce, pour chaque jour de travail dans ces conditions.

Le travail est alors régi de la façon ci-haut prévue. Les mêmes dispositions s'appliquent inversement au voyage de retour.

3° Si les travaux durent plus de six (6) mois, l'employeur doit payer à son salarié un voyage à son domicile à chaque telle période.

4° Les salariés ne sont pas tenus d'enregistrer leur temps à l'horloge. Toutefois, lorsqu'un tel système est en vigueur dans un établissement où des travaux d'isolement sont exécutés, les salariés doivent alors coopérer en s'y conformant.

f) Appentissage: La période complète d'apprentissage dans ce métier est de quatre (4) ans. Une année d'apprentissage comprend 2080 heures de travail calculées d'après les heures régulières. Pour les fins de ce calcul, tout le travail supplémentaire doit être considéré comme du travail régulier.

A l'expiration de cette période d'apprentissage, le salarié peut se présenter devant un bureau d'examinateurs en vue de subir l'examen requis pour l'obtention de son certificat de qualification de "mécanicien en isolement d'amiante".

2° L'employeur peut avoir un (1) apprenti mécanicien. Cette proportion est établie en regard du nombre total de salariés d'un employeur aussi bien que du nombre de salariés affectés à un chantier distinct de construction. Les apprentis doivent toujours travailler sous la direction d'un mécanicien.

g) Taux minima de salaires:	*l'heure*	*à compter du 1er janv. 1956*
1° *Apprentis:*		
1ère année	$0.95	
2ème année	1.15	
3ème année	1.30	$1.35
4ème année	1.50	1.55
Mécanicien en isolement d'amiante	2.05	
2° *Contremaître:*		
S'il dirige une équipe d'au moins cinq (5) hommes.	$2.15	
S'il dirige une équipe d'au moins dix (10) hommes	2.20	
S'il dirige une équipe d'au moins quinze (15) hommes	2.25	
S'il dirige une équipe de vingt (20) hommes et plus	2.30	

h) Vacances payées: L'article XX du présent décret se rapportent aux vacances payées s'applique à la présente section.

i) Lorsqu'on emploie du "Foamglass" les employeurs doivent fournir à leurs salariés les outils nécessaires pour parfaire ce travail ou leur verser une compensation pour remplacer leurs outils usés.

For work performed outside the City limits, there shall be allowed a half hour travelling time per day at single time.

It is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of public transportation, provided the change does not entail the working of more than forty (40) hours in one week.

2. *Where workmen are not to return home daily:* Where employees work outside the City limits and their travelling from limits to job requires more than an hour, the employer shall have the option of either paying on the basis outlined in the preceeding paragraph or paying transportation to the place of work plus cost of meals and sleeping accommodation plus eight (8) hours pay at prorata rates, for each day while travelling to work.

The work shall be governed as previously outlined. The same applies to the return voyage in reverse.

3. If the work lasts more than six (6) months, the employee shall have his fare paid home once every six months by the employer.

4. Employees shall not be compelled to punch the clock. However, if the precedure is usual in any establishment, then the insulation workers shall cooperate by conforming with such procedure as established in any plant where insulation work is to be performed.

f) Apprenticeship: 1. The entire period of apprenticeship of this trade is of four (4) years. One (1) year of apprenticeship consists of 2,080 working hours computed on regular working hours. Double time and overtime shall be counted as regular time for this purpose.

At the end of such apprenticeship term, the employee is eligible to sit for an examination before an examining board for the purpose of obtaining his competency card as "asbestos insulation mechanic".

2. The employer has the right to employ one (1) apprentice to each mechanic. This ratio shall apply to the total number of employees per employer and also to the number of employees in any specific construction operation. Apprentices shall always work under the direction of a mechanic.

g) Minimum wage rates:	*per hour*	*From January 1st 1956*
1. *Apprentices:*		
1st year	$0.95	
2nd year	1.15	
3rd year	1.30	$1.35
4th year	1.50	1.55
Asbestos insulation mechanic.	2.05	
2. *Foreman:*		
in charge of at least 5 men.	$2.15	
in charge of at least 10 men	2.20	
in charge of at least 15 men	2.25	
in charge of 20 men or more	2.30	

h) Vacation with pay: The entire section XX of the present decree, dealing with Vacations with Pay, applies to this part.

i) When foamglass is used, employers shall supply the necessary tools to work this material; otherwise, they shall pay a compensation to replace worn tools.

j) Les dispositions de la présente section "B" demeurent en vigueur jusqu'au 31 mai de l'année 1957."

Section "C"

XXV. *Dispositions particulières concernant les poseurs de marbre, de tuile et de terrazzo et les polisseurs de terrazzo à sec ou humide: a*) 1° Le polisseur de terrazzo à sec et le polisseur de terrazzo humide, lorsqu'ils travaillent comme journaliers ou aide-poseurs, doivent recevoir le taux régulier de salaire déterminé ci-dessous pour leur métier. Pour de courtes périodes, le polisseur de terrazzo à sec peut agir comme polisseur de terrazzo humide mais il continue d'être considéré comme polisseur de terrazzo à sec et rémunéré comme tel.

2° Les salariés posant les imitations de tuile céramique, dites tuile de plastique, tuile de métal peint ou émaillé, tuile de verre, tuile de ciment, etc. pour salles de bain, salles de toilettes privées ou publiques, salles de douches, piscines, salles d'opération, cuisines, etc., doivent être payés aux taux mentionnés ci-dessous pour les poseurs de tuile.

3° Les salariés posant les imitations de terrazzo, tel que Gibraltar, etc. ainsi que les polisseurs travaillant sur lesdites imitations, doivent être payés aux taux établis ci-dessous pour les poseurs de terrazzo et les polisseurs de terrazzo.

4° Les taux de salaire mentionnés au paragraphe "*g*" du présent article s'appliquent aussi aux ouvriers préparant la base nécessaire pour la pose de tous les matériaux couverts par le présent décret.

b) *Durée régulière de travail:* Les heures de travail des ouvriers de métier qualifiés sont les suivants: huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de quarante (40) heures.

Tout ouvrier ou salarié se rapportant au travail qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée du travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une rémunération équivalente à au moins trois heures de travail par jour, à moins qu'il ait refusé d'exécuter le travail requis de lui dans son propre métier, ou à moins que les travaux soient suspendus à cause de la température.

c) *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté en plus de la durée quotidienne régulière doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois, le travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. doit être rémunéré aux taux de salaire double. Tout travail exécuté le samedi entre 8.00 a.m. et midi doit être rémunéré aux taux de salaire et demi.

Tout travail exécuté le Premier de l'An, la fête de la Reine, la St-Jean-Baptiste, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël, le jour d'Actions-de-Grâces, les samedis après-midi et les dimanches, doit être rémunéré à raison de salaire double. Le 1er jour de juillet, la Fête du Travail et le Vendredi-Saint seront payés au taux régulier lorsque le salarié ne travaille pas; s'il travaille, cependant, il doit recevoir salaire triple basé sur le taux de son salaire régulier. Ces jours de fête doivent être payés par le dernier employeur mais le salarié concerné doit avoir été à l'emploi de cet employeur au moins un mois et ne pas avoir été congédié plus de 15 jours avant la fête.

Travail exécuté en dehors des heures normales: Lorsqu'il est demandé à un salarié de travailler en dehors des heures normales de travail, il doit être rémunéré comme suit:

j) The provisions of this part "B" shall remain effective until May 31st, 1957."

Part "C"

XXV. *Particular provisions concerning marble, tile and terrazzo layers and terrazzo dry or water polishing machine operators: a*) 1. The dry polisher as well as the wet polisher, when working as labourer or layer's helper, shall receive the regular wage rate as hereunder determined. For short periods, the operator of a dry polishing machine may work as operator of a water polishing machine but he shall still be considered and paid as operator of a dry polishing machine.

2. Employees setting imitation of ceramic tile called plastic tile, painted metal tile or enamelled metal tile, glass tile, cement tile, vitrolite, etc., for bath rooms, public or private toilet rooms, shower rooms, swimming pools, surgeries, kitchens, etc., shall receive the rate hereunder designated for tile layers.

3. Employees setting imitation of terrazzo, such as "Gibraltar", etc., as well as polishers working on said imitations, shall receive the rates designated hereunder for terrazzo layers and terrazzo polishers.

4. Rates mentioned in subsection "*g*" of the present section also apply to workmen doing the preliminary work before the setting of all materials governed by the present decree.

b) *Regular duration of labour:* The maximum hours of work in respect of qualified tradesmen shall be as follows: eight (8) hours per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, making a maximum of forty (40) hours per week.

Any workman or employee reporting for work, who has not been notified in advance that his services would not be required or whose duration of work is less than the regular work day, is entitled to be paid at least three hours per day, unless he has refused to do the work required of him in his own trade or unless work is suspended on account of weather conditions.

c) *Overtime work:* All work performed in addition to the regular day's work shall be paid at the rate of time and a half. However, all work performed between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid at the rate of double time. Work done on Saturday between 8.00 a.m. and 12.00 noon shall be paid at the rate of time and a half.

Work done on New Year's Day, Victoria Day, St-John the Baptist Day, Ascension Day, All Saints' Day, the Immaculate Conception Day, Christmas, Thanksgiving Day and Saturday afternoons and Sundays, shall be paid double time. July 1st, Labour Day and Good Friday shall be paid ar regular rate if the employee is not working; if the employee is working, he shall be paid at triple rate (based on his regular wages). The above holidays shall be paid by the last employer provided the workman concerned has worked for this employer at least one month and has not been discharged more than 15 days before the holiday.

Work performed outside regular working hours: Whenever an employee is requested to work outside regular working hours, he shall be paid as follows:

1° Lorsque le travail commence avant midi, les conditions demeurent les mêmes, soit huit (8) heures à temps simple et tout travail supplémentaire à temps et demi.

2° Lorsque le travail commence après midi et quelle que soit l'heure du commencement du travail dans l'après-midi ou dans la soirée, le salarié doit être payé à temps simple, sauf à partir de dix (10) heures du soir où il doit être payé à temps double.

3° Tout employeur qui engage un salarié ayant déjà travaillé pour un autre employeur dans le cours d'une même journée, doit obligatoirement le payer sur la base de salaire et demi après 5.00 p.m.

d) 1° Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité de Montréal, le salarié doit être payé au taux simple pour tout temps requis pour fins de déplacement à partir des limites de la cité. L'idemnité ne doit pas être de moins d'une demi-heure à l'aller et de même au retour.

2° Les frais de transport et de pension des salariés engagés dans la cité de Montréal pour exécuter des travaux en dehors de ladite cité doivent être remboursés par l'employeur en plus du salaire.

e) Le temps requis pour les fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi. Toutefois, si un salarié est obligé de voyager pendant les heures régulières de travail, il a droit à son salaire régulier jusqu'à un maximum de huit (8) heures par jour.

f) Les conditions d'apprentissage sont les suivantes:

1° La limite d'âge des apprentis est de 18 à 25 ans.

2° La durée de l'apprentissage est de 4 années pour les poseurs de marbre, tuile et terrazzo; 6 mois pour les polisseurs de terrazzo à sec; 3 mois pour les polisseurs de terrazzo humide.

3° Le nombre d'apprentis ne doit pas excéder un par trois ouvriers qualifiés de chacun des métiers assujettis au présent décret.

4° Pour la première année de l'apprentissage, il est émis une carte d'apprentissage. A la fin de la première année, l'apprenti doit subir un examen au Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment de Montréal. S'il échoue à l'examen, il est tenu de recommencer la même année d'apprentissage ou invité à subir un nouveau test d'orientation. S'il réussit, il reçoit un livret d'apprentissage à chacune des trois (3) années d'apprentissage à courir. Dans ce livret sont consignés les noms des employeurs pour lesquels il travaillera pendant toute la durée de l'apprentissage.

5° Lorsque l'apprenti termine sa quatrième année, il doit subir un dernier examen au Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment. Sa carte de compagnon ne lui est donnée que s'il passe avec succès. S'il échoue, il doit poursuivre son apprentissage et subir un nouvel examen après une période de six mois. L'utilité du livret d'apprentissage sera alors prolongée de la même durée.

6° En principe, tous les apprentis doivent avoir suivi un cours de six mois au Centre d'Apprentissage. Cependant, il est possible aux employeurs de former un apprenti dans leur propre atelier. Les employeurs qui engagent des apprentis autres que ceux formés par le Centre d'Apprentissage, doivent le faire par un contrat d'une durée de quatre (4) ans, liant d'une façon définitive employeur et apprenti pendant toute

1. If the work starts before noon, working conditions are the same, eight (8) hours at regular rate and all overtime at the rate of time and a half.

2. If the work starts after twelve a.m. and at whatever hour it starts in the afternoon or the evening, the employees shall be paid straight time, except for work done after 10.00 p.m. where double time shall be paid.

3. Any employer hiring a man who has already worked for another employer that same day shall necessarily pay him at the rate of time and one half after 5.00 p.m.

d) 1. For work performed outside the limits of the City of Montreal, employees shall be paid single time for all travelling time needed beyond the City Limits. The indemnity shall not be less than half an hour one way, and the same on return.

2. Transportation and cost of board of employees hired in the City of Montreal to execute work outside of said city shall be reimbursed by the employer, in addition to the wages.

e) Travelling time does not constitute working time. However, if an employee travels during regular working hours, he shall be entitled to regular wages up to a maximum of eight (8) hours per day.

f) Apprenticeship conditions shall be as follows:

1. Age limit for apprentices shall be 18 to 25 years old.

2. The period of apprenticeship shall be as follows: 4 years for marble, tile and terrazzo setters; 6 months for terrazzo polishing machine operators (dry); 3 months for terrazzo polishing machine operators (wet).

3. The number of apprentices shall not exceed one (1) apprentice for each three (3) qualified tradesmen of each trade category mentioned in the present decree.

4. For the first year of apprenticeship, there shall be issued an apprenticeship card. After the first year, the apprentice shall pass a test at the Montreal Building Trades Training Center. If he does not succeed, he shall start the same year of apprenticeship again or submit to an aptitude test. If he succeeds, he will receive an apprenticeship booklet for each of the three (3) remaining years in which shall be mentioned the names of all employers for whom he shall work during apprenticeship.

5. When an apprentice terminates his fourth year, he shall pass a final test at the Training Centre. A journeyman's card shall be given to him only if he succeeds in his examination. If he does not succeed, he shall continue his apprenticeship and, after six months, pass a further examination. His apprenticeship booklet will then be extended for the same period.

6. Basically speaking, all apprentices should follow a six months course at the Training Centre. However, employers are permitted to train an apprentice in their own shop. Employers hiring apprentices who have not received their training at the Centre shall sign with such apprentices a 4 year contract, binding employer and employee definitely for the whole period of apprenticeship, the employer guaran-

la durée de l'apprentissage et l'employeur garantissant un minimum de 200 jours de travail par année.

7° Lorsqu'un apprenti est engagé sur la base d'un contrat, copie de tel contrat doit être soumise à la "Montreal Tile, Terrazzo & Marble Employers' Association", à l'Association des Ouvriers de l'Industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo Inc. et au Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment de Montréal.

8° Un employeur ayant un apprenti engagé par contrat en dehors des élèves formés au Centre d'Apprentissage et qui désire embaucher un nouvel apprenti, doit obligatoirement avoir recours au Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment de Montréal.

9° Un employeur ayant quatre (4) compagnons et n'ayant pas d'apprentis doit engager un apprenti ayant tout autre salarié qualifié, dans le cas où il aurait besoin d'augmenter le nombre de ses salariés.

10° Ces règlements d'apprentissage ne concernent que les métiers de poseurs de tuile, marbre et terrazzo. Les apprentis polisseurs de terrazzo à sec et polisseurs de terrazzo humide sont formés dans les ateliers des employeurs et ils peuvent obtenir une carte de compétence sur la recommandation d'un employeur ayant le droit de les employer.

g) Taux de salaires minima: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Taux horaires
Poseur de marbre	$2.10
Polisseur de marbre à la main	1.77
Poseur de tuile	2.10
Poseur de terrazzo	2.10
Polisseur de terrazzo à sec	1.91
Polisseur de terrazzo humide	1.71
Apprentis poseurs de marbre, tuile et terrazzo:	
1ère année	1.15
2ème année	1.30
3ème année	1.70
4ème année	1.90
Apprentis polisseurs de terrazzo à sec:	
1er trimestre	1.61
2ème trimestre	1.77
après six (6) mois	1.91
Apprentis polisseurs de terrazzo humide:	
1er trimestre	1.56
après trois (3) mois	1.71

Les taux actuellement payés aux apprentis s'ils sont supérieurs aux taux de la présente section, ne doivent pas être diminués.

Les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la présente section se réservent le droit de présenter tous amendements jugés utiles, postérieurement à la sentence arbitrale et à la convention collective qui la suivra.

Section "D"

XXVI. *Dispositions spéciales concernant les plâtriers: a)* Les taux minima de salaire concernant le métier de plâtrier sont les suivants:

	Taux horaires
Plâtrier (travaux ordinaires ou travaux d'ornementation sur le chantier)	$2.12

Apprenti: Les taux de salaire payables aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé aux ouvriers qualifiés.

7. Whenever the apprentice is hired on a contract basis, copy of such contract should be registered with the Montreal Tile, Terrazzo & Marble Employers' Association and l'Association des Ouvriers de l'Industrie de Marbre, Tuile & Terrazzo Inc., as well as with the Montreal Building Trades Training Centre.

8. Any employer who has an apprentice hired on a contract basis and not trained at the Centre, and who desires another apprentice shall necessarily have to take one from the Montreal Building Trades Training Centre.

9. An employer having 4 tradesmen and no apprentice and wishing to increase the number of his employees, shall hire an apprentice before he hires any other qualified tradesman.

10. These rules for apprenticeship govern tile, marble and terrazzo setters only. Terrazzo polishing machine apprentice operators, dry and wet terrazzo, shall be trained in the shops and a competency card is issued to the candidate apprentice upon recommendation of an employer having right to hire such a candidate.

g) Minimum wage rates: The minimum wage rates are as follows:

	per hour
Marble setter	$2.10
Hand marble polisher	1.77
Tile setter	2.10
Terrazzo layer	2.10
Terrazzo polishing operator:	
(dry)	1.91
(water polishing)	1.71
Apprentices in the trades of marble, tile and terrazzo setters:	
1st year	1.15
2nd year	1.30
3rd year	1.70
4th year	1.90
Terrazzo polishing machine apprentice-operator (dry):	
1st three months	1.61
2nd three months	1.77
After six months	1.91
Terrazzo polishing machine apprentice operator (wet):	
1st three months	1.56
After three months	1.71

The rates actually paid to apprentices, if higher than those established in the present part, shall not be reduced.

The contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the present part shall have the right to submit any amendment that may be deemed useful after the arbitral award is rendered or the resulting collective agreement is concluded.

Part "D"

XXVI. *Special provisions concerning plasterers: a)* The minimum wage rates concerning plasterers, shall be as follows:

	Hourly rates
Plasterer (Ordinary or ornamental work on the job	$2.12

Apprentices: The wage rates payable to apprentices are established according to the percentage of the minimum legal wages paid to skilled

fiés; ce pourcentage de rémunération est déterminé comme suit:

1ère année	50%
2ème année	60%
3ème année	70%
4ème année	85%

b) *Apprentissage:* 1° La période complète d'apprentissage est de quatre (4) années.

2° Tout apprenti-plâtrier doit faire un stage préliminaire de six (6) mois dans un centre d'apprentissage avant de pouvoir se procurer un livret d'apprentissage dans ce métier.

c) *Paiement du travail supplémentaire:* Nonobstant les dispositions des paragraphes "*b*" et "*d*" de l'article X du décret principal, tout travail exécuté le samedi doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire minimum établi dans le décret, ou par rapport au taux de salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

d) *Dédommagement pour déplacement:* Un dédommagement d'au moins (2) heures à son taux régulier doit être payé à tout compagnon ou apprenti plâtrier qui, s'étant rendu au travail, soit à la demande de l'employeur, soit pour continuer du travail déjà commencé, est avisé que, pour des raisons indépendantes de sa propre volonté, l'entrepreneur ne peut lui fournir du travail.

e) *Travail en dehors des limites de Montréal:* Les salariés travaillant en dehors des limites de Montréal, telles que décrites à l'article VI, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières.

Le temps requis pour se rendre desdites limites au chantier et pour revenir des mêmes endroits doit leur être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour ledit trajet.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors desdites limites, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

f) *Transport des outils:* Lorsqu'un travailleur est appelé par son employeur à quitter un chantier pour aller effectuer du travail pour cet employeur sur un autre chantier, cet employeur doit voir lui-même à déménager les outils de l'employé ou à rembourser cet employé des frais occasionnés par le déménagement de ses outils.

g) Les parties contractantes ont convenu que les dispositions contenues dans la présente section "D" demeureront en vigueur jusqu'au 1er avril 1957.

Les parties contractantes se réservent le droit de réouvrir les négociations sur la clause de salaires, dans les 30 jours précédant le 1er avril 1956, s'il y a changement notable dans les conditions économiques.

h) Les conditions générales de travail prévues dans le décret principal demeurent en vigueur, sauf s'il en est disposé autrement dans la présente section."

Section "E"

XXVII. *Dispositions spéciales concernant le métier d'électricien: a) Juridiction professionnelle:* La présente section s'applique à tout travail de construction exécuté et soumis à la Loi concernant les électriciens et les installations électriques, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements).

Cependant, la présente section ne s'applique pas aux mécaniciens de brûleurs à l'huile régis par l'article XXI du présent décret.

workers. This percentage of renumeration is determined as follows:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

b) *Apprenticeship:* 1. The entire period of apprenticeship shall consist of four (4) years.

2. Every apprentice plasterer shall serve a preliminary period of six (6) months in an apprenticeship center before obtaining an apprenticeship booklet in that trade.

c) *Overtime:* Notwithstanding the provisions of subsections "*b*" and "*d*" of section X of the decree, all time worked on Saturday shall be remunerated at the rate of double time computed on the minimum rate established in the decree or on that actually paid when the latter is higher.

d) *Compensation for travelling time:* A compensation of at least two (2) hours' pay, at his regular rate of pay, shall be given to every plasterer or apprentice-plasterer who goes to work, either at the request of the employer or to continue the work in progress and who is notified that, for reasons beyond his control, the contractor has no work for him.

e) *Work beyond the limits of Montreal:* Employees working outside the limits of Montreal, as described in section VI, shall get to and leave work at the regular hours.

Time needed to go from the city limits to the job, and from the job to the limits shall be paid straight time, plus transportation costs.

In the event of operations carried out beyond the city limits, the starting and finishing hours may be changed in order to adapt them to the hours of public transportation services providing such change does not entail the working of more than forty (40) hours per week.

f) *Transport of tools:* When a worker is required by his employer to leave a job in order to go and work on another job of the same employer, such employer shall see that the employye's tools are taken to the new job or shall reimburse all expenses incurred by said employee for moving his tools.

g) The contracting parties are agreed that the provisions contained in this part "D" remain in force until April 1st, 1957.

However, in the event of important changes in economic conditions, the contracting parties shall have the right to open negotiations on matters pertaining to wages in the thirty days preceding March 1st, 1956.

h) The general working conditions contained in the decree continue to apply except in cases covered by the present part."

Part "E"

XXVII. *Special provisions concerning the electrical trade: a) Professional Jurisdiction:* The present part applies to and is effective in all work executed and governed by the Electricians, and Electrical Installations Act (R.S.Q., 1941 chapter 172 and amendments).

However, the present part does not apply to oil-burner-mechanics governed by section XXI of the present decree:

b) Taux minima de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	l'heure
Entrepreneur maître-électricien travaillant comme salarié et détenteur de la licence "A", qu'il utilise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance	$2.75
Le détenteur de la licence "B", qu'il utilise ses outils ou agisse comme contre-maître ou remplisse toute autre fonction de surveillance	2.75
Compagnon électricien, détenteur de la licence "C"	2.00

Apprentis: Les taux de salaires payables aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé au compagnon-électricien; ce pourcentage de rémunération est le suivant:

1ère année	40%
2ème année	50%
3ème année	60%
4ème année	75%

Tout électricien ou contremaître ayant 5 compagnons-électriciens et 5 apprentis ou plus, sous sa direction, lorsqu'il s'agit de travaux de construction ou de modernisation, doit bénéficier d'une majoration de $0.25 pour chaque heure de travail.

c) Durée régulière du travail: La durée régulière de travail pour les compagnons et les apprentis électriciens est de huit (8) heures par jour, distribuées entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

d) Travail supplémentaire: 1° Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires déterminées au paragraphe précédent, est considéré comme du travail supplémentaire.

2° Tout travail supplémentaire, à l'exclusion des dispositions prévues aux sous-paragraphes suivants, doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux de salaire minimum établi dans le présent article ou par rapport au taux de salaire effectivement payé, lorsque ce dernier est plus élevé.

3° Tout travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et après 1.00 p.m. le samedi, doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire minimum établi dans le présent article ou par rapport au taux de salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

4° *Equipes irrégulières:* Un supplément de $0.10 l'heure doit être versé aux salariés appelés à exécuter leur travail quotidien en deux étapes séparées par plus d'une heure (broken shift). Par dérogation au taux édictés pour les heures supplémentaires aux alinéas précédents, les cinq premières heures du temps supplémentaire doivent être rémunérées au taux de salaire et demi, les heures suivantes au taux de salaire double, basé sur le taux régulier ou sur le salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

5° Tout travail urgent d'altération ou de réparation à un immeuble qui, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté en deçà des limites horaires déterminées ci-haut pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers. Toutefois, ledit travail supplémentaire demeure toujours sujet à la

b) Schedule of wage rates: The following minimum wage rates shall be payable:

	per hour
Contracting Master Electrician working as an employee and holding license "A", whether he uses his tools or acts as foreman or fulfils any other supervisory functions	$2.75
Holder of license "B", whether he uses his tools or acts as foreman or fulfils any other supervisory functions	2.75
Electrician journeyman holding license "C"	2.00

Apprentice: Rates of wages paid to apprentices shall be fixed according to the following percentage of legal minimum wages paid to electrician journeymen:

1st year	40%
2nd year	50%
3rd year	60%
4th year	75%

Every electrician or foreman in charge of five electrician journeymen and five apprentices or more shall be entitled to a surplus of $0.25 per hour for each working hour for construction or modernization work."

c) Regular duration of labour: Regular duration of labour for electrician journeymen and apprentices shall be eight (8) hours per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, making a maximum of forty (40) hours per week:

d) Overtime: 1. All time worked in excess of the regular hours or beyond the hours mentioned in the foregoing subsection is considered as overtime.

2. All overtime, except for the provisions of the following paragraphs, shall be paid at the rate of time and one half based on the minimum wage rate established in the present section, or on the wage rate actually paid if the latter be higher.

3. All time worked between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and after 1.00 p.m. on Saturday, shall be paid at the rate of double time based on the minimum wage rate established in the present section, or on the wage rate actually paid if the latter be higher.

4. *Broken shifts:* A premium of $0.10 per hour shall be paid to employees working on any day shift broken by more than on hour. Notwithstanding the rates established for overtime in the foregoing paragraphs, the first five hours of overtime shall be paid at the rate of time and one half and the following hours at the rate of double time based on the regular rate, or on the rate actually paid if the latter be higher.

5. All urgent building alteration or repair work which, for sufficient reasons, cannot be done within the limits of hours hereabove determined for starting and finishing, may be done in other periods of the day, at regular rates. However, such overtime work is always subject to the 8-hour daily limit and the 40-hour weekly limit. All employees engagedi hn suc

limite de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir un supplément de $0.05 sur les taux réguliers.

e) Travail en dehors des limites de Montréal: Les limites de Montréal, pour les fins du présent article, sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus de la Commission de Transport de Montréal.

Les salariés travaillant en dehors des limites de la cité, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières. Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et pour revenir aux limites, doit leur être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour ledit trajet.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

Les frais de pension et de transport doivent être payés par l'employeur lorsqu'il s'agit de travaux exécutés en dehors des limites de Montréal.

f) Apprentis: 1° Aucun employeur n'a le droit d'avoir plus d'un apprenti pour chaque compagnon-électricien à son emploi, tel que spécifié à l'article 22 de la Loi concernant les Électriciens et les Installations Électriques, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements).

2° Toutefois, sur chaque chantier, l'employeur a droit à un apprenti additionnel de quatrième année pour chaque cinq compagnons-électriciens à son emploi.

3° Pour pratiquer le métier d'électricien, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu des dispositions du chapitre 172 des Statuts refondus de Québec 1941 et amendements.

g) Vacances payées: L'article XX du présent décret se rapportant aux vacances payées, s'applique à la présente section.

Note: Les conditions générales de travail prévues dans le décret principal demeurent en vigueur sauf s'il en est disposé autrement dans la présente section.

work shall receive a premium of $0.05 over the regular rates.":

e) Operations outside the limits of Montreal: The limits of Montreal, for the purpose of this section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary streetcar or bus fare of the Montreal Transportation Commission.

Employees working outside the city limits shall get to and leave the job at the regular hours. The time required to go from the city limits to the job, and back to the limits, shall be paid straight time; the cost of such transportation shall also be paid by the employer.

For operations carried out outside the city limits, if is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of the public transportation providing the change does not entail the working of more than forty (40) hours in one week.

Board and travelling expenses shall be paid by the employer in the case of operations carried out outside the limits of Montreal.

f) Apprentices 1. No employer shall have the right to employ more than one apprentice for each electrician journeyman working for him as provided by section 22 of the Electricians and Electrical Installations Act, (R.S.Q., 1941, chapter 172 and amendments).

2. However, the employer shall have the right to employ on each job one additional 4th year apprentice to each five journeymen in his employ.

3. To become an electrician journeyman, the apprentice shall obtain a certificate of apprenticeship issued by the Provincial Government under the Electricians and Electrical Installations Act, (R.S.Q., 1941, chapter 172 and amendments).

g) Vacation with pay: Section XX of the present decree concerning vacations with pay apply to the present part.

Note: The general working conditions contained in the decree continue to apply except in cases covered by the present part."

Section "F"

XXVIII: *Dispositions particulières concernant les installations de réfrigération: a) Juridiction professionnelle:* La présente section régit les travaux d'installation de réfrigération industrielle, commerciale et domestique exécutés dans la juridiction territoriale déterminée dans le décret, y compris les appareils à l'ammoniaque, au fréon, au méthyle et au soufre.

b) Apprentissage: 1° La période d'apprentissage dans l'industrie est de quatre (4) ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements).

2° *Mécanicien junior:* Le terme "mécanicien junior" désigne tout salarié qui s'est qualifié comme mécanicien en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), il doit servir comme mécanicien junior pendant une période d'une (1) année.

3° *Compagnon mécanicien:* Le terme "compagnon mécanicien" désigne tout salarié qui a été employé pendant au moins cinq (5) ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens

Part "F"

XXVIII. *Special provisions concerning refrigeration installations: a) Professional Jurisdiction:* This part shall apply to all industrial, commercial and domestic refrigeration installations executed within the territorial jurisdiction determined in the decree, including ammonia and freon, methyl bec and sulphur operations.

b) Apprenticeship: 1. The period of apprenticeship in the industry shall be one of four (4) years as set forth in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 and amendments).

2. *Junior Mechanics:* A "junior mechanic" shall be a workman who has qualified as a mechanic under the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 and amendments) and he shall serve as a junior mechanic for a period of one (1) year.

3. *Journeyman Mechanic:* A journeyman mechanic shall be one who has served at least five (5) years, in conformity with the provisions of the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of

en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), et est détenteur de la licence nécessaire.

c) Durée régulière du travail: La durée régulière du travail est de huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

Il est toutefois, permis de compléter la période journalière régulière de travail à temps simple entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. pourvu que l'employeur et les employés intéressés se soient entendus à cet effet.

d) Travail supplémentaire: 1° Tout travail exécuté le samedi entre 8.00 a.m. et midi doit être payé au taux de salaire et demi et les heures suivantes au taux de salaire double.

2° Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et minuit doit être payé au taux de salaire et demi et tout travail exécuté entre minuit et 8.00 a.m. doit être payé à raison de salaire double.

3° Tout travail exécuté les dimanches, le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, le Jour de l'Ascension, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces, La Toussaint, la fête de l'Immaculée-Conception et le jour de Noël doit être payé à raison de salaire double.

4° Toutefois, lorsque la célébration de la fête de la Reine, de l'anniversaire de la Confédération et du jour d'Action de Grâces est fixé par proclamation du Gouvernement fécéral ou du Gouvernement provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

5° *Dédommagement:* Tout ouvrier ou salarié se rapportant au travail, qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée de travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une rémunération équivalente à au moins quatre (4) heures de travail par jour, à moins qu'il ait refusé d'exécuter tout autre travail requis de lui, ou à moins que les travaux soient suspendus pour des causes qui ne dépendent pas de la volonté de l'employeur.

e) Équipes supplémentaires: Lorsqu'on a recours à des équipes supplémentaires de salariés, il n'y a pas d'heures fixes pour le commencement ou la cessation du travail d'aucune équipe. Elles ne doivent pas, toutefois, faire plus de huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine. Ces équipes supplémentaires de salariés doivent recevoir un supplément de dix ($0.10) cents l'heure en plus des taux réguliers.

f) Taux de salaires: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés aux catégories de salariés ci-après mentionnées:

	Ammoniaque	*Fréon, Méthyle Soufre*
Compagnon mécanicien	$1.90	$1.75
Mécanicien junior	1.70	1.65
Apprenti:		
1er semestre	0.85	0.85
2ème semestre	0.95	0.95
2ème année	1.10	1.10
3ème année	1.25	1.25
4ème année	1.40	1.40

Les salaires doivent être payés chaque semaine ou bi-mensuellement selon la coutume établie, en argent comptant ou par chèque.

Tout compagnon ayant la direction d'un travail d'installation ou de réparation et ayant sous ses ordres trois (3) autres compagnons ou mécaQuebec 1941, chapter 173 and amendments) and he shall hold a licence thereunder.

c) Regular Duration of Labour: The regular period of labour, shall be eight (8) hours per day — between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, making a maximum of forty (40) hours per week.

It shall, however, be permissible to complete the regular daily period of work at single time between the hour of 7.00 a.m. and 6.00 p.m. providing the employer and employees concerned are agreed to do so.

d) Overtime: 1. All work done on Saturdays between 8.00 a.m. and 12.00 noon shall be paid at the rate of time and one half and of double time thereafter.

2. All work performed between 5.00 p.m. and midnight shall be paid at the rate of time and one half and all work performed between 12.00 midnight and 8.00 a.m. shall be paid at the rate of double time.

3. All work performed on Sundays New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Ascension Day, Confederation Day (July 1st), Labour day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day shall be paid double time.

4. However, days proclaimed by the Federal, for Provincial Government, as the case may be for the celebration of the Victoria Day, the Confederation Day and Thanksgiving Day shall be observed on the date so fixed.

5. *Indemnity:* Any workman or employee reporting for work, who has not been notified in advance that his services would not be required, or when the duration of work is less than the regular work day, shall be entitled to four (4) hours' pay unless he refuses to do other work required of him, or unless work is suspended for causes beyond the employer's control.

e) Extra Shifts: When extra shifts of workmen are employed, there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed eight (8) hours per day and forty (40) hours per week. Such extra shifts of workmen shall be paid a premium of ten (10c) cents per hour above the regular rates.

f) Wage Rates: The following minimum wage rates per hour shall be paid to the undernoted categories of workmen:

	Ammonia	*Freon, Methyl, Sulphur*
Journeyman Mechanic	$1.90	$1.75
Junior mechanic	1.70	1.65
Apprentice:		
1st six months	0.85	0.85
2nd six months	0.95	0.95
2nd year	1.10	1.10
3rd year	1.25	1.25
4th year	1.40	1.40

In accordance with the present practice, wages shall be paid by the week, or bi-monthly, as the case may be, and in cash or by cheque.

Any journeyman in charge of an installation or repair with three (3) or more other journeymen or junior mechanics, shall receive ten cents (10c)

niciens juniors ou plus doit recevoir dix ($0.10) cents de plus l'heure que le taux du compagnon.

Il ne doit y avoir qu'un (1) apparenti ou compagnon junior par compagnon.

g) Temps pour fins de déplacement: Dans le cas de travaux exécuté en dehors des limites de la cité de Montréal, le temps requis pour fins de déplacement, excédant les premières quinze (15) minutes doit être payé par l'employeur à raison de salaire simple, mais ne doit pas excéder huit (8) heures par jour.

h) Frais de transport: Les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de tramway ou d'autobus de la Commission de Transport de Montréal, doivent être payés par l'employeur.

L'employeur doit assumer aussi les frais de chambre et pension dans le cas de travaux éloignés de la cité de Montréal et du lieu de résidence du salarié.

i) Voitures: Les salariés requis de se servir de leurs propres voitures pour leur travail au service de leur employeur doivent recevoir $0.10 du mille ou, lorsqu'en service durant une semaine, un minimum de $5.00 par semaine ou de $1.00 par jour.

j) Travail urgent: Tout travail urgent qui, pour des raisons suffisantes, ne peut exécuté en deça des heures régulières de travail peut être fait en d'autres périodes de la journée moyennant un supplément de dix ($0.10) cents l'heure. Ce travail demeure toujours sujet au maximum de huit (8) heures par jour à salaire simple.

k) Il n'est pas nécessaire de donner avis de cessation finale de l'emploi, pour quelque cause que ce soit aux salariés payés à l'heure, nonobstant les dispositions du paragraphe *d-5*, du présent article.

l) Vacances payées: L'article XX du décret se rapportant aux vacances payées, s'applique à la présente section.

Note: Les conditions générales de travail prévues dans le décret principal demeurent en vigueur sauf s'il en est disposé autrement dans la présente section.

XXIX. Lors de la ratification de la présente convention, la Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau Comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs dudit Comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XXX. Ce décret abroge le décret numéro 1021 du 10 septembre 1953 et tous ses amendements.

XXXI. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1957.

Si l'une ou l'autre des parties aux présentes désire apporter des modifications au présent décret, elle doit en donner avis par écrit à l'autre partie, par lettre recommandée, cinq (5) mois avant la date de son expiration. A défaut de ce faire, ledit décret se renouvellera automatiquement pour une période d'une année.

A défaut d'entente dans les soixante jours qui suivent la date dudit avis, la ou les parties aux présentes peuvent avoir recours à la conciliation sous l'autorité du Ministère du Travail.

XXXII. Nonobstant l'article précédent, les parties contractantes aux conventions collectives de travail ayant donné naissance aux dispositions over and above the journeyman's hourly rate.

There shall not be more than one (1) apprentice or junior mechanic to each journeyman mechanic.

g) Travelling Time: Travelling time in respect of work beyond the limits of the City of Montreal and in excess of the first fifteen (15) minutes shall be paid by the employer at single time, but shall not exceed eight (8) hours per day.

h) Travelling expenses: Travelling expenses in excess of the ordinary bus or tramway fare of the Montreal Transportation Commission shall be paid by the employer.

The employer shall also assume the costs of board and room in the case of operations distant from the City of Montreal and domicile of the workmen.

i) Car Allowance: Employees requested to use their own cars on employer's business shall receive $0.10 per mile or, when on service during any one week, a minimum charge of $5.00 per week or $1.00 per day.

j) Urgent Work: All urgent work which, for sufficient reason, cannot be executed within the regular hours of work may be done at other periods of the day at a premium of ten cents (10c) an hour, subject always to the maximum of eight (8) hours per day at single time.

k) Notice of final termination of employment for any cause whatsoever, to employees paid on an hourly basis as distinct from the import of subsection *d-5*, shall be unnecessary.

l) Vacation with pay: Section XX of the decree concerning vacations with pay apply to the present part.

Note: The general working conditions contained in the decree continue to apply except in cases covered by the present part.

XXIX. On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree, in the territorial jurisdiction contemplated by the present agreement, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee be formed. This new committee supersedes the old one and is vested with all the said committee's assets and rights; it likewise assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

XXX. The decree repeals the decree No. 1021 of September 10, 1953, and all its amendments.

XXXI. *Duration of the decree:* The present decree comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and continues in effect until the 31st day of March, 1957.

Either party hereto desirous of securing modifications of the provisions of the said decree shall give notice thereof to the other party in writing, by registered letter, five (5) months before the date of expiry of the said decree, failing which the said decree shall be automatically renewed for a period of one year.

If agreement on modifications is not reached sixty days from the date of siad notice, either party hereto may resort to Conciliation under the Department of Labour.

XXXII. Notwithstanding the foregoing section, the contracting parties to the collective labour agreements constituting the special and

tions particulières et complémentaires déterminées aux section "A", "B", "C", "D", "E" et "F" du présent décret, conservent leur privilège de soumettre à l'expiration de leur convention initiale, une requête en amendement aux dispositions desdites sections ou une nouvelle convention si elles le jugent à propos.

L. DÉSILETS,
40965-o Greffier du Conseil Exécutif.

complementary provisions contained in parts "A" "B", "C", "D", "E" and "F" of the present decree continue to have the privilege of submitting, at the expiry of their initial agreement, a request for amendment of the provisions of the said parts, or a new agreement, if deemed advisable.

L. DÉSILETS,
40965-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1067

Québec, le 13 octobre 1955.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1067

Quebec, October 13th, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT certains actes administratifs du Ministère de la chasse et des pêcheries.

CONCERNANT le Sanctuaire de chasse de Beaurivage, comté de Lotbinière.

ATTENDU QUE le domaine connu sous le nom de Seigneurie Ross, lequel fait partie de la Seigneurie de Saint-Gilles de Beaurivage, dans le comté de Lotbinière, appartient à un seul et même propriétaire;

ATTENDU QUE les autorités des paroisses environnantes ont demandé la création d'un Sanctuaire avec le consentement du propriétaire de ce domaine;

ATTENDU QUE la création d'un Sanctuaire dans cette région aiderait le chevreuil et les autres gibiers à se propager tout en repeuplant les terrains avoisinants.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE le territoire comprenant les lots suivants: deux cent trente-quatre A (234-A) et la partie non-subdivisée du lot deux cent trente-quatre (234); les lots deux cent vingt-trois (223) à deux cent trente-trois (233) et trois cent trois (303) à trois cent sept (307) inclusivement de la concession du chemin Gosford Nord; le lot deux cent onze (211) et les lots deux cent treize (213) à deux cent seize (216) et trois cent quatorze (314) à trois cent dix-huit (318) inclusivement de la concession du chemin Gosford Sud, le tout du cadastre officiel de la Seigneurie de Saint-Gilles de Beaurivage, comté de Lotbinière, forme le Sanctuaire de Chasse de Beaurivage;

QU'IL y soit défendu de chasser et trapper en tout temps de l'année;

QUE le port d'armes y soit également prohibé.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING the hunting Sanctuary of Beaurivage, County of Lotbinière.

WHEREAS the domain known under the name of the Ross Seigniory, which forms part of the Seigniory of Saint Gilles de Beaurivage, in the County of Lotbinière, belongs to the one and only proprietor;

WHEREAS the authorities of the neighbouring parishes have requested the creation of a Sanctuary, with the consent of the proprietor of said domain;

WHEREAS a creation of a Sanctuary in this region would help Deer, and other game to propagate, while repopulating the land nearby.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the territory including the following lots: two hundred and thirty-four A (234-A) and the non-subdivided part of lot two hundred and thirty-four (234); lots two hundred and twenty-three (223) to two hundred and thirty-three (233) and three hundred and three (303) to three hundred and seven (307) inclusive of the concession of North Gosford Road: lot two hundred and eleven (211) and lots two hundred and thirteen (213) to two hundred and sixteen (216) and three hundred and fourteen (314) to three hundred and eighteen (318) inclusive, of the concession of South Gosford Road, all of the official cadastre of the Seigniory of Saint Gilles de Beaurivage, County of Lotbinière, shall form the Hunting Sanctuary of Beaurivage:

THAT it be forbidden, at any time of the year, to hunt or trap therein;

THAT the carrying of fire-arms be equally prohibited.

CONCERNANT les Sanctuaires pour l'élevage du castor.

ATTENDU QU'à la suite de l'inventaire annuel des castors, il importe de fixer, chaque année, un quota de capture pour les réserves de la province spécialement affectées à l'élevage du castor à l'état naturel.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre les castors dans les réserves ou sanctuaires établis pour des fins d'élevage à l'état naturel, à

CONCERNING the Sanctuaries for the breeding of Beaver.

WHEREAS following the annual inventory on Beaver, it is deemed advisable to fix, each year, a capture-quota for the Reserves of the Province especially established for the breeding of Beaver in its natural state.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fishereis:

THAT it be forbidden to hunt, kill or capture Beaver in Reserves or Sanctuaries established for breeding purposes in its natural state, except-

l'exception cependant des réserves suivantes, où, comme conséquence de l'accroissement naturel, il soit permis de capturer au cours de la saison du 1er novembre 1955 au 15 avril 1956 inclusivement, le nombre maximum de:

2,500 dans la réserve de l'Abitibi,
400 dans la réserve de Manouan,
8,800 dans la réserve de Mistassini,
3,300 dans la réserve de Nottoway,
5,750 dans la réserve du Vieux Comptoir,
1,000 dans la réserve de Péribonka,
500 dans la réserve de Roberval,
1,000 dans la réserve de Bersimis,
1,500 dans la réserve de Rupert,
3,400 dans la réserve de Fort George, et en plus,

200 au profit du Watt's Memorial dont 100 dans la réserve de Rupert House et 100 dans la réserve de Nottoway,
1,200 dans la réserve du Grand Lac Victoria.

CONCERNANT le castor

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 3551, en date du 5 septembre 1945, concernant la chasse au castor, édictait les règlements pour la capture de ce mammifère dans les régions de terrains de chasse enrégistrés pour les trappeurs;

ATTENDU QUE le paragraphe 5° dudit arrêté en conseil se lisait comme suit:

5° Les permissions spéciales pour le castor doivent être accordées sur une base de un castor pour chaque cabane occupée;

ATTENDU QU'à la suite de certaines constatations, il y a lieu de modifier ce paragraphe dudit arrêté en conseil.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des pêcheries:

QUE le paragraphe 5° de l'arrêté en conseil N° 3551, en date du 5 septembre 1945, soit modifié et se lise à l'avenir comme suit:

5° Les permissions spéciales pour trapper le castor seront accordées, suivant l'inventaire annuel, par un officier désigné par le Ministre de la chasse et des pêcheries.

L. DÉSILETS,
40966-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1104

Québec, le 19 octobre 1955.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le transfèrement des doubles des registres de l'état civil des paroisses situées dans le district électoral actuel de Rouyn-Noranda, déposés au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Pontiac, au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE les doubles des registres de l'état civil des paroisses situées dans le district électoral de Rouyn-Noranda ont été déposés à Campbell's Bay, au greffe de la Cour supérieure du district de Pontiac, jusqu'à l'établissement du district judiciaire de Rouyn-Noranda;

ATTENDU QUE le district électoral de Rouyn-Noranda qui faisait alors partie du district judiciaire de Pontiac a, depuis 1943, formé le district judiciaire de Rouyn-Noranda, (6 George VI, chapitre 16 et 9 George VI, chapitre 13);

ing however, the following reserves, where, owing to its natural increase in numbers, it be permitted to capture, during the course of the season from November 1st., 1955 to April 15th, 1956 inclusive, a maximum number of:

2,500 in the Reserve of Abitibi,
400 in the Reserve of Manouan,
8,800 in the Reserve of Mistassini,
3,300 in the Reserve of Nottoway,
5,750 in the Reserve of Vieux Comptoir,
1,000 in the Reserve of Péribonka,
500 in the Reserve of Roberval,
1,000 in the Reserve of Bersimis,
1,500 in the Reserve of Rupert,
3,400 in the Reserve of Fort George, and inaddition,

200 on behalf of Watt's Memorial, 100 of which in the Reserve of Rupert House and 100 in the Reserve of Nottoway,
1,200 in the Reserve of Grand Lac Victoria.

CONCERNING Beaver.

WHEREAS Order in Council number 3551, dated September 5th, 1945, concerning the hunting of Beaver, enacted regulations for the capturing of said mammal on hunting grounds registered for trappers;

WHEREAS paragraph 5° of said Order in Council reads as follows:

5° Special permits for Beaver shall be granted on a basis of one Beaver per each occupied lodge.

WHEREAS after establishing certain facts, it is deemed advisable to modify said paragraph of the said Order in Council.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Game and Fisheries:

THAT paragraph 5° of Order in Council No. 3551, dated September 5th, 1945, be modified in order to read as follows:

5° Special permits to trap Beaver shall be granted in accordance with the annul inventory, by an officer appointed by the Minister of Game and Fisheries.

L. DÉSILETS,
40966 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1104

Quebec, October 19, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transfer of duplicates of registers of civil status for the parishes situated in the present electoral district of Rouyn-Noranda, deposited in the office of the Superior Court of Judicial district of Pontiac, to the office of the Superior Court of judicial district of Rouyn-Noranda.

WHEREAS the duplicates of registers of civil status for the parishes situated in the electoral district of Rouyn-Noranda were deposited at Campbell's Bay, at the office of the Superior Court, district of Pontiac, until the Judicial district of Rouyn-Noranda is established;

WHEREAS the electoral district of Témiscamingue, which used to be part of judicial district of Pontiac, has, since 1943, formed the Judicial district of Rouyn-Noranda, (6 George VI, chapter 16 and 9 George VI, chapter 13);

ATTENDU QUE, en vertu des dispositions de l'article 47 du Code civil de la province de Québec, il est loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de décréter, lorsqu'une paroisse est passée d'un district judiciaire à un autre, que tous les doubles des registres de l'état civil de cette paroisse, déposés au greffe de la Cour supérieure du district auquel elle appartenait précédemment, soient transférés au greffe de la Cour supérieure du district dont elle fait maintenant partie.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Procureur général:

QUE tous les doubles des registres de l'état civil des paroisses situées dans le territoire actuel du district électoral de Rouyn-Noranda qui ont été déposés au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Pontiac soient transférés au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Rouyn-Noranda, à Rouyn.

L. DÉSILETS,
40999-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS in virtue of the provisions of section 47 of the Civil Code of the Province of Quebec the Lieutenant-Governor in Council is entitled to enact, when a parish is passed from a judicial district to another, that all duplicates of registers of the civil status of said parish, deposited in the office of the Superior Court of the district to which it belonged previously, be transferred to the office of the Superior Court of the district of which it now forcus part.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommandation of the Honourable the Attorney General:

THAT all duplicates of registers of the civil status of the parishes situate in the present territory of the electroral district of Rouyn-Noranda, which were deposited in the office of the Superoir Court of the judicial district of Pontiac, be transferred to the office of the Superior Court of judicial district of Rouyn-Noranda, at Rouyn.

L. DÉSILETS,
40999 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Montréal — Province de Québec

Avis vous est par les présentes donné que les personnes suivantes sont membres de L'Association des Chemistes professionnels de Québec.

22 octobre 1955.

Le Registraire,
ARTHUR F. WATSON.

Arsenault, Jean H.R., Montréal.
Baker, Raphaël V.A., Arvida.
Brockman, F.J., St-Hilaire.
Cox, David S., Montréal.
40968-o

(P.G. 10090-55)

FINANCE RICHELIEU INC.
RICHELIEU FINANCE INC.

Règlement pour augmenter le nombre des Directeurs de sept à huit

Attendu que, dans le règlement numéro 1 l'intitulé: "Règlement généraux de la compagnie", l'article 4 se lit comme suit: "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de sept directeurs", et que l'article 16 se lit comme suit: "Le quorum sera quatre directeurs.";

Attendu que pour une meilleure administration de la compagnie, il est jugé désirable d'augmenter le nombre des directeurs de sept à huit, et de fixer le quorum à cinq directeurs au lieu de quatre;

Le règlement numéro 1, article 4, des règlements généraux de la compagnie est, par les présentes, amendé comme suit: "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de huit directeurs"; et l'article 16 est par les présentes amendé comme suit: "Le quorum sera cinq directeurs."

Copie certifiée,

Le Secrétaire,
41000-o RODRIGUE LASNIER.

(P.G. 10951-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le vingt-deux octobre 1955, le règlement spécial "A" de

Miscellaneous Notices

Montreal — Province of Quebec

Notice is hereby given that the following persons are members of the Association of Professional Chemists of Quebec.

October 22nd, 1955.

ARTHUR F. WATSON,
Registrar.

Arsenault, Jean H.R., Montreal.
Baker, Raphaël V.A., Arvida.
Brockman, F.J., St. Hilaire.
Cox, David, S., Montreal.
40968-o

(A.G. 10090-55)

FINANCE RICHELIEU INC.
RICHELIEU FINANCE INC.

Bylaw to increase the number of Directors from seven to eight

Whereas in By-law number 1 entitled: "General By-laws of the Company", article 4 reads as follows: "The affairs of the company shall be managed by a board of directors composed of seven directors", and that article 16 reads as follows: "Four directors shall form a quorum.";

Whereas for a better management of the company, it is deemed advisable to increase the number of directors from seven to eight, and to fix a quorum of five directors in lieu of four;

By-law number 1, article 4, of the company's general By-laws is hereby amended as follows": The affairs of the company shall be managed by a board of directors of eight directors", and article 16 is hereby amended as follows: "Five directors shall form a quorum."

Certified copy.

RODRIGUE LASNIER,
41000 Secretary.

(A.G. 10951-54)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on the twenty-second day of October 1955, special

"La Corporation de l'École de Bibliothécaires de l'Université de Montréal", modifiant les articles 15, 16, 33 et 34 de ses règlements, tel qu'adopté à l'assemblée des membres tenue le 10 août 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-quatre octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41002-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12648-54)

J. W. MARTINEAU LTÉE

Règlement spécial N° 24

Augmentant le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie de trois à six.

"1° Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à six (6).

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent."

Certifié vraie copie.

Le Président,
J. W. MARTINEAU.
Le Secrétaire,
41001 MARIE-CLAIRE MARTINEAU.

(P.G. 11476-55)

WHITE SISTER UNIFORM INC.

Règlement amendé 3 (a)

(Concernant une diminution du nombre des directeurs de cette compagnie de quatre à trois).

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de trois directeurs, dont chacun, au moment de son élection et pendant la durée de sa fonction, sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle."

Vraie copie certifiée.

Montréal, 15 septembre 1955.

(Sceau) WHITE SISTER UNIFORM INC.
Par le Secrétaire,
41003 NORMAN S. LUPOVICH.

(P.G. 8654-46)

FAGEN CLOTHING MANUFACTURERS INCORPORATED

Un règlement adopté le 15 septembre 1955 par les directeurs et actionnaires de la compagnie sus-dite, et concernant la diminution du nombre de ses directeurs de quatre à trois:

"Le nombre des directeurs de la compagnie sera diminué à trois, ils dirigeront les affaires de la compagnie."

Certifié vraie copie. Le Secrétaire,
41005 B. FAGEN.

(P.G. 11454-55)

MAIN AUTO REPAIRS CO.

Un règlement adopté le 4 octobre 1955 par les directeurs et actionnaires de la compagnie ci-dessus mentionnée, et concernant la diminution du nombre de ses directeurs de quatre à trois:

by-law "A" of "La Corporation de l'École de Bibliothécaires de l'Université de Montréal", modifying articles 15, 16, 33 and 34 of its by-laws, as adopted at a meeting of members held August 10th, 1955, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-fourth day of October, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41002 Under Secretary of the Province.

(A.G. 12648-54)

J. W. MARTINEAU LTÉE

Special By-law No. 24

Increasing the number of the Board of Directors of the company from three to six.

"1. That the number of the Board of Directors of the company be and it is hereby increased from three (3) to six (6).

2. That the By-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Certified true copy.

J. W. MARTINEAU,
President.
MARIE-CLAIRE MARTINEAU,
41001-o Secretary.

(A.G. 11476-55)

WHITE SISTER UNIFORM INC.

Amended By-law 3 (a)

(Concerning a decrease in the directorate of this company from four to three)

"The affairs of the company shall be managed by a Board of Three Directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office, shall be a shareholder in the company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

Certified a true copy.

Montreal, September 15th, 1955.

WHITE SISTER UNIFORM INC.
(Seal) per NORMAN S. LUPOVICH,
41003-o Secretary.

(A.G. 8654-46)

FAGEN CLOTHING MANUFACTURERS INCORPORATED

By-law adopted by the Directors and shareholders of the above mentioned Company on September 15th, 1955, and concerning the reduction of the number of Directors thereof from four to three:

"The number of Directors of the company shall be reduced to three and they shall manage the affairs of the company."

Certified true copy. B. FAGEN,
41005-o Secretary.

(A.G. 11454-55)

MAIN AUTO REPAIRS CO.

By-law adopted by the Directors and shareholders of the above mentioned Company on October 4th, 1955, and concerning the reduction of the number of Directors thereof from four to three:

"Le nombre des directeurs de la compagnie sera diminué à trois, ils dirigeront les affaires de la compagnie."

Certifié vraie copie. Le Secrétaire,
41006 PANAYOTIS MICOS.

(P.G. 12116-55)

CLUB DE GOLF DE BELLE VUE, LIMITÉE

Règlement A-29

"Qu'il soit et il est par les présentes, décrété:

1. Que le nombre des administrateurs de la Compagnie est réduit de 8 administrateurs à 3 administrateurs.

2. Que 2 administrateurs seront requis pour former le quorum à une assemblée du conseil d'administration."

Décrété ce dix-neuvième jour de décembre 1954.

(Sceau) Le Président,
FERNAND RAYMOND.
Le Secrétaire,
41019-o RENÉ RAYMOND.

(P.G. 12174-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le vingt-cinq octobre 1955, le règlement numéro III de l'"Hôpital Notre-Dame du Sacré-Cœur", tel qu'adopté à une assemblée tenue le 1er juin 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-six octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41029-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11759-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le vingt-cinq octobre 1955, les règlements, comprenant les articles 1 à 22 inclusivement, du "Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporé — Lake St. John Aquatic Club, Incorporated", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-six octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41030-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10558-55)

STELCO MINES QUEBEC LIMITED

Règlement spécial "D"

Augmentant le nombre des Directeurs.

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à six; et

2. Que le règlement spécial "A" de la compagnie concernant le nombre des directeurs soit et il est, par les présentes, amendé pour se conformer au précédent."

Certifié vraie copie du règlement spécial "D" de la compagnie "Stelco Mines Quebec Limited", décrété par les directeurs de ladite compagnie à une assemblée tenue le 23e jour de septembre 1955 et approuvé, sanctionné et confirmé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des

"The number of Directors of the company shall be reduced to three and they shall manage the affairs of the company."

Certified true copy. PANAYOTIS MICOS,
41006-o Secretary.

(A.G. 12116-55)

CLUB DE GOLF DE BELLE VUE, LIMITÉE

By-law A-29

"That it be and its is hereby enacted:

1. That the number of directors of the company be reduced from 8 directors to 3 directors.

2. That two directors shall be required to form quorum at a meeting of the Executive Council."

Enacted this nineteenth day of December, 1954.

(Seal) FERNAND RAYMOND,
President.
RENÉ RAYMOND,
41019 Secretary.

(A.G. 12174-54)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable Provincial Secretary of the Province has approved, on October twenty-fifth 1955, by-law number III of "Hôpital Notre-Dame du Sacré-Cœur", as adopted at a meeting held June 1st., 1955, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-sixth day of October 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41029 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11759-55)

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved on October twenty-fifth, 1955, the by-laws, comprising articles 1 to 22 inclusively of "Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporé — Lake St. John Aquatic Club, Incorporated", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on October twenty-sixth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41030 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10558-55)

STELCO MINES QUEBEC LIMITED

Special By-law "D"

Increasing the number of Directors.

"Be and it is hereby enacted as a By-law of the Company:

1. That the number of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to six; and

2. That special By-law "A" of the Company respecting the number of Directors be and it is hereby amended to accord with the foregoing."

Certified to be a true copy of Special By-law "D" of "Stelco Mines Quebec Limited", enacted by the Directors of the said Company at a meeting held on the 23rd day of September, 1955 and approved, sanctioned and confirmed by the vote of at least two-thirds in value of the

actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée aux fins de considérer ledit règlement et dûment tenue le 26e jour de septembre 1955.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
41032 R. B. TAYLOR.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Égouts Collectifs de Fugèreville", en date du 30 août 1955, dont le siège social est situé à Fugèreville, comté de Témiscamingue, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-cinq octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41031-o JEAN BRUCHÉSI.

shares represented by the shareholders present at a Special General Meeting of the shareholders of the said Company called for considering the said By-law and duly held on the 26th day of September, 1955.

(Seal) R. B. TAYLOR,
41032-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Égouts Collectifs de Fugèreville", under date of August 30th, 1955, whereof the head office is at Fugèreville, county of Temiscamingue, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of October, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41031 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Avis de Demande d'Abandon de Charte.

DUNBAR INVESTMENT CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Dunbar Investment Corporation", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux disposition de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'octobre 1955.

Le Secrétaire,
SADIE RUBIN.

Les Procureurs de la Requérante,
MENDELSOHN, ROSENTZVEIG
& SHACTER,
132 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, Qué. 40970

JOS. FONTAINE LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Jos. Fontaine Ltée", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Saint-Hyacinthe, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Saint-Hyacinthe, le 20 octobre 1955.

Le Secrétaire,
41033-o HERVEY LANDRY.

Charters — Surrender of

Notice of Application for Surrender of Charter

DUNBAR INVESTMENT CORPORATION

Notice is hereby given that "Dunbar Investment Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 19th day of October, 1955.

SADIE RUBIN,
Secretary.

MENDELSOHN, ROSENTZVEIG
& SHACTER,
Attorneys for Applicant,
132 St. James St. West,
Montreal, Que. 40970-o

JOS. FONTAINE LTÉE

Notice is hereby given that the company "Jos. Fontaine Ltée", incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Saint-Hyacinthe, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter according to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Saint-Hyacinthe, October 20th, 1955.

HERVEY LANDRY,
41033 Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 692-55)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bayou Metals, Inc.", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec,

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 692-55)

Notice is hereby given that "Bayou Metals, Inc.", has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provi-

conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, R.S.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province sera établi à 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. W. H. Laidley à l'adresse ci-dessus mentionnée.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour d'octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40964 JEAN BRUCHÉSI.

sions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be established at 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of October, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40964-o Assistant-Provincial Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 13275-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bramley Dress Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11469-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Continental Knitting Mills Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 février 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11081-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la reponsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie Dion Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 août 1911.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

Companies Dissolved

(A.G. 13275-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bramley Dress Inc.", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of October 1930.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11469-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Continental Knitting Mills Limited", incorporated by letters patent dated February 17th, 1949.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11081-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie Dion Limitée", incorporated by letters patent dated August 26th, 1911.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11865-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la reponsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Scheffer's Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mars 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-sept octobre 1955 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11865-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, E.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Scheffers' Ltd", incorporated by letters patent dated March 6th, 1933.

Notice is also given that from and after October seventeenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney Genral, this twenty-first day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11864-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Southwestern Furs of Canada Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 octobre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN,

(A.G. 11864-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Southwestern Furs of Canada Ltd.", incorporated by letters patent dated October 16th, 1948.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11373-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Waden Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 février 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11373-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Waden Inc.", incorporated by letters patent dated February 21st, 1949.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10004-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrété par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Campbell Enterprises Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 janvier 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie à été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10004-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Campbell Enterprises Limited", incorporated by letters patent dated, January 27th, 1953.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolves.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(P.G. 10648-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procu-

(A.G. 10648-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the

teur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Charles Manufacturing Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 décembre 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10089-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Crabtree & Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 décembre 1937.

Avis est de plu donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11139-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cole Shoe Corporation", constituée en corporation par lettre patentes en date du 11 octobre 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11253-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la "Compagnie Industrielle St-Félix Limitée", constitutée en corporation par lettres patentes en date du 27 février 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie à été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept ocotbre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 46322-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fabi & Stewart Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1949.

surrender of the charter of the company "Charles Manufacturing Company Limited", incorporated by letters patent dated December 9th, 1937.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 10089-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Crabtree & Company Ltd.", incorporated by letters patent dated December 16th, 1937.

Notice is also given that from and after October fifteenth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 11139-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cole Shoe Corporation", incorporated by letters patent dated October 11th, 1938.

Notice is also given that from and after October fifteenth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 11253-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Compagnie Industrielle St-Félix Limitée", incorporated by letters patent date February 27th, 1945.

Notice is also given that from and after October fifteenth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 46322-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fabi & Stewart Limitée", incorporated by letters patent dated July 7th, 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11104-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "J. Oscar Morin Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 juin 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11734-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Provincial Importing Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 mai 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1955, ladite compagnie à été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
40964-o C. E. CANTIN.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 11104-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. Oscar Morin Limited", incorporated by letters patent dated June 5th, 1944.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

(A.G. 11734-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Provincial Importing Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated May 17th, 1943.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
40964 Deputy Attorney General.

-Demandes à la Législature

Avis public est présentement donné que la Ville de Dorval, dans la circonscription électorale de Jacques-Cartier, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, pour l'adoption d'une loi érigeant la ville en cité, autorisant la création d'un bureau de révision des évaluations, accordant le pouvoir d'obliger les propriétaires de transports en commun à assurer, ratifiant un règlement de zonage, modifiant les cas de permis de construction, réglementant la garde des animaux, augmentant le fonds de roulement, constituant un rôle d'évaluation supplémentaire, autorisant le remboursement aux maire et conseillers de leurs frais de représentation, autorisant la règlementation des maisons insalubres, annexant la municipalité de la Côte-de-Liesse et abrogeant les règlements antérieurs de St-Joachim de Pointe-Claire.

Montréal, 19 octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,
40971-43-4-o GUY PAGER.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Sarre s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire les lots 28, 29 et 30, rang V, dans le canton La Sarre et leurs sub-

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the Town of Dorval, in the constituency of Jacques Cartier, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act erecting the town to a city, authorizing a Board of Revision of Valuations, empowering the municipality to oblige the taxi owners to take insurance, ratifying a zoning by-law, amending the cases of building permits, regulating the keeping of animals, increasing the working fund, creating au supplementary valuation roll, authorizing the payment to the mayor and councillors of their travelling expenses, authorizing the regulation of insalubrious houses, annexing the municipality of Cote-de-Liesse and repealing all by-laws of St. Joachim-de-Pointe-Claire.

Montreal, October 19th, 1955.

GUY PAGER,
40971-43-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Sarre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

1. Annex to its territory lots 28, 29 and 30, range V, La Sarre township and the sub-divisions

divisions ainsi que les lots 26 et 29C, rang VI, canton La Sarre.

2° Obtenir certains pouvoirs spéciaux de règlementation concernant l'enlèvement des vidanges, la règlementation des nuisances, la circulation durant les travaux et la sécurité publique.

3° Autoriser la ville de La Sarre à imposer une taxe de vente de 2% et la Commission Scolaire du village de La Sarre à imposer une taxe de vente de 1%, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'Impôt sur les ventes en détail, lesdites taxes devant être imposées dans les limites de la ville de La Sarre.

4° Adjoindre des experts aux estimateurs.

5° Permettre, à compter de l'élection générale de 1957, au maire et aux échevins d'être élus pour un terme de trois ans, diviser la ville en trois quartiers représentés chacun par deux échevins.

6° Autoriser la ville de La Sarre à accorder une exemption ou une réduction de taxes foncières à l'Association Sportive de La Sarre Enrg. et à l'Aréna La Sarre Limitée.

La Sarre, ce 24 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de La Sarre,
FORTIN, GRIMARD,
40972-43-4-o RYAN & MIGNAULT.

thereof as well as lots 26 and 29C, range VI, La Sarre township.

2. Obtain certain special powers for the regulation of garbage removal, nuisance control, traffic when public works are in progress, traffic in general and public safety.

3. Authorize the town of La Sarre to levy a 2% sales tax and the School Commission of the village of La Sarre to levy a 1% sales tax subject to the exemptions provided by the Provincial Retail Sales Tax Act, the said taxes to be levied within the limits of the town of La Sarre.

4. Appoint experts to assist the assessors.

5. Beginning with the general election of 1957, permit the mayor and the aldermen to be elected for terms of three years, divide the town into three wards, each represented by two aldermen.

6. Authorize the town of La Sarre and the School Commission of the village of La Sarre to grant an exemption from or reduction in real estate assessment to the Association Sportive de La Sarre Enrg. and to l'Aréna La Sarre Limitée.

La Sarre, October 24th, 1955.

FORTIN, GRIMARD,
RYAN & MIGNAULT,
40972-43-4-o Solicitors for the town of La Sarre.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour ratifier le règlement municipal numéro 397, concernant l'évaluation future de St-Maurice Power Corporation, pour ratifier le règlement de zonage, pour règlementer la construction, les véhicules-taxis, pour fixer la date des élections municipales, prolonger le terme d'office des membres du conseil, et autres considérations.

La Tuque, 21 octobre 1955.

Le Maire,
ONÉSIME DALLAIRE.
Le Greffier,
A.A. DUPONT.
40973-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Quebec Legislature, at its next Session, to ratify municipal by-law No. 397, concerning the future valuation of The St. Maurice Power Corporation, to ratify a zoning by-law, to rule the construction, the taxis, to fix the date of municipal elections, to extend the term of office of the members of the council, and other considerations.

La Tuque, October the 21st 1955.

ONÉSIME DALLAIRE,
Mayor.
A.A. DUPONT,
Clerk.
40973-43-4-o

Canada — Province de Québec
District de Québec

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Corporation du Village de Pont Rouge s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente municipale de 2% sur la vente au détail de tout bien mobilier vendu pour usage ou consommation dans les limites de la municipalité du Village de Pont Rouge.

Avis est également par les présentes donné que par la même loi les commissaires d'écoles pour la Municipalité Scolaire de Pont Rouge demanderont l'autorisation d'imposer et prélever dans leur territoire une taxe d'éducation de 1% sur la vente au détail, dans ledit territoire, de tout bien mobilier pour usage ou consommation dans les limites de ladite municipalité scolaire.

Québec, le 21 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40975-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Corporation of the Village of Pont Rouge shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act authorizing it to impose and levy a municipal sales tax of 2% on the retail sales of any moveable property sold for use or consumption within the limits of the municipality of the Village of Pont Rouge.

Notice is also given hereby that by the same act the School Commissioners for the School Municipality of Pont Rouge shall demand the authorization to impose and levy within their territory an education tax of 1% upon the retail sales, in the said territory, of any moveable property for use or consumption within the limits of the said school municipality.

Quebec, October 21st, 1955.

ALBERT DUMONTIER,
40975-43-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec pour demander une loi aux fins de ratifier une resolution adoptée par lesdits Commissaires le 22 octobre 1955, ladite résolution pourvoyant à ce que l'évaluation des biens immobiliers de St-Maurice Power Corporation dans leur municipalité soit haussée pour tenir compte de la pose d'une nouvelle unité à l'usine hydro-électrique de ladite Compagnie et à ce que ladite évaluation soit en force jusqu'au 1er juillet 1960.

La Tuque, le 24 octobre 1956.

Le Président,
LUCIEN RINGUET.
Le Secrétaire,
ALPHONDOR ROY.

40974-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the town of La Tuque, in the county of Laviolette, will apply to the Quebec Legislature, requesting a law in order to ratify a resolution adopted by the said Commissioners, dated October 22nd 1955, the said resolution to provide a raise in the appraisal of real estate of the St. Maurice Power Corporation in their municipality, due to the installation of a new unit at their hydro-electric plant, and that this said appraisal be in force until July 1st 1960.

La Tuque, October 24th, 1955.

LUCIEN RINGUET,
President.
ALPHONDOR ROY,
Secretary.

40974-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Préville s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir des amendements à sa Charte aux fins suivantes:

a) décréter l'annexion à la Ville de certains lots de terre faisant partie de la Municipalité de la Paroisse de Laprairie de la Madeleine;

b) autoriser la perception des amendes sur billets d'assignation dans le cas d'infractions aux règlements de la circulation;

c) autoriser certaines modifications au règlement de zonage par simple règlement;

et autres fins accessoires.

Montréal, le 19 octobre 1955.

Le Procureur de la Ville de Préville,
ÉMILIEN BRAIS.

40976-43-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Préville will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain amendments to its Charter for the following purposes:

a) to enact the annexation to the Town of certain lots of land forming part of the Municipality of the Parish of Laprairie de la Madeleine;

b) to authorize the collection of fines on sommation tickets in the case of infractions against traffic regulations;

c) to authorize certain modifications to the zoning by-law by a simple by-law;

and other accessory purposes.

Montreal, October 19, 1955.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the Town of Préville.

40976-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que Pierrette Dufresne, fille majeure des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, la passation d'une loi relative au testament de feu Romulus Dufresne, de son vivant industriel des cité et district de Montréal, à fin d'augmenter la pension mensuelle à laquelle elle a droit en vertu de ce testament.

Montréal, le 19 octobre, 1955.

Le Procureur de la requérante,
GASTON POULIOT, C.R.

40977-43-4-o

Public notice is hereby given that Pierrette Dufresne, spinster of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act concerning the will of the late Romulus Dufresne, in his lifetime industrialist of the City and District of Montreal, for the purpose of increasing the monthly alimony to which she is entitled in virtue of such will.

Montreal, October 19, 1955.

GASTON POULIOT, Q.C.,
Attorney for Petitioner.

40977-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Joseph Claude Vézina, médecin, de la cité et du district de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Claude Paradis.

Québec, le 26 septembre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,
MICHEL LEMIEUX.

40978-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the petitioner, Joseph Claude Vézina, physician of the city and district of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing his name to that of Joseph Claude Paradis.

Quebec, September 26th, 1955.

MICHEL LEMIEUX,
Attorney for the Petitioner.

40978-43-4-o

Avis public est par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield, a municipal body politic, incorporated in accordance with the law, having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, to obtain the passing of a law on the following matters:

1° Acquérir des immeubles pour fins industrielles, jusqu'à un maximum total de $200,000.00; et vendre ou louer en tout ou en partie lesdits immeubles;

2° Contracter par règlement un emprunt au total de $150,000.00 pour installation d'une conduite d'eau spéciale et la construction d'un canal d'égout pour desservir Davison Chemical Company Ltd., National Silicates Limited et les propriétaires environnants;

3° Fixer le domicile des échevins en tout temps dans le quartier où ils désirent se faire élire ou qu'ils représentent;

4° Établir de 1957 à 1962, à 50% de l'évaluation municipale le montant des taxes payables par Davison Chemical Company Ltd. et National Silicates Limited et à 75% de l'évaluation municipale, de 1962 à 1967, pour fins municipales et scolaires;

5° Exempter du paiement des répartitions, pour trois ans, les propriétaires d'une rue projetée traversant les lots Nos. 75, 78 et 79 du cadastre de la paroisse de Ste-Cécile, partie des limites de la cité;

6° Valider à toutes fins que de droit le règlement N° 491 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

7° Accorder, par résolution du conseil, des frais annuels de représentation de $600.00 aux échevins et de $3,000.00 au maire, à compter du 1er janvier 1956;

8° Décider la possession préalable des immeubles expropriés, à certaines conditions;

9° Décréter la propriété à la cité, à certaines conditions, des rues, ruelles, chemins publics, places publiques et trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public, dans les limites de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

10° Règlementer l'exploitation de cours de triage de camions;

11° Emprunter annuellement pour le coût total des travaux d'aqueduc, d'égouts, pavages ou trottoirs, exécutés en vertu du système de répartitions;

12° Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 21 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

40979-43-4-o MAURICE PERRON.

---

1. Acquire immoveables for industrial purposes up to a total maximum of $200,000.00; and sell or rent, in whole or in part, the said immoveables;

2. Contract by regulation a loan in the total amount of $150,000.00, for the installation of a special water pipe-line, sewer drain-pipe to service Davison Chemical Company Ltd., National Silicates Limited and neighbouring proprietors;

3. Fix, at all times, the domicile of aldermen in the ward where they wish to be elected or wish to represent;

4. Establish, from 1957 to 1962, at 50% of the municipal valuation, the amount of taxes payable by Davison Chemical Company Ltd., and National Silicates Limited, and at 75% of the municipal valuation, from 1962 to 1967, for municipal and schooling purposes;

5. Exempt from paying apportionments, for three years, the proprietors of a proposed street crossing lots Nos. 75, 78 and 79 of the cadastre of the parish of St. Cecile, part of the city limits;

6. Validate for all legal purposes, by-law No. 491 of the city of Salaberry-de-Valleyfield;

7. Grant, per resolution of the Council, annual representation costs in the amount of $600.00 to the aldermen and $3,000.00 to the mayor, from and after January 1st., 1956;

8. Establish previous possession of expropriated immoveables, on certain conditions;

9. Enact as the property of the city, on certain conditions, the streets, lanes, public roads, places and sidewalks presently open to the public, within the limits of the city of Salaberry-de-Valleyfield;

10. Bring under regulation the operating of truck terminals;

11. Borrow annually for the total cost of operations re waterworks, sewers, paving or sidewalks, carried out in accordance with an apportioning system;

12. And for other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, October 21st, 1955.

MAURICE PERRON,

40979-43-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1) Pour modifier la date de la mise en nomination des candidats à une élection;

2) Pour obliger les propriétaires de maisons ou logements à placer deux portes de sortie extérieure;

3) Pour défendre la construction de maisons si les services municipaux ne sont pas installés;

4) Pour interrompre la circulation dans les rues, et enlever les véhicules stationnés;

5) Pour défendre la garde d'animaux dans les limites de la Ville;

6) Pour autoriser le paiement de délégations et réceptions;

7) Pour modifier le taux des permis ou taxes de commerce;

Victoriaville, le 22 octobre 1955.

Les Procureurs de la Réquérante,

40980-43-4-o LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

Notice is hereby given that the Town of Victoriaville shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending its charter for the following purposes:

1) Modify the date of nomination of candidates in an election;

2) Oblige proprietors of houses or tenements to place two exit doors, outside;

3) Forbid the building of houses if municipal utilities are not installed;

4) To suspend traffic in streets and remove vehicles stationed thereon;

5) Forbid the keeping of animals within the limits of the Town;

6) Authorize disbursements for delegations and receptions;

7) Modify the rate of business permits or taxes:

Victoriaville, October 22nd, 1955.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,

40980-43-4 Attorneys for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Saint-Jérôme, un corps politique municipal incorporé suivant la loi, ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté

Public notice is hereby given that the City of Saint Jérôme, a municipal body politic incorporated in accordance with the law, having its head office in the City of Saint Jérôme, in the

de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir des pouvoirs additionnels: pour que la publication des avis publics soit en français ou en français et en anglais, ainsi que les bulletins de vote pour les élections et pour les référendums, pour changer par règlement approuvé par le Ministre des Affaires Municipales les arrondissements ou zones d'un règlement de construction, pour fixer l'endroit, le temps pour la construction des égouts privés, pour règlementer ou défendre les jeux de boules (pin-ball machines), pour fixer l'endroit où les trottoirs doivent être construits, pour décréter la fermeture des endroits de commerce une demi journée par semaine et certains jours, pour exempter la taxation des machineries dans les usines, pour faire payer la taxe de vente sur l'huile à chauffage, pour réglementer, limiter les restaurants, buffets, comptoirs, pour accorder une pension aux échevins qui auront été en fonctions pendant au moins 12 ans, pour assimiler aux taxes tout montant payé par la cité et par le gouvernement pour fins d'assistance publique, pour permettre à un membre du conseil de retirer une commission sur prime d'assurance payée par la cité sans encourir déqualification."

Saint-Jérôme, ce 21 octobre 1955.

Les Avocats de la cité de Saint-Jérôme,
DE MARTIGNY &
MARCHESSAULT.

40981 43-4-o

County of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, in order to obtain additional powers: so that the publication of public notices shall be in French or in French and English, including ballots for elections and referendums, to change by means of a by-law, approved by the Minister of Municipal Affairs, the wards or zones of a building regulation, fix the locality and time for the building of private sewers, to bring under regulation or forbid pin-ball games (pin-ball machines), to fix the locality where sidewalks shall be built, to enact the closing of places of business one half day a week and on certain days, to exempt from taxation the machinery in plants, to enforce the payment of the sales tax on heating fuel, to bring under regulation and limit restaurants, buffets, lunch-counters, to grant a pension to aldermen who have been in office at least 12 years, to include in the taxes any amount paid out by the City and Government for public welfare purposes, to allow a member of the Council to draw a commission on an insurance policy paid by the City without being disqualified."

Saint Jérôme, this October 21st., 1955.

DE MARTIGNY &
MARCHESSAULT,

40981-43-4 Attorneys for the City of Saint Jérôme

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Luc Prud'Homme sénior, gentilhomme, du village de Côte St-Luc, Luc Prud'Homme junior, cultivateur, du même lieu, Dame Juliette Prud'Homme, de la cité de Montréal, veuve d'Alphonse Cardinal en son vivant gentilhomme de la cité de Montréal, Dame Marie Prud'Homme, épouse contractuellement separée de biens de Lucien de Repentigny, jardinier, de la ville de Montreal-West, de ce dernier dûment autorisée, Dame Antoinette Prud'Homme, épouse contractuellement séparée de biens de Lionel de Repentigny, employé civil de la Ville de St-Laurent, de ce dernier dûment autorisée, Hector Prud'Homme, médecin, de la cité de Montréal, et ledit Lucien de Repentigny en sa qualité d'administrateur et d'exécuteur testamentaire de la succession de Joseph Prud'Homme, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, la passation d'une loi spéciale aux fins de faire confirmer leur droit de vendre et autrement aliéner la propriété immobilière composée de diverses parties du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-quinze (95) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal avec les bâtisses dessus érigées, ladite propriété immobilière plus amplement décrite dans l'acte de vente consenti à Saul Kaplan et Norman Holdings Corporation par les requérants devant Me Barnet Buckman, notaire, le 29 décembre 1952, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le N° 992,430, de faire disparaître tous doutes qui pourraient exister quant au droit des requérants de vendre et aliéner définitivement le susdite propriété immobilière, de confirmer, ratifier, valider et déclarer définitive l'aliénation de la susdite propriété immobilière par les requérants par et en vertu de l'acte de vente précité et autres fins nécessaires ou utiles.

Montréal, 24 octobre 1955.

Le Procureur des requérants,
JACQUES DUSSAULT, C.R.

40986-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Luc Prud'Homme senior, gentleman of the village of Cote St. Luc, Luc Prud'Homme junior, farmer, of the same place, Dame Juliette Prud'Homme, of the city of Montreal, widow of Alphonse Cardinal in his lifetime gentleman of the city of Montreal, Dame Marie Prud'Homme, wife contractually separate as to property of Lucien de Repentigny, gardener of the town of Montreal-West, by the latter duly authorized, Dame Antoinette Prud'Homme, wife contractually separate as to property of Lionel de Repentigny, civil employee, of the town of St. Laurent, by the latter duly authorized, Hector Prud'Homme, physician, of the city of Montreal and the said Lucien de Repentigny, in his quality of administrator and testamentary executor of the estate of Joseph Prud'Homme, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the passing of a Special Act for the purpose of confirming their right to sell and otherwise alienate the immovable property composed of several parts of the lot of land known and designated as number ninety-five (95) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal with the buildings thereon erected, the said immovable property being more fully described in the deed of sale from the petitioners to Saul Kaplan and Norman Holdings Corporation, passed before Mtre Barnet Buckman, notary, on December 29th 1952, registered in the Registry Office for the registration division of Montreal under No. 992,430, to resolve any doubts as to the right of the petitioners to sell and alienate definitively the said immovable property, to confirm, ratify, validate and declare definitive the alienation of the said immovable property by the petitioners by and in virtue of the aforesaid deed of sale, and other necessary or useful purposes.

Montreal, October 24th., 1955.

JACQUES DUSSAULT, Q.C.,
Attorney for the petitioners.

40986-43-4-o

CITÉ DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Hull, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte, pour les fins suivantes: pour augmenter la rémunération des échevins; pour que lors de la mise en nomination, le candidat indique sur quel immeuble il se qualifie; pour changer la procédure du relevé du scrutin; pour diminuer le nombre d'électeurs pour polls; pour permettre au greffier de présider à l'assermentation du maire et des échevins; pour canceller la liste électorale pour la mairie; pour changer la préparation des listes électorales; pour diminuer le quorum des séances du conseil; pour amender le délai relatif à la convocation d'assemblées spéciales; pour permettre l'amendement du règlement de construction et de zonage; pour la création d'une commission d'urbanisme; pour réglementer la vente de produits alimentaires dans les rues; pour augmenter le montant des dépenses urgentes; pour étendre le délai des conventions collectives; pour modifier la taxe d'entretien des rues; pour modifier les dispositions relatives aux améliorations locales; pour réglementer la subdivision de lots; pour modifier la taxe d'enlèvement de la neige; pour réglementer l'émission de licences aux propriétaires d'auto-taxis; pour modifier le mode de signification des procédures de la Cour Municipale; pour modifier la confection du rôle d'évaluation; pour modifier la composition du bureau de revision; pour permettre au greffier d'assermenter les vérificateurs; pour changer le délai de la publication du rapport financier; pour permettre la construction d'une usine de filtration; pour clarifier les dispositions relatives aux emprunts pour fins industrielles; pour modifier le budget; pour permettre la signification d'avis par huissier de la Cour Supérieure; pour abroger les dispositions relatives à l'intérêt sur taxes; pour permettre la construction de centres sportifs; pour fixer l'évaluation de la Compagnie Primco Limitée; pour annuler la répartition sur une partie de la rue Ste-Marie; pour annuler la répartition sur une partie de la rue Berri; pour changer le montant de l'amende dans les cas d'infraction à la circulation; pour statuer sur la vente des véhicules-automobiles abandonnés; et pour d'autres fins.

Hull, le 20 octobre 1955.

(Sceau) Le Maire,
THOMAS MONCION.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:
Le Procureur de la Cité de Hull.
40984-43-4-o ROY FOURNIER.

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter, for the following purposes: to increase the aldermen's remuneration; to have the candidate for nomination indicate on what immovable he is qualified; to change the procedure for election returns; to decrease the number of electors for each polling station; to have the clerk swear in the members of Council; to cancel the elector's list for mayoralty; to change the preparation of the electoral list; to decrease the quorum required for Council meeting; to amend the delay for notice of special meetings; to permit the amendment of the construction and zoning by-laws; to create a town-planning commission; to regulate the sale of food on the streets; to increase the amount of pressing expenses; to extend the time limit for labor relations agreements; to modify the dispositions relating to the upkeep streets and sidewalks, and local improvement works; to regulate the subdivision of lots; to regulate taxis licenses; to modify service of Municipal Court proceedings; to modify the valuation roll; to modify the revision board; to have the clerk swear in the auditors; to change the delay for publication of the financial report; to permit the construction of a filtration plant; to clarify the dispositions relating to money by-laws for industrial purposes; to modify the budget; to permit the service of notices by bailiff; to abolish the dispositions relating to interest on taxes; to permit the construction of sport centers; to have a set assessment for Primco Company Limited; to cancel the allocation of taxes on part of Ste-Marie and Berry Streets; to change the amount of the fine for certain offenses relating to circulation; to enact on abandoned motor-vehicles; and for other purposes.

Hull, October 20th, 1955.

(Seal) THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Contersigned:
ROY FOURNIER,
40984-43-4-o Attorney for the City of Hull.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° à accorder annuellement des frais de représentation au maire et aux échevins;

2° à imposer une taxe de vente de 2%, dans les limites de son territoire;

3° à règlementer l'émission des permis de construction;

4° à décréter l'entretien aux frais de la ville, de tous ou quelques-uns de ses trottoirs, rues ou places publiques;

5° à confectionner un rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles;

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Nicolet, in the county of Nicolet, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it:

1. to grant annually entertainment for the mayor and the alderman;

2. to impose a tax of 2% for educational purposes;

3. to regulate the emission of permits of construction;

4. to decree the maintenance at expense of the town all or some of its sidewalks, streets or public places;

5. to decree the confection of the valuation roll on index-cards or loose leaves;

6° à obtenir la création d'un fonds de roulement;

7° à faire ratifier et valider certains actes de vente;

8° pour toutes autres fins;

Nicolet, le 12 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,

40985-43-4-o ARMAND PROULX.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Abroger l'article 30 de la charte de la cité et le remplacer par l'article 30 de la loi des cités et villes, concernant la division de la cité de Saint-Hyacinthe, en quartiers pour fins électorales;

Modifier les articles 48 et 173 de la charte de la cité de façon à ce que le maire et les dix échevins soient élus pour un mandat de trois ans au lieu de deux ans;

Modifier les articles 175, 179 et 181 de la charte de la cité de façon à ce que la mise en nomination ait lieu le deuxième mardi d'octobre et l'élection, si nécessaire, le troisième mardi d'octobre de chaque année;

Accorder à la cité de Saint-Hyacinthe, la permission d'emprunter une somme de $130,000.00 sans référendum, mais avec l'autorisation de la Commission municipale et du Ministre des affaires municipales, pour le paiement d'un terrain acquis, par la Cité de Saint Hyacinthe, de Sa Majesté aux droits du Canada, dans les limites de ladite cité;

Abroger l'article 525b de la charte de la cité de Saint Hyacinthe, et pour d'autres fins.

Saint Hyacinthe, ce 24 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,

40987-43-4-o MAURICE ROUSSEAU.

Avis public est par les présentes donné que "Beauharnois Light, Heat and Power Company," ayant son bureau-chef à Montréal, demandera aux Corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi tendant à valider l'acte de vente entre Dame Éliza Quintal, veuve de feu François Xavier Pineault et Pierre Gauthier, concernant le lot numéro 265 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément de Beauharnois, fait et passé devant Me Claver Trudeau, notaire, le 6 mars 1903 et enregistré sous le numéro 34,125 du bureau de la division d'enregistrement de Beauharnois.

Montréal, le 24 octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,

JEAN ARCHAMBAULT, C.R.

370 ouest, rue Craig,

Montréal, P. Qué. 40988-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du Village Ste-Marie, comté de Beauce, s'adressera à la Législature provinciale, lors de la prochaine session aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer dans les limites de ladite municipalité une taxe dite "taxe de vente" en tous points semblable à celle prévue par le chapitre 88 S.R.Q.

Le Procureur de la requérante,

40989-43-4-o LOUIS-ALFRED FERLAND.

---

6. to obtain the creation of working fund;

7. to declare valid, legal and binding the following sales;

8. and for all others purposes;

Nicolet, October 12th, 1955.

ARMAND PROULX,

40985-43-4-o Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that the City of Saint Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

To repeal the article 30 of the City of Saint Hyacinthe and replace it by the article 30 of the law of the Cities and Towns, concerning the division of said city in wards for electoral purposes;

To modify the articles 48 and 173 of its charter, in order that the mayor and the ten aldermen be elected for a term of three years instead of two years;

To modify the articles 175, 179 and 181 of its charter, in order that the mayor or the aldermen be nominated on the second Thursday of October and, the voting by ballot, if it takes place, be held on the third Thursday of October of each year;

To give authorization of the City of Saint Hyacinthe to borrow the amount of $130,000.00 without referendum, but with the approval of the Minister of municipal affairs, for the payment of a piece of land, bought by the said city, from Her Majesty to the rights of Canada, and located inside the city limits;

To repeal the article 525b of the charter of the city of Saint Hyacinthe, and for other purposes.

Saint Hyacinthe, this 24th October, 1955.

MAURICE ROUSSEAU,

40987-43-4-o Attorney for the petitioners.

Public notice is hereby given that "Beauharnois Light, Heat and Power Company," having its head office in Montreal, will petition the Legislative Bodies of the Province of Quebec at their next session, for an Act, purporting to validate a deed of sale between Dame Éliza Quintal, widow of the late François Xavier Pineault and Pierre Gauthier, concerning a lot of land, number 265 of the official plan and book of reference of the parish of St-Clément of Beauharnois, past and done before J. Claver Trudeau, notary, March 6th, 1903, and registered under number 34,125 in the office of the Registration Division of Beauharnois.

Montreal, October 24th, 1955.

JEAN ARCHAMBAULT, Q.C.,

Attorney for the petitioner.

370 Craig Street West,

Montreal, P.Que. 40988-43-4-o

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Ste-Marie, county of Beauce, shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain the power to impose, within the limits of the said municipality, a tax called "Sales Tax", identical in every way to that provided for by chapter 88, R.S.Q.

LOUIS ALFRED FERLAND,

40989-43-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite Cité, aux fins suivantes:

1° Pour que l'élection des membres du conseil se tienne le 2ième lundi de novembre, à compter de 1957, et à cette fin prolonger le terme actuel des membres.

2° Pour porter de 7 à 9 les membres de la Commission Sportive et autoriser la Commission à créer un comité de boxe et de lutte et règlementer les spectacles.

3. Pour fixer à 25 le nombre d'électeurs habiles à voter pour qu'un referendum soit tenu lors d'un règlement d'emprunt (article 593 Loi des Cités et Villes.

4° Pour autoriser la cité à dépenser annuellement pendant 5 ans pour fins de travaux publics et permanents une somme annuelle n'excédant pas $200,000.00 lorsque les travaux sont demandés par 75% des propriétaires intéressés dans ces travaux; le tout avec l'approbation de la Commission Municipale.

5° Pour ratifier et autoriser la pension de retraite de $50.00 par mois à Monsieur Alphonse Goulet, ancien employé de la cité.

6° Pour autoriser la cité à exiger des personnes obtenant une franchise exclusive dans les rues de la cité pour l'exploitation d'un service urbain d'autobus à verser à la cité un montant annuel pour ce privilège.

7° Pour fixer pendant une durée de 15 ans au rôle d'évaluation la valeur des lots 461 et 560 du Canton d'Irlande, la propriété de la compagnie Johnson's Co. Ltd., en autant que la compagnie reste en possession des lots.

8° Pour créer une commission des journées agricoles avec pouvoir de tenir une exposition annuelle, et à cette fin dépenser une somme annuelle n'exédant pas $10,000.00.

9° Pour exempter la cité des dispositions du chapitre 252 des Statuts refondus de Québec 1941 au sujet de la fabrication du pain.

10° Pour modifier l'article 539 de la Loi des Cités et Villes lorsque la cité perçoit les taxes scolaires, quant aux copies du rôle d'évaluation et de perception et quant à la liste électorale de la Commission Scolaire.

11° Pour annexer à la cité de Thetford Mines, la parcelle de terrain comprise dans le territoire de la paroisse de St-Joseph de Coleraine et formant partie de la rue Mooney Sud à Thetford Mines de même que la parcelle de terrain adjacente à ladite rue près de la limite de la cité.

Thetford Mines, 22 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
40990-43-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

Notice is hereby given that the City of Thetford Mines shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending the charter of the said City, for the following purposes:

1. To have the election of members of council held on the second Monday of November, as from 1957, and to this end extend the actual term of office of members.

2. Increase from 7 to 9 the members of the Sports Commission and authorize the Commission to appoint a boxing and wrestling committee and bring the entertainment under regulation.

3. To fix at 25 the number of electors qualified to vote so that a referendum shall be held at the time of the loan by-law (section 593, Cities and Towns Act).

4. To authorize the city to spend annually during a period of 5 years, for public and permanent works, an annual sum not exceeding $200,000.00 when said works are requested by 75% of the proprietors interested in said works; all of which with the approval of the Municipal Commission.

5. To ratify and authorize the retiring pension of $50.00 per month to Mr. Alphonse Goulet, former city employee.

6. To authorize the City to exact from persons obtaining an exclusive franchise in the streets of the City for the operating of a town autobus service to pay an annual amount to the City for said privilege.

7. To fix on the valuation, roll, for a period of 15 years, the value of lots 461 and 560 of the Township of Ireland, the property of Johnson's Co. Ltd., insofar as the Company remains the holder of said lots.

8. To appoint a commission of agricultural days with the power to hold an annual exhibition, and for said purposes expend an annual amount not exceeding $10,000.00

9. To exempt the City from the provisions of chapter 252 of the Revised Statutes of Quebec 1941 respecting the manufacturing of bread.

10. To amend article 539 of the Cities and Towns Act, when the City collects school taxes, as to copies of valuation and collection roll, and as to the electoral list of the School Commission.

11. To annex to the City of Thetford Mines, that parcel of land comprised in the territory of the Parish of St. Joseph de Coleraine and forming part of Mooney Street, South, at Thetford Mines as well as that parcel of land adjacent to the said Street near the City limits.

Thetford Mines, October 22nd, 1955.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
40990-43-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Fédération de l'Industrie de la Construction de la Province de Québec Inc. s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins de l'autoriser à former un comité ayant les pouvoirs nécessaires d'obliger tout entrepreneur en construction, non déjà assujetti à une loi spéciale et non sujet aux exemptions, à détenir une licence pour exercer sa profession dans la province de Québec, dans les villes d'au moins 5000 âmes, le tout en tenant compte des droits acquis.

Québec, le 24 octobre 1955.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
RICHARD RIOUX, Avocat
41009-43-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Public notice is hereby given that La Fédération de l'Industrie de la Construction de la Province de Québec Inc. shall apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for the adoption of an act to amend its charter for the purposes of authorizing it to form a committee having the powers necessary to oblige any building contractor, not already subject to a special act and not subject to exemptions, to be the holder of licence or permit to carry on his profession in the Province of Quebec, in towns of less 5000 souls, the whole subjects to acquired rights.

Quebec, October 24th, 1955.

RICHARD RIOUX, Barrister,
VICTOR TRÉPANIER, Q.C.
41009-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné par les Commissaires d'école de la municipalité de la ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour les fins suivantes:

1° Pour demander l'adoption d'une loi modifiant la loi 14-15 Georges VI chapitre 115 (loi autorisant les Commissaires d'école de la cité de Thetford Mines, à imposer une taxe d'éducation), à l'effet d'étendre le territoire décrit dans ladite loi en y ajoutant le territoire de la municipalité scolaire de la ville de Black Lake, et de pourvoir à partager la taxe d'éducation entre les municipalités scolaires de la cité de Thetford Mines et la ville de Black Lake. Ladite proportion devant être de 90% pour la municipalité scolaire de Thetford Mines, et de 10% pour la municipalité scolaire de la ville de Black Lake.

2° Pour autoriser les Commissaires d'école de la municipalité de la ville de Black Lake à recevoir annuellement une somme n'excédant pas $200.00 à titre d'allocation pour dépenses occasionnées dans l'exercice de leurs fonctions; le président pourra recevoir en outre, pour les mêmes fins, annuellement, une somme additionnelle de $300.00.

Black Lake, 22 octobre 1955.

Le Procureur des requérants,
40991-43-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

Public notice is hereby given by the School Commissioners of the municipality of the twon of Black Lake, in the county of Megantic, that they will apply to the Legislature at its next session for the following purposes:

1. To request the adoption of a law amending Act 14-15 George VI, chapter 115 (Act authorizing the School Commissioners of the city of Thetford Mines to impose an education tax), in order to extend the territory described in said Act by adding thereto, the territory of the School Municipality of the town of Black Lake, to provide for the sharing of the education tax between the school municipalities of the city of Thetford Mines and the town of Black Lake. The said proportion to be 90% for the School Municipality of Thetford Mines, and of 10% for the School Municipality of the town of Black Lake.

2. To authorize the School Commissioners of the municipality of the town of Black Lake to receive annually an amount not exceeding $200.00 as an allowance for expenditures incurred while carrying out their duties; the President shall, moreover, receive for the same purposes, annually, an additional sum of $300.00.

Black Lake, October 22nd, 1955.

LUCIEN DROLET, Q.C.
40991-43-4 Attorney for the petitioner.

CITÉ DE WESTMOUNT

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Westmount demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une Loi pour amender la charte de la cité afin de l'autoriser à acquérir des propriétés immobilières, aux fins d'aménager des artères de circulation adéquates et développer et améliorer les lieux y adjacents.

Montréal, 24 octobre 1955.

Les Procureurs de la requérante,
DUQUET, MacKAY, WELDON
40992-43-4 & TÉTRAULT.

CITY OF WESTMOUNT

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act to amend the charter of the city to authorize it to acquire immoveable properties for the purposes of providing adequate traffic arteries and of developing and improving the areas adjacent thereto.

Montreal, October 24th, 1955.

DUQUET, MacKAY, WELDON
& TÉTRAULT,
40992-43-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est présenterent donné que la Ville Montréal-Nord, dans la circonscription électorale de Laval, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, pour l'adoption d'une loi dégageant la pétitionnaire de l'application de l'article 11 de la loi 12 George V, chapitre 123 et des articles 5, 7, 9a et 12 de la loi 14 George V, chapitre 107; autorisant le Conseil à rembourser les frais de représentation du maire et des échevins; prévoyant l'adoption sans référendum d'un règlement de construction et de zonage; biffant, quant à la pétitionnaire, la dernière phrase du second alinéa du sous-article 33° de l'article 429 de la Loi des cités et villes; pourvoyant à un fonds de roulement; et demandant divers pouvoirs de règlementation d'intérêt municipal.

Montreal, 25 octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.
41007-43-4-o

Public notice is hereby given that the town of Montreal North, in the constituency of Laval, will petition the Legislature of the Province of Quebec, at their next session, for the passing of an act relieving the petitioner from the application of section 11 of the Statute 12 George V, chapter 123 and of sections 5, 7, 9a and 12 of the Statute 14 George V, chapter 107; authorizing the Council to reimburse the travelling expenses of the Mayor and the aldermen; bearing the adoption without referendum of a building and zoning by-law; striking as to petitioner the last sentence of the second paragraph of sub-section 33° of section 429 of the Cities and Towns Act; organizing a working fund; and asking several powers to pass by-law of municipal interest.

Montreal, October 25th, 1955.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
The Attorney of petitioner.
41007-43-4-o

Avis public est donné que Les Ursulines de Québec et Le Monastère des Ursulines de Merici s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adaption d'une loi amendant l'article 541 de la loi 19 George V, chapitre 95 de la section 16 de la loi 13 George VI, chapitre 72.

Le Procureur des Pétitionnaires,
41011-43-4-o GABRIEL-M. PELLETIER.

Public notice is hereby given that, Les Ursulines de Québec et Le Monastère des Ursulines de Merici shall require the Legislature of Quebec, at its next session to adopt a private bill amending the section 541 of the act 19 George V, chapter 95 and section 16 of the act 13 George VI chapter 72.

GABRIEL-M. PELLETIER,
41011-43-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que Dame Reina Sauriol de la ville de Beauport, veuve, non remariée de M. J. Ulysse Ste-Marie en son vivant du même endroit, industriel, Guy Ste-Marie, André Ste-Marie, Noël Ste-Marie, Jacques Ste-Marie et Paul Ste-Marie, tous industriels et résidant à Beauport, Dame Léonne Ste-Marie, aussi de Beauport, épouse séparée de biens d'Armand Leroux et de lui dûment autorisée aux fins ci-après, demoiselle Laurette Ste-Marie et demoiselle Paulette Ste-Marie,ces deux dernières filles majeures et demeurant aussi à Beauport, étant tous héritiers légaux majeures dudit feu J. Ulysse Ste-Marie décédé le 26 février 1955, et Société d'Administration et de Fiducie en sa qualité de tutrice aux biens de Jean-Charles et Gérard Ste-Marie héritiers légaux et enfants mineurs dudit J. Ulysse Ste-Marie, ainsi que Joseph-Édouard Gagnon en sa qualité de subrogé-tuteur aux dits enfants mineurs, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, au Parlement, à Québec, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale visant d'une manière générale à obvier aux inconvénients résultant du fait que ledit J. Ulysse Ste-Marie est décédé intestat, et d'une manière plus particulière à déclarer que les biens de la succession dudit J. Ulysse Ste-Marie devront demeurer dans l'indivision pendant une certaine période, pourvoir à la nomination de personnes, sociétés ou corporations pour tenir lieu d'exécuteurs-testamentaires, déterminer la nature, l'étendue et la durée des pouvoirs a être conférés à ces personnes, pourvoir à la constitution d'un conseil ce famille et déterminer la nature, l'étendue et la durée des pouvoirs dudit conseil de famille, dispenser des formalités légales de l'inventaire, ra'ifier certains actes posés depuis le décès dudit J. Ulysse Ste-Marie par les héritiers majeurs et par le tuteur et le subrogé-tuteur aux héritiers mineurs, déterminer dans quel cas et sujet à quelle formalités les biens de la succession pourront être vendus ou autrement aliénés, pourvoir au remplacement des personnes nommées à titre d'exécuteur le cas échéant, et pour autres fins.

Donné à Québec, le 22 octobre 1955.

Société d'Administration et de Fiducie en sa qualité de mandataire des héritiers majeurs de feu J. Ulysse Ste-Marie et de tutrice aux biens des héritiers mineurs.

Par le Directeur général adjoint,

41008-43-4-o HENRI De CAZES.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Dame Reina Sauriol of the town of Beauport, widow of J. Ulysse Ste-Marie, in his lifetime of the same place, industrialist, Guy Ste-Marie, Arthur Ste-Marie, André Ste-Marie, Noël Ste-Marie, Jacques Ste-Marie and Paul Ste-Marie, all industrialists and residing at Beauport, Dame Léonne Ste-Marie of the same place, wife separate as to property of Armand Leroux and by him duly authorized for the purposes hereinafter set forth, Miss Laurette Ste-Marie and Miss Paulette Ste-Marie, both spinters residing also at Beauport, being all the legal heirs having attained the age of majority of the late J. Ulysse Ste-Marie who died on February 26, 1955, and Administration and Trust Company, in its capacity as tutors to the property of Jean-Charles Ste-Marie and Gérard Ste-Marie, legal heirs and minor children of the said J. Ulysse Ste-Marie, as well as Joseph Edouard Gagnon in his capacity as subrogate-tutor to the said minor children, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, at the Parliament at, Quebec, for the purpose of obtaining the adoption of a Special Act to provide remedies for the disadvantages resulting from the fact that the said J. Ulysse Ste-Marie died intestate, and more particularly to declare that the property forming his estate shall remain undivided during a certain period, to provide for the appointment of persons or corporations in lieu of testamentary executors, to determine the nature, the extent and the duration of the powers to be conferred upon such executors, to provide for a family council and to determine the nature, the extent and the duration of the powers of the said family council, to dispense with the legal formalities of inventory, to ratify certain acts and deeds executed by the major heirs of the said J. Ulysse Ste-Marie since his death as well as by the tutor and subrogate-tutor for the minor children, to determine in what cases under what formalities the property of the estate may be sold or otherwise disposed of, to provide for the replacement of the persons appointed as executors and for other purposes.

Given at Quebec on October 22nd, 1955.

Administration and Trust Company, in its capacity as agent for the major heirs of the late J. Ulysse Ste-Marie and as tutor to the property of his minor heirs.

by: HENRI De CAZES,

41008-43-4-o Associate General Director.

Avic public est par les présentes donné que la Corporation Municipale du Village de St-Gabriel de Brandon, dans le comté de Berthier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire.

Québec, le 25 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

41010-43-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of St-Gabriel de Brandon, in the county of Berthier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it to impose a municipal sales tax within the limits of its territory.

Quebec, October 25th, 1955.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,

41010-43-4-o Attorney for the Petitionner.

Avis est par les présentes donné que les pétitionnaires John Wickenden, J. H. René de Cotret, Frank Spénard, Maurice Langlois et François Nobert, tous de Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir une loi constituant une corporation, sans capital actions, sous le nom de "Corporation du Pont

Notice is hereby given that petitioners John Wickenden, J. H. René de Cotret, Frank Spénard, Maurice Langlois and François Nobert, all of Trois Rivières, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain a law constituting a corporation, without share capital, under the name of "Corporation du Pont de Trois-Rivières", with the

de Trois-Rivières", pour construire et opérer un pont à péage sur le Fleuve St-Laurent, dans la région de Trois-Rivières, avec tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, y compris le droit d'expropriation, le droit exclusif pour traverse de véhicules-automobiles dans un rayon de vingt-cinq milles, sous réserve cependant des droits de la Corporation de la Cité de Trois-Rivières, et le bénéfice d'une exemption de taxes.

Ces péages devront pourvoir au paiement des dépenses d'opération, des intérêts et du remboursement du capital emprunté; le tarif devant être soumis à l'approbation de la Régie Provinciale des Transports.

Ce pont deviendra la propriété absolue du Gouvernement de la Province de Québec dès que la dette de la Corporation sera complètement éteinte, ce qui mettra en même temps fin à l'existence légale de la Corporation.

La hauteur libre du niveau du chenail au-dessous de l'arche principale sera de 162 pieds sur une largeur de 810 pieds, et le tablier ne sera pas mobile. Les plans et devis dudit pont devront être soumis à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Le Procureur des pétitionnaires,
41012-43-4-o FRANÇOIS NOBERT.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques de la cité de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi 53 Victoria chapitre 79 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Afin que chaque Bureau des Commissaires des Écoles, portestant et catholique, fixe individuellement le taux de la taxe scolaire ordinaire à un maximum de 15 millins;

2° Afin d'étendre le délai du 1er août au 1er septembre de l'avis à donner par les Bureaux des Commissaires à la cité de Magog du taux de la taxe;

3° Afin de déterminer que le Conseil de la cité de Magog devra fixer par règlement avant le 31 décembre, la taxe scolaire à prélever;

4° Afin que le copie du rôle d'évaluation remis au Bureau des Commissaires par le secrétaire-trésorier de la ville, dans les 30 jours de son homologation, serve pour toutes fins scolaires;

5° Afin de spécifier ce que ce rôle doit indiquer;

6° Afin qu'un copie de ce rôle soit affichée et qu'avis public en soit donné;

7° Afin que le taux de la taxe de la colonne N° 3 dans ce rôle (taxe des neutres) soit fixé à 15 millins à moins d'entente entre les deux Bureaux de Commissaires;

8° Afin que les Bureaux des Commissaires puissent se servir du recensement officiel de la cité pour fins scolaires;

9° Afin que des frais de représentation et de voyage soient payés aux membres du Bureau des Commissaires des Écoles Catholiques au montant de $700.00 pour le président et $500.00 pour les autres membres.

Et pour autres fins;

Magog, ce 6 octobre, 1955.

Le Procureur du Bureau des
Commissaires des Écoles Catholiques
de la cité de Magog.
41013-43-4-o YVES FOREST.

object of building and operating a toll-bridge over St. Lawrence, in the region of Trois-Rivières, with all the required powers for said purpose, including the right of expropriation, the exclusive right to cross motor-vehicles within a radius of twenty-five miles, subject however, to the rights of the Corporation of the City of Trois-Rivières, and the advantage of being exempted from taxation.

Said toll shall provide for the payment of operating expenditures, interest and the reimbursement of the capital borrowed; the tariff shall be submitted to the Provincial Transporation Board for approval.

The said bridge shall become the absolute property of the Government of the Province of Quebec as soon as the debt of the Corporation is completely extinguished, which will, at the same time, terminate the legal existence of the Corporation.

The headroom of the channel-level underneath the principal arch shall be of 162 feet and 810 feet wide, and the roadway shall not be mobile. The Plans and specifications of said bridge shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

FRANÇOIS NOBERT,
41012-43-4 Attorney for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Board of Catholic School Commissioners of the city of Magog will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act amending its charter, 53 Victoria chapter 79 and the different statutes amending same, on the following matters:

1. So that each Board of School Commissioners, Protestant and Catholics, shall individually fix the rate of the ordinary school tax to a maximum of 15 mills;

2. To extend the delay from August 1st to September 1st, the notice to be given by the Board of School Commissioners, to the city of Magog for the rate of tax;

3. To determine that the Council of the city of Magog shall fix, by by-law, before December 31st, the tax to be imposed;

4. That the copy of the valuation roll remitted to the Board of School Commissioners by the Secretary-Treasurer of the town, within 30 days of its homologation, serve for all school purposes;

5. To specify what this roll may contain;

6. That a copy of this roll be posted and public notice be given;

7. That the rate of tax in column No. 3 in this roll (neutral tax) be fixed to 15 mills unless a joint understanding between both Boards of School Commissioners decide otherwise;

8. That both Boards of School Commissioners may use the official city census for school purposes;

9. That travelling and representation expenses be paid to members of the Board of the Catholic School Commissioners to the amount of $700.00 for the President and $500.00 for other members.

And for other purposes;

Magog, this 6th day of October, 1955.

YVES FOREST,
Attorney for the Board of
Catholic School Commissioners
41013-43-4 for the city of Magog.

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi destinée à modifier les dispositions relatives à la nomination de ses membres et pour autres fins.

Verdun, 26 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41023-43-4-o PAUL ROY.

Public notice is hereby given that the Verdun Catholic School Board Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a law dealing with the appointment and nomination of its members, and for other purposes.

Verdun, October 26th 1955.

PAUL ROY,
41023-43-4-o Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de St-Laurent s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Déclarer non avenues et éteintes les clauses de rétrocession contenues dans les actes par lesquels la commission scolaire et ses auteurs ont acquis les lots P-501, P-201, lot 202 et P-203 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent.

2° Annexer le territoire qui composait autrefois la commission scolaire Côte Saint-François.

3° Modifier la Loi de l'Instruction publique en ce qui a trait au changement d'écoles ou de classes d'instituteurs ou d'institutrices sans affecter leur salaire, au recensement scolaire et à la convocation des commissaires d'écoles (articles 233, 285 et 302).

4° Rectifier les bornes des limites de la municipalité.

5° Prévoir la perception des taxes scolaires dans les territoires annexés.

St-Laurent, 26 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41024-43-4-o MAURICE SAUVÉ.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of St. Laurent shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act for the following purposes:

1. Declare obsolete and extinct the retrocession clauses contained in the deeds by which the school commission and it authors have acquired lots P-501, P-201, lot 202 and P-203 of the cadastre of the parish of St. Laurent.

2. Annex the territory which formerly composed the school commission of the Côte St. François.

3. Amend the Education Act respecting the changing the schools or classes of teachers without affecting their remuneration; the school census and the calling up the school commissioners. (Art: 233, 285 and 302).

4. To rectify the boundaries of the limits of the municipality.

5. Provide for the collection of school taxes in the annexed territories.

St. Laurent, October 26th, 1955.

MAURICE SAUVÉ,
41024-43-4-o Attorney for the applicant.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité d'Arvida s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, (16 Geo. V, chap. 78, telle que modifiée par 12 Geo. VI, chap. 62, 14 Geo. VI, chap. 99 et 15-16 Geo. VI, chap. 85) afin de rétribuer plus équitablement le maire pour ses frais de représentation et établir une pension à ce dernier après vingt-cinq années de service ainsi que pour obtenir certains pouvoirs contingents et nécessaires.

Les Procureurs de la requérante,
T. McNICOLL et P. MIQUELON.
41025-43-4-o

Public notice is hereby given, that the city of Arvida will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the passing of an Act amending its charter (16 Geo. V, chap. 78, as amended by 12 Geo. VI, chap. 62, 14 Geo. VI, chap. 99 and 15-16 Geo. VI, chap. 85), in order to remunerate with justice the mayor by increasing his entertainment expenses and by the payment of a pension to the latter after twenty five years of public service and also for obtaining additional, contingent and necessary powers.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,
Attorneys for the petitioner.
41025-43-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Jonquière s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, afin de lui octroyer une Charte de Cité et certains pouvoirs additionnels à ceux dont elle est généralement nantie sous l'empire de la loi des cités et villes.

Les Procureurs de la requérante,
T. McNICOLL et P. MIQUELON.
41026-43-4-o

Public notice is hereby given, that the town of Jonquière will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act granting it a charter of city and other additional powers to those it already enjoys generally under the provisions of the Cities and Towns Act.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,
41026-43-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que Messieurs Roger Lasnier, F. C. Dillon, F. G. Lapierre, L. Laverdierre, J. Martineau, de la cité de Montréal; Gérard Pelletier, J. Aubin, H. Rhéaume, F. Bignell, N. Laperrierre, G. Létourneau, F. Thibeault, de la cité de Québec; Marc Boucher, J. Power, de la cité des Trois-Rivières; Lucien Gagnon, R. Saintonge, de la cité de Shawinigan Falls; H. Lavallée, Savary, de la cité de Sherbrooke; C. T. Johnson, J. Hébert, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield; J. Malo, de la cité de

Notice is hereby given that Messrs. Roger Lasnier, F. C. Dillon, F. G. Papierre, L. Laverdierre, J. Martineau, of the city of Montreal; Gérard Pelletier, J. Aubin, H. Rhéaume, F. Bignell, N. Laperrierre, G. Létourneau, F. Thibeault, of the city of Quebec; Marc Boucher, J. Power, of the city of Three Rivers; Lucien Gagnon, R. Saintonge, of the city of Shawinigan Falls; H. Lavallée Savary, of the city of Sherbrooke; C. T. Johnson, J. Hébert, of the city of Salaberry de Valleyfield; J. Malo, of the city of Drummondville; J.

Drummondville; J. Steward, de la ville de Kénogami; R. Tremblay, de la ville de Dolbeau, A. Joyce, de la cité d'Arvida; Lionel Séguin, de la ville de Gatineau; E. P. Vinet, de la cité de Hull, tous mécaniciens de machines fixes, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session, pour lui demander de les constituer en corporation sous le nom français de "Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermiques de la Province de Québec", et sous le nom anglais de "Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation", avec tous les pouvoirs de faire, abroger et modifier les règlements concernant l'administration de la corporation, la réalisation de ses objets, la conduite et la gestion de ses affaires, les conditions d'exercice du métier, la discipline de ses membres, et autres pouvoirs du même genre.

Québec, le 26 octobre 1955.

L'Un des pétitionnaires,

41027-43-4-o H. RHÉAUME.

Steward, of the city of Kénogami; R. Tremblay, of the city of Dolbeau; A. Joyce of the city of Arvida; Lionel Seguin, of the city of Gatineau; E. P. Vinet, of the city of Hull, all stationery enginemen, will make application to the Legislature of Quebec at its next session, to incorporate them under the english name of "Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation", and under the french name of "Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermiques de la Province de Québec", with all powers necessary to attain its end, and the power to make, repeal and modify by-laws concerning the administration of the corporation, the carrying out of its purpose, the direction and management of its affairs, the carrying on of the trade and its conditions, the discipline of its members, and other similar powers.

Quebec, October 26th, 1955.

H. RHÉAUME,

41027-43-4-o One of the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour autoriser l'emploi d'une balance de vingt-deux mille cent quarante-neuf dollars et vingt-sept cents ($22,149.27) appropriés par le règlement 174 à la construction d'un abri au parc Pie XII, à la construction d'un abri et autres améliorations au terrain de jeux de la paroisse Ste-Marguerite, pour augmenter le montant alloué en rémunération et en frais de représentation, au maire et aux échevins, pour autoriser le paiement de pensions de retraite à certains employés.

Trois-Rivières, 26 octobre 1955.

Le Procureur de la cité des Trois-Rivières,

LÉOPOLD PINSONNAULT.

41028-43-4-o

Public notice is hereby given that the Corporation of the city of Trois Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to authorize the making use of a balance of twenty-two thousand one hundred and forty-nine dollars and twenty-seven cents ($22,149.27) appropriated by by-law 174 to the the building of a shelter in Park Pie XII, the building of a shelter, and other improvements at the playgrounds of the Parish of St. Marguerite, to increase the amount granted to the mayor and aldermen for services rendered and entertainment expenditures, and authorize the payment of a retiring pension to certain employees.

Trois Rivières, October 26th, 1955.

LÉOPOLD PINSONNAULT,

Attorney for the City of Trois-Rivières.

41028-43-4

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Bedford s'adressera à l'Assemblée législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi dont l'objet sera d'amender la charte de la Ville de Bedford, pour lui accorder, entre autres, les pouvoirs additionnels suivants nécessaires à la bonne administration de ses affaires: porter de cent cinquante mille dollars à deux cent cinquante mille dollars ses pouvoirs d'acquisition et d'emprunt relatifs à des immeubles pour fins municipales ou industrielles; exécuter des travaux permanents de trottoirs, d'égouts, de pavages et d'aqueduc sur requête des deux tiers des intéressés, cotiser ces derniers pour le défraiement du coût, emprunter à ce sujet par règlement, sans l'approbation des électeurs-propriétaires, au moyen d'une émission d'obligations, sur certificat attesté sous serment d'office d'un ingénieur quant au coût et à l'exécution des travaux, constituer un fonds d'amortissement des cotisations reçues, emprunter à la banque durant l'exécution des travaux et rembourser la banque avec le produit des obligations vendues, le tout avec l'approbation du Ministre des affaires municipales et/ou de la Commission municipale de Québec; constituer par un emprunt initial un fonds de roulement de dix mille dollars, sur lequel le conseil pourra emprunter par résolution, pour une période d'un an, s'il s'agit de dépenses ordinaires, et de cinq ans, s'il s'agit de travaux publics ou d'achats spéciaux, par règlement devant être soumis aux approbations ordinaires, sauf celle des propriétaires-électeurs; acquérir par voie d'expropriation, au besoin, les

Public notice is hereby given that the Town of Bedford shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act the object whereof will be to amend the Charter of the Town of Bedford, in order to grant the Town, amongst others, the following additional powers necessary to its proper administration; to increase from one hundred and fifty thousand dollars to two hundred and fifty thousand dollars its power of acquiring and borrowing money relating to immovable properties for municipal and industrial purposes; to do permanent works like sidewlaks, sewers, paving and water works at the petition of two thirds of the interested ones, to levy on those interested ones the necessary special taxes for the payment of the said works, to borrow money by by-law without the approval of the electors proprietors, by means of debentures, upon the sworn statement of an engineer as to the cost and to the execution of the works, to establish a sinking fund with the special taxes received, to borrow from a bank during the execution of the works and repay the bank with the proceeds of the debentures sold, the whole with the approval of the Minister of Municipal Affairs and/or the Municipal Commission of Quebec; to constitute by means of a ten thousand dollar initial loan a working fund, on which the Council shall borrow money by resolution, for a period of one year, if ordinary expenses have been made, and for five years, if it relates to public works or special purchases, the by-law creating the working fund being subject to all ordinary approvals, except the approval of the

terrains nécessaires aux fins municipales et industrielles ci-haut mentionnées; déclarer valides certains actes et transactions du conseil en matière immobilière; accorder à la Ville et au conseil tous autres pouvoirs ou prérogatives jugés de son intérêt et nécessaires à la bonne administration de la Ville de Bedford.

Donné à Farnham, district de Bedford, ce 25 octobre 1955.

Procureur de la pétitionnaire,
La Ville de Bedford.
MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.

41042-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Tunnel Champlain Inc.", corporation légalement constituée par lettres patentes émises sous le sceau de la province de Québec, et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes de:

1° Confirmer et ratifier la charte de la Compagnie et les franchises qu'elle détient de la cité de Québec et de la corporation municipale de St-David de L'Auberivière, pour la construction et le maintien d'un tunnel sous le fleuve St-Laurent entre ces deux municipalités pour la circulation des véhicules-moteurs;

2° Et autoriser la Compagnie à:

augmenter le capital-actions de la Compagnie, de cinq mille actions sans valeur au pair à un million d'actions d'une valeur au pair de $5.00;

construire, maintenir et opérer un tunnel pour la circulation des véhicules-automobiles sous le fleuve St-Laurent, entre la cité de Québec et la municipalité de St-David de L'Auberivière, et à cette fin, acquérir tous les terrains nécessaires par vente de gré à gré ou par expropriations: le tout sous certaines conditions;

emprunter au Canada ou ailleurs, une somme n'excédant pas $50,000,000.00, et à cette fin, hypothéquer, gager les immeubles et même les biens meubles de la Compagnie;

3° Fixer, d'après la catégorie des véhicules employés, l'échelle des taux maxima pouvant être exigés des usagers par la Compagnie;

4° Exempter de toutes taxes générales ou spéciales pour fins municipales et scolaires, pendant la durée de la franchise, le tunnel lui-même et ses facilités d'approche.

Et autres fins.

Québec, le 26ième jour d'octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire.
ALBERT DUMONTIER.

41041-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Régina Lussier, de Varennes, veuve de feu Gaspard Bousquet, en sa qualité de seule grevée, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre les immeubles substitués des successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue, pourvoir au paiement et au placement du prix de vente et pour toutes autres fins.

Varennes, le 26 octobre, 1955.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
JEAN BRUNEAU.

41043-43-4-o

---

electors proprietors; to acquire by expropriation, if necessary, the required lands or lots for municipal or industrial purposes herein mentioned; to declare valid certain deeds and conventions made by the Council relating to immovable properties; to grant the Town and the Council all other powers of interest to them and necessary to the good and proper administration of the Town of Bedford.

Given at Farnham, district of Bedford, this 25th day of October 1955.

MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.,
Attorney for the petitioner.
The Town of Bedford.

41042-43-4-o

Public notice is hereby given that "Tunnel Champlain Inc.", corporation legally constituted by letters patent issued under the seal of the Province of Quebec, and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for permission to adopt an Act for the following purposes:

1. To confirm and ratify the charter of the Company and the franchises which its hold from the city of Quebec and the municipal corporation of St. David of L'Auberivière, for the building and maintenance if a tunnel under the St. Lawrence River between these two municipalities for motor-vehicle traffic;

2. And to authorize the Company to:

increase the capital stock of the Company from five thousand shares of no par value to a million shares of a par value of $5.00;

to build, maintain and operate a tunnel for motor-vehicle traffic under the St. Lawrence River, between the city of Quebec and the municipality of St. David of L'Auberivière, and for this purpose, acquire all the necessary land by sale of mutual agreement or by expropriation: the whole under certain conditions;

to borrow in Canada or elsewhere an amount not exceeding $50,000,000.00 and for this purpose, to mortgage, hypothec the immoveables and even moveable property of the Company;

3. To fix, according to the category of vehicles employed, a maximum scale of rates as may be required by the Company of those who use the tunnel road;

4. To exempt from all taxes, general or special, for municipal and school purposes, for the duration of the franchise, the tunnel itself and its means of approach.

And other purposes.

Quebec, the 26th day of October, 1955.

ALBERT DUMONTIER,
Advocate for the petitioner.

41041-43-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dame Regina Lussier, of Varennes, widow of the late Gaspard Bousquet, in her quality as sole Institute, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to obtain authorization to sell the substituted immoveables of the Estates of Felix Lussier and Angelique Deschamps, and of Albert Lussier and Marie-Louise Massue, provide to the payment and the investment of the sale price, and for all other purposes.

Varennes, October 26th, 1955.

JEAN BRUNEAU,
Attorney for the Petitioner.

41043-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Aldéa Thibault, veuve de Paul-Émile Bourret, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant les fiduciaires de la succession de feu Paul-Émile Bourret à augmenter le montant de la pension payable à la pétitionnaire.

Montréal, ce 26 octobre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire.
BADEAUX FILION & BADEAUX.

41047-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que MM. Samuel Berenbaum, Lyon W. Jacobs, c.r., Hirsh Rubenstein, Allan Ikeman, Frank Ackermann, Oscar Rubinstein et autres, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour la passation d'une Loi incorporant les requérants et toutes autres personnes qui pourraient devenir membres, en corporation sous le nom de "Jewish Convalescent Centre", avec les droits et pouvoirs d'établir et opérer une ou des maisons de convalescence pour y recevoir et traiter les convalescents sans distinction de race ou de croyance, d'établir et organiser un dispensaire, de solliciter et recevoir des fonds, acquérir des meubles et immeubles, les administrer et les vendre, les hypothéquer, les aliéner ou en disposer, et exercer les pouvoirs ordinairement exercés par les corporations semblables, et pour toutes autres fins.

L'avocat des pétitionnaires.
41048-43-4-o FRANCIS FAUTEUX, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Aldéa Thibault, widow of the late Paul-Émile Bourret, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec to obtain the passing of an act authorizing the Turstees of the Estate of the late Paul-Émile Bourret to increase the amount of the pension payable to the Petitioner.

Montreal, October the 26th, 1955.

BADEAUX FILION & BADEAUX,
Attorneys for the petitioner.

41047-43-4-o

Public notice is hereby given that Messrs Samuel Berenbaum, Lyon W. Jacobs, Q.C., Hirsh Rubenstein, Allan Ikeman, Frank Ackermann, and Oscar Rubinstein, and others, all of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sitting, for the passing on an Act incorporating them and such others as may heraefter become members, into a corporation under the name of "Jewish Convalescent Centre" with the right and power to establish and operate a convalescent home or homes for the reception and treatment of convalescents without distinction as to race or creed, to establish and conduct a dispensary, to solicit and receive funds, to acquire real and personal property, administer same and sell, hypothecate, alienate and dispose of same, exercise the powers ordinarily exercised by such corporations, and for other purposes.

FRANCIS FAUTEUX, Q.C.,
41048-43-4-o Attorney for petitioners.

Département de l'Instruction Publique

N° 480-55.

Québec, le 12 octobre 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lac-au-Saumon paroisse, dans le comté de Matapédia, les lots 39 à 67 inclusivement du cadastre officiel du rang I du canton Lepage, pour les annexer à la municipalité scolaire de Lac-au-Saumon village, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40904-42-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1175-54.

Québec, le 13 octobre 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Templeton, dans le comté de Papineau, le lot 15 du rang I du cadastre officiel du canton de Templeton, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de St-Jean-Vianney.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40905-42-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1044-55.

Québec, le 20 octobre, 1955.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 octobre 1955, de modifier l'item 29 de l'arrêté ministériel N° 1094, en date du 3 novembre 1954, concernant l'annexion de la municipalité scolaire de Stukely, dans le comté de Shefford, à celle d'Eastman, dans le comté de Brôme, de manière à inclure, dans la

Department of Education

No. 480-55.

Quebec, October 12th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of Lac-au-Saumon, parish, in the county of Matapédia, lots 39 to 67 inclusively on the official cadastre of range I of township Lepage, to annex them to the school municipality of Lac-au-Saumon Village, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
40904-42-2 Superintendent of Education.

No. 1175-54.

Quebec, October 13th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of the village of Templeton, in the county of Papineau, lot 15 of range I of the official cadastre of the township of Templeton, to annex it, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of St-Jean-Vianney.

O. J. DÉSAULNIERS,
40905-42-2 Superintendent of Education.

No. 1044-55

Quebec, October 20th, 1955.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated October 13th, 1955, has been pleased to modify item 29 of the Order in Council No. 1094 dated November 3, 1954, concerning the annexation of the school municipality of Stukely, in the county of Shefford, to that of Eastman, in the county of

description technique du territoire de cette première municipalité, les lots 215, 216, 217 du rang II, 275 et 276 du rang III et 341, 342, 343, 344 du rang IV.

Cet arrêté ministériel prend effet immédiatement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40969-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 858-55.

Québec, le 20 octobre, 1955.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 octobre 1955 de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Maxime et St-Josaphat-de-Longueuil, dans le comté de Chambly, en celui de "La municipalité scolaire catholique de Ville de LeMoyne, dans le comté de Chambly.

Cet arrêté ministériel prendra effet 15 jours après la publication de cet avis dans le *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40969-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 506-55.

Québec, le 20 octobre, 1955.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 octobre 1955, d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, le territoire des municipalités scolaires d'Egan et d'Egan-Ouest, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1956.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40969-o O. J. DÉSAULNIERS.

Québec, le 19 octobre 1955.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 octobre 1955, de changer le nom de la municipalité scolaire de Filiatrault, dans le comté de Richelieu, en celui de "La municipalité scolaire de St-Joseph-de-Sorel et Tracy, dans le comté de Richelieu."

Cet arrêté ministériel prendra effet 15 jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40969-o O. J. DÉSAULNIERS.

Brôme, so as to include in the technical description of the territory of this first municipality, lots 215, 216, 217 of range II, 275 and 276 of range III and 341, 342, 343, 344 of range IV.

This Order in Council will become effective immediately.

O. J. DÉSAULNIERS,
40969 Superintendent of Education.

No. 858-55

Quebec, October 20th, 1955.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated October 13th, 1955, has been pleased to change the name of the school municipality of St-Maxime and St-Josaphat-of-Longueuil, in the county of Chambly, into that of "The Catholic School Municipality of the Town of LeMoyne, in the County of Chambly.

This Order in Council will become effective 15 days after the publication of this notice in the *Quebec official Gazette*.

O. J. DÉSAULNIERS,
40969 Superintendent of Education.

N° 506-55.

Quebec, October 20th, 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated October 13, 1955, to annex, for Catholic ratepayers only, to the School Municipality of Maniwaki, in the County of Gatineau, the territory of the School Municipalities of Egan and Egan-West, in the same county.

This Order in Council shall take effect on July 1st., 1956.

O. J. DÉSAULNIERS,
40969 Superintendent of Education.

Quebec, October 19th, 1955.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated October 13th 1955, has been pleased to change the name of the school municipality of Filiatrault, in the county of Richelieu, into that of "The School Municipality of St-Joseph-of-Sorel and Tracy, in the county of Richelieu."

This Order in Council will take effect fifteen days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DÉSAULNIERS,
40969 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi (cité de Chicoutimi) division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 69-33 à 69-76 du Rang I S.-O. C.S., sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
40998-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Chicoutimi (cité de Chicoutimi) division d'enregistrement de Chicoutimi.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Chicoutimi (city of Chicoutimi) registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 69-33 to 69-76 Range I S.-W. C.S., are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 17th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
40998-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the town of Chicoutimi (city of Chicoutimi) registration division of Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que lots 1177-23 à 1177-66 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40998-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye (cité de Ste-Foy) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 311-23, 311-24, 311-25 et 311-26 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40998-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch-Nord (cité de Québec) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 581-5-128 à 581-5-145 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40998-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose (ville de Ste-Rose) division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 48-3 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

40998-o

Notice is hereby given that lots 1177-23 to 1177-66 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 17th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

40998-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Foye (city of Ste-Foy) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 311-23, 311-24, 311-25 and 311-26 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October 17th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

40998-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Roch-Nord (city of Quebec) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 581-5-128 to 581-5-145 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 20th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

40998-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Rose (town of Ste-Rose) registration division of Laval.

Notice is hereby given that lot 48-3 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 17th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

40998-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1721, du 16 décembre 1948, a été autorisé, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1120 du 19 octobre 1955, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1955 au 31 octobre 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 1721 of December 16th, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1120 of October 19th, 1955, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from November 1st, 1955, to October 31st, 1956; such levy is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $40.30 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité ,le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le vingt (20) du mois, suivant la date de l'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel, ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables prévu par le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er novembre 1955 et le 31 octobre 1956.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL DE RIMOUSKI

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1955 et le 31 octobre 1956.

—

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,250.00
Salariés	3,250.00
Artisans	900.00
	$7,400.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	$1,200.00

a) The professional employers governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. $40.30 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of colle tion*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report and sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees, by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without previous notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay to give the necessary information, five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, september 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski for the period between November 1st, 1955 and, October 31st, 1956.

WHOLESALE AND RETAIL TRADE JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 1st, 1955 and October 31st, 1956.

—

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$3,250.00
Employees	3,250.00
Artisans	900.00
	$7,400.00

Disbursements:

Wages:	
Secretary	$1,200.00

Trésorier-inspecteur	2,700.00	Inspector-treasurer	2,700.00
Dépenses de l'inspecteur	300.00	Inspector's expenses	300.00
Loyer	555.00	Office rent	555.00
Frais légaux	300.00	Legal fees	300.00
Papeterie, impression, téléphone, télégraphe, timbres, etc.	400.00	Stationery, printing, telephone, telegrams, postage, etc.	400.00
Vérification	175.00	Auditing	175.00
Assurance-cautionnement	5.00	Fidelity Bond	5.00
Assurance-feu	6.50	Fire insurance	6.50
Jetons de présence	720.00	Members' attendance fees	720.00
Frais de représentation	500.00	Official entertainment	500.00
Publicité	200.00	Publicity	200.00
Dépenses diverses et imprévues	338.50	Various and unforeseen expenses	338.50
	$7,400.00		$7,400.00

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 octobre 1955. 40965-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 29, 1955. 40965-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
L'Association des Marchands détaillants du Canada-Québec, Inc., succursale de Magog;

Et, D'AUTRE PART:
L'Association Canadienne des employés du Commerce de Magog, Inc., Local no 2;
pour les employeurs et les salariés des métiers et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Aux fins du décret, les mots suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Employeur: le mot "employeur" signifie toute personne, association ou corporation qui, subordonnément aux paragraphes "*f*" et "*g*" de l'article I de la Loi de la convention collective, tient ou opère un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces assujettis au décret, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

b) Employé: le mot "employé" signifie toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui, subordonnément au paragraphe "*j*" de l'article I de la Loi de la convention collective, travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "*a*" du présent article.

c) Employé régulier: les mots "employés réguliers" signifient tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) Employé supplémentaire: les mots "employés supplémentaires" signifient tout employé qui est embauché en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente, durant la semaine normale de travail.

e) Messager (Commissionnaire): le mot "messager" signifie tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messager ou commissionnaire, et fait la livraison, soit à pied, soit avec une bicyclette.

f) Caissier ou caissière: le mot "caissier" ou "caissière" signifie tout employé qui perçoit

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chopter 163 and amendments), that the contracting psrties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The Retail Merchants Association of Canada-Quebec, Inc., Magog Branch,

AND, ON THE OTHER PART:
"L'Association canadienne des Employés du Commerce de Magog, inc." Local No. 2,
for the employers and employees of the trades and occupations concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purposes of the decree, the following terms have the meaning hereinafter given to them:

a) Employer: The word "employer" means any person, association or corporation who, subordinately to subsection "*f*" and "*g*" of section I of the Collective Agreement Act, keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns in which any of the trades governed by the decree is carried on as retail business or as a wholesale and retail business, whether such trade constitutes the main trade or an accessory to any other trade or occupation.

b) Employee: The word "employee" means any wage-earning person of either sex, who subordinately to subsection "*j*" of section I of the Collective Agreement Act, works for an employer as defined in subsection "*a*" of the present section.

c) Regular employee: The words "regular employee" mean any employee who works the regular working week of the establishment in which he is employed.

d) Extra employee: The words "extra employee" mean any employee who is hired in addition to the regular staff, intermittently, in the course of the normal working week.

e) Messenger (Errand boy): The word "messenger" means any employee who performs work usually known as that of messenger or errand boy and delivers goods either on foot or with a bicycle.

f) Cashier: The word "cashier" means any male or female employee who collects the money

l'argent venant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par le caissier ou la caissière.

g) Commis: le mot "commis" signifie tout employé préposé à la vente, à la perception, à la réception, à l'expédition, à l'étalage, au déballage ou à l'emballage, à l'étiquettage, à l'entreposage des marchandises, et au débitage et à la préparation et à la vente des viandes.

h) Employé de bureau: les mots "employés de bureau" désignent tout employé qui, faisant le travail clérical de bureau, la correspondance, la tenue des livres, etc., n'est pas autrement désigné dans le décret.

i) Livreur: le mot "livreur" désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur, à ses moments libres, doit travailler à tout ouvrage requis par son employeur dans l'établissement.

j) Aide-livreur: les mots "aide-livreur" désignent tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises. L'aide-livreur à ses moments livres, doit aider dans l'établissement.

k) Apprenti: le mot "apprenti" désigne toute personne qui n'a aucune expérience comme employé de magasin de commerce de détail.

II. *Juridiction: a) Commerciale:* Seront assujettis au décret, tous les établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant la durée dudit décret et faisant le commerce de détail (c'est-à-dire vendant directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre) ou le commerce de gros et de détail, soit qu'ils aient un établissement commercial ou qu'ils n'aient qu'un ou des agents ou bureaux dans la limite territoriale du présent article.

Toutefois, le décret ne s'applique pas aux pharmacies, magasins de journaux, optométristes, fleuristes et à tout autre commerce déjà régi par un autre décret.

b) Territoriale: Le décret s'appliquera à la ville de Magog et à tout le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

III. *Durée du travail:* Les heures du commencement et de la fin du travail sont les suivantes:

a) Épicerie et/ou boucherie:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi de 8.00 heures a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi de 8.00 heures a.m. à 12.30 heures p.m. (midi trente).

Le vendredi de 8.00 heures a.m. à 10.00 heures p.m.

b) Vêtement et nouveautés: Les lundi, mardi, jeudi et samedi, de 8.30 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

Le mercredi de 8.30 heures a.m. à 12.00 p.m. (midi).

Le vendredi de 8.30 heures a.m. à 10.00 heures p.m.

c) Quincaillerie, meubles, appareils électriques:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi de 8.00 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

Le mercredi de 8.00 heures a.m. à 12.00 heures p.m. (midi).

Le vendredi de 8.00 heures a.m. à 10.00 heures p.m.

Note: Le personnel féminin commencera le travail à 8.30 heures a.m. et le terminera aux mêmes heures que le personnel masculin.

d) Lorsque dans la semaine il y a une fête chômée le mercredi est jour de travail toute la

from the sales and performs any other work usually done by a cashier.

g) Clerk: The word "clerk" means any employee doing the collection, the receiving, labelling, displaying, storing, sale, packing and unpacking and shipping of goods, including the cutting, preparation and sale of meat.

h) Office employee: The words "office employee" mean any employee who does office clerk work, correspondence, bookkeeping, etc. and is not otherwise designated in the decree.

i) Delivery man: The words "delivery-man" mean any employee who, with a horse-drawn or motor vehicle entrusted to his care, does the delivery and transport of goods to any place designated by the employer. The delivery man, in his spare moments, shall work at the general maintenance of the establishment.

j) Delivery man's helper: The words "delivery man's helper" mean any employee who helps the delivery man in the delivery and transport of goods The delivery man's helper, in his spare moments, shall help in the general maintenance of the establishment.

k) Apprentice: The word "apprentice" means any person who has no experience as retail store employee.

II. *Jurisdiction: a) Commercial jurisdiction:* Shall be subject to the decree, all commercial establishments or private concerns, actually existing or that might come to exist in the course of the duration of the decree, engaged in the retail trade (i.e. selling directly to the consumer or to those not buying for the purpose of selling) or in the wholesale and retail trade, whether they have a commercial establishment or one or several agents or offices within the territorial limits of the present section.

However, the decree shall not apply to drug-stores, news-stands, optometrists, florists nor to any other trade already regulated by another decree.

b) Territorial jurisdiction: The decree will apply to the town of Magog and to the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

III. *Duration of work:* The starting and finishing times shall be as follows:

a) Groceries and/or butcher shops:

Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.30 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b) Clothing and novelties:

Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 8.30 a.m. to 12.00 (noon)

Friday: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

c) Hardware, furniture, electrical appliance:

Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon)

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Note: Female employees shall start at 8.30 a.m. and finish at the same time as male employees.

d) When a holiday falls in a week, Wednesday is worked all day from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

journée soit de 8.00 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

e) Tout travail exécuté après les heures régulières, sauf les vingt minutes nécessitées pour le service de la clientèle et la mise en ordre du magasin, sera considéré temps supplémentaire et rémunéré à taux et demi.

f) Le patron devra allouer une heure à chaque jour pour le dîner et, le vendredi, il devra allouer une heure pour le dîner et une heure pour le souper.

g) Dans le cas d'urgence où les employés doivent travailler pendant leur période régulière des repas, le patron devra leur allouer ce même temps aussitôt que possible, dès que l'urgence a cessé et, à tout évènement, pas plus tard qu'une heure après la période régulière des repas.

h) Durant le temps des fêtes de Noël et du jour de l'An, la période du travail le soir sera:

1° Pour les épiciers et/ou boucheries: les 21-22-23-29 et 30 décembre,

2° Pour tous les autres commerces assujettis: du 15 au 30 décembre inclusivement.

IV. *Taux des salaires minima:*

a) *Épicerie et/ou boucherie:*

Classification:	*Taux minima par semaine*
Commis boucher et acheteur	$40.00
Commis boucher	35.00
Apprenti: premiers six mois	20.00
après six mois et moins de dix-huit mois	25.00
après dix-huit mois et moins de trente mois	30.00
après trente mois	35.00
Commis épicier, premier commis ou en charge	35.00
Apprenti: premiers six mois	20.00
après six mois et moins de dix-huit mois	25.00
après dix-huit mois et moins de trente mois	30.00
Caissière	25.00
Commissionnaire	15.00

b) *Vêtement et nouveautés:*

1. *Classification:*

Commis expérimenté (homme)	35.00
Commis expérimenté (femme)	30.00
Commis sans expérience (homme et femme)	20.00
Couturière (expérience deux ans et plus)	25.00

2° Les employés sans expérience, recevant moins que le salaire minimum des employés avec expérience, auront droit à une augmentation de salaire de deux ($2,00) dollars tous les six mois, jusqu'à concurrence du salaire minimum des employés expérimentés.

c) *Quincaillerie, meubles et appareils électriques:*

Classification:	*Taux minima par semaine*
Commis acheteur homme	$45.00
Commis acheteur femme	35.00
Commis avec expérience	30.00
Commis sans expérience	20.00
Livreur (camion)	35.00
d) *Supplémentaires:*	*l'heure*
Commis homme	$0.70
Commis femme	0.60

V. *Fêtes chômées et payées:* Les jours suivants seront des jours de fêtes chômées et payées:

Le premier de l'An, le lendemain du premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Noël, le lendemain de Noël.

e) All time worked beyond the regular hours, excepting the twenty minutes required to wait on customers and set things to rights in the store, shall be considered as overtime and paid at the rate of time and one half.

f) Employers shall allow one hour every day for the noon meal and, on Friday, they shall allow one hour for the noon meal and one hour for the evening meal.

g) In cases of emergency where employees must work through their regular meal periods, employers shall give the same period of time off as soon as the emergency has ceased to exist but no later than one hour after the regular meal period.

h) During the period of holidays (Christmas and New Year's), the period of evening work shall be as follows:

1. for grocers and/or butchers: on December 21, 22, 23, 29 and 30;

2. for the other trades governed: from December 15 to December 30 inclusive.

IV. *Minimum wage rates:*

a) *Groceries and/or butcher shops:*

Classification:	*Minimum rates per week*
Butcher clerk and buyer	$40.00
Butcher clerk	35.00
Apprentice:	
1st six months	20.00
from six to eighteen months	25.00
from eighteen to thirty months	30.00
after thirty months	35.00
Grocer clerk, head clerk or clerk in charge	35.00
Apprentice:	
1st si xmonths	20.00
from six to eighteen months	25.00
from eighteen to thirty months	30.00
Cashier	25.00
Errand boy	15.00

b) *Clothing and noverties:*

1) *Classification:*

Experienced clerk (male)	35.00
Experienced clerk (female)	30.00
Inexperienced clerk (male or female)	20.00
Seamstress (two or more years of experience)	25.00

2. Inexperienced employees receiving less than the minimum wages established for inexperienced employees shall be entitled to a wage increase of two ($2.00) dollars every six months to the extent of the minimum wages established for inexperienced employees.

c) *Hardware, furniture and electrical appliances:*

Classification:	
Clerk and buyer, male	$45.00
Clerk and buyer, female	35.00
Experienced clerk	30.00
Inexperienced clerk	20.00
Delivery man (truck)	35.00
d) *Occasional employers:*	*per hour*
Male clerk	$0.70
Female clerk	0.60

V. *Holidays with pay:* The following shall be holidays with pay:

New Year's Day, the day after New Year's, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, the day after Christmas.

Note: Nonobstant ce qui précède relativement aux fêtes chômées et payées, il est convenu que:

i. si un ou quelques-uns de ces jours de fêtes tombent un dimanche, ce jour ou ces jours seront considérés comme un dimanche et ne seront pas rémunérés;

ii. dans le cas des épiceries et/ou boucheries, les lendemains de Noël et du premier de l'An ne seront pas chômés dans tous les cas où ils auront pour conséquence la fermeture des magasins une troisième journée consécutive.

iii. les jours déclarés fériés par proclamation municipale, provinciale ou fédérale seront des jours chômés mais non rémunérés.

VI. *Vacances: a*) Tous les employés qui auront travaillé pour le patron pendant un (1) an ou plus auront droit à une vacance de six (6) jours consécutifs avec paye.

b) Les employés qui auront été au service du patron moins d'un an au moment des vacances ou qui quitteront le patron durant l'année, auront droit à 2% du salaire gagné.

c) Tous les employés qui auront travaillé pour le patron pendant cinq (5) ans, ou plus, auront droit, sous condition, à une deuxième semaine de vacance avec paye; cette condition est que le total des absences et des retards à l'ouvrage durant l'année ne compense pas pour les six jours additionnels.

Dans le cas où, il n'y aurait pas compensation totale, l'employé aura droit à la partie de cette deuxième semaine non entamée par ses absences et ses retards. La période de vacance de cette deuxième semaine, ou partie d'icelle, sera fixée après entente entre l'employeur et l'employé.

d) Les employés se choisiront leurs vacances par ordre d'ancienneté.

e) Ces jours de vacances seront considérés à l'exclusion des dimanches et des jours de fêtes mentionnés à l'article V.

f) Les salaires pour la période des vacances seront payés d'avance aux employés;

g) La période donnant droit aux vacances s'étendra du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante.

VII. *Habits:* Si le port de l'habit, d'uniforme ou de tabliers est nécessaire, le coût du lavage et de l'entretien sera réparti également entre le patron et l'employé.

VIII. *Privilèges ou avantages:* La mise en vigueur du décret ne fera pas perdre aux employés les privilèges ou avantages non stipulés dans le décret auxquels ils ont droit présentement.

IX. *Durée du décret:* Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 1er septembre 1956. Il se renouvellera automatiquement, d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ait avisé l'autre partie par écrit de son intention de l'abroger. Cet avis ne devra pas être donné plus de soixante (60) jours, ni moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 octobre 1955. 40965-o

Note: Notwithstanding the foregoing in respect of holidays with pay, it is agreed that:

i. should one or more such holidays fall on a Sunday, such day or days shall be considered as a Sunday and shall not be remunerated;

ii. as regards groceries and/or butcher shops, the days after Christmas and New Year's shall not be observed as holidays when they cause the closing of the store for the third consecutive day.

iii. days proclaimed as holidays by the municipal, provincial or federal governments shall not be worked but shall not be remunerated.

VI. *Vacations: a*) All employees having worked for the employer during one (1) year or more shall be entitled to a vacation of six consecutive days with pay.

b) Employees having worked for the employer during less than one year at the time of vacations, or employees who leave, the employer during the year, shall be entitled to 2% of the wages earned.

c) Employees having worked for the employer during five (5) years or more shall be entitled to a second week of vacation with pay providing absences and lateness to work do not compensate for the six additional days.

In the event of the compensation not being date of the total, employees shall be entitled to that part of the second week not affected by absences or lateness to work. The period of vacation as regards this second week, or part thereof, shall be set upon agreement between the employer and the employee.

d) Employees shall choose the date of their vacation by order of seniority.

e) These days of vacation shall not include Sundays and the holidays above mentioned in section V.

f) Vacation pay shall be given to employees in advance.

g) The period given the right to the vacation shall extend from May 1st of one year to April 30th of the following year.

VII. *Clothes:* Should special clothes, uniforms or aprons be required, the cost of laundering and maintenance shall be divided equally between the employer and the employee.

VIII. *Privileges or advantes:* The enforcement of the decree shall not affect the privileges or advantages not mentioned in the decree but to which the employees are now entitled.

IX. *Duration of the decree:* The decree shall come into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette and remain in force until September 1st, 1956. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before the expiration of the original term or of any subsequent year.

Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 29th, 1955. 40965-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Bédard	Marie	19	Rivière-du-Loup	Collège Marguerite-Bourgeoys, Montréal.

Rimouski, ce 26 octobre 1955 — Rimouski, October 26th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Lower St. Lawrence Bar.

40967-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

ASPIRANTS À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO STUDY

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Morier	Marie-Suzanne	21	St-Hyacinthe	St-Maurice à-to St-Hyacinthe.
Gagnon	Jean-Jacques	21	Saint-Jean	St-Jean et-and Jean de Brébeuf à-at Montréal.

Saint-Jean, le 20 octobre 1955.— St. John, October 20th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
ROLAND TREMBLAY,
Secretary of Richelieu Bar.

40967-o

Liquidation, avis de:

(P.G. 1666-46)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Le Foyer Belge (Limitée)", tenue à Montréal, le dix juin 1955, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, à compter du trente juin 1955, et à l'effet que ladite compagnie soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et que M. Jean-Henri Thys a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le vingt-cinq octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

41020-o

Winding up Notice;

(A.G. 1666-46)

Notice is hereby given that a special general meeting of the members of the shareholders of the company "Le Foyer Belge (Limitée)", held at Montreal, on June tenth, 1955, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, from and after June thirtieth, 1955, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q. 1941, chap. 278, and for such purposes, that Mr. Jean-Henri Thys has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October twenty-fifth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

41020

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "General Security Assurance Corporation of New York", enregistrée sous le numéro 563, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2394 qui l'autorise, à compter du 23 septembre 1955, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et acces-

Department of Finance
Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "General Security Assurance Corporation of New York" registered under number 563, has obtained the license and certificate of registry number 2394 authorizing it, as from the 23rd of September 1955, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil

soirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Automobile et accessoirement — accident: Biens immobiliers; Biens mobiliers; responsabilité civile; responsabilité de l'employeur; transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Anselme Samoisette, O.B.E., 261 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 22 octobre 1955.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
40993-43-2-o Surintendant des assurances.

commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Automobile and supplementary thereto — accident; Employers' liability; Inland transportation; Personal property; Public liability; Real property.

The head office of the company is situate at New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Anselme Samoisette, O.B.E., 261 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 22nd of October 1955.

For the Minister of Finance,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
40993-43-2-o Superintendent of Insurance.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 14 septembre 1955.

M. Roméo Lalande, sous-ministre adjoint de la Colonisation, de Québec: sous-ministre de la Colonisation, à compter du 1er octobre 1955.
40964-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make de following appointment:

Quebec, September 14th, 1955.

Mr. Roméo Lalande, Assistant Deputy Minister of Colonization, of Quebec: Deputy Minister, as from October 1st, 1955.
40964

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwelath, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le seize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P.,

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING:

PROCLAMATION

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the sixteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX,

LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le sixème jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-cinq et de Notre Règne le quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the sixth day of July, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-five and fourth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX.
Secretary of the Crown in Chancery, at
40279-28-18 Quebec

Sièges sociaux

(P.G. 1568-52)

CHIBOUGAMAU VENTURE LIMITED
(No Personal Liability)

Règlement numéro 7

"Un règlement changeant la situation du siège social de la compagnie".

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété par les directeurs de "Chibougamau Venture Limited" (No Personal Liability), comme règlement de compagnie, ce qui suit:

1° Que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, transportée de la ville de Noranda, dans le district de Rouyn-Noranda à l'emplacement de la ville de Chibougamau dans la province de Québec.

Passé par les directeurs, ce 19e jour de juillet 1955.

Le Président,
P. C. FINLAY.
Le Secrétaire,
(Sceau) E. FORBES.
41004

A. WESLEY MASON & SON LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie A. Wesley Mason & Son Ltd. (autrefois St-Maurice Textiles Limited) constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 octobre 1944, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où son bureau était situé à 1449 rue St-Alexandre, l'a transporté à 7000 Avenue du Parc, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Qué., ce 24e jour d'octobre 1955.

A. WESLEY MASON & SON LTD.,
Le Président,
41021 A. WESLEY MASON.

(P.G. 11452-55)

AIRCRAFT RADIO & TELEVISION SALES & SERVICE INC.

Règlement N° 4

"Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie, ce qui suit:

Que la principale place d'affaires et siège social de la compagnie soit transporté de Montréal à la cité de St-Laurent."

Décrété ce 4e jour d'octobre 1955.

Témoin: Le Sceau corporatif de la compagnie.

Le Secrétaire,
41034 Mrs. JOAN CABAN.

Head Offices

(A.G. 1568-52)

CHIBOUGAMAU VENTURE LIMITED
(No Personal Liability)

By-law number 7

"A By-law changing the location of the Head Office of the company."

Be it enacted and it is hereby enacted by the Directors of "Chibougamau Venture Limited" (No Personal Liability) as a By-law of the Company as follows:

1. The location of the Head Office of the Company be and the same is hereby changed from the town of Noranda, in the district of Rouyn-Noranda, to the Townsite of Chibougamau, in the Province of Quebec.

Passed by the Directors, this 19th day of July, 1955.

P. C. FINLAY,
President.
E. FORBES,
(Seal) Secretary.
41004-o

A. WESLEY MASON & SON LTD.

Notice is hereby given that A. Wesley Mason & Son Ltd. (formerly St. Maurice Textiles Limited), incorporated by letters patent on October 6th, 1944 and having its head office in the city of Montreal, where its office was formerly situate at 1449 St. Alexander Street, has moved it to 7000 Park Avenue, said City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head office of the Company.

Dated at Montreal, Que., this 24th day of October, 1955.

A. WESLEY MASON & SON LTD.
A. WESLEY MASON,
41021-o President.

(A.G. 11452-55)

AIRCRAFT RADIO & TELEVISION SALES & SERVICE INC.

By-law No. 4

"Be it enacted as a By-law of the company, as follows:

That the chief place of business and head office of the company be changed from Montreal to city of St-Laurent."

Enacted this 4th day of October 1955.

Witness the corporate seal of the company.

Mrs. JOAN CABAN,
41034-o Secretary.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRE D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE CÔTE ST-LÉONARD
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, E. Crépeault, secrétaire-trésorier, 4009 rue Hochelaga, Montréal, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 15 novembre 1955, pour l'achat de $163,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Côte St-Léonard, comté de Laval, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 23 juin 1955 — Construction d'une école pour garçons dans l'arrondissement N° 2.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $163,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1956	x$23,500.00
1er décembre 1957	x 24,500.00
1er décembre 1958	x 25,500.00
1er décembre 1959	3,500.00
1er décembre 1960	4,000.00
1er décembre 1961	4,000.00
1er décembre 1962	4,000.00
1er décembre 1963	4,500.00
1er décembre 1964	4,500.00
1er décembre 1965	4,500.00
1er décembre 1966	5,000.00
1er décembre 1967	5,000.00
1er décembre 1968	5,500.00
1er décembre 1969	5,500.00
1er décembre 1970	6,000.00
1er décembre 1971	6,000.00
1er décembre 1972	6,500.00
1er décembre 1973	6,500.00
1er décembre 1974	7,000.00
1er décembre 1975	7,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $69,750, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $23,250, chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CÔTE ST-LÉONARD
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned E. Crépeault, Secretary-Treasurer, 4009 Hochelaga Street, Montreal, until 8 o'clock p.m., Tuesday, November 15th, 1955, for the purchase of an issue of $163,000 of bonds of the School commissioners for the municipality of Côte St. Léonard, county of Laval, dated December 1st, 1955 and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on Junes 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 23rd, 1955 — Erection of a school for boys in district No. 2

For purposes of adjudication only interest shall be calculated as from December 1st, 1955.

The table of redemption is as follws:

Table of redemption — $163,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1956	x$23,500.00
December 1st, 1957	x 24,500.00
December 1st, 1958	x 25,500.00
December 1st, 1959	3,500.00
December 1st, 1960	4,000.00
December 1st, 1961	4,000.00
December 1st, 1962	4,000.00
December 1st, 1963	4,500.00
December 1st, 1964	4,500.00
December 1st, 1965	4,500.00
December 1st, 1966	5,000.00
December 1st, 1967	5,000.00
December 1st, 1968	5,500.00
December 1st, 1969	5,500.00
December 1st, 1970	6,000.00
December 1st, 1971	6,000.00
December 1st, 1972	6,500.00
December 1st, 1973	6,500.00
December 1st, 1974	7,000.00
December 1st, 1975	7,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $69,750 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $23,250 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, or at Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 15 novembre 1955, à 8 heures p.m., en l'école St-Conrad, 8701 rue Chaumont, St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal, ce 26 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
E. CRÉPEAULT.

4009 rue Hochelaga,
Montréal, P.Q. 41035-o

Province de Québec

CITÉ D'ARVIDA

Avis public est par les présentes donné que de soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Fréchette, secrétaire-trésorier, C.P. 2, Hôtel de Ville, Arvida, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 16 novembre 1955, pour l'achat de $335,000.00 d'obligations de la cité d'Arvida, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 165 — $135,000.00 — Voirie, égouts, etc.; et règlement d'emprunt No. 166 — $200,000.00 — Aqueduc, éclairage de rues, construction de ponceau, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $335,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1956	$16,500.00
1er novembre 1957	14,500.00
1er novembre 1958	15,000.00
1er novembre 1959	15,000.00
1er novembre 1960	15,500.00
1er novembre 1961	15,500.00
1er novembre 1962	16,000.00
1er novembre 1963	16,000.00
1er novembre 1964	16,500.00
1er novembre 1965	16,500.00
1er novembre 1966	17,000.00
1er novembre 1967	17,000.00
1er novembre 1968	17,500.00
1er novembre 1969	17,500.00
1er novembre 1970	17,500.00
1er novembre 1971	18,000.00
1er novembre 1972	18,000.00
1er novembre 1973	18,500.00
1er novembre 1974	18,500.00
1er novembre 1975	18,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arvida.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Arvida.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec,

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners to be held on Tuesday, November 15th, 1955, at 8 o'clock p.m., at St-Conrad School, 8701 Chaumont St., St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Montreal, October 26th, 1955.

E. CRÉPEAULT,
Secretary-Treasurer.

4009 rue Hochelaga,
Montreal, P.Q. 4103g

Province of Quebec

CITY OF ARVIDA

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Fréchette, Secretary-Treasurer, P.O.B., 2, Town Hall, Arvida, until 8 o'clock p.m., Wednesday November 16th, 1955, for the purchase of an issue of $335,000.00 of bonds of the City of Arvida, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 165 — $135,000.00 — Road work, sewers, etc., and loan by-law No. 166 — $200,000.00 — Waterworks, street lighting, culverts, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $335,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
November 1st, 1956	$16,500.00
November 1st, 1957	14,500.00
November 1st, 1958	15,000.00
November 1st, 1959	15,000.00
November 1st, 1960	15,500.00
November 1st, 1961	15,500.00
November 1st, 1962	16,000.00
November 1st, 1963	16,000.00
November 1st, 1964	16,500.00
November 1st, 1965	16,500.00
November 1st, 1966	17,000.00
November 1st, 1967	17,000.00
November 1st, 1968	17,500.00
November 1st, 1969	17,500.00
November 1st, 1970	17,500.00
November 1st, 1971	18,000.00
November 1st, 1972	18,000.00
November 1st, 1973	18,500.00
November 1st, 1974	18,500.00
November 1st, 1975	18,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Arvida.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Arvida.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941,

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 16 novembre 1955, à 8 heures p.m., à 339 rue Davis, chambre 23, Arvida.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arvida, ce 25 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. FRÉCHETTE,

C.P. 2, Hôtel de Ville,
Arvida, P. Q. 41022-o

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order or maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, November 16th, 1955, at 8 o'clock p.m., at 339 Davis Street, room 23, Arvida.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Arvida, October 25th, 1955.

J. A. FRÉCHETTE,
Secretary-Treasurer.

P.O.B., 2, Town Hall,
Arvida, P. Q. 41022

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Grégoire (Comté d'Iberville)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Florida Lalanne, secrétaire-trésorier, Mont St-Grégoire, comté d'Iberville, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 14 novembre 1955, pour l'achat de $110,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Grégoire, comté d'Iberville, datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 mai 1955, telle que modifiée — Construction d'une école complémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$110,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1956	x$21,000.00
1er octobre 1957	x 22,000.00
1er octobre 1958	x 22,500.00
1er octobre 1959	2,000.00
1er octobre 1960	2,000.00
1er octobre 1961	2,000.00
1er octobre 1962	2,000.00
1er octobre 1963	2,000.00
1er octobre 1964	2,000.00
1er octobre 1965	2,500.00
1er octobre 1966	2,500.00
1er octobre 1967	2,500.00
1er octobre 1968	2,500.00
1er octobre 1969	3,000.00
1er octobre 1970	3,000.00
1er octobre 1971	3,000.00
1er octobre 1972	3,000.00
1er octobre 1973	3,500.00
1er octobre 1974	3,500.00
1er octobre 1975	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $66,-

Province of Quebec

School commissioners for the municipality of the village of St-Grégoire (County of Iberville)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorses "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Florida Lalanne, Secretary-Treasurer, Mont St-Grégoire, County of Iberville, until 8.30 o'clock p.m., Monday, Nov. 14, 1955, for the purchase of an issue of $110,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the village of St-Grégoire, County of Iberville, dated Oct. 1st, 1955 and redeemable serially from Oct. 1st, 1956 to Oct. 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 30, 1955, as amended — erection of a complementary school.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from Dec. 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $110,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1956	x$21,000.00
October 1st, 1957	x 22,000.00
October 1st, 1958	x 22,500.00
October 1st, 1959	2,000.00
October 1st, 1960	2,000.00
October 1st, 1961	2,000.00
October 1st, 1962	2,000.00
October 1st, 1963	2,000.00
October 1st, 1964	2,000.00
October 1st, 1965	2,500.00
October 1st, 1966	2,500.00
October 1st, 1967	2,500.00
October 1st, 1968	2,500.00
October 1st, 1969	3,000.00
October 1st, 1970	3,000.00
October 1st, 1971	3,000.00
October 1st, 1972	3,000.00
October 1st, 1973	3,500.00
October 1st, 1974	3,500.00
October 1st, 1975	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $66,000,

000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $22,000 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Iberville.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Iberville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 14 novembre 1955, à 8.30 heures p.m., en la salle publique, Mont St-Grégoire, comté d'Iberville.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont St-Grégoire, (Comté d'Iberville), ce 26 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
FLORIDA LALANNE.

Mont St-Grégoire,
(Comté d'Iberville), P. Q. 41036-o

granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $22,000 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Iberville.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Iberville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, November 14th, 1955, at 8.30 o'clock p.m., in the Public Hall, Mont St-Grégoire, county of Iberville.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Mont St-Grégoire, (County of Iberville), October 26th, 1955.

FLORIDA LALANNE,
Secretary-Treasurer.

Mont St-Grégoire,
(County of Iberville), P.Q. 41036

Province de Québec

CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Eugène Dumas, secrétaire-trésorier, C.P. 120, Hôtel de Ville, Shawinigan Falls, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 14 novembre 1955, pour l'achat de $379,000.00 d'obligations de la cité de Shawinigan Falls datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 420 (Renouvellement) — $79,000; et règlement d'emprunt N° 739 — $300,000 — travaux d'égouts, d'aqueduc, de pavages, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $379,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1956	$14,000.00
1er novembre 1957	14,000.00
1er novembre 1958	15,000.00
1er novembre 1959	15,500.00
1er novembre 1960	16,500.00
1er novembre 1961	17,000.00
1er novembre 1962	18,000.00
1er novembre 1963	18,000.00
1er novembre 1964	19,500.00

Province of Quebec

CITY OF SHAWINIGAN FALLS

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Eugène Dumas, Secretary-Treasurer, P.B. 120, City Hall, Shawinigan Falls, until 8 o'clock p.m., Monday, November 14th 1955, for the purchase of an issue of $379,000.00 of bonds of the city of Shawinigan Falls dated, November 1st., 1955, and redeemable serially from November 1st., 1956 to November 1st., 1975, inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 420 (Renewal) — $79,000; and Loan By-law No. 739 — $300,000 — re: sewers, waterworks, pavements, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st., 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $379,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
November 1st, 1956	$14,000.00
November 1st, 1957	14,000.00
November 1st, 1958	15,000.00
November 1st, 1959	15,500.00
November 1st, 1960	16,500.00
November 1st, 1961	17,000.00
November 1st, 1962	18,000.00
November 1st, 1963	18,000.00
November 1st, 1964	19,500.00

1er novembre 1965	19,500.00
1er novembre 1966	21,000.00
1er novembre 1967	21,000.00
1er novembre 1968	22,500.00
1er novembre 1969	23,500.00
1er novembre 1970	24,000.00
1er novembre 1971	18,000.00
1er novembre 1972	19,000.00
1er novembre 1973	20,000.00
1er novembre 1974	21,000.00
1er novembre 1975	22,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan Falls.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte au Canada.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 novembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan Falls.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan Falls, ce 26 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
EUGÈNE DUMAS.

C.P. 120, Hôtel de Ville,
Shawinigan Falls, P.Q. 41037-o

Province de Québec

PAROISSE DE ST-ÉTIENNE-DES-GRÈS
(Comté de St-Maurice)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Aimé Rivard, secrétaire-trésorier, St-Étienne-des-Grès, comté de St-Maurice, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 14 novembre 1955, pour l'achat de $120,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Étienne-des-Grès, comté de St-Maurice, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 62 — Construction d'un réseau d'aqueduc et organisation d'un service de protection contre les incendies. (Première tranche de l'emprunt total de $140,000).

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $120,000.00 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1956	$ 2,000.00
1er décembre 1957	2,000.00

November 1st, 1965	19,500.00
November 1st, 1966	21,000.00
November 1st, 1967	21,000.00
November 1st, 1968	22,500.00
November 1st, 1969	23,500.00
November 1st, 1970	24,000.00
November 1st, 1971	18,000.00
November 1st, 1972	19,000.00
November 1st, 1973	20,000.00
November 1st, 1974	21,000.00
November 1st, 1975	22,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan Falls.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank of Canada.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 14th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan Falls.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan Falls, this October 26th, 1955.

EUGÈNE DUMAS,
Secretary-Treasurer.

P.B. 120, City Hall,
Shawinigan Falls, P.Q. 41037

Province of Quebec

PARISH OF ST. ÉTIENNE-DES-GRÈS
(County of St. Maurice)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Aimé Rivard, Secretary-Treasurer, St-Étienne-des-Grès, county of St-Maurice, until 8 o'clock p.m., Monday, November 14th, 1955, for the purchase of an issue of $120,000.00 of bonds of the parish of St-Étienne-des-Grès, county of St-Maurice, dated December 1st., 1955 and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 62 — Construction of a waterworks system and the organization of a fire protection service. (First section of the total loan of $140,000).

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st., 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $120,000.00 — 15 years.

Year	*Capital*
December 1st, 1956	$ 2,000.00
December 1st, 1957	2,000.00

1er décembre 1958.....	2,000.00
1er décembre 1959.....	2,000.00
1er décembre 1960.....	2,000.00
1er décembre 1961.....	2,500.00
1er décembre 1962.....	2,500.00
1er décembre 1963.....	2,500.00
1er décembre 1964.....	3,000.00
1er décembre 1965.....	3,000.00
1er décembre 1966.....	3,000.00
1er décembre 1967.....	3,000.00
1er décembre 1968.....	3,500.00
1er décembre 1969.....	3,500.00
1er décembre 1970.....	83,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, ou à Trois-Rivières.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 novembre 1955, à 8 heures p.m., en la salle publique, St-Étienne-des-Grès, comté de St-Maurice.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Étienne-des-Grès, (Comté de St-Maurice), ce 27 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ RIVARD.

St-Étienne-des-Grès,
(Comté de St-Maurice), P.Q. 41039

December 1st, 1958.....	2,000.00
December 1st, 1959.....	2,000.00
December 1st, 1960.....	2,000.00
December 1st, 1961.....	2,500.00
December 1st, 1962.....	2,500.00
December 1st, 1963.....	2,500.00
December 1st, 1964.....	3,000.00
December 1st, 1965.....	3,000.00
December 1st, 1966.....	3,000.00
December 1st, 1967.....	3,000.00
December 1st, 1968.....	3,500.00
December 1st, 1969.....	3,500.00
December 1st, 1970.....	83,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Trois-Rivières.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 14th, 1955, at 8 o'clock p.m., in the Public Hall, St-Étienne-des-Grès, county of St-Maurice.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Étienne-des-Grès, (County of St-Maurice), October 27th, 1955.

AIMÉ RIVARD,
Secretary-Treasurer.

St-Étienne-des-Grès,
(County of St-Maurice), P.Q. 41039-o

Province de Québec

CITÉ DE LÉVIS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Pierre Lemieux, greffier Hôtel de Ville, 8 rue Fraser, Lévis, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 14 novembre 1955, pour l'achat de $429,000.00 d'obligations de la cité de Lévis, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 478 — $75,000 — construction d'un système d'aqueduc et d'égouts; 479 — $40,000 — achat de machinerie, acquisition de terrain, travaux; 480 — $210,000 — installation de système d'aqueduc et d'égouts; 481 — $45,000 — travaux de pavages; 482 — $33,000 — achat d'un camion muni d'une échelle aérienne; et 483 — $26,000 — cheat d'une nivelleuse automotrice et achat d'autre équipement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre

Province of Quebec

CITY OF LEVIS

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Pierre Lemieux, Clerk, City Hall, 8 Fraser Street, Levis, until 8 o'clock p.m., Monday, November 14th, 1955 for the purchase of an issue of $429,000.00 of bonds of the City of Levis, dated December 1st, 1955 and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 478 — $75,000 — Building of a waterworks and sewer system 479 — $40,000 — purchasing of machinery, acquiring of land, works; 480 — $210,000 — installing of system of waterworks and sewers; 481 — $45,000 — paving operations; 482 — $33,000 — purchasing of a truck equipped with aerial ladder; and 483 — $26,000 — purchasing of automotive leveller and other equipment.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $429,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1956	$16,500.00
1er décembre 1957	17,500.00
1er décembre 1958	18,500.00
1er décembre 1959	18,500.00
1er décembre 1960	19,500.00
1er décembre 1961	21,000.00
1er décembre 1962	21,500.00
1er décembre 1963	22,500.00
1er décembre 1964	24,000.00
1er décembre 1965	24,500.00
1er décembre 1966	18,000.00
1er décembre 1967	19,500.00
1er décembre 1968	20,000.00
1er décembre 1969	20,500.00
1er décembre 1970	22,000.00
1er décembre 1971	23,000.00
1er décembre 1972	24,000.00
1er décembre 1973	24,500.00
1er décembre 1974	26,000.00
1er décembre 1975	27,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lévis.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 novembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 8 rue Fraser, Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lévis, ce 27 octobre 1955.

Le Greffier,
PIERRE LEMIEUX.

Hôtel de Ville,
8, rue Fraser,
Lévis, P. Q. 41038-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $429,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
December 1st, 1956	$16,500.00
December 1st, 1957	17,500.00
December 1st, 1958	18,500.00
December 1st, 1959	18,500.00
December 1st, 1960	19,500.00
December 1st, 1961	21,000.00
December 1st, 1962	21,500.00
December 1st, 1963	22,500.00
December 1st, 1964	24,000.00
December 1st, 1965	24,500.00
December 1st, 1966	18,000.00
December 1st, 1967	19,500.00
December 1st, 1968	20,000.00
December 1st, 1969	20,500.00
December 1st, 1970	22,000.00
December 1st, 1971	23,000.00
December 1st, 1972	24,000.00
December 1st, 1973	24,500.00
December 1st, 1974	26,000.00
December 1st, 1975	27,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Levis.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Levis.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cehque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 14th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 8 Fraser Street, Levis.

The Council not bound to accepth the highest or any of the tenders.

Levis, this October 27th, 1955.

PIERRE LEMIEUX,
Clerk.

City Hall,
8 Fraser Street,
Levis, P. Q. 41038

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE TROIS-PISTOLES
N° 1 VILLAGE
(Comté de Rivière-du-Loup)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Charles-Eugène Pelletier, secrétaire-trésorier, C.P. 580, Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 15 novembre 1955 pour l'achat de $257,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles No. 1 Village, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½%

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF TROIS-PISTOLES
No. 1 VILLAGE
(County of Rivière-du-Loup)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles-Eugène Pelletier, Secretary-Treasurer, P.B. 580, Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, until 8 o'clock p.m., Tuesday, November 15th, 1955 for the purchase of an issue of $257,000. of bonds of the school commissioners for the municipality of Trois-Pistoles No. 1 Village, county of Rivière-du-Loup, dated October 1st, 1955, and redeemable serially from October 1st, 1956 to October 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum ,

par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 1er août 1955, telle que modifiée — Construction d'une école de quatorze classes dans l'arrondissement No. 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $257,000.00 — 20 ans.

Année		*Capital*
1er octobre 1956	x	$31,500.00
1er octobre 1957	x	33,000.00
1er octobre 1958	x	34,500.00
1er octobre 1959	x	36,000.00
1er octobre 1960	x	37,500.00
1er octobre 1961		4,000.00
1er octobre 1962		4,000.00
1er octobre 1963		4,500.00
1er octobre 1964		4,500.00
1er octobre 1965		5,000.00
1er octobre 1966		5,000.00
1er octobre 1967		5,500.00
1er octobre 1968		5,500.00
1er octobre 1969		6,000.00
1er octobre 1970		6,000.00
1er octobre 1971		6,500.00
1er octobre 1972		6,500.00
1er octobre 1973		7,000.00
1er octobre 1974		7,000.00
1er octobre 1975		7,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi total de $176,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $35,200 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Pistoles.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Trois-Pistoles.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 15 novembre 1955, à 8 heures p.m., au collège Notre-Dame-des-Neiges, Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Pistoles, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 27 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
CHARLES-EUGÈNE PELLETIER.

C.P. 580, Trois-Pistoles,
(Comté de Rivière-du-Loup), P. Q. 41040-o

payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated August 1st, 1955, as modified — Erection of a school of fourteen classes in Ward No. 1.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $257,000.00 — 20 years.

Year		*Capital*
October 1st, 1956	x	$31,500.00
October 1st, 1957	x	33,000.00
October 1st, 1958	x	34,500.00
October 1st, 1959	x	36,000.00
October 1st, 1960	x	37,500.00
October 1st, 1961		4,000.00
October 1st, 1962		4,000.00
October 1st, 1963		4,500.00
October 1st, 1964		4,500.00
October 1st, 1965		5,000.00
October 1st, 1966		5,000.00
October 1st, 1967		5,500.00
October 1st, 1968		5,500.00
October 1st, 1969		6,000.00
October 1st, 1970		6,000.00
October 1st, 1971		6,500.00
October 1st, 1972		6,500.00
October 1st, 1973		7,000.00
October 1st, 1974		7,000.00
October 1st, 1975		7,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $176,000 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $35,200 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Trois-Pistoles.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Trois-Pistoles.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, November 15th, 1955, at 8 o'clock p.m., at Notre-Dame-des-Neiges College, Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Pistoles, (County of Rivière-du-Loup), this October 27th, 1955.

CHARLES-EUGÈNE PELLETIER,
Secretary-Treasurer.

P.B. 580, Trois-Pistoles,
(County of Rivière-du-Loup), P. Q. 41040

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 9109. Émile Benoit, demandeur vs Rhéaume Archambault, défendeur.

LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, le 23 septembre 1955, dans une cause dans laquelle Émile Benoit, propriétaire de taxi, des cité et district de Saint-Hyacinthe, est demandeur, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir:

Un immeuble situé en la cité de Saint-Hyacinthe, rue Kérouack, comprenant:

Un terrain faisant partie des lots nos 19 et 21 d'un plan annexé à la minute d'un acte de vente passé devant Me. J. M. Borduas, enrégistré à Saint-Hyacinthe, no: 31339, et faisant aussi partie du lot numéro six cent soixante-seize (ptie no: 676) au cadastre officiel de cette cité, limité au front, par la rue Kérouack, à la profondeur, par le terrain d'un nommé Sénécal, ou représentants, du côté nord, par celui de J. C. Casavant ou représentants et de l'autre côté, par la rue Corriveau, jusqu'à et y compris dix pieds au nord du pignon nord de la maison construite sur ce terrain, faisant un front d'environ quatre-vingt-cinq pieds; une maison de bois et dépendances y construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 1er décembre 1955, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Saint-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forclos du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, 18 octobre 1955.

Le Procureur du Demandeur,
40955-42-2-o GAÉTAN SYLVESTRE.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 308 680. Dame Émilia Kotsonas et John Demetrius Bakalos, demandeur, vs Emmanuel Logothetis, défendeur.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 1er avril, 1955, rendu par l'honorable Juge C. E. Ferland dans une cause dans laquelle Dame Émilia Kotsonas, fille de table, de la cité de Montréal et John Demetrius Bakalos de Grèce sont demandeurs et Emmanuel Logothetis de la cité de Montréal est défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Sales by Licitation

Canada, Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 9109. Émile Benoit, plaintiff, vs Rhéaume Archambault, defendant.

LICITATION

Notice is given that by virtue of a Judgment of the Superior Court, sitting at St. Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe, on September 23, 1955, in a case in which Émile Benoit, taxi owner, of the city and district of Saint Hyacinthe, is plaintiff, ordering the licitation of an immoveable described as follows, to wit:

An immovealbe situated in the City of Saint Hyacinthe, Kérouack Street, including:

A piece of land forming part of lots Nos. 19 and 21 of a plan annexed to the draft of a deed of sale passed before Me. J. M. Borduas, registered at Saint Hyacinthe, as No. 31339, and also forming part of lot number six hundred and seventy-six (P. No. 676) on the official cadastre of said city, bounded in front by Kérouack Street, in depth by the land of a so-called Sénécal, or representatives, and on the north side, by that of J. C. Casavant or representatives and on the other side, by Corriveau Street, as far as and including ten feet north of the norther gable of the house erected on said land, forming a frontage of some eighty-five feet; a wooden house and dependencies erected thereon.

The immoveable hereinabove described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the first day of December, 1955, at the sitting of the Court at the Court House, in Saint Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

Saint Hyacinthe, October 18th, 1955.

GAÉTAN SYLVESTRE,
40955-42-2 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 308 680. Dame Émilia Kotsonas, and John Demetrius Bakalos, plaintiffs, vs Emmanuel Logothetis, defendant.

NOTICE

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal in the district of Montreal on the 1st day of April, 1955 rendered by the Honourable Mr. Justice C. E. Ferland in a cause wherein Dame Émilia Kotsonas, restaurand clerk of the city and district of Montreal and John Demetrius Bakalos of Greece are plantiffs and Emmanuel Logothetis of the city and district of Montreal is defendant, licitation of the following immoveable property was ordered:

Un emplacement ayant front sur la rue De Courcelles dans le quartier St-Henri de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot lettre "C", numéro mil six cent quarante-quatre (1644)-C) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal avec les bâtisses ci-dessus érigées et portant les numéros civiques 912, 914, 1916 et 918 de la rue De Courcelles, dans la cité de Montréal.

Ledit emplacement ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus et dernier enchérisseur MERCREDI le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE, 1955 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi par ladite Cour dans la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou toute autre chambre de ladite Cour Supérieure désignée par le protonotaire pour ladite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication: et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille sept cents dollars ($1,700.00) devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère pour chaque emplacement.

Montréal, le 13 octobre, 1955.

Les Procureurs du demandeur
JOHN DEMETRIUS BAKALOS,
ROBERTSON, BRIERLEY,
O'CONNOR & McDOUGALL.

40912-42-2-o

That certain immoveable property fronting on De Courcelles Street in the St. Henri ward in the city of Montreal and known and described on the Official Plan and in the Official Book of reference for the parish of Montreal as lot number 1644-C, with the building thereon erected bearing civic numbers 912, 914, 916 and 918 De Courcelles Street.

The property above described as it presently subsists will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER, 1955 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in Room 31 in the Court House at Montreal, or in any other room of the said Superior Court, designated by the Prothonotary for the said Sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudiciation; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand, seven hundred dollars ($1,700.00) must be made by each bidder with every bid for the emplacement.

Montreal, October 13th, 1955.

ROBERTSON, BRIERLEY,
O'CONNOR & McDOUGALL,
JOHN DEMETRIUS BAKALOS,
Attorneys for plaintiff.

40912-42-2-o

Canada, Province de Québec, district de Pontiac, Cour Supérieure, N° 5665. Dame Bernadette Grégoire, demanderesse, vs Lorrain Leblanc *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure de Campbell's Bay, district de Pontiac, rendu par M. Juge H. A. Fortier, le 22 octobre 1955, dans une cause dans laquelle Dame Bernadette Grégoire, de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province d'Ontario, veuve non-remariée de feu Adélard Grégoire, en son vivant du même lieu, employé de chemin de fer, est demanderesse, et Lorrain Leblanc, du canton de l'Ile-aux-Allumettes, district de Pontiac, tous deux personnellement et en sa qualité de tuteur de la personne et de la propriété de Peter Leblanc, mineur, du même lieu et comme curateur à la propriété de Dame Marie-Rose Leblanc, de la ville de Pembroke, province d'Ontario, épouse séparée de biens de Léo Lamarche et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes; Dame Claire Leblanc, de la ville de Pembroke, province d'Ontario, épouse séparée de biens de Gilbert Lamarche, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes; Jean-Baptiste Leblanc, fils, dudit canton de L'Ile-aux-Allumettes, district de Pontiac, sont les défendeurs, ordonnant la licitation de la propriété immobilière suivante, à savoir:

"Une certaine île connue comme étant l'Ile Leblanc, située dans la rivière Ottawa au sud-

Canada, Province of Quebec, district of Pontiac, Superior Court, No. 5665. Dame Bernadette Grégoire, plaintiff, vs Lorrain Leblanc *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court of Campbell's Bay, in the district of Pontiac, rendered by Mr. Justice H. A. Fortier, on the 22nd of October, 1955, in the case where Dame Bernadette Grégoire, of the city of Ottawa, in the county of Carleton, Province of Ontario, unremarried widow of the late Adélard Grégoire, in his lifetime of the same place, railway man, is plaintiff, and Lorrain Leblanc, of the township of Allumette Island, in the district of Pontiac, both personally and in his capacity as Tutor to the person and property of Peter Leblanc, minor, of the same place and as Curator to the property of Dame Marie Rose Leblanc, of the town of Pembroke, in the Province of Ontario, wife separate as to property of Leo Lamarche, and this latter to authorize and assist his said wife for the purposes of these presents; Dame Claire Leblanc, of the town of Pembroke, in the Province of Ontario, wife separate as to property of Gilbert Lamarche, and this latter to authorize and assist his said wife for the purposes of these presents; Jean-Baptiste Leblanc, jr., of the said township of Allumette Island, district of Pontiac, are the defendants, ordering the licitation of the following immoveable property, namely:

"A certain Island known as Leblanc's Island, situated in the Ottawa River, south east of

est de l'Ile Donegan, vis-à-vis les lots soixante-six et soixante-sept (Lots 66 & 67) du 4e rang du canton de l'Ile-aux-Allumettes, district de Pontiac, et connue présentement comme étant l'Ile numéro quarante (40) suivant les plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de l'Ile-aux-Allumettes, district de Pontiac, avec ensemble tous les membres et dépendances y appartenant."

L'immeuble ci-dessus sera vendu à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE du matin, au Palais de Justice de Campbell's Bay, district de Pontiac, au bureau du Protonotaire, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions indiquées au cahier des charges déposé au bureau du Protonotaire de ladite Cour.

Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour ladite vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Un dépôt de cinq cents dollars ($500.00) sera exigé de tout offrant et enchérisseur.

Campbell's Bay, le 19 octobre 1955.

Le Procureur de la demanderesse,
41014-43-2 PAUL A. MARTINEAU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 370,224, Dame Marie-Jeanne Laliberté Bibaud *et vir*, demanderesse, vs Dame Eugénie Laliberté Robillard *et al*, défendeurs, et Dame Eugénie Laliberté Robillard, mis en cause ès qualité.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Paul Émile Côté, le 23 septembre 1955, dans une cause dans laquelle Dame Marie-Jeanne Laliberté, ménagère, épouse légalement séparée de biens de Jean Bibaud selon les lois de l'état du New Jersey, l'un des États-Unis d'Amérique, est demanderesse, et ledit Jean Bibaud pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux résidant et domiciliés à Fort Lee dans l'état de New-Jersey, l'un des États-Unis d'Amérique; et Dame Eugénie Laliberté, veuve non remariée de Joseph Thomas Robillard, en son vivant bourgeois de la cité et du district de Montréal, résidant et domiciliée en la cité et le district de Montréal; Dame Edna Marie Jane Laliberté, épouse séparée de biens de Rodney Francis Miller selon les lois de la province d'Ontario, et ledit Rodney Francis Miller pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Lawrence Gerald Joseph Lalibert Andrew Laliberté, Joseph Robert Raoul Laliberté, ces cinq derniers résidant et domiciliés à Midland dans la province d'Ontario; Dame Theresa Loraine Laliberté, épouse séparée de biens de Bernard George McAnneney selon les lois de la province d'Ontario, et ledit Bernard George McAnneney pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux résidant et domiciliés en la cité de Toronto dans la province d'Ontario, et Lucien

Donegan's Island, opposite the lots sixty-six and sixty-seven (lots 66 & 67) of the 4th range of the township of Allumette Island, in the district of Pontiac, and now known as Island number forty (40) according to the Official Plan and in the book of reference for the said township of Allumette Island, in the district of Pontiac, together with all members and appurtenances thereto belonging;"

The above immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the SIXTH day of DECEMBER 1955, at HALF PAST TEN in the forenoon, at Campbell's Bay Court House, in the district of Pontiac, at the office of the Prothonotary, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions, mentioned in the list of charges fixed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve (12) days before the day fixed, as aforesaid, for the said sale and adjudication and any opposition for the payment must be filed within six (6) days following the adjudication; and failing the interested parties to file said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing;

A deposit of five hundred dollars ($500.00) shall be exacted from each and every bidder.

Campbell's Bay, October 19th, 1955.

PAUL A. MARTINEAU,
41014-43-2-o Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 370,224, Dame Marie Jeanne Laliberté Bibaud *et vir*, plaintiff, vs Dame Eugénie Laliberté Robillard *et al*, defendants, and Dame Eugénie Laliberté Robillard, Mise en cause es quality.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the District of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Paul Émile Côté, on the 23rd day of September 1955, in a case in which Dame Marie Jeanne Laliberté, housekeeper, wife separated as to property of Jean Bibaud, in virtue of the laws of the State of New-Jersey, one of the United States of America, is plaintiff, and the said Jean Bibaud to authorize his wife for the purposes of these presents, both residing and domiciled at Fort Lee in the State of New-Jersey, one of the United States of America; and Dame Eugénie Laliberté, unremarried widow of Joseph Thomas Robillard, in his lifetime Gentleman of the City and District of Montreal, residing and domiciled in the City and District of Montreal; Dame Edna Marie Jane Laliberté, wife separated as to property of Rodney Francis Miller, in virtue of the laws of the Province of Ontario, and the said Rodney Francis Miller to authorize his wife for the purposes of these presents; Lawrence Gerald Joseph Laliberté, Andrew Laliberté, Joseph Robert Raoul Laliberté, these five last residing and domiciled at Midland in the Province of Ontario; Dame Theresa Loraine Laliberté, wife separated as to property of Bernard George McAnneney, in virtue of the laws of the Province of Ontario, and the said Bernard George McAnneney to authorize his said wife for the purposes of these presents,

Thouin, avocat, résidant et domicilié en la cité et le district de Montréal, en sa qualité de curateur aux biens de Joseph George Morris Laliberté, enfant mineur, résidant et domicilié à Midland dans la province d'Ontario, sont défendeurs, et Dame Eugénie Laliberté, veuve non remariée de Joseph Thomas Robillard, en son vivant bourgeois de la cité et du district de Montréal, résidant et domiciliée en la cité et le district de Montréal, en sa qualité d'exécutrice testamentaire à la succession de Dame Anne Lefebvre, veuve de Philadème Laliberté, est mise en cause ès qualité, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

1) Un emplacement situé dans le Quartier St-Denis ayant front sur l'avenue Laurier, en la cité de Montréal, étant composé du lot numéro deux au plan de la resubdivision officielle du lot numéro six cent onze de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-611-2) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte St-Louis, avec bâtisses susérigées portant les Nos civiqus 756, 758 et 760 de ladite avenue Laurier est, avec droit de vue en commun en faveur dudit emplacement et de celui ci-après décrit, suivant servitude créée par acte de donation enregistré à Montréal sous le N° 164625.

2) Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Laurier est, en ladite cité de Montréal, étant composé du lot numéro deux au plan de la resubdivision officielle du lot numéro six cent dix au plan de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-610-2) et lot numéro un au plan de la resubdivision officielle du lot numéro six cent onze au plan de la subdivision officielle du lot originaire trois cent vingt-cinq (325-611-1), avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 762, 764, 766 de la rue Laurier est en la cité et le district de Montréal, avec droit de vue en commun dudit emplacement et de celui ci-dessus décrit, suivant servitude créée par le même acte de donation enregistré à Montréal sous le N° 164625.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTE NOVEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à tout autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charger, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille deux cents dollars sera exigé avant la vente, pour chacun des deux emplacements, de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 17 octobre 1955.

Procureurs de la demanderesse,
LACROIX, VIAU & POUPART.

40982-43-2-o

---

both residing and domiciled in the City of Toronto in the Province of Ontario, and Lucien Thouin, advocate, residing and domiciled in the City and District of Montreal, in his capacity as curator to the property of Joseph George Morris Laliberté, minor child, residing and domiciled at Midland in the Province of Ontario, are defendants, and Dame Eugénie Laliberté, unremarried widow of Joseph Thomas Robillard, in his lifetime gentleman of the City and District of Montreal, residing and domiciled in the City and District of Montreal, in her capacity as testamentary executrix to the Estate of Dame Anna Lefebvre, widow of Philadème Laliberté is Mise en cause es quality, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

1) An emplacement situated in St. Denis Ward, fronting on Laurier Avenue, in the City of Montreal, being composed of lot number two of the official resubdivision plan of lot number six hundred and eleven of the official subdivision of lot number three hundred and twenty-five (325-611-2) on the official plan and in the book of reference of the Village of Côte St-Louis, with buildings thereon erected bearing civic numbers 756, 758 and 760 of the said Laurier Avenue East, with mutual right of view in favour of the said emplacement and of that hereinafter described, following servitude created by Act of Donation registered under No. 164625.

2) A certain emplacement fronting on Laurier Avenue East, in the said City of Montreal, being composed of lot number two of the official resubdivision plan of lot number six hundred and ten on the official subdivision plan of lot number three hundred and twenty-five (325-610-2) and lot number one of the official resubdivision plan of lot number six hundred and eleven of the official subdivision of original lot number three hundred and twenty-five (325-611-1), with buildings thereon erected bearing civic numbers 762, 764, 766 of Laurier Street East in the City and District of Montreal, with mutual right of view of the said emplacement and of that hereinabove described, following servitude created by the same Act of Donation registered under No. 164625.

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of NOVEMBER 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the List of Charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be forecloscd from so doing.

A deposit of one thousand two hundred dollars shall be exacted before the sale, from each and every bidder, for each of the two emplacements.

Montreal, October 17th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for plaintiff.

40982-43-2-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 344997. Andrew Kukura demandeur vs Michael Kukura défendeur.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en date du 29 septembre 1955, rendu par l'honorable juge André Montpetit, dans une cause où Andrew Kukura, commis, résidant et domicilié à 7963 avenue Birnam, cité et district de Montréal, est demandeur, et Michael Kukura, des cité et district de Montréal, est défendeur, la licitation est ordonnée des immeubles décrit, comme suit, savoir:

1° Un emplacement formant la partie nord ouest du lot numéro six cent trente-trois, subdivision numéro quatre cent vingt-trois, du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de St-Laurent; contenant vingt-six pieds en largeur par une profondeur de soixante et un pieds et huit dixièmes dans sa ligne sud est et soixante et un pieds et neuf dixièmes dans sa ligne nord ouest, mesures anglaises, plus ou moins; borné comme suit: en avant par l'avenue Birnam, en arrière par le lot numéro 634-436; d'un côté par le lot numéro 633-424 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 633-423;

2° Un emplacement formant la partie sud-est du lot numéro six cent trente-trois, subdivision officielle numéro quatre cent vingt-quatre, du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de St-Laurent; contenant deux pieds en largeur par une profondeur de soixante et un pieds et neuf dixièmes, mesures anglaises, plus ou moins et borné comme suit: en avant par l'avenue Birnam; en arrière par le lot numéro 634-437; d'un côté par le lot 633-423; de l'autre côté par le résidu dudit lot 633-424;

Le tout tel qu'il existe actuellement, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 7961-63 avenue Birnam, cité et district de Montréal, les murs latéraux desdites bâtisses étant mitoyens.

Les immeubles ci-dessus désignés, tels qu'ils subsistent actuellement, seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DIX heures ET TRENTE de l'avant midi (heure normale) par ladite Cour, à la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal ou à toute autre chambre dudit Palais de Justice désignée par le Protonotaire pour ladite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée audit greffe dans les six jours de l'adjudication; et à défaut, par les opposants, de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, ils seront forclos du droit de le faire.

Un dépôt de quinze cent ($1500.00) dollars devra être fait par tout enchérisseur, lors de son enchère.

Montréal, le 20 octobre 1955.

Le Procureur du demandeur,
(Signé) ROBERT L. JAMIESON.

40983-43-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 344997. Andrew Kukura plaintiff; vs Michael Kukura, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting at Montreal in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice André Montpetit on the twenty-ninth day of September 1955 in a case in which Andrew Kukura, Time-Keeper, of the city and district of Montreal, and therein having his place of ordinary residence and domicile at 7963 Birnam Avenue, is plaintiff, and Michael Kukura, of the city and district of Montreal is defendant, ordering the licitation of the following immoveable property described as follows:

1. The north-western part of subdivision number four hundred and twenty-three of original lot number six hundred and thirty-three (633-N.W. pt. 423) of the Official Plan and Book of Reference of the parish of St. Laurent, measuring twenty-six feet in width by sixty-one feet and eight-tenths of a foot in its south-eastern side line and sixty-one feet and nine-tenths of a foot in its north-western side line, English Measure and more or less and bounded as follows: in front, by Birnam Avenue; in back by lot 634-436; on one side, by lot 633-424; on the other side, by the residue of said lot 633-423;

2. The south-eastern part of subdivision number four hundred and twenty-four of original lot number six hundred and thirty-three (633-S.E. pt. 424) of the Official Plan and Book of Reference of the parish of St. Laurent, measuring two feet in width by sixty-one and nine-tenths of a foot in depth English Measure and more or less and bounded as follows: in front by Birnam Avenue; in back by lot 634-437; on one side by lot 633-423; on the other side by the residue of said lot 633-424;

As the whole stands now with the buildings thereon erected bearing civic numbers 7961-7963 of Birnam Avenue in the city of Montreal, the lateral walls of the said buildings being mitoyen.

The property above described as it presently subsists will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER 1955 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in Room 31 in the Court House, Montreal or in any other room of the said Superior Court, designated by the Prothonotary for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be fyled at the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be fyled within the six days after the adjudication; and failing the fyling by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of fifteen hundred dollars ($1500.00) shall be exacted before the sale from each and every bidder.

Montreal, P.Q. October 20th, 1955.

(Signed) ROBERT L. JAMIESON,
Attorney for the plaintiff.

40983-43-2-o

Ventes pour taxes

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

VILLE DE CADILLAC

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique au bureau de l'Hôtel-de-Ville de Cadillac, 58 rue O'Brien, JEUDI le VINGT-QUATRE NOVEMBRE 1955 à ONZE heures de l'avant-midi, sous l'autorité de la loi des Cités et Villes, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales et scolaires, des intérêts et frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient acquittés avant la vente.

Les immeubles ci-dessous décrits font partie du Cadastre officiel de la ville de Cadillac. La vente des immeubles décrits est faite sujette au retrait d'une année, du jour de la vente et sujette aux conditions des baux emphytéotiques affectant les dits immeubles.

Description des immeubles:

Sales for Taxes

Canada — Province of Québec
District of Abitibi

TOWN OF CADILLAC

Public notice is hereby given that the immoveables hereinafter described and situated in the town of Cadillac, Quebec, shall be sold at Public Auction at the town Hall office, 58 O'Brien Street, on THURSDAY the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER 1955, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, for the payment of municipal and school tax arrears, plus accrued interest and cost incured, unless said tax errears, accrued interest and cost incured are paid before the sale.

The immoveables hereunder described are located in the town of Cadillac and if sold may be redeemed by the owner or his legal representatives at any time within the year following the day of adjudication and the sale is subject to the conditions stipulated on the emphytheutic lease.

Description of properties:

Propriétaires — Owners	Bloc — Block	Lot No.	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Remarque — Remarks
Mme-Mrs. Pauline Yamchuck	46	142	$136.80	$148.10	Terrain seulement. Land only.
Mme-Mrs. Pauline Yamchuck	46	143	24.00	42.40	Terrain seulement. Land only.
Georges Landry	46	185	261.60	95.00	Terrain et Bâtisses. Land and Buildings.
Georges Landry	46	190	117.60	30.00	Terrain seulement. Land only.
Édouard Cormier, Succ.-Estate	46	215	90.80	118.75	Terrain et Bâtisses. Land and Buildings.
Napoléon Gosselin	46	276	100.00	98.75	Terrain et Bâtisses. Land and Buildings.
Joseph Doire	46	350	19.20	20.00	Terrain seulement. Land only.
Joseph Doire	46	351	19.20	20.00	Terrain seulement. Land only.
Mme-Mrs. Ronald MacDonald	46	375	15.20	23.75	Terrain seulement. Land only.
Wellie Savard, succ.-Est	46	519	33.28	52.00	Bâtisses seulement. Buildings only.
Mme-Mrs Boney Ida Aubrey	46	534	19.20	40.00	Terrain seulement. Land only.
Nick Sappela		PC-32	16.48		Bâtisses seulement. Buildings only.

Donné sous mon seing à Cadillac, Québec, ce 11ème jour d'octobre 1955.

Ville de Cadillac, Québec,
Le Secrétaire-trésorier,
40913-42-2-o LUCIEN GRÉGOIRE.

Given at Cadillac, Quebec, this 11th day of October 1955.

Town of Cadillac, Quebec,
Secretary-Treasurer,
40913-42-2 LUCIEN GRÉGOIRE.

Province de Québec

CITÉ DE JACQUES-CARTIER

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 18 octobre 1955, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la corporation de la cité de Jacques-Cartier, avec intérêts et frais, et qu'en consé-

Province of Quebec

CITY OF JACQUES-CARTIER

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by a decree dated October 18th, 1955, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immoveables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the corporation of the city of Jacques-Cartier, with interest and costs, and that consequently, the said immoveables

quences lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil, à l'Hôtel de ville, à Jacques-Cartier, le QUINZE NOVEMBRE 1955, à DIX (10) heures de l'avant-midi (H.N.E.)

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année mil neuf cent cinquante-quatre (1954) et des années antérieures, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, lesdits immeubles étant des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

shall be sold by public auction in the council-room, at the City Hall, at Jacques-Cartier, on NOVEMBER FIFTHEENTH, 1955 at TEN (10) o'clock in the forenoon (S.T.).

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which municipal taxes for the year one thousand nine hundred and fifty-four (1954) and previous years, shall have been paid prior to the date of the sale.

The sale of the immoveables described in section two shall be final without right of redemption, in accordance with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immoveable being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIÈRE SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an

SECTION ONE

Immoveables subject to a one year right of redemption

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
1-5282	M. Mr. Georges Girard, prop., 210 Léo, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	11-73, 11-72 (2)
1-5500	M.-Mr. Clément Patenaude, prop., 185 Jeannette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	9-55
2-5002	Mlle-Miss Marielle Moquin, prop., 2418 Bédard, rang-range No 5, Boucherville, P. Que.	56-305 à-to 307
3-157	M.-Mr. Victor Villeneuve, prop., 1871 Saint-Jacques ouest-St. James West, Montréal-Montreal. a/s-c/o M.-Mr. Roméo Legault, 4021, Mont-Royal, Est, Montréal - Mount Royale, East, Montreal.	138-310, 311
3-233	M.-Mr. Henri Hamel, prop., 921 Victoria, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	138-56
3-249	M.-Mr. Alfred Gauthier, prop., 1037 Victoria, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	138-159, 138-½160 — mesurant 12½ pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise et bornée comme suit: en front, par l'avenue Victoria, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot 138-159 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 138-160 — 138-159, 138-½160 — measuring 12½ feet in width by 90 feet in depth, English measure and bounded as follows: in front, by Victoria Avenue, in the rear by a lane, on one side by lot 138-159 and on the other side by the residue of said lot number 138-160.
3-251	Dame Vianney Gauthier, prop., 1037 Victoria, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	138-½160, 138-161 — la demie du 160 étant le reste du 160 une fois la partie ci-haut décrite distraite.— 138-½160, 138-161 — the half of 160 being the residue of 160, once the portion hereabove described is deducted.
3-1006	M.-Mr. Sarto Dubuc, prop., 1158 Harrisson, Montréal-Sud-Montreal-South.	140-389
3-1044	M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	140-573, 574
3-1305	M.-Mr. Omer Gilbert, prop., 1170, Dollard, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	141-109 R, 109 S
3-1344	M.-Mr. Émile Lapointe, prop., 1708 Dollard, Ville de-Town of Jacques-Cartier.	141-374, P. 375 — 12.7' par-by 80' adjacent au-to lot 374.
3-1567	M.-Mr. Ambroise Frigault, prop., 1071 Marquette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	316-1, 2
3-1636	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South.	142-177
3-1665	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-Montreal South. M.-Mr. E. Frigault, prom.-acquéreur-purchaser, 1036 Marquette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	142-115
3-1681	M.-Mr. J.-B.-Alfred Bouchard, prop., Hemmingford, P. Qué.	142-74, P. 71 — mesurant 15' par 100', bornée par le 74 et P. 71; le frontage par la rue; le S.O. par le lot 72; le S.E. par P.71.— 142-74, P.71 — measuring 15' by 100' bounded by 74 and P. 71; in front by the street; S.W. by lot 72; S.E. by P. 71.
	Mme-Mrs. Joseph Boudreault, prom.-acquéreur-purchaser, 1216 Marquette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	
3-2435	M.-Mr. Jean-Baptiste Coupal, prop., 967 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	143-461, 460
3-2514	M.-Mr. J.-Albert Levesque, prop., 1613 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	144-50 à-to 53
3-2751	Dame Larivière-Lalime, prop., McMasterville, P. Québec.	145-153, P. 152 — avec maison portant le numéro civique 1630 Papineau, Ville de Jacques-Cartier.— 145-153, P. 152 — with house bearing

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
		civic number 1630 Papineau, Town of Jacques-Cartier.
3-2774	M.-Mr. Joseph Coyette, prop., 1293 Lasalle, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-872, 873
3-2783	M.-Mr. Harold Jones, prop., 1534 Lasalle, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-851, 852
3-2902	M.-Mr. Raymond McIntyre, prop., 1573 Lafayette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-767 à-to 770
3-2946	Dame Hélène Dubuc-Parent, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-486 à-to 484
3-2961	M.-Mr. Roland Izéard, prop., 1594 Lafayette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-471, 470
3-3024	M.-Mr. Jean-Paul Robitaille, prop., 1124 Verchères, Ville de Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	147-281 à-to 283
3-3246	M.-Mr. Ant.-Jacques Giroux, prop., 1064 Emma, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	140-229
3-3408	M.-Mr. Henry Darbysson, prop., 1064 Albanie, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	143-160, 161
3-3565	M.-Mr. Adélard Bélanger, prop., 1252, Green, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	146-700, 699
3-4062	Dame Germaine Hum-Sanche, prop., 8416 boul.-blvd St-Michel, Ville de-Town of St-Michel, P. Québec.	159-538
3-4072	M.-Mr. Michel Diorio, prop., 187 Verchères, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	159-683 à-to 686
3-4077	M.-Mr. Charles Boisjoli, prop., 195, Verchères, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	159-688
3-4299	M.-Mr. Gabriel Mathias, prop., 186 Rouville, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	159-568
3-4391	M.-Mr. Peter Kaslaukas, prop., 8019 De l'Épée, Montréal.	160-421
3-4939	M.-Mr. Marcel Pilon, prop., 958 Verchères, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	159-969, 970
4-947	M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23. M.-Mr. Julien Boucher, prom-acquéreur-purchaser, 1842 Marmier, Ville de-Town of Jacques-Cartier.	140-895
4-981	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-Montreal South. M.-Mr. Louis Charbonneau, prom.-acquéreur-purchaser, 2094 Marmier, Ville de-Town of Jacques-Cartier.	140-1207 à-to 1209
4-1076	M.-Mr. Jean Saracosa, prop., 2009 Westgate, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-599 G, 599 H. 140-1087, 1088.
4-1123	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul.-blvd Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South.	141-854 à-to 856.
4-1132	Mme-Mrs. Gaudias Simard-Boulard, prop., 1770 Westgate, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-457, 456.
4-1732	M.-Mr. Jack Sheiner, prop., 414 St-James St. West, Montréal.	142-566, 567
4-1904	M.-Mr. Arsène Harnois, prop., 1981 Cartier, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-599
4-1908	Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 boul.-blvd. Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal, 23.	142-603, 604
4-2104	M.-Mr. François Rozon, prop., 2110 Cartier, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-732. 143-1059
4-2293	M.-Mr. Roger Parent, prop., 2131 St-Georges, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	143-1088, P. 1087½ à distraire du lot 1087 la partie vendue suivant acte de vente enregistré sous le numéro 119204 — 143-1088, P. 1087½ have and except, with reference to lot 1087, that part sold according to deed of sale registered under number 119204.
4-2500	M.-Mr. Gustave Parent, prop., 2272 St-Georges, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	143-1248, 1249.
4-2986	M.-Mr. Georges-Yvon Groulx, prop., 1945 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	144-298 à-to 300
4-2993	M.-Mr. Marcel Cousineau, prop., 1967 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	144-304, 305.
4-3465	Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 boul.-blvd., Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	145-1129
4-3494	M.-Mr. René Charron, prop., 2210 St-Georges, Ville de-Town of Lemoyne, P. Qué.	145-234 à-to 236.
4-5553	Mme-Mrs. Hélène Parent-Dubuc, prop., 1158 Harrisson, Montréal-Sud-Montreal-South.	148-P. 175, P. 176.— à distraire la partie vendue à la Province de Québec pour la construction du boulevard Taschereau.— 148-P. 175, P. 176 — save and except that part sold to the Province of Quebec for the building of Taschereau Boulevard.
4-5907	M.-Mr. A. Sauriol, prop., 2281 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	143-981, 982.
4-6162	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 Boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South.	140-1136, 1137.
5-915	M.-Mr. Marius Raymond, prop., a/s du notaire M. Henri Gagnon-c/o Mr. Henri Gagnon, Notary, 815 Duluth Est-East, Montréal.	91-234,235.
5-1086	M.-Mr. J.-René Labelle, 110 King George, Ville	91-178 à-to 180.

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
	de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	92-108 à-to 110.
5-5219	Home Mortgage & Acceptance Corp., 414 rue St-Jacques, ouest-St. James St. West, Montréal.	133-747 à-to 752.
5-5499	MM.-Messrs. Guy-F. Dubuc, & Firmin Langlais, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-Montreal-South.	135-21
5-9567	M.-Mr. Evangéliste Thibault, prop., 2396 Victoria, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	131-246, 245.
6-575	M.-Mr. Joseph Isganaistie, prop., 95 Leblanc Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	84-150.
6-744	M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23. M.-Mr. Antonio Mercille, prom.-acquéreur-purchaser, 159 Barthélemy, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-27 à-to 29.
6-862	Mme-Mrs. F. Lamarre-Payette, prop., 1395, Chemin-Road, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl. 23. M.-Mr. Stanley Alexandrowicz, prom.-acquéreur-purchaser, 518 Barthélemy, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-304 à-to 306.
6-873	M.-Mr. Alexandre Beauchemin, prop., 598 Barthélemy, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	64-753 à-to 755.
6-1169	M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road, Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23. M.-Mr. Donat Letarte, prom.-acquéreur-purchaser, 342 Briggs Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-478, 479.
6-1175	M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, V lle de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23. M.-Mr. Fernand D thond, prom.-acquéreur-purchaser, 364 Brigg Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-484, 485.
6-1189	M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road, Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23. M.-Mr. Benoît Bouffard, prom.-acquéreur-purchaser, 464 Briggs Est-East, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-498, 499.
6-2144	M.-Mr. Albéric Cartier, prop., 111 Rougemont, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	P. 1285, P. 1286 — deux parties adjacentes mesurant en tout 33′ x 118.5′, mesure anglaise, avec bâtisse portant le numéro civique 111 rue Rougemont, Ville de Jacques-Cartier, P. Qué.— P. 1285, P. 1286 — two adjacent parts measuring in all 33′ x 118.5′, English measure, with building bearing civic number 111 Rougemont Street, Town of Jacques-Cartier, P. Québec.
6-2690	M.-Mr. Adrien Ménard, prop., 75 Champagne, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	86-1010 à-to 1012.
6-2710	M.-Mr. Evangéliste Harnois, prop., 207 Champagne, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	86-1030 à-to 1033.
6-3478	M.-Mr. Albert Baron, prop., 559 Brault, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	86-626 à-to 628.
6-3768	M.-Mr. Victor Leclerc, prop., 503 St-Michel, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	85-325 à-to 327.
6-4512	M.-Mr. A. Sauriol, prop., 2281, Chemin-Road, Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23. M.-Mr. Lucien Dagenais, prom.-acquéreur-purchaser, 2020 Chemin-Road, Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	132-118, 119.
6-4974	Sheiner's Inc. 414 St. James St. West, Montreal.	133-550.
6-5062	M.-Mr. A. Sauriol, prop., 2281 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	133-251, 252.
6-5237	M.-Mr. Hormidas Houle, prop., 349 Briggs Ouest-West, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	134-77, 78.
6-5541	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal Sud-Montreal South. M.-Mr. Irénée Béland, prom.-acquéreur-purchaser, 1544 McGill, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	135-316, 315.
6-5863	M.-Mr. Philippe Dupuis, prop., 1596 Labonté, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	136-219, 218.
6-6213	M.-Mr. Herman Simard, prop., 1280 Montarville, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	137-35, 36.
6-6436	Dame Belzélia Comtois-Guimont, prop., 240 Briggs Ouest-West, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	133-265, 264.
6-5737	M.-Mr. Léo-Paul Gauthier, prop., 1241 Labonté, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	136-136, 137.

DEUXIÈME SECTION
Immeubles non-sujets au droit de retrait

SECTION TWO
Immoveables not subjected to the right of redemption

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
1-313	M.-Mr. Wilfrid Arcand, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-251.
1-589	M.-Mr. Joseph Landry, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-244 à-to 241.
1-684	M.-Mr. Louis Marchand, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-472.
1-811	M.-Mr. Hormisdas Lavigueur, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-562.
1-822	Mme-Mrs. Amelia Delvin, épouse de-wife of L. E. Bentley, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-80, 79.
1-826	M.-Mr. J. E. Campbell, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-76-34-75, 34-74, 34-73, 34-72.
1-930	Mlle-Miss Nellie D. Landry, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-237, 236.
1-937	M.-Mr. Bernard Cohen, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-196.
1-966	M.-Mr. J. E. Campbell, prop., adresse inconnue-unknown address.	34-167, 166.
1-1780	M.-Mr. J. H. Merchant, prop., Chemin-Road Drummond, Sherbrooke, P.Q.	27-1491.
1-2172	M.-Mr. Herbert Kane, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-358 à-to 362.
1-2189	M.-Mr. John Olson, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-375 à-to 379.
1-2540	M.-Mr. B. A. Wharton & Edna Wharton, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-1509, 1508.
1-2566	Mme-Mrs. Sarah Russell, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-1102.
1-2771	M.-Mr. Benjamin Sobiloff, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-1585, 1586.
1-2906	M.-Mr. Thomas Vicary et épouse de feu-and wife of late Sims, prop., a/s-c/o Mme-Mrs. Kate Vicary, adresse inconnue-unknown address.	27-605, 604.
1-2959	M.-Mr. Alex. Morrisson, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-316.
1-3034	Mme-Mrs. F.-M. Lafontaine-Barrière, prop., adresse inconnue-unknown address.	27-1502, 1503.
1-5590	M.-Mr. Clément Patenaude, prop., 185 Jeannette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	9-69.
2-82	M.-Mr. Frank Larivière, prop., 16 Court St., Laconia, N.H., U.S.A.	66-111.
2-439	M.-Mr. John Goodfellow, prop., 1185 Mountain, Montreal.	64-621.
2-1024	M.-Mr. Joseph Williams, prop., a/s-c/o M.-Mr. J. L. Williams, McMasterville, P.Q.	64-633 à-to 635.
2-1104	M.-Mr. Edward Miles, prop., adresse inconnue-unknown address.	64-668.
2-1167	Mme-Mrs. Rosa Francis, épouse de-wife of W. C. Bradley, prop., 345 Desaulniers, St-Lambert, P.Q.	64-693.
2-1636	Mme-Mrs. Ernest Piercy, prop., adresse inconnue-unknown address.	66-233.
2-1639	Mme-Mrs. Alice Gareau, prop., veuve de-widow of MM.-Messrs. J. Brais et-and Roméo Daigle, adresse inconnue-unknown address.	66-330, 329
2-1643	Mme-Mrs. Alice Gareau, prop., veuve de-widow of MM.-Messrs. J. Brais et-and Roméo Daigle, adresse inconnue-unknown address.	66-326.
2-1704	Mme-Mrs. Alice Gareau, prop., veuve de-widow of MM.-Messrs. J. Brais et-and Roméo Daigle, adresse inconnue-unknown address.	66-287 à-to 289.
2-1708	Mme-Mrs. Alice Gareau, prop., veuve de-widow of MM.-Messrs. J. Brais et-and Roméo Daigle, adresse inconnue-unknown address.	66-291, 292.
2-1761	M.-Mr. Albert Williams, prop., adresse inconnue-unknown address.	21-101, 100. 26-44A, 43A.
2-1763	Mme-Mrs. Véronica Onoschicka-Czaja, prop., 955 Gibbon, Montreal.	27-40A,— 41A,— 42A. 21-99 à-to 97.
2-2058	Mme-Mrs. Sophia Dearnely, veuve de-widow of Georges H. Meats, prop., adresse inconnue-unknown address.	21-293, 294.
2-2350	M.-Mr. A. M. Wilson, prop., adresse inconnue-unknown address.	69-29.
2-4014	M.-Mr. Harold Lande & Mme-Mrs. Erna Bernstein, prop., 2165 Chemin Neuf, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	56-54, 55.
2-4610	M.-Mr. J. H. Hoffman, prop., B.P.-Box 457, Farnham, P.Q.	56-536.
2-4923	M.-Mr. Georges-E. Cossette, prop., 301 St-Jacques, Longueuil, P. Qué. M.-Mr. Jean-Paul Dandurand, prom-acquéreur-purchaser, 2435 Lincourt, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23	56-23, 22.
3-507	M.-Mr. Arthur B. Thomas, prop., a/s-c/o N. S. P. Rockhead, 334 Birch Ave, St-Lambert, P.Q.	140-168, 169.
3-509	M.-Mr. Arthur B. Thomas, prop., a/s-c/o N. S. P. Rockhead, 334 Birch Ave, St-Lambert, P.Q.	140-170, 171.

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
3-625	M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23. M.-Mr. René Ménard, prom.-acquéreur-purchaser, 1154 Ste-Hélène, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	140-122.
3-814 -816	M.-Mr. Jordan S. Tucker, prop.,a/s-c/o M.-Mr. A. Tucker, 4327 Beaconsfield, N. D. G., Montréal.	140-462 à-to 465.
3-820	Abraham Tucker Succ.-Estate, prop., 4327 Beaconsfield, N. D. G., Montréal.	140-468.
3-829	M.-Mr. Eric Tucker, prop., 22 Bellwood, Ottawa, Ont.	140-619, 620.
3-892	M.-Mr. Rosaire, Lalonde, prop., 1590 Joliette, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	140-506, 507.
3-929	M.-Mr. Edward Flynn, prop., 316 Slater St., Chesterville Ont.	140-345 à-to 348.
3-1006	M.-Mr. Sarto Dubuc, prop., 1158 Harrisson, Montréal-Sud-South.	140-389.
3-1127	Mme-Mrs. A. J. Jackson, prop., 10 St-Charles St., Aylmer, Ont.	141-258 à-to 260. 140-744, 745.
3-1661	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal-Sud-South.	142-120.
3-3258	Mme-Mrs Annie Pellett, veuve de-widow of Fred. George Hill, prop., 398 B, Ash Ave., Montreal.	140-309.
3-3933	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal-Sud-South.	140-703, 704.
3-4265	M.-Mr. Paul-Emile Benoît, prop., 373 boul.-blvd. Rainville, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	159-746, 747.
3-4768	M.-Mr. A. L. Bradley, prop., 4958 Trenholme, Montréal.	159-511, 510.
4-709	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1254.
4-714	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1259 à-to 1267.
4-946	M.-Mr. Sarto Dubuc, prop., 1158 Harrisson, Montréal-Sud-South.	140-894.
4-1009	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1355.
4-1013	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1359, 1360.
4-1015	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1361 à-to 1364.
4-1066	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	141-596, 597. 140-1077, 1078.
4-1116	M.-Mr. Paul Leblanc, prop., 62A Jogues, Wrightville, P. Qué.	141-847 à-to 849.
4-1198	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	141-787, 788.
4-1241	M.-Mr. Sylva Paradis, prop., 4873 Notre-Dame Ouest-West, Montréal.	141-487 à-to 489.
4-1267	M.-Mr. Phil Goulet, prop., 1141 Bleury, App. 11, Montréal.	141-646, 647.
4-1276	M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-655, 656.
4-1278	M.-Mr. Edwin Abbot & *al.*, prop., 354 Dulwich, St-Lambert, P. Qué.	141-657, 658
4-1465	M.-Mr. Roger Dubuc, prop., 1095 Dorion, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-696, 697.
4-1479	M.-Mr. Jean-Paul Robert, prop., 917 St-Georges Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	141-710.
4-1724	M.-Mr. Paul-Emile Bordeleau, & Dame Philomène Norbert-Bordeleau, prop., 4337 Rouen, Montréal.	142-458.
4-1880	Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 boul.-blvd. Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-502.
4-1898	M.-Mr. Leslie Brown, prop., 2667 Hyde, Montréal.	142-593.
4-1890	M.-Mr. Rupert Belgrave, prop., adresse inconnue-Unknown address.	142-588.
4-1974	M.-Mr. P. P. Hasler, prop., 2443 Cartier, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-903 à-to 906.
4-1978	M.-Mr. Alfred H. Smith, prop., 1519, 15e rue 15th Street, San Pedro, Cal. U.S.A.	142-907.
4-2092	M.-Mr. Georges Vinette, prop., 1220 Montarville, Ville of Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	142-721, 722. 143-1048, 1049.
4-2735	Mme-Mrs. Armandine Cartier, prop., 252 Ontario Est-East, Montréal.	143-1524. 144-757
4-3982	Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 boul.-blvd. Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Montréal 23.	146-263, 262.
4-5233	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	148-228.
4-5252	City & District Land Dev. Inc., prop., 1300 boul.-Rainville, Montréal-Sud-South.	148-451.
4-5323	M. Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	148-293, 294.
4-5558	St-Lambert Realties, prop., Adresse inconnue-Unknown Address.	150. P. 219 — à distraire la partie vendue suivant acte enregistré sous le numéro 69472.— 150, P. 219 — save to deduct that part sold according to registered deed bearing number 69472.
4-5564	St-Lambert, Realties, prop., Adresse inconnue-	150, P. 387, P. 388 — à distraire les parties ven-

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
	Unknown Address.	dues suivant acte enregistré sous le numéro 69472.— 150, P. 387, P. 388 — save to deduct those parts sold according to registered deed bearing number 69472.
4-5568	St-Lambert, Realties, prop., Adresse inconnue-Unknown Address.	150, P. 391 — à distraire la partie vendue suivant acte enregistré sous le numéro 69472.— 150, P. 391 — save to deduct that part sold according registered deed bearing number 69472.
4-6038	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1028 à-to 1030.
4-6115	M.-Mr. Louis Levesque, prop., 1472, Ville-Marie, Montréal.	145-440, 441.
4-6157	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	140-1131 à-to 1133.
4-6323	M.-Mr. Théodore Ferris, prop., 5551 Place Basile Patenaude, Rosemont, Montréal.	141-819 à-to 821.
4-6482	M.-Mr. Archie Harrisson, prop., Chesterville, Ont.	141-828 140-1345.
5-837	M.-Mr. Jos. Smieska, prop., a/s-c/o E. Bronik, 192 De Vienne, Montréal.	91-315 à-to 317.
5-906	M.-Mr. A. Sauriol, prop., 2281 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	91-244.
5-908	M.-Mr. Mayer Goldenberg, prop., 149 Russell, Ottawa, Ont.	91-242.
5-918	M.-Mr. Pardo Carmin Timperio, prop., 407 King Georges, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	91-232 à-to 230.
5-928	Mme-Mrs. Thérèse Bélair-Daudelin, prop., 2034 Dezery, Hochelaga, Montréal.	91-343 à-to 341
5-1069	Mme-Mrs. Louisa Foster, prop., 441 Notre-Dame Est-East, Montréal.	91-80. 92-18.
5-1095	Mme-Mrs. Emma Tousignant, prop., 735 boul.-blvd Taschereau, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	91-187. 92-117.
5-1232	Mme-Mrs. vve-wid. Thérèse Morrissette, prop., 3801 Ronsalet, Montréal Nord-North.	92-349.
5-1602	M.-Mr. Marc-André Duclos, prop., restaurateur, restaurant-keeper, Croydon, P.Q.	93-138, 139
5-5493	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal Sud-South.	135-27, 26
5-5496	MM.-Messrs. Guy-F. Dubuc & Firmin Langlais, prop., 1300 boul.-blvd Rainville, Montréal-Sud-South.	135-24.
5-5506'	MM.-Messrs. Guy-F. Dubuc & Firmin Langlais, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	135-P. 15, le sud-est-the south-east.
5-5506''	MM.-Messrs. Guy-F. Dubuc & Firmin Langlais, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal-Sud-South.	135-P. 15, la moitié nord-ouest-north-west half.
5-5545	M.-Mr. William C. Winfray, prop., adresse inconnue-unknown address.	135-110.
5-7931	M.-Mr. Josaphat Potvin, prop., St-Jacques-le-Mineur, comté de-county of Napierville. P.Q.	130-70 à-to 68.
5-8540	M.-Mr. Clément Boileau, prop., adresse inconnue-unknown address.	131-114, 115.
5-10100	M.-Mr. Alphonse Larivée, prop., 524, 10e-10th Avenue, Pte-aux-Trembles, Montréal.	131-322 à-to 324.
5-10142	M.-Mr. Alphonse Larivée, prop., 524, 10e-10th Avenue, Pte-aux-Trembles, Montréal.	131-391 à-to 393
5-10396	M.-Mr. William Ruggles, 6848 Delanaudière, Montréal.	133-689.
5-10507	M.-Mr. Alphonse Larivée, prop., 524, 10e-10th Avenue, Pte-aux-Trembles, Montréal.	131-395 à-to 394.
5-10593	M.-Mr. Alphonse Larivée, prop., 524, 10e-10th Avenue, Pte-aux-Trembles, Montréal.	131-375 à-to 378
6-790	M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-297.
6-929	M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-225, 226.
6-940	M.-Mr. Victor Leclerc, prop., 503 St-Michel, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-324.
6-1164	M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-473, 474.
6-1191	M.-Mr. J.-N.-B. Lamarre, prop., 1501 Chemin-Road Chambly, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	85-500.
6-2547	M.-Mr. Harold Patrick Perks, prop., 86 rue Longueuil St., Longueuil, P.Q.	86-1572, 1571.
6-2583	M.-Mr. Adrien Ménard, prop., 75 Champagne, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	86-1076 à-to 1074.
6-2819	Highland Gardens Ltd., prop., adresse inconnue-unknown address.	86-994, 993.
6-4994	M.-Mr. Michel Beaudin, prop., 1393 St-Thomas, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	133-52, 53, P. 54 — à distraire du lot numéro 54, la partie vendue à Michel Sauriol; le tout appert à l'acte enregistré sous le numéro 117877— 133-52, 53, P. 54 — to deduct from lot number 54, that part sold to Michel Sauriol; all of which appearing in registered deed bearing number 117877.
6-5419	M.-Mr. Paul Bouchard, prop., 265 St-Charles, Longueuil, P.Q.	135-280.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
6-5432	M.-Mr. Guy-F. Dubuc, prop., 1300 boul.-blvd. Rainville, Montréal Sud-South.	135-228.
6-5437	M.-Mr. Wilfrid Brammall, prop., 567 Magdelene St., Montréal.	135-223.
6-5545	Mme-Mrs. L. Esthier Cowel, prop., 288 Guilmore, Ottawa, Ont.	135-311, 312.
6-5863	M.-Mr. Philippe Dupuis, prop., 1596 Labonté, Ville de-Town of Jacques-Cartier, Mtl 23.	136-217.
6-6544	M.-Mr. Wilfrid Nobert, prop., adresse inconnue unknown address.	135-P. 296 — à distraire la partie vendue à John Adams, suivant acte enregistré sous le numéro 128510.— 135 — P. 296 — save and except that part sold to John Adams, according to registered deed bearing number 128510.

Lesdits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la cité de Jacques-Cartier et à toutes servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Jacques-Cartier, ce 18e jour d'octobre 1955.

L'Officier en charge de la vente,
40929-42-2-o G.-E. DION.

The said lots and parts of lots are of the official cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, if any, subject to all the acquired rights of the city of Jacques-Cartier and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immoveables shall be payable immediately.

The sale moreover, shall be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Jacques-Cartier, this 18th day of October, 1955.

G.-E. DION,
40929-42-2 Officer in charge of sale.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 10557 { LES RÉVÉRENDES SŒURS ADORATRICES DU PRÉCIEUX SANG DE ST. HYACINTHE, Corporation religieuse, ayant son siège social et maison-mère en les cité et district de St-Hyacinthe, demanderesses, vs THÉODORE GOUIN, de St-Lucien district, d'Arthabaska, défendeur.

"Une terre étant la partie sud-est du lot de terre connue et désignée sous le numéro vingt-deux (P.S. 22) du septième rang de Simpson, aux plan et livre de renvoi officiels, du canton de Simpson, avec une maison et autres bâtisses y érigées, contenant quatre arpents de largeur, plus ou moins, sur la profondeur dudit lot bornée en front par un chemin public, et arrière par le cordon des rangs d'un côté au sud-est par le lot vingt-trois, dudit rang, l'autre côté au nord-ouest par Napoléon Lamothe."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Lucien, comté de Drummond, JEUDI le PREMIER DÉCEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
le 24 octobre 1955. 41015-43-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 10557 { LES RÉVÉRENDES SŒURS ADORATRICES DU PRÉCIEUX SANG DE ST. HYACINTHE, religious corporation, having its head office at the mother-house in the city and district of St. Hyacinthe, plaintiffs, vs THÉODORE GOUIN, of St. Lucien, district of Arthabaska, defendant.

"A farm being the southeasterly part of lot of land known and designated under number twenty-two (S.P. 22), range seven of Simpson, on the plan and book of reference of the township of Simpson, with house and other buildings erected thereon, measuring four arpents in width, more or less, by the depth of said lot, bounded in front by the public highway, in the rear by the range line on one side, southeasterly, by lot twenty-three of said range, on the other side, Northwesterly, by Napoléon Lamothe."

To be sold at the parochial church door of St. Lucien, county of Drummond, THURSDAY the FIRST day of DECEMBER 1955, a THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
October 24th, 1955. 41015-43-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Dans la Cour du Magistrat,
District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 21,383. CAIUS ROY, commerçant, anciennement de Beauceville et actuellement demeurant au N° 2169, Boulevard Laurier, Québec, contre NAPOLÉON GILBERT, cultivateur de Notre-Dame des Pins, comté de Beauce, à savoir: *a*) Le lot numéro 858 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Georges de Beauce avec bâtisses; sujet à la servitude de The Shawinigan Water & Power Co.; *b*) Le lot numéro 863 "E" du cadastre officiel pour la paroisse de St-Georges de Beauce, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Notre-Dame des Pins, comté de Beauce, le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Bce, 24 octobre 1955. 40994-43-2-o

[Première insertion: 29 octobre 1955]
[Seconde insertion: 12 novembre 1955]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court,
District of Beauce

St-Joseph de Beauce, to wit: No. 21,383. CAIUS ROY, merchant, formerly of Beauceville and residing presently at No. 2169 Laurier Boulevard, Quebec, against NAPOLÉON GILBERT, farmer of Notre-Dame des Pins, County of Beauce, to wit: : *a*) Lot number 858 of the Official Cadastre for the Parish of St-Georges de Beauce, with buildings; subject to a servitude granted to The Shawinigan Water & Power Co.; *b*) Lot number 863 "E" of the Official cadastre for the Parish of St-Georges de Beauce, circumstances and dependencies.

To be sold at the Parochial church door, in the Parish of Notre-Dame des Pins, County of Beauce, on the SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Bce, October 24th, 1955 40994-43-2

[First insertion: October 29th, 1955]
[Second insertion: November 12, 1955]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 25,625 JAMES GORDON RUSSELL, de Cap Chat, comté de Gaspé, demandeur: contre ERNEST LABRIE de Sacré-Cœur de Tourelle, comté de Gaspé, P. Q. défendeur:

Les droits de préemption, les améliorations, impenses et défrichements sur la moitié sud-est du lot numéro trente-quatre (34) rang quatre (4), canton Tourelle, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église de Sacré-Cœur de Jésus de Tourelle, comté de Gaspé, P.Q., MERCREDI le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1955 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P. Q. le 24 octobre 1955.
41016-43-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Rimouski

Superior Court, No. 25,625 JAMES GORDON RUSSELL, of Cap Chat, county of Gaspé, plaintiff, vs ERNEST LABRIE of Sacré-Cœur de Tourelle, county of Gaspé, P. Q., defendant.

The rights of pre-emption, improvements, upkeep and clearing on the southeast half of lot number thirty-four (34), range four (4), township of Tourelle, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies".

To be sold at the Church door of Sacré-Cœur de Jésus de Tourelle, county of Gaspé, P.Q., WEDNESDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER 1955 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P. Q. October 24th, 1955.
41016-43-2

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, N° 2930 LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs J. ARMAND CADIEUX, journalier, de Buckingham, district de Hull, défendeur.

"La moitié indivisé appartenant au défendeur du lot N° 304 du cadastre officiel de la ville de Buckingham et les immeubles dessus construites".

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiales de St. Grégoire de Naziance, en la ville de Buckingham, dit district, le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE, 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE.
Hull 22 octobre 1955. 40995-43-2-o

HULL

District of Hull

Superior Court No. 2930 THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office and place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs J. ARMAND CADIEUX, laborer, of Buckingham, district of Hull, defendant.

"The undivided half, belonging to the defendant, of lot No. 304, of the official cadastre of the town of Buckingham and the immoveables thereon erected".

To be sold at the parochial church door of St-Grégoire of Naziance, in the town of Buckingham, said district, the SECOND day of DECEMBER, 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, October 22nd, 1955. 40995-43-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 373303. { LÉO PERRAULT LIMITÉE, demanderesse, vs PAUL HENRI VERRET, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Mercier, dans le quartier Mercier de la cité de Montréal, composé des suivants:

a) D'un lot de terre portant le numéro trois cent soixante-dix au plan de subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe, (397-370).

b) De la partie sud-est du lot numéro trois cent soixante et onze au plan de subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe (397-p. s.e. 371), mesurant 12 5/10 pieds de largeur par une profondeur de 105 pieds, contenant une superficie de 1,312.5 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, bornée en front vers le nord-est par l'avenue Mercier, d'un coté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot N° 371 du lot originaire N° 397, en arrière vers le sud-ouest par une ruelle étant le lot N° 383 du lot originaire N° 397 et de l'autre côté vers le sud-est par le lot N° 370 du lot originaire N° 397, avec la bâtisse y érigée actuellement en construction.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 26 octobre 1955. 41046-43-2

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 362681 { CANADIAN PERSONAL LOAN & FINANCE CO. INC., demanderesse, vs JEAN PAUL CASSUREL, défendeur.

Le lot numéro dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-sept (97-19), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph de la Rivière des Prairies. Avec bâtisses situées au N° 10,131 rue Martel, Rivière des Prairies.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 26 octobre 1955. 41044-43-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 347707. { DAME ELSIE DUNNING & VIR, demanderesse vs LES HÉRITIERS DE FEU JOHN WAY, défendeurs.

Un emplacement situé en la ville de Dorval, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, à prendre à l'extrémité nord-ouest de l'immeuble numéro huit cent soixante-sept sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lachine, dont la ville de Dorval est un demembrement, et borné comme suit:

Vers le nord, par le chemin public: vers l'ouest,

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 373303. { LÉO PERRAULT LIMITÉE, plaintiff; vs PAUL HENRI VERRET, defendant.

An emplacement fronting on Mercier avenue, in the Mercier Ward of the city of Montreal, composed of the following:

a) Of a lot of land bearing number three hundred and seventy on the subdivision plan of the original lot number three hundred and ninety-seven on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, (397-370).

b) Of the south-east part of lot number three hundred and seventy-one on the subdivision plan of the original lot number three hundred and ninety-seven on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe (397-P. S.E. 371) measuring 12 5/10 feet in width by a depth of 105 feet, containing a superficial area of 1,312.5 square feet, English measure more or less and bounded in front towards the northeast by Mercier avenue, on the side towards the northwest by the residue of the said lot no. 371 of the original Lot No. 397, in the rear towards the southwest by a lane being lot No. 383 of the original lot No. 397, and on the other side towards the southeast by lot No. 370 of the original lot No. 397 with building thereon in the process of construction.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on DECEMBER NINTH 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th, 1955. 41045-43-2-o

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 362681 { CANADIAN PERSONAL LOAN & FINANCE CO. INC., plaintiff, vs JEAN PAUL CASSUREL, defendant.

Lot number nineteen of the official subdivision of the original lot number ninety-seven (97-19) on the official plan and book of reference parish of St. Joseph de la Rivière des Prairies. With buildings at No. 10,131 Martel Street, Rivière des Prairies.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on DECEMBER NINTH 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th, 1955. 41044-43-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 347707. { DAME ELSIE DUNNING & VIR, plaintiff, vs THE HEIRS OF THE LATE JOHN WAY, defendants.

An emplacement situated in the town of Dorval, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure, to be taken at the northwestern extremity of the immoveable number eight hundred and sixty-seven on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Lachine, of which the town of Dorval is a dismemberment, and bounded as follows: northerly, by the public highway; westerly, by immo-

par l'immeuble numéro huit cent soixante-cinq dudit cadastre et enfin vers le sud et vers l'est par le résidu dudit immeuble numéro huit cent soixante-sept dudit cadastre.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives attachées audit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 26 octobre 1955. 41045-43-2

veable number eight hundred and sixty-five of said cadastre and finally to the south and east by the residue of said immoveable number eight hundred and sixty-seven of said cadastre.

All of which as it actually stands with servitudes both active and passive attaching to said emplacement.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on DECEMBER NINTH 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th, 1955. 41045-43-2-o

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, N° 8841. ALBERT SAVARD, marchand de Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, P.Q. demandeur, vs EDMOND PETITPAS, de Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, P.Q. défendeur.

Un lot de terre situé à Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, mesurant environ un arpent et demi de largeur par environ vingt arpents de profondeur, sans garantie quant à la mesure, borné au Sud par le chemin Public, à l'est à Dame Vve Sarah Desbiens ou représentants, à l'ouest par la Cie Donnacona Paper Ltd., au nord par la Réserve Cantonale, connu et désigné comme étant et faisant partie du lot numéro quarante-neuf (Ptie 49) du Quatrième Rang, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Iberville, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sault-au-Mouton MARDI, le VINGT-NEUF NOVEMBRE 1955 à UNE heure de l'après-midi.

Et j'ai signé ce treizième jour du mois d'octobre 1955.

Le Shérif,
40996-43-2-o PIERRE NÉRON.

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 8841. ALBERT SAVARD, merchant of Sault-au-Mouton, county of Saguenay, P.Q., plaintiff; vs EDMOND PETITPAS, of Sault-au-Mouton, county of Saguenay, P.Q., defendant.

A plot of land situated at Sault-au-Mouton, county of Saguenay, measuring about one arpent and a half in width by some twenty arpents in depth, without guarantee as to measure, bounded southerly by the public highway, easterly by Dame Sarah Desbiens, widow, or representatives, westerly by the Donnacona Paper Co., Limited, northerly by the Cantonal Reserve, known and designated as being and forming part of lot number forty-nine (P. 49) Range four, on the official plan and book of reference for the township of Iberville, with buildings erected thereon.

To be sold at the Parochial Church door of Sault-au-Mouton, TUESDAY, NOVEMBER TWENTY-NINTH 1955, at ONE o'clock in the afternoon.

And I have signed this thirteenth day of the month of October 1955.

PIERRE NÉRON,
40996-43-2 Sheriff.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François — Sherbrooke

Cour de Magistrat, No. 43033 PAUL-ÉMILE BRAZEAU, avocat, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demandeur, vs LAURIAN CÔTÉ, domicilié à Springhill, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

"Partie du lot seize (pt. 16) rang trois sud-ouest du canton de Whitton ayant une superficie de quarante-neuf acres environ. De plus le lot dix-sept du rang trois canton de Whitton, superficie d'environ cinquante acres plus ou mois."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Bon Conseil de Springhill, le PREMIER jour de DÉCEMBRE 1955, à ONZE heures a.m.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOS LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 25 octobre 1955. 40997-43-2-o

[Première insertion, le 29 octobre 1955]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis — Sherbrooke

Magistrate's Court No. 43033 PAUL-ÉMILE BRAZEAU, advocate, of the city of Sherbrooke, district of St-Francis, plaintiff, vs LAURIAN CÔTÉ, domiciled at Springhill, district of St-Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

"Part of lot sixteen (Pt. 16) range three south west of the township of Whitton having a superficies of about forty-nine acres. Moreover the lot seventeen (17) of range three township of Whitton, superficies of about fifty acres more or les."

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Springhill, the FIRST day of DECEMBER 1955, et ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, October the 25th, 1955.
40997-43-2-o

[First insertion October the 29th, 1955]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 23928 — LOUIS VAN KOOI, peintre décorateur des cité et district de Montréal, demandeur, vs WALTER DAROLD, du village de Morin Heights, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le N° treize A (13A) du premier rang au plan et livre de renvois officiels du canton Howard dans le comté d'Argenteuil.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Adolphe d'Howard le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 25 octobre 1955. 41018-43-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 23928 — LOUIS VAN KOOI, painter-decorator, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs WALTER DAROLD, of the village of Morin Heights, county of Argenteuil, district of Terrebonne, defendant.

A lot of land known and designated as being No. thirteen A (13A) of the first range on the official plan and in the book of reference of Howard township in the county of Argenteuil.

To be sold at the Catholic church door of the parish of St-Adolphe of Howard on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, October 25th, 1955. 41018-43-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 363416 — PERCIVAL J. C. HILLIER, domicilié et demeurant à Morin Heights, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur, vs WALTER WEEKES, constructeur, autrefois des cité et district de Montréal, présentement de lieux inconnus, défendeur.

Un emplacement situé à Morin Heights, comté d'Argenteuil, pris à même le lot de terre désigné sous le numéro trente-sept dans le troisième rang (37, Pt. R. III) du cadastre officiel du Canton Morin;

L'immeuble présentement décrit mesure cent pieds (100′) de largeur en avant le long du chemin et cent pieds (100′) de largeur en arrière sur cent quatre-vingt pieds (180′) de profondeur dans la ligne de côté nord-ouest et cent quatre-vingt pieds (180′) de profondeur dans la ligne de côte sud-est; mesure anglaise;

Cet immeuble est borné comme suit: en avant vers le sud-ouest par le chemin public allant de Morin Heights à St-Adolphe; à l'arrière vers le nord-est et sur un côté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot No. 37 R. III, appartenant à M. William Watchorn, et de l'autre côté au sud-est par une autre partie du même lot No. 37 R. III, la propriété de M. Robert G. B. Jones.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Morin Heights le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1955 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. FOURNELLE.
St-Jérôme, le 25 octobre 1955. 41017-43-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 363416 — PERCIVAL J. C. HILLIER, domiciled and residing at Morin Heights, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff, vs WALTER WEEKES, builder, heretofore of the city and district of Montreal, presently of unknown parts, defendant.

An emplacement situate at Morin Heights, county of Argenteuil, taken from the lot of land designated under number thirty-seven in the third range (37, P. R. III) of the official cadastre of Morin;

The immoveable presently described measures one hundred feet (100′) in width in front along the road and one hundred feet (100′) in width in rear by one hundred and eighty feet (180′) in depth in the line on the northwest side and one hundred and eighty feet (180′) in depth in the line on the southeast side; English measure;

This immoveable is bounded as follows: in front on the southwest by the public highway in the direction of Morin Heights to St-Adolphe; in rear, on the northeast and on one side on the northwest by the residue of the said lot No. 37 R. III, belonging to Mr. William Watchorn, and on the other side on the southeast by another part of the same lot No. 37 R. III, the property of Mr. Robert G. B. Jones.

To be sold at the Catholic church door of Morin Heights on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, October 25th, 1955. 41017-43-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 43

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1067 — Concernant certains actes administratifs du Ministère de la Chasse et des pêcheries..... 3234
1104 — Concernant le transfèrement des doubles des registres de paroisses situés dans le district électoral actuel de Rouyn-Noranda..... 3235
1119-A — Métiers de l'imprimerie dans

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43

ORDERS IN COUNCIL:

1067 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries..... 3234
1104 — Concerning the transfer of duplicates of registers of Civil Status for the parishes situated in the present electoral district of Rouyn-Noranda..... 3235

la région de Montréal 3198
1119-B — Métiers de l'imprimerie dans la région de Québec 3204
1120-A — Métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de refrigérateurs et gicleurs, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante, dans les comtés de Maskinongé, *et al* 3205
1120-B — Industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, *et al*.. 3206
1121 — Industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal 3207

1119-A — Printing trades in the region of Montreal 3198
1119-B — Printing trades in the region of Quebec 3204
1120-A — Plumber, steamfitter, refrigeration mechanic, sprinkler, fitter, welder, tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic trades in the counties of Maskinongé, *et al* 3205
1120-B — Construction industry in the counties of Abitibi East, *et al* 3206
1121 — Construction industry and trades in the region of Montreal 3207

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3167

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3167

AVIS DIVERS:

Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporée — Lake St. John Aquatic Club Incorporated (Règlements) 3138
Club de Golfe de Belle Vue, Limitée (Directeurs) 3138
Fagen Clothing Manufacturers Incorporated (Directeurs) 3137
Finance Richelieu Inc.— Richelieu Finance Inc. (Directeurs) 3136
Hôpital Notre-Dame du Sacré-Cœur (Règlement) 3138
J. W. Martineau Ltée (Directeurs) 3137
L'Association des Chimistes Professionnels de Québec (Membres) 3136
La Corporation de l'École de Bibliothécaires de l'Université de Montréal (Règlement) 3136
Main Auto Repairs Co. (Directeurs) ... 3137
Stelco Mines Quebec Limited (Directeurs) 3138
Syndicat Coopératif des Égouts Collectifs de Fugèreville (Fondation) 3138
White Sister Uniform Inc. (Directeurs). 3137

MISCELLANEOUS NOTICES:

Club Aquatique du Lac St-Jean, Incorporée — Lake St. John Aquatic Club Incorporated (By-laws) 3138
Club de Golfe de Belle Vue, Limitée (Directors) 3138
Fagen Clothing Manufacturers Incorporated (Directors) 3137
Finance Richelieu Inc.— Richelieu Finance Inc. (Directors) 3136
Hôpital Notre-Dame du Sacré-Cœur (By-law) 3138
J. W. Martineau Ltée (Directors) 3137
The Association of Professional Chemists of Quebec (Members) 3136
La Corporation de l'École de Bibliothécaires de l'Université de Montréal (By-Law) 3136
Main Auto Repairs Co. (Directors) 3137
Stelco Mines Quebec Limited (Directors) 3138
Syndicat Coopératif des Égouts Collectifs de Fugèreville (Foundation) 3139
White Sister Uniform Inc. (Directors).. 3137

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 3184

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 3184

CHARTES — ABANDON DE:

Dunbar Investment Corporation 3139
Jos. Fontaine Ltée 3139

CHARTERS — SURRENDER OF:

Dunbar Investment Corporation 3139
Jos. Fontaine Ltée 3139

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Bayou Metals, Inc. 3139

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Bayou Metals, Inc. 3139

COMPAGNIES DISSOUTES:

Bramley Dress Inc. 3240
Campbell Enterprises Limited 3241
Charles Manufacturing Company Limited 3241
Crabtree Company Ltd. 3242
Cole Shoe Corporation 3242
Compagnie Industrielle St-Félix Limitée 3242
Continental Knitting Mills Limited 3240
Fabi & Stewart Limitée 3242
J. Oscar Morin Limited 3243
La Compagnie Dion Limitée 3240
Provincial Importing Co. Ltd. 3243
Scheffer's Ltd 3241
Southwestern Furs of Canada Ltd. 3241
Waden Inc. 3241

COMPANIES DISSOLVED:

Bramley Dress Inc. 3240
Campbel Enterprises Limited 3241
Charles Manufacturing Company Limited 3241
Crabtree Company Ltd. 3242
Cole Shoe Corporation 3242
Compagnie Industrielle St-Félix Limitée 3242
Continental Knitting Mills Limited 3240
Fabi & Stewart Limitée 3242
J. Oscar Morin Limited 3243
I a Compagnie Dion Limitée 3240
Provincial Importing Co. Ltd 3243
Scheffer's Ltd 3241
Southwestern Furs of Canada Ltd. 3241
Waden Inc. 3241

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Arvida, cité de ... 3254
Asbestos, ville de ... 3195
Beauharnois Light, Heat and Power Company ... 3249
Bedford, ville de ... 3255
Black Lake, Commissaires d'écoles ... 3251
Boissinot, Michel ... 3193
Bourlamaque, ville de ... 3186
Canadian Petrofina Limited ... 3190
Château d'Eau, commissaires d'écoles catholiques de ... 3193
Christ-Roi de Joliette, syndics de la paroisse de ... 3185
Collège de Rouyn ... 3187
Collège Apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau ... 3194
Compagnie Québec-Autobus ... 3190
Corporation du Cimetière St-Joseph de Victoriaville ... 3191
Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermique de la Province de Québec. 3254
Corporation du Pont de Trois-Rivières. 3252
Desjardins, Dame Mélanie *et vir* ... 3195
Dorval, ville de ... 3243
Drummondville, commissaires d'écoles de la cité de ... 3195
Fédération de l'Industrie de la Construction de la province de Québec ... 3250
Feinchneider, Israël ... 3186
Gélinas, Jacques-Antonio-Joseph-André 3191
Granby, cité de ... 3198
Gyulai, Dame Blanka Richter ... 3188
Harvey-Jellie, Reginald Culmer ... 3187
Hull, cité de ... 3248
Jacques-Cartier, cité de ... 3187
Jewish Convalescent Centre ... 3257
Jonquière, ville de ... 3254
Koplewicz-Capelle, Michel ... 3186
La Corporation des Courtiers en Immeubles de la province de Québec ... 3189
La Sarre, ville de ... 3243
La Tuque, Commissaires d'écoles ... 3245
La Tuque, ville de ... 3244
Lauzon, cité de ... 3197
Les Ursulines de Québec, *et al* ... 3251
L'Institut des Oblates Missionnaires de l'Immaculée ... 3196
Magog, cité de ... 3188
Magog, Commissaires d'écoles ... 3253
Mont Gabriel, ville de ... 3185
Montréal, cité de ... 3191
Montréal-Nord, ville de ... 3251
Nicolet, ville de ... 3248
Nordstrom, Brigit Solveig ... 3193
Plessisville, commissaires d'écoles de la paroisse de ... 3185
Pointe-aux-Trembles, ville de ... 3191
Pont-Rouge, village de ... 3244
Préville, ville de ... 3245
Prud'homme, Luc sr, *et al* ... 3247
Salaberry-de-Valleyfield, cité de ... 3245
Sorel, commissaires d'écoles de la cité de ... 3194
St-Félix de Valois, commissaires d'écoles du village de ... 3187
St-Gabriel de Brandon, village de ... 3252
St-Hyacinthe, cité de ... 3249
St-Hubert, commissaires d'écoles de la paroisse de ... 3195
St-Jean, cité de ... 3197
St-Jérôme, cité de ... 3246
St-Joseph de Beauce, commissaires d'écoles de la paroisse de ... 3196
St-Joseph de Mont-Royal, syndics de la paroisse de ... 3193

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, city of ... 3254
Asbestos, town of ... 3195
Beauharnois Light, Heat and Power Company ... 3249
Bedford, town of ... 3255
Black Lake, School Commissioners ... 3251
Boissinot, Michel ... 3193
Bourlamaque, town of ... 3186
Canadian Petrofina Limited ... 3190
Château d'Eau, Catholic School Commissioners of ... 3193
Christ-Roi of Joliette, trustees of the parish of ... 3185
Collège de Rouyn ... 3187
Apostolic College of Saint-Alexandre de la Gatineau ... 3194
Compagnie Québec-Autobus ... 3190
Corporation du Cimetière St-Joseph de Victoriaville ... 3191
Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation ... 3254
Corporation du Pont de Trois-Rivières. 3252
Desjardins, Dame Mélanie *et vir* ... 3195
Dorval, town of ... 3243
Drummondville, School Commissioners of the city of ... 3195
Fédération de l'Industrie de la Construction de la province de Québec ... 3250
Feinchneider, Israël ... 3186
Gélinas, Jacques-Antonio-Joseph-André 3191
Granby, city of ... 3198
Gyulai, Dame Blanka Richter ... 3188
Harvey-Jellie, Reginald Culmer ... 3187
Hull, city of ... 3248
Jacques-Cartier, city of ... 3187
Jewish Convalescent Centre ... 3257
Jonquière, town of ... 3254
Koplewicz-Capelle, Michel ... 3186
The Corporation of Real Estate Brokers of the Province of Quebec ... 3189
La Sarre, town of ... 3243
La Tuque, School Commissioners ... 3245
La Tuque, town of ... 3244
Lauzon, city of ... 3197
Les Ursulines de Québec, *et al* ... 3251
L'Institut des Oblates Missionnaires de l'Immaculée ... 3196
Magog, city of ... 3188
Magog, School Commissioners ... 3253
Mont Gabriel, town of ... 3185
Montreal, city of ... 3191
Montreal North, town of ... 3251
Nicolet, town of ... 3248
Nordstrom, Brigit Solveig ... 3193
Plessisville, School Commissioners of the parish of ... 3185
Pointe-aux-Trembles, town of ... 3191
Pont-Rouge, village of ... 3244
Préville, town of ... 3245
Prud'homme, Luc sr, *et al* ... 3247
Salaberry-de-Valleyfield, city of ... 3245
Sorel, School Commissioners of the city of ... 3194
St-Félix de Valois, School Commissioners of the village of ... 3187
St-Gabriel de Brandon, village of ... 3252
St-Hyacinthe, city of ... 3249
St-Hubert, School Commissioners of the parish of ... 3195
St-Jean, city of ... 3197
St-Jérôme, city of ... 3246
St-Joseph de Beauce, School Commissioners of the parish of ... 3196
St-Joseph of Mount Royal, Trustees of the parish of ... 3193

St-Joseph de Sorel et Tracy, commissaires d'écoles de	3194	St-Joseph de Sorel et Tracy, School Commissioners of	3194
St-Laurent, Commissaires d'écoles	3254	St-Laurent, School Commissioners	3254
St. Lawrence Cement Co.	3194	St. Lawrence Cement Co.	3194
Ste-Marie, village de	3249	Ste-Marie, village of	3249
Succession Dame Berthe Beauchemin	3186	Estate of Dame Berthe Beauchemin	3186
Succession Cécile Marchildon	3192	Estate of Cécile Marchildon	3192
Succession James McCready	3192	Estate of James McCready	3192
Succession John Skillman O'Meara	3196	Estate of John Skillman O'Meara	3196
Succession Joseph-Aimé Massue	3192	Estate of Joseph-Aimé Massue	3192
Succession Paul-Émile Bourret	3257	Estate Paul Bourret	3257
Succession Régina Lussier	3256	Estate Régina Lussier	3256
Succession Romulus Dufresne	3245	Este Romulus Dufresne	3245
Succession J. Ulysse Ste-Marie	3252	Estate J. Ulysse Ste-Marie	3252
Thetford Mines, cité de	3250	Thetford Mines, city of	3250
Toth, Thomas	3190	Toth, Thomas	3190
Trinity Church	3198	Trinity Church	3198
Trois-Pistoles No 1, commissaires d'écoles du village de	3192	Trois Pistoles No 1, School Commissioners of the village of	3192
Trois-Rivières, cité des	3255	Trois-Rivières, city of	3255
Tunnel Champlain Inc.	3256	Tunnel Champlain Inc.	3256
Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule	3189	Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de Ste-Ursule	3189
Verdun, Commission des Écoles Catholiques	3254	Verdun, Catholic School Board	3254
Vézina, Joseph Claude	3245	Vézina, Joseph Claude	3245
Victoriaville, ville de	3246	Victoriaville, town of	3246
Villeneuve, village de	3190	Villeneuve, village of	3190
Weinstein, Milton	3187	Weinstein, Milton	3187
Westmount, cité de	3251	Westmount, city of	3251

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE: *Municipalité scolaire de:*		EDUCATION: *School Municipality of:*	
Eastman	3257	Eastman	3257
Lac-au-Saumon, village de	3257	Lac-au-Saumon, village of	3257
LeMoyne, ville de	3258	LeMoyne, town of	3258
Maniwaki	3258	Maniwaki	3258
St-Jean-Vianney	2257	St-Jean-Vianney	3257
St-Joseph-de-Sorel et Tracy	3258	St-Joseph-de-Sorel and Tracy	3258
TERRES ET FORÊTS: *Service du Cadastre:*		LANDS AND FOREST: *Cadastral Branch:*	
Chicoutimi, paroisse de	3258	Chicoutimi, parish of	3258
Chicoutimi, ville de	3258	Chicoutimi, town of	3258
Ste-Foye, paroisse de	3259	Ste-Foye, parish of	3259
St-Roch-Nord, paroisse de	3259	St-Roch-Nord, parish of	3259
Ste-Rose, paroisse de	3259	Ste-Rose, parish of	3259
TRAVAIL: *Industrie ou métiers de:*		LABOUR: *Industry or Trades of:*	
L'Association des Marchands détaillants du Canada — Québec, Inc. de Magog *et al*	3261	The Retail Merchants Association of Canada — Quebec, Inc. of Magog *et al*	3261
Comité paritaire du Commerce de Gros de Rimouski (Prélèvement)	3259	Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski (Levy)	3259
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Bas St-Laurent, étude du droit	3265	Lower St. Lawrence, study of law	3265
Richelieu, étude du droit	3265	Richelieu, study of law	3265
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Adela Realty Ltd.	3168	Adela Realty Ltd.	3168
Alliance Wholesale Butchers Inc.	3169	Alliance Wholesale Butchers Inc.	3169
American Home Builders Corporation	3169	American Home Builders Corporation	3169
André Chrétien & Fils Inc.	3169	André Chrétien & Fils Inc.	3169
Bachand & Frères Ltée	3170	Bachand & Frères Ltée	3170
Barbara Formals Inc.	3170	Barbara Formals Inc.	3170
Basin Realties Inc.	3170	Basin Realties Inc.	3170
Bergeron & Duhamel Incorporée	3170	Bergeron & Duhamel Incorporée	3170
Bertrand Garneau, Inc.	3171	Bertrand Garneau, Inc.	3171
Border Realty Corp.	3171	Border Realty Corp.	3171

Calco Building Corporation..... 3172
Canadian Oil & Gas Reserves (Quebec) Limited..... 3172
Capitol Sales Ltd..... 3172
Champlain Exploration Inc..... 3173
Charton Construction Inc..... 3173
De Luxe Slippers Inc..... 3173
Dufferin Plumbing & Heating Supply Co. Ltd..... 3174
Dupont Television Corp..... 3174
Entreprises Northland Ltée — Northland Enterprises Ltd..... 3174
Equipment Import Co. Ltd..... 3175
F. Leber Realty Co. Ltd..... 3175
Franc-Len Distributors Inc..... 3175
Gillmark Development Corp..... 3176
Golden West Minerals (Quebec) Ltd... 3176
J. L. St-Germain Ltée..... 3176
J. X. Levesque Limitée..... 3177
Le Carrousel des Jouets Inc.— The Toy Carnival Inc..... 3177
Le Croissant d'Or Inc..... 3177
Le Marché d'Isle Maligne, Ltée — The Isle Maligne Market, Limited..... 3178
Lithographie Laurentide Lithographing Inc..... 3178
Maçonnerie R.H.M. Ltée — R.H.M. Masonry Ltd..... 3179
Meubles J. Dosogne Furniture Inc..... 3179
Mt. Vernon Corp..... 3179
New Host Co. Inc..... 3180
Noel Moffitt (Quebec) Ltd..... 3180
Picture World Encyclopedia Ltd..... 3180
Pierrefonds Automobile Ltée..... 3181
Prospecting Geophysics Limited..... 3181
Québec Service de Laveuses Incorporée. 3181
Richard Auto Supply Ltd..... 3182
Sandy Gray Dress Co. Ltd..... 3182
Station Realties Inc..... 3182
St. Leonard Realties Inc..... 3183
Terminal Pawnbrokers Company Ltd.. 3183
Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-Marins..... 3183
Wilson Bowling Alleys Inc..... 3184
Yelle Construction Ltée..... 3184

LIQUIDATION, AVIS DE:

Le Foyer Belge (Limitée)..... 3265

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

General Security Assurance Corporation of New York..... 3265

NOMINATION:

Lalande, Roméo..... 3266

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires..... 3266

SIÈGES SOCIAUX:

Aircraft Radio & Television Sales & Service Inc..... 3267
A. Wesley Mason & Son Ltd..... 3267
Chibougamau Venture Limited..... 3267

SOUMISSIONS:

Arvida, cité de..... 3169
Côte St-Léonard, Commission scolaire.. 3168
Lévis, cité..... 3273

Calco Building Corporation..... 3172
Canadian Oil & Gas Reserves (Quebec) Limited..... 3172
Capitol Sales Ltd..... 3172
Champlain Exploration Inc..... 3173
Charton Construction Inc..... 3173
De Luxe Slippers Inc..... 3173
Dufferin Plumbing & Heating Supply Co. Ltd..... 3174
Dupont Television Corp..... 3174
Entreprises Northland Ltée — Northland Enterprises Ltd..... 3174
Equipment Import Co. Ltd..... 3175
F. Leber Realty Co. Ltd..... 3175
Franc-Len Distributors Inc..... 3175
Gillmark Development Corp..... 3176
Golden West Minerals (Quebec) Ltd... 3176
J. L. St-Germain Ltée..... 3176
J. X. Levesque Limitée..... 3177
Le Carrousel des Jouets Inc.— The Toy Carnival Inc..... 3177
Le Croissant d'Or Inc..... 3177
Le Marché d'Isle Maligne, Ltée — The Isle Maligne Market, Limited..... 3178
Lithographie Laurentide Lithographing Inc..... 3178
Maçonnerie R.H.M. Ltée — R.H.M. Masonry Ltd..... 3179
Meubles J. Dosogne Furniture Inc..... 3179
Mt. Vernon Corp..... 3179
New Host Co. Inc..... 3180
Noel Moffitt (Quebec) Ltd..... 3180
Picture World Encyclopedia Ltd..... 3180
Pierrefonds Automobile Ltée..... 3181
Prospecting Geophysics Limited..... 3181
Québec Service de Laveuses Incorporée. 3181
Richard Auto Supply Ltd..... 3182
Sandy Gray Dress Co. Ltd..... 3182
Station Realties Inc..... 3182
St. Leonard Realties Inc..... 3183
Terminal Pawnbrokers Company Ltd.. 3183
Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-Marins..... 3183
Wilson Bowling Alleys Inc..... 3184
Yelle Construction Ltée..... 3184

WINDING UP NOTICE:

Le Foyer Belge (Limitée)..... 3265

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

General Security Assurance Corporation of New York..... 3265

APPOINTMENT:

Lalande, Roméo..... 3266

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business..... 3266

HEAD OFFICES:

Aircraft Radio & Television Sales & Service Inc..... 3267
A. Wesley Mason & Son Ltd..... 3267
Chibougamau Venture Limited..... 3267

TENDERS:

Arvida, city of..... 3269
Côte St-Léonard, School Commission.. 3268
Lévis, city..... 3273

St-Étienne-des-Grès, paroisse..... 3272
St-Grégoire, Commission scolaire..... 3270
Shawinigan Falls, cité..... 3271
Trois-Pistoles No 1 Village, Commission scolaire..... 3274

VENTES PAR LICITATION:

Benoit vs Archambault..... 3276
Bibaud *et vir* vs Robillard *et al*..... 3278
Kotsonas *et al* vs Logothetis..... 3276
Kukura vs Kukura..... 3280
Leblanc vs Leblanc *et al*..... 3277

VENTES POUR TAXES:

Cadillac, ville de..... 3281
Jacques-Cartier, cité de..... 3281

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Les Révérendes Sœurs Adoratrice du Précieux-Sang de St-Hyacinthe vs Gouin..... 3288

BEAUCE:

Roy vs Gilbert..... 3289

GASPÉ:

Russell vs Labrie..... 3289

HULL:

La Banque Provinciale du Canada vs Cadieux..... 3289

MONTRÉAL:

Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Cassurel..... 3290
Dunning *et vir* vs Héritiers de John Way 3290
Léo Perrault, ltée vs Verret..... 3290

SAGUENAY:

Savard vs Petitpas..... 3291

SAINT-FRANÇOIS:

Brazeau vs Côté..... 3291

TERREBONNE:

Hillier vs Weekes..... 3292
Van Kooi vs Darold..... 3292

St-Étienne-des-Grès, parish..... 3272
St-Grégoire, School Commission..... 3270
Shawinigan Falls, city..... 3271
Trois-Pistoles No 1 Village, School Commission..... 3274

SALES BY LICITATION:

Benoit vs Archambault..... 3276
Bibaud *et vir* vs Robillard *et al*..... 3278
Kotsonas *et al* vs Logothetis..... 3276
Kukura vs Kukura..... 3280
Leblanc vs Leblanc *et al*..... 3277

SALES FOR TAXES:

Cadillac, town of..... 3281
Jacques-Cartier, city of..... 3281

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Les Révérendes Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de St-Hyacinthe vs Gouin..... 3288

BEAUCE:

Roy vs Gilbert..... 3289

GASPÉ:

Russell vs Labrie..... 3289

HULL:

The Provincial Bank of Canada vs Cadieux..... 3289

MONTREAL:

Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Cassurel..... 3200
Dunning *et vir* vs Heirs of John Way... 3290
Léo Perrault, ltée vs Verret..... 3290

SAGUENAY:

Savard vs Petitpas..... 3291

SAINT FRANCIS:

Brazeau vs Côté..... 3291

TERREBONNE:

Hillier vs Weekes..... 3292
Van Kooi vs Darold..... 3292

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.